

Document d'information sur les ratifications et les activités normatives

(au 31 décembre 2009)

**Troisième question à l'ordre du jour:
Informations et rapports sur l'application
des conventions et recommandations**

Rapport III (partie 2)

ISBN: 978-92-2-221883-7 (imprimé)
ISBN: 978-92-2-221884-4 (pdf Web)
ISSN: 0251-3218

Première édition 2010

Tableaux générés par la base de données APPLIS
www.ilo.org/normes

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les publications du Bureau international du Travail peuvent être obtenues dans les principales librairies ou auprès des bureaux locaux du BIT. On peut aussi se les procurer directement, de même qu'un catalogue ou une liste des nouvelles publications, à l'adresse suivante: Publications du BIT, Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par e-mail: pubvente@ilo.org ou par notre site Web: www.ilo.org/publns.

Note au lecteur

Le document d'information sur les ratifications et les activités normatives (rapport III (partie 2)) offre une vue d'ensemble des développements intervenus dans le domaine des normes internationales du travail au cours de l'année 2009. Il complète les informations contenues dans le rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations (rapport III (partie 1A)). La partie I de ce document contient des informations générales sur les développements récents intervenus dans le domaine des normes internationales du travail, sur les procédures constitutionnelles et autres procédures liées au contrôle de l'application des normes ainsi que sur l'assistance technique dans le domaine des normes. La partie II comprend, sous forme de tableaux, l'ensemble des informations sur la ratification des conventions et des protocoles. Enfin, la partie III présente, sous forme de tableaux, les «profils par pays» qui rassemblent les informations sur la ratification des conventions, leur application et la soumission des instruments adoptés par la Conférence internationale du Travail aux autorités compétentes, pour chaque pays.

Table des matières

	<i>Page</i>
Note au lecteur	iii
Partie I. Information générale sur les normes internationales du travail	1
Politique normative	1
A. Amélioration des activités normatives	1
1. Incidences sur la stratégie normative de la Déclaration sur la justice sociale et informations actualisées sur la mise en œuvre du plan d'action intérimaire	1
2. Instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT de 1997	3
B. Nouvelle norme examinée par la Conférence internationale du Travail à sa 98 ^e session (juin 2009)	3
C. Questions normatives inscrites à l'ordre du jour de la Conférence (2010 et 2011)	4
Procédures constitutionnelles et autres	5
A. Mesures prises en vertu de l'article 33 de la Constitution de l'OIT: la question de l'exécution par le gouvernement du Myanmar de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930	5
B. Réclamations présentées au titre de l'article 24 de la Constitution de l'OIT	7
C. Plaintes présentées en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT	7
D. Procédures spéciales en matière de liberté syndicale	9
Assistance technique	10
Assistance technique dans le domaine des normes et coopération technique proposée par le Département des normes internationales du travail et les bureaux sous-régionaux	10
1. Missions de suivi des conclusions adoptées par la Conférence à ses dernières sessions	10
2. Assistance technique relative à l'obligation d'envoyer des rapports et à d'autres obligations normatives	12
3. Activités de formation	15
4. Activités de promotion	20
Activités spécifiques entreprises en collaboration avec d'autres organisations internationales concernant les normes internationales du travail	31
A. Traités des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme	31
B. Charte sociale européenne	32

C. Autres questions relatives aux droits de l'homme	32
Annexes à la partie I	
1. Informations générales	33
2. Liste alphabétique des Etats Membres ayant ratifié ou accepté l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT, 1997	34
Partie II. Liste des ratifications par convention et protocole	37
Partie III. Profils par pays	121
Annexe. Liste des conventions adoptées par session	229

Partie I. Information générale sur les normes internationales du travail

Politique normative

A. Amélioration des activités normatives

1. Incidences sur la stratégie normative de la Déclaration sur la justice sociale et informations actualisées sur la mise en œuvre du plan d'action intérimaire

1. On rappellera que, dans le cadre de ses discussions régulières sur les améliorations des activités normatives de l'OIT, le Conseil d'administration a adopté une stratégie normative à sa 298^e session (novembre 2005) ¹, qui comporte quatre volets: 1) le développement, l'actualisation et la promotion des normes de l'OIT (politique normative); 2) le renforcement du système de contrôle; 3) l'amélioration de l'impact du système normatif par le biais de l'assistance et de la coopération techniques; et 4) le renforcement de la visibilité du système normatif. Un plan d'action intérimaire pour la mise en œuvre de cette stratégie a été approuvé par le Conseil d'administration à sa 300^e session (novembre 2007) ².

2. En novembre 2008, le Conseil d'administration a entamé un examen des incidences de la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable (Déclaration sur la justice sociale), adoptée par la Conférence internationale du Travail à sa 97^e session (juin 2008), sur la stratégie normative ³. Il est apparu que les incidences de la Déclaration sur la justice sociale concernaient les quatre volets de la stratégie normative. Le Conseil d'administration a pris des décisions sur deux incidences immédiates: la promotion des normes qui sont les plus importantes du point de vue de la gouvernance (les quatre conventions prioritaires); et l'établissement d'un lien entre les études d'ensemble et les discussions récurrentes ⁴, y compris les formulaires pour les rapports soumis au titre de l'article 19 de la Constitution de l'OIT (questionnaires au titre de l'article 19). Il a en outre commencé à examiner la question de la rationalisation des cycles des rapports soumis au titre des articles 19 et 22 de la Constitution en réponse à la

¹ Document GB.298/LILS/4.

² Document GB.300/LILS/6.

³ Documents GB.303/LILS/4/1 et GB.303/12.

⁴ Les discussions récurrentes qui ont lieu au sein de la Conférence internationale du Travail ont pour objectif d'examiner les tendances concernant chacun des objectifs stratégiques de manière à établir une meilleure adéquation entre les besoins des mandants et l'action entreprise par l'Organisation pour y répondre (à travers l'action normative, la coopération technique et les capacités techniques et de recherche du Bureau).

demande visant à la coordination des rapports, formulée dans la résolution ⁵ adoptée en même temps que la Déclaration sur la justice sociale.

3. A la suite de cette discussion, le Conseil d'administration a invité le Bureau à: lancer une campagne en faveur de la ratification et de la mise en œuvre effective des normes les plus significatives au regard de la gouvernance; préparer une évaluation du groupement des conventions par sujet aux fins de la soumission des rapports, en vigueur depuis 2003; proposer de nouvelles options pour une approche d'ensemble de la rationalisation des rapports soumis au titre de l'article 22, en tenant compte des décisions prises à ses sessions de novembre 2008 et mars 2009 quant au suivi de la Déclaration sur la justice sociale. Il a également invité le Bureau à: rendre compte des consultations tripartites tenues à propos de la convention (n° 158) et de la recommandation (n° 166) sur le licenciement, 1982; faire le nécessaire pour tenir des consultations relatives à la politique normative avant mars 2009; faire rapport en mars 2009 sur les dispositions complémentaires prises pour la mise en œuvre du plan d'action intérimaire. Enfin, il a invité le Bureau à soumettre, en novembre 2009, un rapport sur l'état d'avancement de la révision des formulaires des rapports soumis au titre de l'article 22.

4. En outre, après un deuxième examen de la question de la dynamique du système de contrôle, le Conseil d'administration a demandé au Bureau de compléter la vue d'ensemble du fonctionnement du système de contrôle par une étude sur l'interprétation des conventions internationales du travail ⁶.

5. En mars 2009, le Conseil d'administration a poursuivi sa discussion sur les incidences de la Déclaration ⁷. Il a invité le Bureau à préparer un rapport présentant un plan d'action final pour la mise en œuvre de la stratégie normative incluant: un plan d'action spécifique pour le lancement d'une campagne en faveur de la ratification et de la mise en œuvre effective des normes les plus significatives au regard de la gouvernance; les divers éléments de la stratégie normative concernant le système de contrôle; et des options pour la politique normative, à la lumière des consultations tripartites. Il a également demandé au Bureau de préparer un document sur l'interprétation des conventions internationales du travail et d'organiser une réunion d'un groupe de travail tripartite d'experts pour examiner la convention (n° 158) et la recommandation (n° 166) sur le licenciement, 1982.

6. Les parties du plan d'action intérimaire restant à développer en vue de sa finalisation portent sur la politique normative et le système de contrôle. En effet, les composantes ayant trait à la coopération technique ainsi qu'à l'information et la communication ont été définies en novembre 2007. Le Bureau a soumis au Conseil d'administration, conformément à sa demande, en novembre 2009, un plan d'action pour obtenir une large ratification et une application effective des normes les plus significatives au regard de la gouvernance ⁸; une évaluation du groupement des conventions par sujet aux fins de la présentation des rapports au titre de l'article 22 ainsi que de nouvelles options pour une approche d'ensemble de la rationalisation de la présentation des rapports; une évaluation du suivi des cas de manquement grave à

⁵ BIT: Résolution concernant le renforcement de la capacité de l'OIT d'appuyer les efforts déployés par ses Membres pour atteindre ses objectifs dans le contexte de la mondialisation, Conférence internationale du Travail, 97^e session, Genève, 2008.

⁶ Documents GB.301/LILS/6(Rev.) et GB.303/LILS/4/2.

⁷ Documents GB.304/LILS/4 et GB.304/9/2.

⁸ Document GB.306/LILS/6.

l'obligation de soumettre des rapports; et le résultat d'un examen des formulaires de rapport au titre de l'article 22 relatifs aux conventions fondamentales ⁹.

7. Le Conseil d'administration a invité le Bureau: à faciliter la poursuite des consultations sur la politique normative et à entamer des consultations sur la question de l'interprétation des conventions internationales du travail; à organiser, en 2010, la réunion d'un groupe de travail tripartite d'experts chargé d'examiner la convention n° 158 et la recommandation n° 166; à soumettre un plan d'action pour la promotion des instruments relatifs à la sécurité et à la santé au travail (la convention n° 155, son Protocole de 2002 et/ou la convention n° 187); à soumettre un plan d'action pour la ratification et la mise en œuvre effective de toutes les conventions fondamentales; à prendre les mesures nécessaires pour mettre en œuvre un groupement des conventions par objectif stratégique aux fins de la présentation des rapports, selon un cycle de trois ans pour les conventions fondamentales et celles relatives à la gouvernance et de cinq ans pour les conventions techniques, et à demander à la CEACR de revoir les critères sur la base desquels elle examinera les observations transmises par les partenaires sociaux en dehors de ce cycle; à demander l'avis des mandants tripartites sur la nécessité de réviser les formulaires de rapport concernant les conventions n°s 29 et 105 et à faire rapport à la commission.

2. Instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT de 1997

8. L'instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT de 1997, qui a pour but de permettre à la Conférence d'abroger les conventions devenues obsolètes, entrera en vigueur lorsqu'il aura été ratifié ou accepté par les deux tiers des Membres de l'Organisation (122/183). Une campagne de ratification a été lancée, afin de favoriser l'entrée en vigueur de cet amendement qui, à ce jour, a reçu 113 ratifications ou acceptations. La dernière acceptation, celle du Cameroun, a été enregistrée le 18 décembre 2009 ¹⁰.

B. Nouvelle norme examinée par la Conférence internationale du Travail à sa 98^e session (juin 2009)

9. A sa 298^e session (mars 2007), le Conseil d'administration a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de la 98^e session (2009) de la Conférence internationale du Travail une question concernant le VIH/sida et le monde du travail, en vue d'une double discussion devant aboutir à l'adoption d'une recommandation autonome. Il a été jugé nécessaire d'adopter une norme internationale du travail sous la forme d'une recommandation autonome pour attirer davantage l'attention sur cette question aux niveaux national et international, pour promouvoir une action concertée des principaux acteurs dans le domaine du VIH/sida, pour accroître l'impact du Recueil de directives pratiques du BIT sur le VIH/sida et le monde du travail adopté en 2001 ainsi que d'autres activités, et également pour examiner les faits nouveaux survenus depuis 2001.

10. En juin 2009, la Commission sur le VIH/sida a adopté par consensus un ensemble très complet de conclusions qui couvrent le champ d'application, les définitions et les principes généraux de la norme proposée, ainsi que la teneur des politiques et programmes nationaux en matière de VIH/sida dans le monde du travail. Des moyens

⁹ Document GB.306/LILS/4.

¹⁰ Voir à l'annexe 2 la liste des pays qui ont ratifié ou accepté l'Instrument d'amendement.

précis de mise en œuvre et de suivi sont également prévus. Les conclusions se réfèrent spécifiquement aux normes internationales du travail pertinentes existantes en matière de discrimination, de licenciement, de sécurité et de santé au travail et de travail des enfants.

11. La Conférence a décidé qu'une question intitulée «Le VIH/sida et le monde du travail» serait inscrite à l'ordre du jour de sa 99^e session pour une deuxième discussion en vue de l'adoption d'une recommandation. Conformément au Règlement de la Conférence, le Bureau a préparé un projet de recommandation qui a été soumis aux gouvernements pour commentaires ¹¹.

C. Questions normatives inscrites à l'ordre du jour de la Conférence (2010 et 2011)

12. En plus de la deuxième discussion en vue de l'adoption d'une recommandation sur le VIH/sida dans le monde du travail, l'ordre du jour de la 99^e session de la Conférence devrait également comporter une première discussion sur la question d'un travail décent pour les travailleurs domestiques. En outre, dans le cadre du suivi de la Déclaration sur la justice sociale, le Conseil d'administration a décidé, à sa session de novembre 2008, que la première discussion récurrente aura lieu en 2010 sur l'objectif stratégique de l'emploi ¹².

13. L'ordre du jour de la 100^e session de la Conférence internationale du Travail devrait comporter une seconde discussion sur la question intitulée: «Travail décent pour les travailleurs domestiques» en vue d'une action normative. En outre, en mars 2009, le Conseil d'administration a également décidé d'inscrire à l'ordre du jour de la 100^e session de la Conférence une discussion récurrente sur l'objectif stratégique de la protection sociale (sécurité sociale) ¹³. Le Conseil d'administration a reporté à mars 2010 le choix de la troisième question technique qui complétera cet ordre du jour.

¹¹ Voir rapport V (1): «Le VIH/sida et le monde du travail», Conférence internationale du Travail, 99^e session, 2010.

¹² Document GB.303/3/1.

¹³ Document GB.304/2/2.

Procédures constitutionnelles et autres

A. Mesures prises en vertu de l'article 33 de la Constitution de l'OIT: la question de l'exécution par le gouvernement du Myanmar de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930

14. Suite à une plainte, déposée conformément à l'article 26 de la Constitution, alléguant l'inexécution par le Myanmar de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, le Conseil d'administration a décidé d'instituer une commission d'enquête. Celle-ci a conclu, dans son rapport publié en 1998, que l'obligation aux termes de l'article 1, paragraphe 1, de la convention de supprimer l'emploi du travail forcé ou obligatoire était violée au Myanmar dans la législation nationale ainsi que dans la pratique de façon généralisée et systématique, et a formulé une série de recommandations.

15. Le gouvernement n'ayant pas pris les mesures nécessaires pour mettre en œuvre les recommandations de la commission d'enquête, la Conférence internationale du Travail (CIT) a adopté à sa 87^e session (juin 1999) une résolution concernant le recours généralisé au travail forcé aux termes de laquelle le Myanmar devait notamment cesser de bénéficier de la coopération technique ou l'assistance du BIT, à moins qu'il ne s'agisse d'une assistance directe pour appliquer immédiatement les recommandations de la commission d'enquête. L'année suivante, la CIT a adopté une nouvelle résolution, en vertu de l'article 33 de la Constitution, invitant les mandants de l'Organisation à examiner les relations qu'ils entretiennent avec le Myanmar et à prendre les mesures appropriées afin que ces relations ne puissent être mises à profit par le Myanmar pour perpétuer ou développer le système de travail forcé ou obligatoire décrit par la commission d'enquête.

16. Plusieurs missions techniques se sont rendues au Myanmar en 2000 et 2001 et un «protocole d'entente sur une évaluation objective par l'OIT» a été signé en mai 2001 entre l'Organisation et le gouvernement du Myanmar. Aux termes de ce protocole, le gouvernement a accepté de recevoir une mission de haut niveau chargée d'évaluer, en toute indépendance et liberté de mouvement, la réalité de la situation du travail forcé. Le gouvernement a par ailleurs accepté la nomination d'un chargé de liaison de l'OIT au Myanmar, dont le rôle est de couvrir toutes les activités permettant d'assurer l'éradication rapide et effective du travail forcé – chargé de liaison qui est entré en fonctions à partir d'octobre 2002.

17. En mai 2003, le gouvernement et l'OIT ont conclu un accord sur un plan d'action conjoint pour l'élimination des pratiques de travail forcé au Myanmar qui n'a pu être mis en œuvre compte tenu des événements qui se sont produits au plan national. En novembre 2004, le Conseil d'administration a demandé à ce qu'une mission de très haut niveau se rende sur place pour évaluer l'attitude des autorités au Myanmar ainsi que leur volonté de continuer à coopérer avec l'OIT.

18. En février 2005, la mission de très haut niveau a considéré que les conditions n'étaient pas réunies pour qu'elle mène à bien son mandat et a présenté aux autorités, avant de quitter le pays, un aide-mémoire sur les mesures qui devraient être prises pour améliorer la situation. En octobre 2005, des consultations ont eu lieu entre un représentant du Directeur général et le chargé de liaison, d'une part, et le ministre du Travail, d'autre part. A cette occasion, les autorités ont indiqué que le Myanmar ne souhaitait pas s'engager dans un quelconque débat sur les mesures recommandées par la

mission de très haut niveau ni sur le plan d'action conjoint dans la mesure où le seul mécanisme acceptable pour traiter les plaintes de travail forcé était l'actuelle présence de l'OIT sur les lieux. Au cours de la 294^e session du Conseil d'administration (novembre 2005), de nombreux membres se sont dits profondément préoccupés par la dégradation de la situation au Myanmar et un certain nombre d'entre eux a considéré que, compte tenu des circonstances, la seule solution possible pour l'Organisation était de confier à la Conférence elle-même le soin de revoir les mesures adoptées, en vertu de l'article 33 de la Constitution, dans la résolution de la CIT en 2000.

19. Ainsi, le Conseil d'administration a inscrit à l'ordre du jour de la 95^e session de la CIT (mai-juin 2006) la question suivante: «Examiner quelles nouvelles mesures l'OIT pourrait prendre en vertu de sa Constitution pour: i) assurer efficacement le respect par le Myanmar des recommandations de la commission d'enquête; et ii) veiller à ce que des poursuites ne soient pas engagées contre les plaignants ou leurs représentants». Lors de cette session, la Conférence a examiné les différentes options qu'elle pourrait envisager d'adopter pour assurer le respect de la convention, parmi lesquelles la possibilité pour l'OIT de demander un avis consultatif à la Cour internationale de Justice. A sa 297^e session (novembre 2006), le Conseil d'administration a exprimé sa profonde frustration devant le fait que les autorités du Myanmar n'ont pas été en mesure de convenir d'un mécanisme pour traiter les plaintes contre le travail forcé.

20. Le 26 février 2007, l'OIT et le gouvernement du Myanmar ont signé un Protocole d'entente complémentaire, en vue d'établir un mécanisme de plaintes dont l'objectif est de donner aux victimes du travail forcé la possibilité de recourir aux services du chargé de liaison pour adresser leurs plaintes par son intermédiaire aux autorités compétentes en vue d'obtenir réparation. Tout en se félicitant de la mise en œuvre de ce mécanisme, tant le Conseil d'administration que la CIT, lors de sa 96^e session (mai-juin 2007), ont souligné qu'il est vital que le mécanisme fonctionne de manière efficace et que le chargé de liaison dispose des ressources en personnel nécessaires pour s'acquitter de ses responsabilités.

21. En novembre 2007, à sa 300^e session, le Conseil d'administration a lancé un appel au gouvernement du Myanmar pour qu'il déclare publiquement au plus haut niveau, sans ambiguïté possible, que le travail forcé, sous quelque forme que ce soit, est interdit sur tout le territoire national et que les personnes qui y recourent seront dûment punies. Le Conseil d'administration a demandé au gouvernement de veiller à ce que le mécanisme offert par le Protocole d'entente complémentaire reste pleinement opérationnel à l'échelle nationale; à ce que les mesures soient prises pour que les victimes du travail forcé puissent accéder facilement au mécanisme de plainte; et à ce qu'il n'y ait plus d'arrestations ou d'actes de harcèlement à l'encontre des plaignants, facilitateurs ou autres. Le Conseil d'administration a réitéré l'ensemble de ces demandes en mars et novembre 2008 (302^e et 303^e sessions).

22. En février 2009, la période d'essai du mécanisme de traitement des plaintes dans le cadre de l'application du Protocole d'entente complémentaire a été prolongée de un an, jusqu'au 25 février 2010. En mars et novembre 2009 (304^e et 306^e sessions), le Conseil d'administration a reconnu un certain degré de coopération de la part du gouvernement en ce qui concerne le traitement des plaintes dans le cadre de ce mécanisme. Il a cependant demandé au gouvernement de renforcer la capacité de l'OIT, dans le cadre du Protocole d'entente, pour que les plaintes puissent être traitées dans toutes les régions du pays. De même, il a demandé au gouvernement que soient libérées immédiatement toutes les personnes détenues, qu'il s'agisse de plaignants, de facilitateurs ou de toute autre personne participant au mécanisme de traitement des plaintes. En juin 2010, la CIT a considéré les mesures prises par le gouvernement comme étant tout à fait insuffisantes

et a de nouveau souligné la nécessité pour le gouvernement du Myanmar de s'engager de manière résolue dans la mise en œuvre pleine et entière des recommandations de la commission d'enquête constituée par le Conseil d'administration en mars 1997. Dans sa dernière observation, la commission d'experts a elle aussi instamment prié le gouvernement de confirmer l'engagement qu'il a pris d'éliminer le recours au travail forcé au Myanmar et de prendre les mesures, attendues depuis longtemps, qui sont nécessaires pour mettre en œuvre les recommandations de la commission d'enquête et pour appliquer la convention en droit et en pratique.

B. Réclamations présentées au titre de l'article 24 de la Constitution de l'OIT

23. Des réclamations peuvent être déposées en vertu de l'article 24 de la Constitution par des organisations d'employeurs et de travailleurs, alléguant qu'un Etat Membre qui a ratifié une convention n'a pas fait respecter cette convention sur son territoire. Une fois déclarées recevables, les réclamations sont examinées par un comité tripartite établi par le Conseil d'administration. Les conclusions sont suivies par la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations. Le tableau ci-dessous indique l'évolution de la situation concernant les réclamations en 2009.

Pays	Conventions	Organisation plaignante	Statut de la réclamation
Brésil	Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989	Syndicat des ingénieurs du District fédéral (SENGE/DF)	Rapport adopté par le Conseil d'administration à sa 304 ^e session (mars 2009)
Japon	Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983	Union nationale des travailleurs de la protection et de la santé de l'enfance	Rapport adopté par le Conseil d'administration à sa 304 ^e session (mars 2009)
	Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997	Fédération des syndicats communautaires du Japon	En instance: réclamation déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 306 ^e session (nov. 2009) et comité tripartite établi
Mexique	Convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978; convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981; convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990	Syndicat de la métallurgie, de l'acier, du fer et similaires (STIMAHCS)	Rapport adopté par le Conseil d'administration à sa 304 ^e session (mars 2009)
Fédération de Russie	Convention (n° 179) sur le recrutement et le placement des gens de mer, 1996	Fédération des syndicats du transport maritime (FPRMT)	En instance: réclamation déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 300 ^e session (nov. 2007) et comité tripartite établi

C. Plaintes présentées en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT

24. Des plaintes peuvent être présentées en vertu de l'article 26 de la Constitution en alléguant qu'un Etat Membre qui a ratifié une convention ne respecte pas ses engagements. Elles peuvent être présentées par un autre Etat Membre qui a ratifié la même convention. Le Conseil d'administration peut initier la procédure de son propre chef ou sur réception d'une plainte d'un délégué à la Conférence internationale du Travail. Le Conseil d'administration peut instituer une commission d'enquête pour

examiner la plainte. Les conclusions de la commission d'enquête sont suivies par la commission d'experts ou le Comité de la liberté syndicale.

Plainte contre le Bélarus

25. On rappellera qu'à sa 288^e session (novembre 2003) le Conseil d'administration a institué une commission d'enquête chargée d'examiner l'exécution par le Bélarus de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et de la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949. Le Conseil d'administration a pris note du rapport de la commission d'enquête lors de sa 291^e session (novembre 2004). Il a chargé le Comité de la liberté syndicale de superviser le suivi des recommandations de la commission d'enquête et de celles que la commission d'experts formule dans son examen périodique de l'application de ces conventions.

26. A sa session de novembre 2008, le Comité de la liberté syndicale a examiné pour la quatrième fois les mesures prises par le gouvernement du Bélarus pour donner suite aux recommandations de la commission d'enquête (352^e rapport, novembre 2008). Tout en prenant note de certaines mesures positives prises par le gouvernement, il a regretté que la situation actuelle au Bélarus demeure loin de garantir le plein respect de la liberté syndicale et que plusieurs recommandations de la commission d'enquête n'aient toujours pas été mises en œuvre. En novembre 2008 et en mars 2009, le Conseil d'administration a été saisi pour information de documents sur la question des droits syndicaux au Bélarus.

27. En juin 2009, la Commission de l'application des normes de la Conférence a noté avec intérêt l'attitude coopérative du gouvernement vis-à-vis de l'OIT. Elle a pris note, en particulier, du séminaire sur la discrimination antisyndicale organisé à Minsk en juin 2008 et s'est félicitée qu'il ait donné lieu à des discussions très franches sur la situation des syndicats au Bélarus. Elle s'est par ailleurs félicitée des résultats du séminaire tripartite sur la mise en œuvre des recommandations de la commission d'enquête organisé conjointement en janvier 2009 par l'OIT et le gouvernement du Bélarus et, en particulier, du plan d'action destiné à mettre en œuvre les recommandations de la commission d'enquête. La Commission de la Conférence a estimé que les mesures prises par le gouvernement et la volonté de ce dernier de donner effet aux recommandations en suspens de la commission d'enquête constituaient un progrès certain. Si cette volonté affichée se maintenait et se concrétisait par des mesures tangibles traduisant un respect, dans la pratique, de la liberté syndicale, l'application de la convention s'en trouverait considérablement améliorée. La Commission de la Conférence s'est toutefois déclarée préoccupée par le fait que ces avancées demeurent théoriques et qu'aucune amélioration concrète ne se produira tant que les modifications des dispositions législatives demandées par la commission d'enquête ne sont pas adoptées. Compte tenu de l'importance que le gouvernement n'a cessé d'accorder à la poursuite du dialogue social, la commission l'a encouragé à redoubler d'efforts pour garantir le plein respect de la liberté syndicale, en étroite coopération avec tous les partenaires sociaux et avec l'assistance du BIT, et lui a demandé de communiquer au Bureau des informations sur les progrès accomplis en la matière pour examen par la commission d'experts. Le rapport du gouvernement a été examiné par la commission à sa dernière session (2009).

Plainte contre le Zimbabwe

28. En juin 2008, la Commission de la Conférence a demandé au gouvernement du Zimbabwe de participer à la discussion sur l'application de la convention n° 87. Comme cela avait été le cas l'année précédente, le gouvernement a refusé de participer à la discussion. Dans des conclusions fermes, la Commission de la Conférence a demandé notamment le recours à l'article 26 de la Constitution et a prié le Conseil

d'administration d'établir une commission d'enquête. Deux plaintes, au titre de l'article 26, ont été soumises par plusieurs délégués des travailleurs et des employeurs.

29. A sa 303^e session (novembre 2008), le Conseil d'administration a institué une commission d'enquête chargée d'examiner l'exécution par le Zimbabwe des conventions n^{os} 87 et 98. Conformément à la pratique établie, les organes de contrôle ont suspendu leur examen de ces questions en les renvoyant à la commission d'enquête. La commission d'enquête a terminé ses travaux et adopté son rapport le 18 décembre 2009. Ce rapport sera soumis au Conseil d'administration lors de sa 307^e session (mars 2010).

D. Procédures spéciales en matière de liberté syndicale

30. Lors de ses dernières réunions (mars, juin et novembre 2009), le Comité de la liberté syndicale a été saisi de plus de 178 cas concernant quelque 47 pays appartenant à toutes les régions du monde. Il a présenté à leur sujet des conclusions provisoires ou définitives ou en a ajourné l'examen, dans l'attente d'informations de la part des gouvernements (353^e, 354^e et 355^e rapports). Un grand nombre de ces cas a été examiné par le Comité de la liberté syndicale à plusieurs reprises. Il a par ailleurs été saisi de quelque 81 nouveaux cas depuis la dernière session de la commission d'experts. Le comité a attiré l'attention de la commission d'experts sur les questions législatives soulevées dans les cas suivants: Belgique (cas n^o 2529), Brésil (cas n^{os} 2635, 2636 et 2646), Chili (cas n^o 2649), Colombie (cas n^o 2662), El Salvador (cas n^o 2655), Indonésie (cas n^o 2585), Japon (cas n^{os} 2177 et 2183), Malaisie (cas n^o 2301), Pakistan (cas n^{os} 2096, 2229, 2399 et 2520) et Pologne (cas n^{os} 2395 et 2474).

Assistance technique

Assistance technique dans le domaine des normes et coopération technique proposée par le Département des normes internationales du travail et les bureaux sous-régionaux

1. Missions de suivi des conclusions adoptées par la Conférence à ses dernières sessions

Colombie

31. A sa session de juin 2009, la Commission de l'application des normes de la Conférence a examiné l'application de la convention n° 87 par la Colombie. A cette occasion, la commission a rappelé la nécessité de garantir que toutes les enquêtes sur les actes de violence perpétrés à l'encontre de dirigeants syndicaux et de syndicalistes soient menées avec promptitude et efficacité et a instamment prié le gouvernement de mettre fin à la situation actuelle de violence et d'impunité moyennant l'application continue de mesures et de politiques novatrices et efficaces. La commission a vivement souhaité que le gouvernement adopte les mesures nécessaires pour mettre la législation et la pratique nationales en conformité avec la convention n° 87 et elle a invité le gouvernement à continuer de bénéficier de l'assistance du BIT en particulier pour toutes les questions en suspens. Suite à l'examen du cas par la Commission de la Conférence, le gouvernement a invité la directrice du Département des normes à se rendre dans le pays afin de constater les progrès accomplis dans la mise en œuvre des conclusions de cette commission et de l'Accord tripartite pour le droit d'association et la démocratie de 2006.

32. Dans le cadre de son mandat, et suite aux conclusions de la Commission de la Conférence, une mission s'est rendue dans le pays en octobre 2009 dans le but de recevoir en priorité des informations sur: 1) les mesures adoptées pour lutter contre les actes de violence perpétrés à l'encontre du mouvement syndical et contre l'impunité; 2) les aspects législatifs faisant l'objet des commentaires de la commission d'experts; 3) le fonctionnement de la Commission spéciale de traitement des conflits déférés à l'OIT (CETCOIT). Avant que la mission ne quitte le pays, le ministère de la Protection sociale lui a remis une communication écrite contenant les observations suivantes au sujet des questions examinées: a) en ce qui concerne le cas n° 1787 en instance devant le Comité de la liberté syndicale, le gouvernement fait savoir que: «Il est d'une importance capitale de faire la lumière sur les violences perpétrées à l'encontre des dirigeants syndicaux et des travailleurs syndiqués. A cet égard, le gouvernement s'engage à fournir les ressources financières nécessaires au renforcement des capacités de la Sous-unité de syndicalistes de l'Unité nationale des droits de l'homme du bureau du Procureur général de la République et des juges spécialisés du Conseil supérieur de la magistrature en vue de mener, en toute transparence, l'enquête sur les actes de violence allégués dans le cadre du cas n° 1787.» Dans cette communication, il est également dit que «Le gouvernement, avec l'aide du BIT, consultera les centrales ouvrières au sujet des critères permettant de regrouper les informations sur les actes de violence à l'encontre du mouvement syndical qui seront ensuite transmises aux instances chargées de l'enquête et contribueront à sa résolution.»; b) s'agissant de la protection des syndicalistes, il est indiqué dans la communication du gouvernement que: «En ce qui concerne les mesures préventives prises pour éviter de nouveaux actes de violence à l'encontre de dirigeants syndicaux et de travailleurs, le gouvernement s'engage à poursuivre le programme de

protection et à continuer de fournir les ressources nécessaires pour son financement et précise que, quel que soit l'organe chargé d'exécuter les mesures de protection, la responsabilité du programme relèvera toujours de l'Etat.»; c) en ce qui concerne les questions législatives soulevées par la commission d'experts, il est indiqué dans la communication: «que le gouvernement est prêt à procéder à une analyse tripartite, dans le cadre de la Commission nationale de concertation des politiques sociales et salariales, des divergences législatives en instance devant les organes de contrôle de l'OIT»; d) quant au fonctionnement de la CETCOIT, la communication précise que: i) cette commission constitue un cadre particulier et précieux pour instaurer la confiance entre les partenaires sociaux; ii) le gouvernement est favorable au renforcement du processus et, à cet égard, fournira les ressources nécessaires qui permettront de bénéficier, pendant un an, de l'appui d'une université qui jouera le rôle de facilitateur dans le cadre de la résolution des cas en instance devant la CETCOIT; iii) le gouvernement étudiera la possibilité de recourir à la mission de contact préliminaire prévue dans la procédure du Comité de la liberté syndicale, eu égard à la volonté de mettre en œuvre tous les mécanismes aptes à améliorer les relations professionnelles dans le pays. La commission d'experts a examiné le rapport de la mission à l'occasion de sa dernière session (2009).

Egypte

33. Lors de la discussion sur l'application de la convention n° 87 par l'Egypte, en juin 2008, la Commission de l'application des normes de la Conférence a demandé instamment au gouvernement de prendre des mesures concrètes dans un très proche avenir afin que puisse être garanti à tous les travailleurs le plein exercice de leurs droits syndicaux fondamentaux et en particulier l'indépendance des organisations syndicales, et de s'abstenir, notamment, de toute forme d'ingérence dans les activités des organisations de travailleurs. Dans ce contexte, la Commission de la Conférence a invité le gouvernement égyptien à accepter d'accueillir une mission d'assistance technique du BIT. La mission a visité le pays du 21 au 23 avril 2009. A l'issue de cette mission, le gouvernement et les partenaires sociaux ont signé un mémorandum d'accord aux termes duquel le gouvernement s'engageait à organiser, en juillet 2009, un séminaire avec une large participation des partenaires sociaux et autres organisations concernées sur le thème de la liberté syndicale et la négociation collective; l'objectif étant de débattre, entre autres, des commentaires formulés par la commission d'experts sur l'application des conventions n°s 87 et 98. Le gouvernement a informé le Bureau qu'il souhaitait reporter ce séminaire. Le Bureau discute avec le gouvernement pour déterminer une nouvelle date.

Guatemala

34. Une mission de haut niveau, composée des porte-parole des employeurs et des travailleurs de la Commission de l'application des normes de la Conférence, s'est rendue au Guatemala en février 2009, comme la commission l'avait demandé en juin 2008 lors de la discussion de l'application des conventions n°s 87 et 98 par le Guatemala. La Commission de la Conférence a de nouveau discuté de l'application de la convention n° 87 par le Guatemala lors de sa réunion de juin 2009 et a noté entre autres que, d'après les conclusions de la mission de haut niveau, bien que des ressources supplémentaires aient été allouées au mécanisme d'enquête pour combattre l'impunité, des mesures et des ressources supplémentaires étaient manifestement nécessaires. La Commission de la Conférence a une nouvelle fois demandé que soient apportées au gouvernement une assistance et une coopération techniques afin qu'il puisse élaborer en accord avec les partenaires sociaux une feuille de route en vue de garantir une meilleure application de la convention. Une mission d'assistance technique s'est ainsi rendue au Guatemala en

novembre 2009. La commission d'experts a examiné le rapport complet de la mission de haut niveau ainsi que le rapport de la mission d'assistance technique à sa session de 2009.

Ouganda

35. Une mission d'assistance technique s'est rendue en Ouganda, en juillet 2009, suite aux conclusions formulées par la Commission de la Conférence en juin 2008 au sujet des commentaires de la commission d'experts relatifs à l'application de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, d'une part, et à la demande formulée par la délégation tripartite de l'Ouganda à la Conférence en juin 2009 au sujet de l'application des conventions n°s 138 et 182 sur le travail des enfants, d'autre part. La mission a été reçue par le ministre du Travail et les hauts fonctionnaires du ministère en charge du travail et a tenu plusieurs réunions avec des représentants d'autres organes de l'Etat de différents niveaux, ainsi qu'avec les représentants des employeurs et des travailleurs. Des visites ont par ailleurs été effectuées dans le bureau d'inspection du travail de Kampala et de Jinja, ainsi que dans deux importantes entreprises de transformation et de production de produits alimentaires gérées par des investisseurs étrangers. Le rapport de la mission a été soumis à la commission d'experts à sa session de 2009.

2. Assistance technique relative à l'obligation d'envoyer des rapports et à d'autres obligations normatives

36. Il convient de rappeler que, depuis juin 2005, la Commission de l'application des normes de la Conférence et la commission d'experts ont renforcé, avec l'aide du Bureau, le suivi des cas de manquements graves par les Etats Membres à leurs obligations liées à l'envoi des rapports et autres obligations normatives. Ainsi, le Département des normes internationales du travail en collaboration étroite avec les bureaux sous-régionaux organisent des activités d'assistance technique à la lumière des examens effectués par ces deux commissions à chacune de leurs sessions¹⁴. Apparaissent ci-après les activités qui ont eu lieu au cours de l'année 2009 pour s'assurer que les Etats Membres remplissent leurs obligations dans ce domaine, y compris celles menées dans le cadre de ce suivi personnalisé.

Afrique

37. La spécialiste des normes du Bureau sous-régional de Dakar a mené une série d'ateliers sur les obligations constitutionnelles liées aux normes dans les pays relevant de la compétence de ce bureau et notamment au **Burkina Faso** (novembre), au **Cap-Vert** (novembre), en **Gambie** (janvier) et au **Togo** (novembre). En outre, un atelier concernant plus spécifiquement les questions du droit de grève, des services essentiels et du service minimum a été organisé au **Mali** en prenant pour base les commentaires de la commission d'experts sur la question.

38. Un atelier tripartite sous-régional sur les obligations constitutionnelles, axé en particulier sur les obligations en matière d'établissement de rapports, a été organisé à Pretoria du 30 septembre au 2 octobre. Cette activité a été programmée à la demande du Bureau de l'OIT à Pretoria, compte tenu du fait qu'une telle opération n'avait pas été entreprise dans les pays relevant de ce bureau depuis quelque temps. Cet atelier visait à former les mandants tripartites de l'**Afrique du Sud**, du **Botswana**, du **Lesotho**, de la **Namibie** et du **Swaziland**, notamment les représentants des gouvernements, dans le domaine des obligations en matière d'établissement de rapports afin d'améliorer la

¹⁴ La commission d'experts dresse un état des lieux de ce suivi dans son rapport général, en mettant l'accent sur les principales difficultés rencontrées par les pays (voir les paragraphes 15 à 22 du rapport général de la commission d'experts).

qualité desdits rapports et de faire en sorte qu'ils soient établis de façon systématique. Tous les rapports dus au titre de l'article 22 à la session de 2009 de la commission d'experts ont été communiqués par les pays ayant participé à cette activité, à l'exception d'un.

Etats arabes

39. Le spécialiste des normes du Bureau sous-régional de Beyrouth a dirigé une série d'ateliers tripartites sur l'élaboration des rapports et des réponses à apporter aux commentaires de la commission d'experts. Ces ateliers ont concerné les pays suivants: l'**Iraq**, la **Jordanie**, la **République arabe syrienne** et le **Yémen**. Le spécialiste des normes a également fourni une assistance technique à la nouvelle fonctionnaire du ministère du Travail du **Liban** en charge de la préparation des rapports. Cette assistance a consisté en une formation intensive sur les normes internationales du travail et sur les obligations constitutionnelles du Liban liées aux normes.

Amériques

40. Le spécialiste des normes du Bureau de l'OIT à Brasília a continué à fournir un appui technique au ministère du Travail du **Brésil** en ce qui concerne la soumission des conventions et recommandations aux autorités compétentes dans le respect de la convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976.

41. Le Bureau sous-régional de Lima a poursuivi son appui au ministère du Travail de l'**Etat plurinational de Bolivie** afin de renforcer ses capacités en matière de préparation des rapports. Ainsi, en mars, le spécialiste des normes a mené une activité de sensibilisation du nouveau ministre du Travail sur l'importance de l'envoi et la préparation des rapports ainsi qu'un séminaire de formation pour les différents départements du ministère sur la préparation des rapports. Il a en outre fourni un appui individuel aux deux fonctionnaires chargés directement de la rédaction des rapports. Il s'agissait de souligner combien l'élaboration des rapports constitue pour les ministères du travail un outil de bonne gouvernance en permettant de synthétiser les actions menées et de tirer des conclusions sur les priorités d'actions futures. Suite à ces activités, l'Etat plurinational de Bolivie a envoyé le rapport dû au titre de l'article 19 de la Constitution (ce qu'elle n'avait pas fait depuis de nombreuses années) ainsi que la quasi-totalité des rapports sur l'application des conventions ratifiées. Il convient de noter que ces initiatives ont bénéficié de l'appui du projet de coopération de l'OIT pour l'appui au travail décent dans l'Etat plurinational de Bolivie.

42. Le spécialiste des normes du Bureau sous-régional de Lima a poursuivi son appui technique au ministère du Travail du **Pérou** et au Conseil national du travail et de la promotion de l'emploi (CNTPE, organe tripartite de dialogue social) sur la question de la soumission des conventions et recommandations aux autorités compétentes, conformément à la convention n° 144. Dans ce cadre, un séminaire tripartite a été réalisé au mois d'août à propos de la convention (n° 188) et de la recommandation (n° 199) sur le travail dans la pêche, 2007, afin de fournir aux partenaires sociaux les connaissances techniques nécessaires pour pouvoir se prononcer sur lesdits instruments.

43. Toujours au **Pérou**, à l'initiative du spécialiste ACTRAV et avec l'appui technique du spécialiste des normes du bureau sous-régional, un groupe de travail sur les normes internationales du travail réunissant des juristes des quatre centrales péruviennes a été constitué début 2009. Son objectif est de faciliter la participation des centrales syndicales aux mécanismes de contrôle de l'application des normes. Dans ce cadre, les centrales syndicales péruviennes ont préparé des commentaires au sujet de l'application des

conventions n^{os} 81, 105 et 151, en vertu de l'article 23.2 de la Constitution de l'OIT, ainsi que des réponses au questionnaire (article 19) sur les normes en matière de politique d'emploi.

44. Au mois d'août, dans le cadre du suivi personnalisé, la spécialiste des normes du Bureau sous-régional de Santiago du Chili, a organisé un atelier sur la préparation des rapports et autres obligations liées aux normes au **Paraguay**, pays qui était mentionné dans le rapport de la Commission de la Conférence en 2009 comme étant l'un de ceux où persistaient des difficultés en matière de respect des obligations concernant l'envoi des rapports. Dans le cadre de cette formation, l'accent a été principalement mis sur les commentaires de la commission d'experts restés sans réponse et sur le calendrier de présentation des rapports dus au titre des articles 22 et 19. Des conseils techniques ont été dispensés sur la manière de collecter les informations et statistiques disponibles auprès d'autres ministères afin de fournir des informations complètes et de répondre aux commentaires des organes de contrôle. L'ensemble des 21 rapports devant être présentés cette année au titre des articles 22 et 19 ont été préparés et élaborés. Une mission de suivi a eu lieu en août pour fournir aux fonctionnaires des orientations sur les difficultés rencontrées dans la rédaction des rapports et les aider à les mettre au point. Ainsi, à la fin du mois d'août, 16 des 21 rapports devant être présentés et un premier rapport ont pu être envoyés au Bureau.

45. En mai, un atelier sous-régional sur les normes internationales du travail et les obligations constitutionnelles a été organisé au Panama à l'intention des fonctionnaires du **Costa Rica**, de la **République dominicaine**, d'**El Salvador**, du **Guatemala**, du **Honduras**, du **Nicaragua** et du **Panama** chargés de la préparation des rapports et à l'intention de ceux qui leur fournissent des informations. L'objectif de l'atelier était d'aider ces pays à s'acquitter de leurs obligations constitutionnelles et à répondre aux commentaires des organes de contrôle.

46. Un atelier sous-régional de formation à la préparation des rapports relatifs aux normes internationales du travail a été organisé, en août à Sainte-Lucie, pour les Etats Membres de l'Organisation des Etats des Caraïbes de l'Est (OECS) auquel ont participé 17 personnes originaires des six pays suivants: **Antigua-et-Barbuda**, **Dominique**, **Grenade**, **Saint-Kitts-et-Nevis**, **Sainte-Lucie** et **Saint-Vincent-et-les Grenadines**. Certains de ces pays ont été mentionnés à plusieurs reprises dans le rapport de la commission de la Conférence pour manquement à l'obligation d'envoyer des rapports. Cet atelier était axé sur le respect des obligations concernant l'envoi des rapports réguliers sur l'application des conventions n^{os} 100 et 111 sur l'égalité des chances et de traitement. Les participants ont reçu des explications détaillées sur le contenu de ces instruments, sur leurs obligations en matière d'envoi de rapports, sur les cycles de présentation des rapports et sur la manière d'accéder aux informations pertinentes et aux normes internationales du travail sur le site Web de l'OIT. Un aperçu d'ensemble des activités de l'OIT en matière de sécurité et santé au travail a également été fourni, notamment les discussions auxquelles a donné lieu l'étude d'ensemble sur ce thème lors de la 98^e session de la CIT en juin 2009. Les difficultés relatives à la conduite des inspections et à l'application de la loi ont donné lieu à une discussion animée. Le spécialiste des normes du Bureau sous-régional de Port of Spain a réalisé deux missions de suivi à **Grenade** et **Saint-Kitts-et-Nevis** afin de fournir appui et conseils répondant aux difficultés rencontrées dans la préparation des rapports dus. Il en résulte que 66 des 75 rapports dus par les Etats de l'OECS ont été reçus avant la session de la commission d'experts, y compris dix premiers rapports.

47. Le spécialiste des normes du bureau de Port of Spain a également effectué un suivi personnalisé des rapports dus par les treize pays de la région des Caraïbes ainsi que par

les huit territoires non métropolitains, ce qui a permis de constater une augmentation significative du nombre des rapports reçus pour la session de 2009 de la commission d'experts.

3. Activités de formation

a) *Activités développées en collaboration avec le Centre international de formation de Turin*

48. La collaboration avec le Centre international de formation de Turin a été renforcée en vue de la réalisation d'un programme de formation conjuguant l'expertise technique et les méthodologies actives de formation en matière de normes internationales du travail. Ainsi, en 2009, le Centre de Turin a poursuivi ses activités de formation en vue de soutenir les mandants dans la mise en œuvre des normes. Le programme sur les normes du Centre de Turin travaille en pleine synergie avec le Département des normes, et ses activités contribuent à la mise en œuvre des quatre volets de la stratégie normative.

49. Un total de 34 activités de formation dans le domaine des normes a été réalisé. Vingt de ces activités ont été menées au niveau interrégional et ont concerné les principaux thèmes d'actualité pour lesquels des besoins de formation sont apparus au niveau international. Ces cours interrégionaux, dont la majorité revêt un caractère tripartite, sont proposés en plusieurs langues et traitent des procédures normatives ainsi que des thèmes spécifiques, comme par exemple l'égalité dans l'emploi, la dimension sociale de la mondialisation, l'utilisation des normes internationales du travail par les juridictions nationales, la liberté syndicale et la dimension sociale de l'intégration régionale, les droits des travailleurs indigènes et tribaux ou encore la lutte contre le travail des enfants et le travail forcé. Le travail des organes de contrôle de l'application des normes constitue l'un des éléments pris en considération en priorité pour sélectionner les participants à ces cours interrégionaux. Quatorze activités de formation ont été développées aux niveaux régional et sous-régional, à la demande des mandants ou des bureaux extérieurs de l'OIT.

50. S'agissant des formations pour juges, juristes et professeurs de droit sur l'utilisation des normes internationales du travail par les juridictions nationales, ces dernières se sont poursuivies avec des séminaires réguliers aux niveaux interrégional et régional. Ainsi, pour l'**Amérique latine**, en octobre 2009, un cours a été réalisé à Quito (Equateur) en collaboration avec le Bureau sous-régional de l'OIT de Lima et l'école de la magistrature d'Equateur. Ce cours a réuni des juges et juristes de huit pays de la région, dont les magistrats des cours suprêmes de l'Etat plurinational de Bolivie et du Pérou. En outre, des cours ont été organisés pour l'**Asie centrale**, en collaboration avec le Bureau sous-régional de l'OIT de Moscou, et pour la **Chine**, en collaboration avec le Bureau de l'OIT de Pékin. Un nouvel accord de collaboration en la matière a été signé entre le Centre de Turin, le Département des normes et la Cour suprême de **Colombie** – accord qui s'ajoute à ceux actuellement en vigueur avec les institutions judiciaires du **Brésil** et de l'**Argentine**. Enfin, il convient de signaler qu'un nouveau cours axé sur le travail forcé est désormais organisé en collaboration avec l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI). Dans ce domaine, le Centre a publié un nouvel ouvrage de formation intitulé *Droit international du travail et droit interne, manuel de formation pour juges, juristes et professeurs de droit*.

51. Dans le cadre du volet de la stratégie normative visant l'amélioration de la visibilité des normes, les activités pour les professionnels des médias se sont développées et, au

cours interrégional réalisé chaque année, se sont ajoutés des cours régionaux pour les **pays arabes** et pour l'**Amérique latine** ainsi qu'un cours national pour la **République démocratique du Congo**.

52. Un programme de formation de formateurs à la convention du travail maritime (MLC), 2006, a été lancé conjointement avec le Département des normes, et trois cours interrégionaux ont eu lieu avec la participation d'environ 60 formateurs d'inspecteurs qui seront chargés des inspections par l'Etat du pavillon et du contrôle par l'Etat du port. Ces cours ont été réalisés sur la base d'un matériel de formation articulé et approfondi, développé conjointement par le Centre, le Département des normes et d'importantes institutions maritimes nationales. Les formateurs qui participent au cours avec succès sont certifiés par le Centre et le Bureau, en tant que formateurs à la MLC, 2006.

53. En matière de discrimination, l'expertise du Centre de Turin est de plus en plus reconnue et, en plus du cours interrégional réalisé chaque année, des demandes de formation et de collaboration sont reçues de la part de mandants et d'institutions internationales et nationales. Les cours consacrés aux droits des peuples indigènes se sont également développés (voir ci-après).

54. Le programme de formation en matière de liberté syndicale a poursuivi ses activités avec un cours sur la liberté syndicale et l'intégration régionale dispensé pour les régions **Amériques** et **Afrique** et plusieurs autres cours aux niveaux interrégional, régional et sous-régional sont prévus. Par ailleurs, comme chaque année, le CD-ROM contenant le recueil de documents en matière de liberté syndicale a été mis à jour.

55. En outre, le programme sur les normes du Centre de Turin a continué son action transversale d'intégration des normes dans les activités organisées par d'autres programmes techniques du Centre. Ainsi, en 2009, un module sur les normes internationales du travail a été intégré dans le cours d'orientation réalisé pour les nouveaux fonctionnaires du Bureau.

*b) Formation sur les questions liées aux peuples indigènes**

56. De juin à décembre 2009, dans le cadre du Programme de promotion de la convention n° 169 de l'OIT (PRO169) intégré au Département des normes, quatre sessions de formation ont été organisées, en collaboration avec le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). Ces formations ont été dispensées au siège de l'OIT en espagnol, anglais, français et russe, à l'intention de boursiers représentant les peuples autochtones. Les programmes de formation étaient ouverts au personnel du BIT et aux organisations partenaires. En octobre, un cours de formation international sur les droits et le développement des peuples autochtones a été organisé avec le Centre international de formation de l'OIT à Turin et a réuni des représentants de gouvernements, d'organisations de travailleurs, d'employeurs et de peuples autochtones. En collaboration avec le Centre de Turin, le BIT a également organisé, en juin, un cours de formation à l'intention des équipes de pays de l'ONU.

57. Au niveau régional, deux séminaires importants ont été organisés en **Asie** (Katmandou) et en **Afrique** (Nairobi) en avril et juin, respectivement, avec la participation de gouvernements, d'organisations de peuples autochtones, de commissions nationales de défense des droits de l'homme, d'institutions des Nations Unies, de bailleurs de fonds et d'organisations de la société civile. En outre, un séminaire régional

* La convention n° 169 utilise l'expression «peuples indigènes et tribaux» sans établir de distinction entre les droits de ces deux groupes. Dans le présent rapport, les expressions «peuples indigènes» ou «peuples autochtones», qui sont les plus communément utilisées et reprises dans les instruments internationaux, sont utilisées indifféremment.

sur la situation des populations autochtones en Afrique s'est tenu en Gambie en mai, concurremment à la session de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. Par ailleurs, des modules de formation portant sur diverses questions concernant la protection des peuples autochtones (travail des enfants, travail forcé, rôle des partenaires sociaux dans les mécanismes de contrôle de l'OIT) ont été élaborés pour être dispensés en **Afrique centrale**. Sur la base de ces modules, un séminaire de formation régional a été organisé au Cameroun en décembre 2009 à l'intention de responsables gouvernementaux, de partenaires sociaux, d'organisations de peuples autochtones, d'institutions des Nations Unies et de donateurs de tous les pays d'Afrique centrale.

58. Au niveau national, des activités de renforcement des capacités sont en cours dans divers pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. En particulier, un atelier de sensibilisation a été organisé en **République centrafricaine** en avril, en collaboration avec le Haut Commissaire aux droits de l'homme, à l'intention de membres du parlement national. Divers matériels de formation ont été élaborés et diffusés dans les institutions gouvernementales et les organisations de la société civile, notamment les organisations de travailleurs et d'employeurs, au **Népal**, au **Bangladesh** et en **Inde**. La formation de partenaires des institutions gouvernementales, de la société civile et de groupes autochtones est en cours au **Cambodge** et au **Cameroun**.

59. Le site Web de l'OIT consacré aux peuples indigènes et tribaux a été restructuré, mis à jour et sa portée élargie pour donner accès, dans trois langues, à des renseignements concernant les pays et les thématiques visés, aux matériels et aux publications didactiques (www.ilo.org/indigenous). En outre, le site Web de formation consacré aux questions relatives aux peuples indigènes est actualisé en permanence de manière à offrir aux responsables gouvernementaux, aux partenaires sociaux et aux organisations de défense des peuples autochtones des matériels pertinents, notamment des exposés, des informations de base, des publications et des supports vidéo (www.pro169.org).

c) *Autres activités de formation*

Afrique

60. Des séminaires de formation sur les principes et droits fondamentaux au travail ont été organisés par le Projet d'appui à la mise en œuvre de la Déclaration de 1998 (PAMODEC) au **Cameroun** et au **Congo** à l'intention de magistrats et d'inspecteurs du travail, avec l'appui du spécialiste des normes du Bureau sous-régional de Yaoundé (août). D'autres activités de formation sont notamment prévues en **République centrafricaine** (journalistes), au **Congo** (enseignants de l'école nationale d'administration et de magistrature, responsables syndicaux) ainsi qu'au **Gabon** et au **Tchad** (magistrats et avocats). Le Centre de Turin a également organisé, en **République démocratique du Congo**, un atelier de formation des professionnels des médias, en collaboration avec les Bureaux de l'OIT à Yaoundé et Kinshasa.

61. La spécialiste des normes du Bureau sous-régional de Dakar a mené les activités de formation suivantes:

- Séminaires de formation de formateurs des écoles nationales d'administration, écoles nationales d'administration et de la magistrature et des facultés de droit, dans le domaine des normes internationales du travail avec un accent particulier sur le système normatif et sur le contenu des huit conventions fondamentales au **Bénin**, au **Burkina Faso**, en **Côte d'Ivoire**, au **Niger**, au **Sénégal** et au **Togo**.

- Ateliers de sensibilisation des juges et avocats au système des normes internationales du travail et aux normes fondamentales en **Côte d’Ivoire**, en **Guinée** et au **Sénégal**.
- Atelier sous-régional (**Bénin**, **Burkina Faso** et **Togo**) de sensibilisation des juges et avocats sur la discrimination basée sur le statut sérologique du travailleur ou candidat à un emploi.
- Ateliers nationaux au **Bénin** et au **Togo** sur la discrimination basée sur le statut sérologique du travailleur ou candidat à un emploi.
- Cours sur l’OIT et les normes internationales du travail à l’école sous régionale de perfectionnement des avocats d’Afrique francophone du **Bénin** (Porto-Novo). Cette année, les normes de l’OIT sur la discrimination ont été étudiées de manière plus approfondie.

62. Le spécialiste des normes du Bureau sous-régional d’Addis-Abeba a animé les activités de formation suivantes ou y a participé:

- Une formation sur les principes de la liberté syndicale à l’intention de dirigeants syndicaux de **Djibouti**, dans le cadre d’un atelier organisé par la Confédération syndicale internationale-Afrique à Addis-Abeba.
- Plusieurs ateliers sur les normes internationales du travail, et en particulier sur la liberté syndicale, la négociation collective ainsi que la non-discrimination au travail, ont été organisés en **Ethiopie** dans le cadre de deux projets financés par les Pays-Bas dans les secteurs du coton et de la floriculture. Une formation sur les deux principales conventions relatives au travail des enfants s’est également déroulée dans le cadre d’un projet de lutte contre le travail des enfants, également financé par les Pays-Bas.
- Une formation sur les normes internationales du travail à l’intention de juges, particulièrement axée sur les travailleurs vivant avec le VIH/sida et les travailleurs handicapés, a eu lieu dans la région dans le cadre d’une action menée conjointement par Dialogue social, VIH/sida, EMP/SKILLS et le bureau sous-régional.

Amériques

63. Le Bureau sous-régional de Lima, par le biais de son spécialiste des normes, a assuré des activités de formation dans les pays suivants:

- **Etat plurinational de Bolivie:** Deux séminaires de formation sur les normes internationales du travail ont été menés dans le cadre du projet de coopération de l’OIT pour l’appui au travail décent. Le premier s’adressait aux professeurs de droit du travail dans le but d’inclure les normes internationales du travail et les travaux des organes de contrôle de l’OIT dans les programmes d’enseignement du droit du travail bolivien. Le second concernait les magistrats et juges du travail afin d’envisager les possibilités d’utilisation judiciaire des normes internationales du travail dans le contexte de la nouvelle Constitution bolivienne. Par ailleurs, une activité sur les conventions sur le travail forcé devrait être organisée d’ici à la fin de l’année au profit des tribunaux en charge des affaires agricoles, dans la mesure où l’existence de travail forcé constitue, en vertu de la législation nationale, un motif d’expropriation des terres agricoles.
- **Colombie:** Réalisation, dans le cadre du projet de coopération dialogue social, droits fondamentaux au travail et inspection du travail, de séminaires sur

l'utilisation des normes internationales du travail pour les magistrats, juges et fonctionnaires du ministère public auxquels ont pris part plus de 130 participants. Comme premiers résultats de ces activités, l'école judiciaire Lara Bonilla a inclus les normes internationales du travail comme épreuve spécifique des concours d'admission à la carrière de juge et magistrat. De son côté, la *Procuraduría de la Nación* s'est engagée à assurer le suivi de la prise en compte des décisions du Comité de la liberté syndicale.

- **Pérou:** Rencontres avec les assesseurs du Tribunal constitutionnel afin de présenter le système des normes de l'OIT, en mettant l'accent sur les travaux des organes de contrôle et leur pertinence pour les juridictions nationales. La réalisation de ces rencontres a permis d'identifier plusieurs thèmes qui devraient faire l'objet d'activités plus approfondies dans les prochains mois, en particulier les conventions n^{os} 1, 87, 102, 111 ainsi que la recommandation n^o 198.
- **Pérou:** Avec l'appui de la *Defensoría del Pueblo* et de l'Institut national pour le développement des peuples andins, amazoniens et afro-péruviens (INDEPA), des activités de diffusion des commentaires de la commission d'experts sur l'application de la convention (n^o 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989, par le Pérou ont été réalisées entre les mois de mars et juin. Ces activités ont réuni, d'une part, de nombreux fonctionnaires des différents ministères traitant des thèmes couverts par cette convention et, d'autre part, des représentants des entreprises membres de la *Sociedad Nacional de Minería* du Pérou.

64. Le spécialiste des normes du Bureau de Port of Spain a animé, en mars, deux ateliers de formation tripartites aux *Bermudes* (territoire non métropolitain du **Royaume-Uni**) sur les normes internationales du travail, les principes et droits fondamentaux au travail et la législation du travail à l'intention de hauts représentants et fonctionnaires du gouvernement ainsi que de responsables d'organisations d'employeurs et de travailleurs, de délégués syndicaux, de dirigeants syndicaux en charge de zones administratives et de cadres moyens ou de contremaîtres avec lesquels ils entretiennent des relations au travail.

65. La spécialiste des normes du Bureau sous-régional de San José a participé aux activités suivantes:

- Un séminaire sous-régional de divulgation sur les droits des travailleurs axé sur les droits fondamentaux au travail a été organisé à l'intention des journalistes des pays relevant du bureau sous-régional.
- A la demande des facultés de droit du **Costa Rica**, du **Guatemala**, du **Nicaragua** et du **Panama**, et en collaboration avec celles-ci, des ateliers de formation ont été organisés dans le cadre des cours menant à l'obtention d'un diplôme en relations professionnelles («Diplomado en Relaciones Laborales»). Les thèmes couverts à l'occasion de ces ateliers ont été la liberté syndicale et la négociation collective, la discrimination (y compris l'égalité de rémunération), les horaires de travail et la protection des salaires.
- Des ateliers de formation en matière des droits des travailleurs et de discrimination, axés sur la discrimination à l'égard des personnes atteintes du VIH/sida, ont été organisés à l'intention des inspecteurs du travail au **Honduras**.
- Un atelier sur le thème transversal de l'égalité entre hommes et femmes a été organisé au **Honduras**. Il était destiné aux fonctionnaires participant au programme en faveur des travailleuses du ministère du Travail et de la Sécurité sociale et a porté essentiellement sur les droits fondamentaux au travail, tels qu'ils résultent des conventions n^{os} 100, 111, 156 et 183.

- En **Haïti**, un séminaire sur l'utilisation des normes internationales en droit interne a été organisé à l'intention des magistrats, juges, avocats et policiers. Au cours de ce séminaire, les organes de contrôle et les normes internationales du travail, notamment les conventions n^{os} 138 et 182 sur le travail des enfants, ont été présentés.
- Deux ateliers de planification stratégique ont été menés pour le personnel du ministère du Travail et de la Prévision sociale d'**El Salvador** et du ministère du Travail du **Nicaragua**. L'objectif de ces ateliers était de fournir des outils pour l'élaboration de meilleures politiques économiques et sociales, notamment par le biais de l'action normative et du travail décent.
- Dans le cadre de l'application des conventions n^{os} 87, 98 et 151 par **El Salvador**, un voyage d'étude des bonnes pratiques en matière de liberté syndicale et de négociation collective dans le secteur public a été organisé en Argentine.
- Une formation sur les normes internationales, et en particulier sur la convention (n^o 188) sur le travail dans la pêche, 2007, a eu lieu au **Panama**.

66. Dans le cadre de la formation régulière des juges, le Bureau sous-régional de Santiago, en collaboration avec l'Académie des sciences juridiques du **Chili**, a organisé un atelier de formation au mois d'août à l'intention des juges nouvellement nommés dans la zone métropolitaine de Santiago. Ce séminaire a porté essentiellement sur la liberté syndicale et la négociation collective. Un deuxième séminaire sera organisé à l'intention des juges travaillant en dehors de la capitale chilienne. Toujours au Chili, le bureau sous-régional a réalisé une série d'ateliers de sensibilisation à la convention (n^o 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989 –, convention qui est entrée en vigueur pour le Chili le 15 septembre 2009. Des fonctionnaires, des juges, des représentants des différentes populations indigènes et des universitaires ont participé à ces ateliers.

Etats arabes

67. Le spécialiste des normes du Bureau sous-régional à Beyrouth a organisé les activités de formation suivantes: atelier tripartite de formation sur la préparation des rapports au bénéfice des **pays du Golfe**; atelier de formation sur les conventions fondamentales sur l'égalité des chances et de traitement (conventions n^{os} 100 et 111) pour les **pays du Golfe**; cours de formation sur les normes internationales du travail pour les journalistes en octobre 2009.

Asie

68. Un certain nombre d'activités tripartites de formation sur les normes internationales du travail ont été organisées par le spécialiste des normes du Bureau sous-régional de New Delhi, notamment au **Bangladesh** (décembre), aux **Maldives** (juillet) et à **Sri Lanka**, l'accent pour cette dernière activité a été mis sur la liberté syndicale et la discrimination (juillet).

4. Activités de promotion

a) *Plan d'action visant à promouvoir une ratification large et rapide de la convention du travail maritime, 2006, ainsi que son application effective*

69. Le plan d'action quinquennal que le Conseil d'administration a adopté en mars 2007 vise à atteindre d'ici à 2011 le nombre de ratifications nécessaires pour l'entrée en vigueur de la convention du travail maritime (MLC), 2006. Ce plan d'action comporte

des activités promotionnelles aux échelons international, régional et national, et exige une coopération avec les spécialistes du secteur et les bureaux régionaux.

70. En ce qui concerne les ratifications, les objectifs fixés par le plan d'action ont toutes les chances d'être atteints et même dépassés. Deux conditions doivent être remplies pour que la MLC, 2006, puisse entrer en vigueur: sa ratification par au moins 30 Etats Membres, d'une part, et que ces Etats représentent au moins 33 pour cent de la jauge brute de la flotte marchande mondiale, d'autre part. Les ratifications de la convention par le Panama, le 6 février 2009, et par la Norvège (premier Etat Membre européen à la ratifier), le 10 février 2009, permettent de satisfaire largement l'une des deux conditions de l'entrée en vigueur puisqu'avec les cinq ratifications obtenues à ce jour ¹⁵ plus de 40 pour cent de la jauge brute de la flotte marchande mondiale est désormais couverte par la convention. En outre, les informations disponibles révèlent qu'un certain nombre de pays situés dans des régions différentes ont désormais mené à leur terme les processus nationaux leur permettant de ratifier prochainement la convention.

71. Dans le cadre de ses activités de promotion de la MLC, 2006, le Bureau a, depuis la dernière session de la commission d'experts:

- participé à un séminaire régional tripartite organisé par le gouvernement de l'Allemagne à l'intention des pays de l'**Union européenne** et d'autres pays européens (décembre 2008);
- participé à une Conférence internationale pour le secteur maritime, organisée par le gouvernement du **Panama** (février 2009);
- pris part au Groupe de travail ad hoc mixte OMI/OIT d'experts sur la responsabilité et l'indemnisation pour les créances en cas de décès, de lésions corporelles et d'abandon des gens de mer (mars);
- organisé une série de séminaires tripartites pour préparer les pays concernés aux exigences de la convention: au Cameroun pour les **pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC)** (avril), au **Sénégal** (juillet 2009), au Ghana pour les **pays anglophones de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest** (octobre) et en **Inde** (septembre-octobre);
- organisé, avec le gouvernement de la Barbade, une Conférence hémisphérique sur la ratification large et rapide de la MLC, 2006, et son application effective (septembre), à laquelle ont participé 75 personnes venant de 22 pays et territoires non métropolitains (**16 pays et territoires de la région des Caraïbes, cinq pays d'Amérique latine ainsi que le Canada**) et 5 institutions;
- publié les *Directives pour les inspections des Etats du pavillon en vertu de la convention du travail maritime, 2006*, et les *Directives pour les agents chargés du contrôle par l'Etat du port effectuant des inspections en application de la convention du travail maritime, 2006*;
- achevé en coopération avec le Centre de Turin et les mandants concernés la mise au point des matériels destinés à un programme de formation des formateurs. Ce programme de deux semaines a pour but de renforcer les capacités nationales de formation des inspecteurs qui seront chargés des inspections par l'Etat du pavillon

¹⁵ La MLC, 2006, a été ratifiée par les Bahamas, les îles Marshall, le Libéria, la Norvège et le Panama.

et du contrôle par l'Etat du port, conformément aux dispositions de la MLC, 2006 (voir ci-dessus);

- réalisé dans la région des Caraïbes, des analyses comparatives de la législation nationale et de la MLC, 2006, soit par le spécialiste des normes, soit par des consultants sous contrat avec le BIT, pour les pays suivants: **Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Saint-Vincent-et-les Grenadines.**

b) Promotion de la ratification de la convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007

72. Lors de sa 96^e session (juin 2007), la Conférence internationale du Travail a adopté une résolution concernant la promotion de la ratification de la convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007. Cette résolution prévoit notamment l'octroi d'une assistance technique aux Etats Membres pour le renforcement des capacités des mandants et l'élaboration d'une législation nationale conforme aux prescriptions de la convention, l'organisation de séminaires et d'ateliers nationaux et régionaux sur la convention ainsi que la promotion de la ratification et de la mise en œuvre de la convention dans le cadre des programmes par pays de l'OIT pour un travail décent.

73. La convention n° 188 entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de dix Etats Membres comprenant huit Etats côtiers auront été enregistrées par le Directeur général. Si aucune ratification de cette convention n'a été enregistrée à ce jour, de réelles perspectives existent à cet égard. Dans le cadre européen, lors du Conseil emploi, politique sociale, santé et consommateurs qui s'est tenu à Bruxelles les 30 novembre et 1^{er} décembre 2009, un accord politique a été conclu sur une décision autorisant les Etats membres de l'Union européenne à ratifier la convention. Cet accord ouvre la voie à la ratification de la convention par les 27 Etats membres de l'Union européenne.

74. Au cours de l'année 2009, le Département des normes a participé aux activités suivantes de promotion de la ratification de la convention n° 188:

- Dans le cadre de l'Atelier tripartite sous-régional sur la MLC, 2006, dans l'espace de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), organisé à Douala (Cameroun) en avril, une journée a été spécifiquement consacrée à la promotion de la convention n° 188. Cette activité a réuni des participants tripartites du **Cameroun**, du **Congo**, du **Gabon**, de la **Guinée équatoriale**, de la **République centrafricaine** et du **Tchad**. Des analyses comparatives de la législation camerounaise et de la CEMAC avec les exigences de la MLC, 2006, et de la convention n° 188 ont été entreprises, afin de faire apparaître les lacunes qui pourraient entraver la mise en œuvre de ces instruments.
- Dans le cadre du Projet de développement rationnel et durable du secteur de la pêche (INT/07/16M/SPA) financé par le gouvernement espagnol, un cours de formation sur certains aspects de la convention n° 188 et sur les bonnes pratiques espagnoles correspondantes a été organisé à Bamio (Espagne) en mai, à destination de participants de **Guinée-Bissau**, du **Maroc**, de **Mauritanie** et du **Sénégal**.
- Un séminaire national de sensibilisation sur la MLC, 2006, et sur la convention n° 188 a été organisé à Dakar (**Sénégal**) en juillet.
- Un séminaire tripartite de promotion de la ratification de la convention n° 188 a été organisé, pour la région des Amériques, à Rio de Janeiro (Brésil) en août. Il a réuni des participants tripartites des pays suivants: **Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Cuba, République dominicaine, Equateur, Honduras, Mexique, Panama, Pérou et Uruguay.**

- Avec l'appui du Projet de développement rationnel et durable du secteur de la pêche, le spécialiste des normes du Bureau sous-régional de Lima a réalisé au **Pérou** un séminaire tripartite de promotion de la convention n° 188 (août). Le séminaire a permis de comparer la législation nationale avec le contenu de la convention et de relever les aspects de la convention qui pourraient contribuer de manière prioritaire à une politique de travail décent dans le secteur de la pêche. A l'issue du séminaire, la ministre du Travail a demandé l'organisation d'une table ronde tripartite pour le secteur de la pêche qui devrait permettre de poursuivre les discussions sur la convention.
- Au cours du séminaire sous-régional sur la MLC, 2006, organisé à Accra (Ghana) en octobre, une journée a également été consacrée à la promotion de la ratification de la convention n° 188. Cette activité a réuni des représentants tripartites des pays anglophones de la CEDEAO: **Gambie, Ghana, Libéria, Nigéria et Sierra Leone**.

c) *Promotion de la ratification de la convention (n° 187)
sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé
au travail, 2006*

75. Au cours de l'année écoulée, les efforts déployés pour promouvoir la ratification de la convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006, ont abouti à des résultats concrets. Cette convention est maintenant ratifiée par 12 Etats Membres¹⁶ et est entrée en vigueur le 20 février 2009. Les perspectives de ratification de cet instrument sont prometteuses. D'après les informations fournies dans les rapports soumis au titre de l'article 19, la procédure de ratification est presque achevée dans sept pays¹⁷ et elle rencontre un accueil favorable dans huit autres pays¹⁸.

76. Comme indiqué dans le cadre stratégique du programme et budget pour 2008-09 et 2010-11¹⁹, la convention n° 187 et la recommandation n° 197 jouent un rôle central dans l'action menée par le BIT et le programme SafeWork pour renforcer les capacités institutionnelles en vue d'améliorer la sécurité et la santé au travail dans le monde entier. S'appuyant sur l'approche systématique de ces instruments, le BIT et les bureaux extérieurs appliquent une stratégie en quatre étapes en matière de sécurité et de santé au travail: 1) préparation d'un document présentant un profil de la situation nationale dans ce domaine; 2) examen de la situation et des systèmes nationaux; 3) élaboration et lancement d'un programme national; et 4) examen et révision des programmes nationaux en place.

77. Cette approche systématique est promue à tous les niveaux internationaux pertinents. Elle l'a été notamment dans le contexte du suivi de la Déclaration de Séoul sur la sécurité et la santé au travail adoptée au Sommet sur la sécurité et la santé qui s'est tenu en République de Corée, le 29 juin 2008, à l'occasion du Congrès mondial et dans laquelle il est recommandé que la convention n° 187 soit ratifiée à titre prioritaire. Cette convention a également été promue lors de la 19^e Conférence asiatique sur la santé au travail, qui s'est tenue à Singapour en 2008, et de la Conférence régionale arabe sur la SST (Bahreïn, novembre 2008), lors du quatrième Forum international sur la sécurité au travail (Pékin, Chine, novembre 2008), lors de la Conférence internationale sur la

¹⁶ Chypre, République de Corée, Cuba, Danemark, Espagne, Finlande, Japon, Niger, Royaume-Uni, Serbie, Suède et République tchèque.

¹⁷ Autriche, Belgique, Burkina Faso, République de Moldova, Mongolie, Philippines et Singapour.

¹⁸ Brésil, Cameroun, Lituanie, Malawi, Pérou, Seychelles, Togo et Zambie.

¹⁹ Voir parag. 202 du programme et budget 2008-09.

coordination des stratégies nationales et internationales de sécurité et de santé au travail (Dresde, Allemagne, janvier 2009), lors de la réunion qui a eu lieu aux îles Canaries sur la Déclaration de Séoul en mars 2009, lors de la Conférence sur la sécurité et la santé au travail tenue à Riyad (Arabie saoudite), en avril 2009, lors de la Conférence régionale du Golfe sur la SST (Koweït, mai 2009) et lors de la réunion du Comité des hauts responsables de l'inspection du travail de l'Union européenne qui s'est tenue à Prague (République tchèque) en mai 2009. La promotion de systèmes et programmes nationaux en matière de SST a été appuyée par un projet de coopération technique pour l'Asie et l'Asie centrale financé par les gouvernements du Japon et de la République de Corée. A l'occasion de la Journée mondiale pour la sécurité et la santé au travail célébrée le 28 avril 2009, cette approche a également été promue dans le cadre du rapport et des activités organisées sur le thème: «Santé et vie au travail: un droit humain fondamental».

78. Il convient de rappeler que, à l'issue de la discussion en juin 2009 sur l'étude d'ensemble relative aux instruments sur la sécurité et santé au travail, la Commission de la Conférence a conclu que la promotion de la ratification et de la mise en œuvre effective de la convention n° 155 et de son Protocole de 2002 devrait être menée de pair avec la promotion de la convention n° 187²⁰. La commission a également recommandé au Bureau d'adopter un plan d'action pour promouvoir la ratification et la mise en œuvre effective de la convention n° 155, de son Protocole de 2002 et/ou de la convention n° 187. Faisant suite à un examen de cette proposition dans le cadre du plan d'action de l'OIT pour la mise en œuvre de la stratégie normative²¹, le Conseil d'administration a décidé, à sa 306^e session (novembre 2009), qu'après la tenue de consultations tripartites un plan d'action lui serait soumis à sa 307^e session (mars 2010)²².

d) *Politique de l'OIT pour les peuples indigènes*

79. Diverses activités, à différents niveaux, ont continué d'être organisées dans le cadre du programme PRO169 pour promouvoir l'application des principes de la convention n° 169 et intégrer les questions autochtones dans d'autres activités du BIT visant à promouvoir les principes et droits fondamentaux au travail. Au cours de la période considérée, des contributions techniques ont été apportées à l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, au mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones et au Groupe d'appui interorganisations sur les questions des peuples autochtones, entre autres instances. Une contribution a également été apportée à l'élaboration des programmes par pays de promotion du travail décent, mis en place par l'OIT. La problématique des peuples autochtones a été intégrée dans ces programmes mis en œuvre dans différents pays, notamment l'**Etat plurinational de Bolivie**, le **Cambodge**, le **Cameroun** et le **Népal**.

80. Au niveau régional, une étude novatrice sur la situation des populations autochtones en **Afrique** a été finalisée. Vingt-quatre pays ont fait l'objet d'une étude dans ce contexte et ces études sont regroupées dans un rapport d'ensemble, adopté par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples à sa 45^e session (mai 2009). Une base de données donnant des informations sur le contexte, la législation, les décisions judiciaires et d'autres documents pertinents sur lesquels l'étude a reposé a

²⁰ Dans ce contexte, il convient de noter que, à l'issue d'un atelier national tripartite de l'OIT sur la bonne gestion des substances chimiques, organisé à Bandung (Indonésie) en juillet 2009, le gouvernement de ce pays a manifesté son intention d'organiser des activités promotionnelles en vue de la ratification non seulement de la convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990, et de la convention (n° 174) sur la prévention des accidents industriels majeurs, 1993, mais également des conventions n° 155 et 187.

²¹ Document GB.306/LILS/4(Rev.).

²² Document GB.306/10/2(Rev.).

également été créée. Parallèlement, deux autres grandes publications ont été produites, à savoir «*Les droits des peuples autochtones et tribaux dans la pratique – un guide sur la convention n° 169 de l'OIT*» et le recueil intitulé *Application of Convention No. 169 by domestic and international courts in Latin America*, en vue d'améliorer la compréhension et l'application des droits des populations autochtones. Ces publications ont été largement diffusées dans plusieurs langues et ont servi dans le cadre d'activités de sensibilisation ou de renforcement des capacités dans le monde entier.

81. Un programme régional pour l'**Amérique latine** a récemment été lancé dans le but d'aider les gouvernements et les acteurs concernés à prendre les mesures nécessaires pour donner suite aux observations de la commission d'experts, renforcer les capacités des responsables publics, des partenaires sociaux et des organisations de défense des populations autochtones à mettre en œuvre la convention ou à promouvoir sa ratification dans la région.

82. De multiples activités ont également été mises en œuvre au niveau national en vue de promouvoir les droits et d'améliorer la situation socio-économique des populations autochtones, notamment au **Bangladesh**, au **Cambodge**, au **Cameroun**, en **Indonésie**, au **Kenya**, en **Namibie** et au **Népal**. Au Cameroun, l'accent a été mis en particulier sur la prise en compte des droits des populations autochtones dans les politiques nationales, telles que la stratégie nationale de réduction de la pauvreté, ainsi que sur la formation, le renforcement des capacités et le dialogue dans le cadre d'activités réunissant des responsables gouvernementaux et les principaux acteurs sociaux. Au Cambodge, les efforts se sont poursuivis en vue de promouvoir la mise en œuvre de la législation pertinente relative aux droits fonciers des communautés autochtones ainsi que l'élaboration de plans de développement locaux. Au Népal, un programme national à grande échelle est en place pour appuyer la mise en œuvre de la convention n° 169.

83. Enfin, PRO169 a continué de se concentrer sur les liens entre les questions autochtones et les principes et droits fondamentaux au travail. Une collaboration avec ILO/GENDER est en cours pour réunir des informations sur la discrimination à laquelle se heurtent les femmes autochtones dans l'emploi et la profession. En outre, PRO169 collabore avec le Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC) à l'élaboration de stratégies de lutte contre le travail des enfants au sein des populations autochtones.

e) *Mise en place d'une stratégie efficace de communication sur les normes internationales du travail*

84. La première étape du projet d'unification des bases de données du Département des normes et de développement ultérieur d'un système de soumission de rapports en ligne, dont l'objectif premier est de faciliter et de rationaliser la charge de travail qui incombe aux gouvernements, a été lancée en août 2009 dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie normative. Cette première étape, qui s'est achevée à la fin de décembre 2009, était axée sur l'unification des quatre bases de données de NORMES (APPLIS, ILOLEX, LIBSYND et NATLEX)²³ et la conception d'un modèle de données unifiées, qui

²³ APPLIS est la base de données qui gère les obligations liées à l'envoi des rapports et l'enregistrement des rapports soumis. Elle a été conçue pour générer les demandes de rapports, gérer la réception des rapports et la charge de travail au Département des normes. ILOLEX, qui est constituée de trois bases de données comprenant, dans les trois langues, le texte intégral des documents de l'OIT relatifs aux normes, a été conçue pour rechercher des termes et expressions à l'intérieur des documents. LIBSYND est la base de données relative aux discussions du Comité de la liberté syndicale. Elle a été conçue pour gérer les informations et documents se rapportant aux cas de liberté syndicale. NATLEX est la base de données consacrée aux législations nationales concernant le travail, la sécurité sociale et les droits de l'homme.

s'intitulera NORMSLEX. Ce nouveau modèle de données sera à la fois rigoureux puisque l'ensemble des données seront codées et pourront être liées en fonction des besoins et souple puisque de nouveaux codes ou informations pourront être ajoutés sans avoir à modifier le modèle de données. La deuxième étape devrait porter sur les spécifications de cette application unifiée et sur le transfert de données contenues dans trois des bases de données actuelles de NORMES. La troisième étape se concentrera sur l'élaboration d'un système d'établissement de rapports en ligne exhaustif. Après plusieurs versions expérimentales de cette nouvelle application tout au long de 2010, l'ensemble du projet, assorti de versions finales, devrait être achevé au cours du premier semestre de 2011.

85. En outre, il convient de noter que la base de données NATLEX, consacrée aux législations nationales du travail, de la sécurité sociale et relative aux droits de l'homme, contient maintenant plus de 80 000 textes de loi et règlements. En moyenne, on dénombre environ 300 nouvelles entrées par mois. Le fait que la base NATLEX soit actualisée en permanence garantit qu'elle demeure un outil précieux et très apprécié de ses nombreux utilisateurs dans le monde entier. En juillet 2009, un record a été atteint lorsque près de 3 millions d'utilisateurs extérieurs l'ont consultée au cours du mois. Elle reste donc la base de l'OIT la plus abondamment consultée. Il faut noter par ailleurs que, dans le contexte de la nouvelle génération d'études d'ensemble effectuées à la lumière de la Déclaration sur la justice sociale, le formulaire de rapport de 2010 pour la prochaine étude d'ensemble sur la sécurité sociale a été mis à disposition en ligne sur le site de NORMES, les Etats Membres pouvant le télécharger, le remplir et l'envoyer par voie électronique au Bureau.

86. Depuis janvier 2009, le Bureau continue à produire plusieurs outils destinés à améliorer la diffusion auprès d'un large public des informations relatives aux normes internationales du travail. Le Département des normes a diffusé plusieurs CD-ROM, notamment la version 2009 de la bibliothèque électronique des normes internationales du travail (ILSE) qui contient, entre autres, des documents sur la convention du travail maritime, 2006; ainsi que la dernière étude d'ensemble sur la santé et la sécurité au travail; la version 2009 du CD-ROM sur l'application des normes internationales du travail qui contient notamment les commentaires de la commission d'experts par pays; et la version 2009 de la bibliothèque électronique sur la liberté syndicale et la négociation collective. Le Département des normes a également révisé et mis à jour sa publication intitulée *«Les règles du jeu: une brève introduction aux normes internationales du travail»* afin d'y faire figurer les nouveaux textes adoptés (par exemple la MLC, 2006, les conventions n^{os} 187 et 188 et la Déclaration sur la justice sociale). Cette édition révisée est parue durant la Conférence de juin 2009. Pour ce qui est des nouvelles publications, le Département des normes élabore actuellement un recueil de principes et d'observations formulées par les organes de contrôle de l'OIT concernant l'économie informelle. Tirant parti des observations substantielles formulées par les organes de contrôle de l'application des instruments de l'OIT dans l'économie informelle, ce recueil doit être perçu comme une première étape en vue de surmonter les obstacles déjà recensés quant à l'application des normes internationales du travail pertinentes aux travailleurs du secteur informel. Il devrait permettre de formuler des propositions susceptibles d'aider les mandants tripartites à élaborer des lois, des politiques et des institutions au niveau national pour traiter les problèmes auxquels se heurtent les travailleurs de l'économie informelle. Enfin, le *Document d'information sur les ratifications et les activités normatives*, publié chaque année en mars, a été amélioré cette année grâce au développement des profils par pays qui figurent à la partie III du document et qui fournissent des informations sur la ratification et l'application des

conventions pour chaque pays. Il convient de rappeler que des informations plus détaillées et plus complètes pour chacun d'entre eux sont disponibles et mises à jour en permanence dans la base de données NATLEX, accessible sur le site Web de NORMES à l'adresse suivante: http://www.ilo.org/dyn/natlex/country_profiles.home?p_lang=fr.

f) Autres activités de promotion

87. Plusieurs activités de promotion de la ratification des conventions à jour ont été menées par les spécialistes des normes des différents bureaux sous-régionaux en 2009.

Afrique

88. Des brochures visant à appuyer le processus de ratification et/ou de mise en œuvre, dans plusieurs **pays africains**, des conventions sur la politique et la promotion de l'emploi, ainsi que sur le développement de la formation professionnelle, ont été réalisées dans le cadre du Projet d'appui à la promotion de l'emploi et réduction de la pauvreté (APERP), en collaboration avec le spécialiste des normes du Bureau sous-régional de Yaoundé et le Département des normes. Des guides pédagogiques des droits des travailleurs ont également été réalisés à l'initiative du spécialiste des normes et du spécialiste du programme des investissements à haute intensité de main-d'œuvre du Bureau de Yaoundé.

89. Le spécialiste des normes du Bureau sous-régional de Yaoundé a organisé un séminaire tripartite au **Rwanda** afin d'appuyer le processus de ratification de la convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (février).

90. La spécialiste des normes du Bureau sous-régional de Dakar a organisé un certain nombre d'activités promotionnelles dans les pays suivants:

- **Côte d'Ivoire:** Un atelier de sensibilisation des acteurs du secteur des transports sur le droit de grève (mars).
- **Guinée:** Un cours sur l'OIT et les normes internationales du travail pour les gestionnaires de ressources de la fonction publique ainsi qu'un atelier de sensibilisation sur l'OIT et les normes pour les journalistes et les professionnels des médias (juin).
- **Sénégal:** Un atelier de sensibilisation des mandataires syndicaux sur l'OIT, son système normatif et les huit conventions fondamentales (juillet). Le bureau sous-régional a également mené conjointement avec le Département des normes et SECTOR un séminaire national tripartite sur la MLC, 2006, et la convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007, ceci dans le cadre d'un projet de coopération technique financé par l'Espagne.

91. En République-Unie de Tanzanie, dans le cadre d'une mission dirigée par des fonctionnaires du siège pour aider le gouvernement à élaborer une politique migratoire, la spécialiste des normes du Bureau sous-régional d'Addis-Abeba a convoqué une session en vue de présenter les deux conventions de l'OIT sur les travailleurs migrants, à savoir les conventions n°s 97 et 143, afin d'éliminer les obstacles à leur ratification future.

92. En mars, le Bureau sous-régional du Caire et le ministère de l'Emploi et de la Migration de l'**Egypte** ont organisé un séminaire sur la promotion de la convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964, en vue de sa ratification. Dans ce contexte, les mandants ont été informés des outils de l'OIT disponibles pour la mise en œuvre d'une politique de l'emploi et ont été sensibilisés aux liens existant entre la convention n° 122 et les autres conventions existant dans le domaine de l'emploi (conventions n°s 88,

142 et 181). En mai, un atelier sur les conventions n^{os} 97 et 143 concernant les travailleurs migrants a eu lieu afin de sensibiliser les mandants à la problématique de la migration pour le travail et de promouvoir la ratification desdites conventions.

Amériques

93. La spécialiste des normes du Bureau sous-régional de San José a organisé les activités promotionnelles suivantes:

- Fourniture de conseils techniques au comité d'éthique du parlement du **Nicaragua** concernant le contenu et le champ d'application de la convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989, et les effets de sa ratification. La ratification de cette convention est l'une des priorités du gouvernement. Ce dernier a indiqué dans son dernier rapport périodique (2008), soumis au titre de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, qu'il examinerait l'opportunité de ratifier la convention n° 169 et procéderait aux consultations nécessaires.
- Organisation de consultations sur la ratification de la convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983, à la demande du gouvernement du **Honduras**, avec la participation des divers services concernés du ministère du Travail et des Questions sociales, le ministère de l'Enseignement, le ministère du Gouvernement et de la Justice, le Commissaire aux droits de l'homme et des représentants des diverses institutions travaillant avec des personnes handicapées. A l'issue de ces consultations, des mesures ont été adoptées en faveur de la ratification de la convention n° 159 compte tenu du fait que, de l'avis général, elle constituerait un outil approprié pour créer de l'emploi et faire progresser l'Agenda du travail décent dans le pays.
- Organisation d'un deuxième séminaire tripartite sur le travail à temps partiel et sur les conséquences qu'aurait la ratification de la convention (n° 175) sur le travail à temps partiel, 1994, à la demande du gouvernement du **Guatemala**. Celui-ci juge cruciale la ratification de la convention pour la création d'emplois, en particulier en temps de crise, alors que les partenaires sociaux ont des avis très partagés et très affirmés sur les avantages éventuels de sa ratification. L'OIT a donc joué un double rôle à l'occasion de ce séminaire en fournissant des informations sur le contenu et la portée de la convention n° 175 et en donnant une nouvelle impulsion à l'ouverture d'un dialogue social constructif au Guatemala.
- Lancement d'une procédure de consultation au **Costa Rica** en vue de la ratification de la convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981, en tant qu'outil permettant d'améliorer l'intégration des femmes dans le marché du travail.

94. Par le biais de son spécialiste des normes, le Bureau sous-régional de Lima a participé à deux séminaires de formation, coorganisés par les différentes agences des Nations Unies, sur la promotion conjointe de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples indigènes et de la convention n° 169, qui se sont tenus au **Nicaragua** en juin et à **Trinité-et-Tobago** en décembre. Ces deux séminaires ont permis de souligner la cohérence existant entre la Déclaration des Nations Unies et la convention de l'OIT, les deux instruments se renforçant mutuellement.

95. Le spécialiste des normes du Bureau sous-régional de Port of Spain, en collaboration avec le spécialiste du VIH/sida, a participé à un atelier organisé par le Département de la sécurité et de la santé au travail du ministère du Travail de la **Jamaïque**, en avril, dans le but de mettre au point un projet de réglementation sur le

VIH/sida dans le cadre d'une série de règlements à promulguer parallèlement à la législation sur la sécurité et la santé au travail et dans l'optique de fournir des réglementations à l'appui des politiques sur le VIH/sida sur le lieu de travail et ayant force exécutoire.

Etats arabes

96. Le spécialiste des normes du Bureau sous-régional de Beyrouth a mené des activités de promotion de la ratification des conventions sur la santé et sécurité au travail en **Jordanie**, au **Liban**, en **République arabe syrienne** et au **Yémen**; de la promotion de la ratification de la convention n° 144 à **Bahreïn**, au **Liban** et en **Oman**; de la promotion de la ratification de la convention n° 87 à **Bahreïn**, en **Jordanie**, au **Liban** et en **Oman**; et de la promotion de la ratification de la convention n° 98 à **Bahreïn** et en **Oman**.

Asie

97. Le spécialiste des normes du Bureau sous-régional de New Delhi a mené une série d'activités de promotion dans les pays couverts par ce Bureau et en particulier en **Afghanistan**: appui technique à distance en vue de la ratification de quatre nouvelles conventions et de l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT de 1997; en **Inde**: travail promotionnel sur la ratification de la convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973, promotion des normes internationales du travail auprès des institutions universitaires à Calcuta (août) et activité avec les membres des Hautes Cours de justice et des Cours de district à New Delhi sur l'utilisation des normes internationales du travail par les juridictions nationales (octobre); en **Indonésie**: promotion de la convention n° 169 en vue de sa ratification.

98. En avril, un atelier tripartite régional sur l'amélioration de la sécurité et de la santé dans le secteur minier pour certains pays asiatiques a été organisé par SECTOR en collaboration avec les bureaux extérieurs pertinents et le Département des normes. Au nombre des participants, figuraient des délégations tripartites venues de **Chine**, d'**Indonésie**, de **Malaisie**, de **Mongolie**, des représentants des employeurs et des travailleurs du **Viet Nam** ainsi que des représentants des travailleurs originaires de l'**Inde** et des **Philippines**. Cet atelier portait principalement sur la convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995, en tant qu'instrument central pour favoriser le travail décent dans un secteur industriel où la sécurité et la santé au travail posent un problème majeur. L'objectif était de veiller à ce que la convention n° 176 soit examinée dans le contexte non seulement des conventions n°s 155 et 187, mais aussi de la convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985. Les pays invités à participer à l'atelier ont été choisis, d'une part, en fonction de l'importance du secteur minier pour leur économie et, d'autre part, de leurs résultats et de leur cadre réglementaire en matière de sécurité et de santé.

Europe et Asie centrale

99. En novembre, une conférence tripartite sur la politique des salaires dans le Caucase et l'Asie centrale a été organisée à Nicosie (Chypre). Tous les deux ans, le gouvernement chypriote et le BIT organisent conjointement une conférence sur un sujet d'actualité. Cette année, elle avait pour thème la politique des salaires dans le contexte de la crise économique mondiale, et plus spécialement les questions relatives aux salaires minima, aux arriérés de salaires et à la protection des créances salariales en cas d'insolvabilité de l'employeur. Cette conférence a réuni des participants de sept pays d'Asie centrale et du Caucase (**Arménie**, **Azerbaïdjan**, **Géorgie**, **Kazakhstan**, **Kirghizistan**, **Ouzbékistan** et **Tadjikistan**), ainsi que des représentants tripartites de **Chypre** et des experts de la

Fédération de Russie. Des présentations ont été faites par des fonctionnaires du Département des normes, du Programme sur les conditions de travail et d'emploi et du Bureau sous-régional de l'OIT à Moscou. Cette activité a été l'occasion de promouvoir la ratification et la mise en œuvre des conventions pertinentes de l'OIT, et notamment de la convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949, de la convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970, et de la convention (n° 173) sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, 1992.

Activités spécifiques entreprises en collaboration avec d'autres organisations internationales concernant les normes internationales du travail

A. Traités des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme

100. Les normes internationales du travail et les dispositions correspondantes des traités des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme se complètent et se renforcent mutuellement. Par conséquent, une coopération étroite entre l'OIT et les Nations Unies en ce qui concerne ces traités est une stratégie importante pour accroître l'influence des normes de l'OIT et pour garantir la concordance et la cohérence dans le système des Nations Unies en ce qui concerne les droits de l'homme au travail.

Coopération avec les organes de surveillance de l'application des traités des Nations Unies

101. Le Bureau a continué de développer des activités avec les organes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme chargés de contrôler l'application des instruments suivants:

- Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels;
- Pacte international relatif aux droits civils et politiques;
- Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes;
- Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale;
- Convention relative aux droits de l'enfant;
- Convention internationale sur la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leurs familles;
- Convention relative aux droits des personnes handicapées.

102. Le Bureau soumet régulièrement aux différents organes de surveillance de l'application des traités des rapports contenant des informations concernant les normes pour les pays qu'ils examinent. Ces rapports du BIT comprennent des informations sur la ratification des conventions de l'OIT ayant un lien avec les dispositions des traités respectifs des Nations Unies sur les droits de l'homme, des résumés des conclusions et recommandations des organes de contrôle de l'OIT et, le cas échéant, des renseignements sur l'assistance technique du BIT. De plus, des représentants du Bureau participent aux sessions des organes de surveillance de l'application des traités et fournissent oralement des informations et des avis sur certains pays ou sujets. Le Bureau contribue aussi à l'élaboration, par ces organes de surveillance, d'observations générales concernant des questions qui relèvent de la compétence de l'OIT.

Nouveaux instruments des Nations Unies

103. Le protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels a été adopté par l'Assemblée générale le 10 décembre 2008. Ce protocole établit une procédure habilitant le Comité des droits économiques, sociaux et culturels à examiner des communications présentées par des particuliers ou

groupes de particuliers ou au nom de particuliers ou groupes de particuliers qui affirment être victimes d'une violation des droits économiques, sociaux et culturels énoncés dans le pacte. Ce nouvel instrument prévoit également des communications interétatiques et une procédure d'enquête. La cérémonie de signature a eu lieu le 24 septembre 2009 au siège des Nations Unies à New York. Ce protocole entrera en vigueur après le dépôt du dixième instrument de ratification.

104. Lorsqu'il examine les communications qui lui sont soumises en vertu du protocole facultatif, le Comité des droits économiques sociaux et culturels est autorisé à consulter la documentation pertinente émanant d'autres organes ou institutions spécialisées, fonds, programmes et mécanismes des Nations Unies et d'autres organisations internationales (art. 8(3)). L'OIT a donc la possibilité de soumettre les informations résultant du contrôle de l'application de ses propres instruments. Le Comité des droits économiques sociaux et culturels procède actuellement à la révision de son règlement pour l'adapter aux nouvelles fonctions que lui confère le protocole facultatif.

B. Charte sociale européenne

105. Conformément à la procédure établie en vertu de l'article 26 de la Charte sociale européenne, un représentant du Département des normes internationales du travail a participé, à titre consultatif, aux 234^e, 237^e et 239^e sessions du Comité européen des droits sociaux chargé du contrôle de l'application de la charte et de la charte révisée (respectivement en février, juillet et octobre 2009).

C. Autres questions relatives aux droits de l'homme

106. Le Bureau a poursuivi ses activités de promotion des normes internationales du travail dans le contexte du Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies. Dans le cadre de l'examen périodique universel, le Bureau appelle régulièrement l'attention du Secrétariat des Nations Unies sur le fait que les rapports émanant des organes de contrôle de l'OIT sont à sa disposition. La documentation préparée par le Secrétariat des Nations Unies et sur laquelle s'appuie l'examen périodique universel inclut des informations relatives à la ratification des conventions fondamentales de l'OIT par le pays concerné ainsi que des références aux commentaires de la commission d'experts. Le Bureau contribue également aux travaux d'autres mécanismes et missions du conseil, notamment à ceux du mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones ainsi qu'aux travaux des rapporteurs spéciaux.

107. Le Bureau a poursuivi ses efforts au sein du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD) pour veiller à ce que les normes internationales du travail soient prises en compte dans le contexte de l'approche du développement axée sur les droits de l'homme. A cet égard, les directives révisées, en 2009, pour les équipes de pays des Nations Unies sur l'élaboration du bilan commun de pays et du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement reconnaissent le rôle des instruments pertinents des institutions spécialisées. Il est fait en outre spécifiquement référence aux instruments de l'OIT et à ses mécanismes de contrôle. Le Bureau et le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) sont récemment convenus de préparer une brochure sur la complémentarité des instruments des Nations Unies et ceux de l'OIT.

Annexe 1. Informations générales

I. Etats Membres de l'Organisation

La **République des Maldives** est devenue Membre de l'OIT le 15 mai 2009, portant le nombre de Membres de l'Organisation à 183.

II. Informations sur les ratifications, les dénonciations et les déclarations d'application

Ratifications

Au cours de l'année 2009, **49** ratifications de conventions internationales du travail et la ratification d'un protocole ont été enregistrées, ce qui porte le nombre des ratifications de conventions internationales du travail à **7 652** au 31 décembre 2009.

Dénonciations résultant de la ratification d'une convention plus récente dans le même domaine

Suite à la ratification de la convention n° 138 par la **Guinée-Bissau**, la convention n° 7 a été automatiquement dénoncée.

Suite à la ratification de la convention n° 138 par **Haïti**, la convention n° 5 a été automatiquement dénoncée.

Suite à la ratification de la convention n° 183 par les **Pays-Bas**, la convention n° 103 a été automatiquement dénoncée.

Dénonciations

Le Directeur général a enregistré, le 4 novembre 2009, la dénonciation par les **Pays-Bas** de la déclaration d'application de la convention (n° 126) sur le logement à bord des bateaux de pêche, 1966, à *Aruba*.

Le Directeur général a enregistré, le 7 octobre 2009, la dénonciation par le **Portugal** de la convention (n° 107) relative aux populations autochtones et tribales, 1957.

Déclarations d'application

Le Directeur général a enregistré, le 28 janvier 2009, la déclaration par le **Danemark** de la *non-application* de la convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006, au *Groenland* et aux *îles Féroé*.

Le Directeur général a enregistré, le 5 mai 2009, la déclaration par le **Royaume-Uni** de l'application *sans modifications* de la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, à *Sainte-Hélène*.

Annexe 2. Liste alphabétique des Etats Membres ayant ratifié ou accepté l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT, 1997 ¹

113 ratifications/acceptations

Etat	Mesure	Date d'enregistrement
Afrique du Sud	Ratification	1 ^{er} octobre 2007
Albanie	Ratification	30 juin 1999
Algérie	Ratification	4 avril 2007
Antigua-et-Barbuda	Acceptation	17 avril 2000
Arabie saoudite	Acceptation	16 novembre 1998
Argentine	Acceptation	12 mars 2002
Australie	Ratification	11 octobre 2001
Autriche	Ratification	10 novembre 2000
Azerbaïdjan	Ratification	9 août 2000
Bahreïn	Acceptation	2 mars 1998
Bangladesh	Ratification	9 août 2000
Barbade	Ratification	8 avril 1998
Belgique	Ratification	13 mars 2007
Bénin	Ratification	15 février 2006
Botswana	Acceptation	26 novembre 2002
Brunéi Darussalam	Acceptation	14 juin 2007
Bulgarie	Ratification	23 mars 1999
Burkina Faso	Ratification	28 octobre 2009
Cambodge	Ratification	27 mars 2007
Cameroun	Ratification	18 décembre 2009
Canada	Acceptation	10 février 1998
Cap-Vert	Acceptation	9 juin 2008
Chili	Ratification	14 février 2005
Chine	Acceptation	24 juin 1998
Chypre	Ratification	12 octobre 1998
Comores	Ratification	17 mars 2004
Congo	Ratification	23 août 2002
République de Corée	Acceptation	12 décembre 1997
Croatie	Ratification	3 juillet 2008

¹ Cet instrument entrera en vigueur lorsqu'il aura été ratifié/accepté par deux tiers des Membres de l'Organisation (c'est-à-dire 122/183), y compris cinq des dix Membres ayant l'importance industrielle la plus considérable.

Etat	Mesure	Date d'enregistrement
Cuba	Ratification	17 février 2003
Danemark	Ratification	2 août 2001
République dominicaine	Ratification	15 juin 1999
Dominique	Ratification	15 avril 1998
Egypte	Ratification	18 février 1999
Emirats arabes unis	Ratification	20 mai 1999
Equateur	Acceptation	21 août 1998
Erythrée	Acceptation	23 septembre 2009
Espagne	Ratification	8 novembre 1999
Estonie	Ratification	12 février 2002
Ethiopie	Ratification	24 mars 1999
Finlande	Acceptation	12 janvier 1998
France	Acceptation	11 septembre 2001
Guatemala	Ratification	29 février 2008
Guinée	Ratification	23 février 2004
Guinée-Bissau	Acceptation	18 août 2006
Guyana	Ratification	11 mai 2006
Hongrie	Ratification	26 mai 1998
Inde	Ratification	24 mars 1999
Irlande	Ratification	22 avril 1999
Islande	Ratification	22 novembre 1999
Israël	Ratification	1 ^{er} février 2008
Italie	Ratification	28 septembre 2000
Jamaïque	Ratification	17 décembre 2008
Japon	Acceptation	18 juin 2001
Jordanie	Ratification	6 janvier 1999
Koweït	Ratification	2 octobre 1998
République démocratique populaire lao	Acceptation	1 ^{er} juin 2007
Lettonie	Acceptation	6 février 2009
Liban	Ratification	4 juin 1999
Jamahiriya arabe libyenne	Ratification	26 mai 1999
Lituanie	Ratification	3 mars 2004
Luxembourg	Ratification	12 juin 2002
Malaisie	Acceptation	9 novembre 1998
Malawi	Ratification	17 mai 1999
Malte	Acceptation	27 septembre 2000
Maroc	Ratification	15 octobre 2001
Maurice	Ratification	29 avril 1998
Mauritanie	Acceptation	25 janvier 2006
Mexique	Acceptation	25 juin 1998
République de Moldova	Ratification	21 septembre 1999
Monténégro	Acceptation	12 juin 2007
Mozambique	Acceptation	15 septembre 2008
Namibie	Ratification	27 janvier 1999
Népal	Ratification	30 septembre 1998

Etat	Mesure	Date d'enregistrement
Nicaragua	Ratification	11 août 1999
Nigéria	Ratification	14 juin 2004
Norvège	Ratification	11 juin 1999
Nouvelle-Zélande	Ratification	25 mai 1999
Pakistan	Ratification	8 mars 1999
Panama	Ratification	10 août 1999
Pays-Bas	Acceptation	29 mars 2007
Pérou	Ratification	16 juillet 1999
Philippines	Ratification	26 janvier 2006
Pologne	Ratification	9 octobre 2007
Portugal	Ratification	3 mai 1999
Qatar	Ratification	8 mai 1998
Roumanie	Ratification	31 mai 1999
Royaume-Uni	Ratification	23 mars 2000
Saint-Kitts-et-Nevis	Ratification	2 novembre 2006
Saint-Marin	Ratification	20 mars 1998
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Ratification	25 septembre 2000
Samoa	Ratification	26 octobre 2007
Serbie	Ratification	16 septembre 2009
Seychelles	Ratification	28 octobre 2005
Singapour	Acceptation	6 mai 1999
Slovaquie	Ratification	26 août 1998
Sri Lanka	Ratification	27 novembre 1998
Suède	Ratification	10 février 1999
Suisse	Ratification	28 juin 2000
Suriname	Acceptation	12 avril 2006
République arabe syrienne	Acceptation	1 ^{er} août 2000
Tadjikistan	Ratification	10 mai 1999
République tchèque	Ratification	6 décembre 1999
Thaïlande	Ratification	8 février 1999
Togo	Acceptation	1 ^{er} juin 2000
Trinité-et-Tobago	Ratification	23 octobre 2000
Tunisie	Acceptation	6 juillet 2007
Turquie	Ratification	23 février 2000
Vanuatu	Acceptation	21 septembre 2007
Viet Nam	Acceptation	15 mai 2006
Yémen	Acceptation	11 août 2000
Zambie	Ratification	23 décembre 1998
Zimbabwe	Ratification	9 avril 2003
Total: 113/183		

Le nombre total de ratifications et d'acceptations s'élève ainsi à **113**, dont six par des Etats ayant l'importance industrielle la plus considérable (Chine, France, Inde, Italie, Japon et Royaume-Uni).

Partie II

Liste des ratifications par convention ^{*} et protocole

^{*} N'apparaissent pas dans la liste les conventions qui ont été retirées par la Conférence internationale du Travail en juin 2000 ni les conventions qui n'entreront jamais en vigueur du fait de l'adoption et de l'entrée en vigueur de nouvelles conventions les révisant. Le nombre total de ratifications de chaque convention comprend l'ensemble des ratifications enregistrées depuis l'adoption de la convention concernée, indépendamment de toute dénonciation ultérieure.

Convention (n° 1) sur la durée du travail (industrie), 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

52 ratifications

Angola	4.06.1976	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	30.11.1933
Bangladesh	22.06.1972	Belgique	6.09.1926	Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973
Bulgarie	14.02.1922	Burundi	30.07.1971	Canada	21.03.1935
Chili	15.09.1925	Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978
Costa Rica	1.03.1982	Cuba	20.09.1934	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	4.02.1933	Egypte	10.05.1960	Emirats arabes unis	27.05.1982
Espagne	22.02.1929	Ghana	19.06.1973	Grèce	19.11.1920
Guatemala	14.06.1988	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	12.06.1985
Haïti	31.03.1952	Inde	14.07.1921	Iraq	24.08.1965
Israël	26.06.1951	Koweït	21.09.1961	Liban	1.06.1977
Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971	Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928
Malte	9.06.1988	Mozambique	6.06.1977	Myanmar	14.07.1921
Nicaragua	12.04.1934	Pakistan	14.07.1921	Paraguay	21.03.1966
Pérou	8.11.1945	Portugal	3.07.1928	Roumanie	13.06.1921
Slovaquie	1.01.1993	République arabe syrienne	10.05.1960	République tchèque	1.01.1993
Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944		

Ratification conditionnelle

Autriche	12.06.1924	France	2.06.1927	Italie	6.10.1924
Lettonie	15.08.1925				

Dénonciation

Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Dénoncée le	9.06.1989

Convention (n° 2) sur le chômage, 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.07.1921

56 ratifications

Afrique du Sud	20.02.1924	Allemagne	6.06.1925	Argentine	30.11.1933
Australie	15.06.1972	Autriche	12.06.1924	Belgique	25.08.1930
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	République centrafricaine	9.06.1964	Chili	31.05.1933
Chypre	8.10.1965	Colombie	20.06.1933	Danemark	13.10.1921
Djibouti	3.08.1978	Egypte	3.07.1954	Equateur	5.02.1962
Espagne	4.07.1923	Estonie	20.12.1922	Ethiopie	11.06.1966
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	19.10.1921	France	25.08.1925
Grèce	19.11.1920	Guyana	8.06.1966	Hongrie	1.03.1928
Irlande	4.09.1925	Islande	17.02.1958	Italie	10.04.1923
Japon	23.11.1922	Kenya	13.01.1964	Luxembourg	16.04.1928
Malte	4.01.1965	Maroc	14.10.1960	Maurice	2.12.1969
Monténégro	3.06.2006	Myanmar	14.07.1921	Nicaragua	12.04.1934
Norvège	23.11.1921	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Pays-Bas	6.02.1932	Pologne	21.06.1924	Roumanie	13.06.1921
Royaume-Uni	14.07.1921	Serbie	24.11.2000	Seychelles	6.02.1978
Slovénie	29.05.1992	Soudan	18.06.1957	Suède	27.09.1921
Suisse	9.10.1922	République arabe syrienne	26.07.1960	Turquie	14.07.1950
Ukraine	16.05.1994	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944		

Dénonciation

Bulgarie	14.02.1922	Inde	14.07.1921	Uruguay	6.06.1933
Dénoncée le	20.07.1960	Dénoncée le	16.04.1938	Dénoncée le	11.11.1982

Convention (n° 3) sur la protection de la maternité, 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

34 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	31.10.1927	Argentine	30.11.1933
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	14.02.1922	Burkina Faso	30.06.1969
Cameroun	25.05.1970	République centrafricaine	9.06.1964	Colombie	20.06.1933
Côte d'Ivoire	5.05.1961	Croatie	8.10.1991	Cuba	6.08.1928
Espagne	4.07.1923	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	16.12.1950
Gabon	13.06.1961	Grèce	19.11.1920	Guinée	12.12.1966
Hongrie	19.04.1928	Italie	22.10.1952	Lettonie	3.06.1926
Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971	Luxembourg	16.04.1928	Mauritanie	8.11.1963
Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	12.04.1934	Panama	3.06.1958
Roumanie	13.06.1921	Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992
République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944				

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 103

Brésil	26.04.1934	Chili	15.09.1925	Uruguay	6.06.1933
Dénoncée le 26.07.1961		Dénoncée le 3.10.1997		Dénoncée le 17.10.1955	

Convention (n° 4) sur le travail de nuit (femmes), 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

58 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Angola	4.06.1976	Bangladesh	22.06.1972
Bénin	12.12.1960	Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963
Cambodge	24.02.1969	République centrafricaine	27.10.1960	Colombie	20.06.1933
Côte d'Ivoire	21.11.1960	Cuba	6.08.1928	Espagne	29.09.1932
Gabon	14.10.1960	Guinée-Bissau	21.02.1977	Inde	14.07.1921
République démocratique populaire lao	23.01.1964	Madagascar	1.11.1960	Mali	22.09.1960
Maroc	13.06.1956	Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961
Pakistan	14.07.1921	République démocratique du Congo	20.09.1960	Rwanda	18.09.1962
Sénégal	4.11.1960	Tchad	10.11.1960	Togo	7.06.1960

Dénonciation

Afrique du Sud	1.11.1921	Albanie	17.03.1932	Argentine	30.11.1933
Dénoncée le 20.10.1935		Dénoncée le 11.08.1964		Dénoncée le 3.03.1992	
Autriche	12.06.1924	Belgique	12.07.1924	Brésil	26.04.1934
Dénoncée le 26.07.2001		Dénoncée le 13.08.1937		Dénoncée le 12.05.1937	
Bulgarie	14.02.1922	Cameroun	7.06.1960	Chili	8.10.1931
Dénoncée le 20.07.1960		Dénoncée le 11.04.1975		Dénoncée le 27.08.1976	
Congo	10.11.1960	France	14.05.1925	Grèce	19.11.1920
Dénoncée le 4.06.1971		Dénoncée le 8.11.1955		Dénoncée le 30.06.1936	
Guinée	21.01.1959	Hongrie	19.04.1928	Irlande	4.09.1925
Dénoncée le 28.05.1968		Dénoncée le 18.12.1936		Dénoncée le 15.03.1937	
Italie	10.04.1923	Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928
Dénoncée le 6.08.2001		Dénoncée le 11.11.2003		Dénoncée le 19.02.1982	
Malte	9.06.1988	Mauritanie	20.06.1961	Myanmar	14.07.1921
Dénoncée le 11.02.1991		Dénoncée le 2.08.1965		Dénoncée le 9.11.1961	
Pays-Bas	4.09.1922	Pérou	8.11.1945	Portugal	10.05.1932
Dénoncée le 12.06.1937		Dénoncée le 5.02.1997		Dénoncée le 8.12.1993	
Roumanie	13.06.1921	Royaume-Uni	14.07.1921	Sri Lanka	8.10.1951
Dénoncée le 28.05.1957		Dénoncée le 25.01.1937		Dénoncée le 16.02.1954	
Suisse	9.10.1922	Tunisie	15.05.1957	Uruguay	6.06.1933
Dénoncée le 4.06.1936		Dénoncée le 24.05.1974		Dénoncée le 17.10.1955	
République bolivarienne du Venezuela	7.03.1933				
Dénoncée le 20.11.1944					

Convention (n° 5) sur l'âge minimum (industrie), 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

72 ratifications

Gabon	14.10.1960	Inde	9.09.1955	Sainte-Lucie	14.05.1980
Sierra Leone	15.06.1961				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	17.03.1932	Argentine	30.11.1933	Autriche	26.02.1936
	Dénoncée le 16.02.1998		Dénoncée le 11.11.1996		Dénoncée le 18.09.2000
Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967	Belgique	12.07.1924
	Dénoncée le 31.10.2001		Dénoncée le 4.01.2000		Dénoncée le 19.04.1988
Belize	15.12.1983	Bénin	12.12.1960	Etat plurinational de Bolivie	19.07.1954
	Dénoncée le 6.03.2000		Dénoncée le 11.06.2001		Dénoncée le 11.06.1997
Brésil	26.04.1934	Burkina Faso	21.11.1960	Cameroun	7.06.1960
	Dénoncée le 28.06.2001		Dénoncée le 11.02.1999		Dénoncée le 13.08.2001
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Colombie	20.06.1933
	Dénoncée le 28.06.2000		Dénoncée le 1.02.1999		Dénoncée le 2.02.2001
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
	Dénoncée le 17.03.2004		Dénoncée le 26.11.1999		Dénoncée le 7.02.2003
Cuba	6.08.1928	Danemark	4.01.1923	Djibouti	3.08.1978
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 13.11.1997		Dénoncée le 14.06.2005
République dominicaine	4.02.1933	Espagne	29.09.1932	Estonie	20.12.1922
	Dénoncée le 15.06.1999		Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 15.03.2007
Fidji	19.04.1974	France	29.04.1939	Grèce	19.11.1920
	Dénoncée le 3.01.2003		Dénoncée le 13.07.1990		Dénoncée le 14.03.1986
Grenade	9.07.1979	Guinée	21.01.1959	Guyana	8.06.1966
	Dénoncée le 14.05.2003		Dénoncée le 6.06.2003		Dénoncée le 15.04.1998
Haïti	12.04.1957	Irlande	4.09.1925	Israël	23.12.1953
	Dénoncée le 3.06.2009		Dénoncée le 22.06.1978		Dénoncée le 21.06.1979
Japon	7.08.1926	Kenya	13.01.1964	Lesotho	31.10.1966
	Dénoncée le 5.06.2000		Dénoncée le 9.04.1979		Dénoncée le 14.06.2001
Lettonie	3.06.1926	Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	1.11.1960
	Dénoncée le 2.06.2006		Dénoncée le 24.03.1977		Dénoncée le 31.05.2000
Mali	22.09.1960	Malte	4.01.1965	Maurice	2.12.1969
	Dénoncée le 11.03.2002		Dénoncée le 9.06.1988		Dénoncée le 30.07.1990
Mauritanie	20.06.1961	Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961
	Dénoncée le 3.12.2001		Dénoncée le 2.11.1981		Dénoncée le 4.12.1978
Norvège	7.07.1937	Ouganda	4.06.1963	Pays-Bas	21.07.1928
	Dénoncée le 8.07.1980		Dénoncée le 25.03.2003		Dénoncée le 14.09.1976
Pologne	21.06.1924	Roumanie	13.06.1921	Royaume-Uni	14.07.1921
	Dénoncée le 22.03.1978		Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 7.06.2000
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sénégal	4.11.1960	Seychelles	6.02.1978
	Dénoncée le 25.07.2006		Dénoncée le 15.12.1999		Dénoncée le 7.03.2000
Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993	Sri Lanka	27.09.1951
	Dénoncée le 7.11.2005		Dénoncée le 29.09.1997		Dénoncée le 11.02.2000
Suisse	9.10.1922	Swaziland	26.04.1978	Tanzanie - Zanzibar	22.06.1964
	Dénoncée le 17.08.1999		Dénoncée le 23.10.2002		Dénoncée le 16.12.1998
Tchad	10.11.1960	République tchèque	1.01.1993	Togo	7.06.1960
	Dénoncée le 21.03.2005		Dénoncée le 26.04.2007		Dénoncée le 16.03.1984
République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944	Viet Nam	3.10.1994	Zambie	2.12.1964
	Dénoncée le 15.07.1987		Dénoncée le 24.06.2003		Dénoncée le 19.06.1976

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 59

Bulgarie	14.02.1922	Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 20.07.1960		Dénoncée le 17.10.1955

Convention (n° 6) sur le travail de nuit des enfants (industrie), 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

59 ratifications

Albanie	17.03.1932	Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976
---------	------------	---------	------------	--------	-----------

Convention (n° 6) sur le travail de nuit des enfants (industrie), 1919

Argentine	30.11.1933	Autriche	12.06.1924	Bangladesh	22.06.1972
Belgique	12.07.1924	Bénin	12.12.1960	Brésil	26.04.1934
Bulgarie	14.02.1922	Burkina Faso	21.11.1960	Cambodge	24.02.1969
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Colombie	13.04.1983
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Cuba	6.08.1928	Danemark	4.01.1923	Djibouti	3.08.1978
				Dénoncée le	29.05.2008
Espagne	29.09.1932	Estonie	20.12.1922	France	25.08.1925
Gabon	14.10.1960	Grèce	19.11.1920	Guinée-Bissau	21.02.1977
Hongrie	19.04.1928	Inde	14.07.1921	Irlande	4.09.1925
Italie	10.04.1923	République démocratique populaire lao	23.01.1964	Lettonie	3.06.1926
Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	1.11.1960
Mali	22.09.1960	Mauritanie	20.06.1961	Myanmar	14.07.1921
Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961	Pakistan	14.07.1921
Pologne	21.06.1924	Portugal	10.05.1932	Roumanie	13.06.1921
Sénégal	4.11.1960	Suisse	9.10.1922	Tchad	10.11.1960
Togo	7.06.1960	République bolivarienne du Venezuela	7.03.1933	Viet Nam	3.10.1994

Dénonciation

Royaume-Uni	14.07.1921
	Dénoncée le 4.10.1947

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 90

Cameroun	7.06.1960	Guinée	21.01.1959	Mexique	20.05.1937
	Dénoncée le 11.04.1975		Dénoncée le 28.05.1968		Dénoncée le 20.06.1956
Pays-Bas	17.03.1924	Sri Lanka	26.10.1950	Tunisie	12.01.1959
	Dénoncée le 22.10.1954		Dénoncée le 16.02.1954		Dénoncée le 24.05.1974
Uruguay	6.06.1933				
	Dénoncée le 17.10.1955				

Convention (n° 7) sur l'âge minimum (travail maritime), 1920

Adoptée à la 2e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.09.1921

53 ratifications

Australie	28.06.1935	Canada	31.03.1926	Sainte-Lucie	14.05.1980
Sierra Leone	15.06.1961				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Allemagne	11.06.1929	Angola	4.06.1976	Argentine	30.11.1933
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 13.06.2001		Dénoncée le 11.11.1996
Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967	Belgique	4.02.1925
	Dénoncée le 31.10.2001		Dénoncée le 4.01.2000		Dénoncée le 19.04.1988
Belize	15.12.1983	Bulgarie	16.03.1923	Chili	18.10.1935
	Dénoncée le 6.03.2000		Dénoncée le 23.04.1980		Dénoncée le 1.02.1999
Chine	2.12.1936	Colombie	20.06.1933	Cuba	6.08.1928
	Dénoncée le 28.04.1999		Dénoncée le 2.02.2001		Dénoncée le 19.06.1976
Danemark	12.05.1924	République dominicaine	4.02.1933	Espagne	20.06.1924
	Dénoncée le 13.11.1997		Dénoncée le 15.06.1999		Dénoncée le 16.05.1977
Estonie	3.03.1923	Finlande	10.10.1925	Grèce	16.12.1925
	Dénoncée le 15.03.2007		Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 14.03.1986
Grenade	9.07.1979	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guyana	8.06.1966
	Dénoncée le 14.05.2003		Dénoncée le 5.03.2009		Dénoncée le 15.04.1998
Hongrie	1.03.1928	Irlande	4.09.1925	Italie	14.07.1932
	Dénoncée le 28.05.1998		Dénoncée le 22.06.1978		Dénoncée le 28.07.1981
Jamaïque	8.07.1963	Japon	7.06.1924	Lettonie	3.06.1926
	Dénoncée le 13.10.2003		Dénoncée le 5.06.2000		Dénoncée le 2.06.2006
Luxembourg	16.04.1928	Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Malte	4.01.1965
	Dénoncée le 24.03.1977		Dénoncée le 9.09.1997		Dénoncée le 9.06.1988

Convention (n° 7) sur l'âge minimum (travail maritime), 1920

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Maurice	2.12.1969	Nicaragua	12.04.1934	Norvège	7.10.1927
	Dénoncée le 30.07.1990		Dénoncée le 2.11.1981		Dénoncée le 8.07.1980
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pologne	21.06.1924	Portugal	24.10.1960
	Dénoncée le 2.06.2000		Dénoncée le 22.03.1978		Dénoncée le 20.05.1998
Roumanie	8.05.1922	Royaume-Uni	14.07.1921	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 7.06.2000		Dénoncée le 25.07.2006
Seychelles	6.02.1978	Singapour	25.10.1965	Sri Lanka	2.09.1950
	Dénoncée le 7.03.2000		Dénoncée le 7.11.2005		Dénoncée le 11.02.2000
Suède	27.09.1921	Tanzanie - Zanzibar	22.06.1964	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944
	Dénoncée le 23.04.1990		Dénoncée le 16.12.1998		Dénoncée le 15.07.1987

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 58

Brésil	8.06.1936	Mexique	17.08.1948	Pays-Bas	26.03.1925
	Dénoncée le 9.01.1974		Dénoncée le 18.07.1952		Dénoncée le 8.07.1947
Uruguay	6.06.1933				
	Dénoncée le 17.10.1955				

Convention (n° 8) sur les indemnités de chômage (naufage), 1920

Adoptée à la 2e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.03.1923

60 ratifications

Allemagne	4.03.1930	Argentine	30.11.1933	Australie	28.06.1935
Belgique	4.02.1925	Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Bulgarie	16.03.1923	Canada	31.03.1926	Chili	18.10.1935
Colombie	20.06.1933	Costa Rica	23.07.1991	Croatie	8.10.1991
Cuba	6.08.1928	Danemark	15.02.1938	Dominique	28.02.1983
Espagne	20.06.1924	Estonie	3.03.1923	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	19.04.1974	Finlande	20.01.1950	France	21.03.1929
Ghana	18.03.1965	Grèce	16.12.1925	Grenade	9.07.1979
Iles Salomon	6.08.1985	Iraq	19.04.1966	Irlande	5.07.1930
Italie	8.09.1924	Jamaïque	8.07.1963	Japon	22.08.1955
Lettonie	29.08.1930	Liban	6.12.1993	Luxembourg	16.04.1928
Malte	4.01.1965	Maurice	2.12.1969	Mexique	20.05.1937
Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	12.04.1934	Nigéria	16.06.1961
Norvège	21.07.1936	Nouvelle-Zélande	11.01.1980	Panama	19.06.1970
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pays-Bas	15.12.1937	Pérou	4.04.1962
Pologne	21.06.1924	Portugal	19.05.1981	Roumanie	10.11.1930
Royaume-Uni	12.03.1926	Sainte-Lucie	14.05.1980	Serbie	24.11.2000
Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965
Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	25.04.1951	Suède	1.01.1935
Suisse	21.04.1960	Tunisie	14.04.1970	Uruguay	6.06.1933

Convention (n° 9) sur le placement des marins, 1920

Adoptée à la 2e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.11.1921

41 ratifications

Allemagne	6.06.1925	Argentine	30.11.1933	Belgique	4.02.1925
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Cameroun	25.05.1970	Chili	18.10.1935
Colombie	20.06.1933	Cuba	6.08.1928	Danemark	23.08.1938
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	Espagne	23.02.1931
Estonie	3.03.1923	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Grèce	16.12.1925
Israël	19.06.1969	Italie	8.09.1924	Japon	23.11.1922
Lettonie	3.06.1926	Liban	6.12.1993	Luxembourg	16.04.1928
Mexique	1.09.1939	Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	12.04.1934
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	9.01.1948
Pérou	4.04.1962	Pologne	21.06.1924	Roumanie	10.11.1930

Convention (n° 9) sur le placement des marins, 1920

Serbie	24.11.2000	Slovenie	29.05.1992	Suède	27.09.1921
Uruguay	6.06.1933				
Dénunciation					
Australie	3.08.1925				
	Dénoncée le 31.08.1998				

Dénunciation (du fait de la ratification de la convention n° 179)

Bulgarie	16.03.1923	Croatie	8.10.1991	Finlande	7.10.1922
	Dénoncée le 12.06.2003		Dénoncée le 18.11.2005		Dénoncée le 25.05.1999
France	25.01.1928	Nigéria	4.03.2004	Norvège	23.11.1921
	Dénoncée le 27.04.2004		Dénoncée le 22.03.2004		Dénoncée le 11.06.1999

Convention (n° 10) sur l'âge minimum (agriculture), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 31.08.1923

55 ratifications

Australie	24.12.1957	Cameroun	25.05.1970	Gabon	13.06.1961
Nouvelle-Zélande	8.07.1947	Sénégal	22.10.1962		
Dénunciation					
Panama	19.06.1970				
	Dénoncée le 5.07.2001				

Dénunciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962	Allemagne	20.03.1957
	Dénoncée le 16.02.1998		Dénoncée le 30.04.1984		Dénoncée le 19.06.1976
Argentine	26.05.1936	Autriche	12.06.1924	Bahamas	25.05.1976
	Dénoncée le 11.11.1996		Dénoncée le 18.09.2000		Dénoncée le 31.10.2001
Barbade	2.10.1978	Bélarus	6.11.1956	Belgique	13.06.1928
	Dénoncée le 4.01.2000		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 19.04.1988
Belize	15.12.1983	Bulgarie	6.03.1925	République centrafricaine	9.06.1964
	Dénoncée le 6.03.2000		Dénoncée le 23.04.1980		Dénoncée le 28.06.2000
Chili	18.10.1935	Colombie	13.04.1983	Comores	23.10.1978
	Dénoncée le 1.02.1999		Dénoncée le 2.02.2001		Dénoncée le 17.03.2004
Cuba	22.08.1935	Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	4.02.1933
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 14.06.2005		Dénoncée le 15.06.1999
Espagne	29.08.1932	Estonie	8.09.1922	France	7.06.1951
	Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 15.03.2007		Dénoncée le 13.07.1990
Grenade	9.07.1979	Guatemala	14.06.1988	Guinée	12.12.1966
	Dénoncée le 14.05.2003		Dénoncée le 27.04.1990		Dénoncée le 6.06.2003
Guyana	8.06.1966	Hongrie	2.02.1927	Irlande	26.05.1925
	Dénoncée le 15.04.1998		Dénoncée le 28.05.1998		Dénoncée le 22.06.1978
Israël	23.12.1953	Italie	8.09.1924	Japon	19.12.1923
	Dénoncée le 21.06.1979		Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 5.06.2000
Luxembourg	16.04.1928	Malte	4.01.1965	Nicaragua	12.04.1934
	Dénoncée le 24.03.1977		Dénoncée le 9.06.1988		Dénoncée le 2.11.1981
Norvège	28.01.1957	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pays-Bas	28.11.1956
	Dénoncée le 8.07.1980		Dénoncée le 2.06.2000		Dénoncée le 14.09.1976
Pérou	1.02.1960	Pologne	21.06.1924	Roumanie	10.11.1930
	Dénoncée le 13.11.2002		Dénoncée le 22.03.1978		Dénoncée le 19.06.1976
Royaume-Uni	11.07.1963	Fédération de Russie	10.08.1956	Saint-Vincent-et-les	21.10.1998
	Dénoncée le 7.06.2000		Dénoncée le 3.05.1979	Grenadines	Dénoncée le 25.07.2006
Seychelles	6.02.1978	Slovaquie	1.01.1993	Sri Lanka	29.11.1991
	Dénoncée le 7.03.2000		Dénoncée le 29.09.1997		Dénoncée le 11.02.2000
Suède	27.11.1923	République tchèque	1.01.1993	Ukraine	14.09.1956
	Dénoncée le 23.04.1990		Dénoncée le 26.04.2007		Dénoncée le 3.05.1979
Uruguay	6.06.1933				
	Dénoncée le 2.06.1977				

Convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.05.1923

122 ratifications

Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962	Allemagne	6.06.1925
Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Argentine	26.05.1936	Australie	24.12.1957
Autriche	12.06.1924	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967	Bélarus	6.11.1956
Belgique	19.07.1926	Belize	15.12.1983	Bénin	12.12.1960
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	25.04.1957	Bulgarie	6.03.1925
Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963	Cameroun	7.06.1960
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Chine	27.04.1934
Chypre	8.10.1965	Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978
Congo	10.11.1960	Costa Rica	16.09.1963	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Croatie	8.10.1991	Cuba	22.08.1935	Danemark	20.06.1930
Djibouti	3.08.1978	Dominique	28.02.1983	Egypte	3.07.1954
Equateur	10.03.1969	Espagne	29.08.1932	Estonie	8.09.1922
Ethiopie	4.06.1963	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974
Finlande	19.06.1923	France	23.03.1929	Gabon	14.10.1960
Ghana	14.03.1968	Grèce	13.06.1952	Grenade	9.07.1979
Guatemala	14.06.1988	Guinée	21.01.1959	Guyana	8.06.1966
Iles Salomon	6.08.1985	Inde	11.05.1923	Iraq	1.04.1985
Irlande	17.06.1924	Islande	21.08.1956	Italie	8.09.1924
Jamaïque	8.07.1963	Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	31.03.1992
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	9.09.1924	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	1.11.1960	Malaisie - Malaisie péninsulaire	11.01.1960
Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Malawi	22.03.1965	Mali	22.09.1960
Malte	4.01.1965	Maroc	20.05.1957	Maurice	2.12.1969
Mauritanie	20.06.1961	Mexique	20.05.1937	République de Moldova	4.04.2003
Monténégro	3.06.2006	Mozambique	6.06.1977	Myanmar	11.05.1923
Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961	Nigéria	16.06.1961
Norvège	11.06.1929	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouganda	4.06.1963
Pakistan	11.05.1923	Panama	19.06.1970	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Paraguay	16.05.1968	Pays-Bas	20.08.1926	Pérou	8.11.1945
Pologne	21.06.1924	Portugal	27.09.1977	République démocratique du Congo	20.09.1960
Roumanie	10.11.1930	Royaume-Uni	6.08.1923	Fédération de Russie	10.08.1956
Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Sénégal	4.11.1960	Serbie	24.11.2000	Seychelles	6.02.1978
Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Sri Lanka	25.08.1952	Suède	27.11.1923	Suisse	23.05.1940
Suriname	15.06.1976	Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	26.07.1960
Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	19.11.1962	Tchad	10.11.1960
République tchèque	1.01.1993	Togo	7.06.1960	Tunisie	15.05.1957
Turquie	29.03.1961	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	6.06.1933
République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944	Zambie	2.12.1964		

Convention (n° 12) sur la réparation des accidents du travail (agriculture), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 26.02.1923

77 ratifications

Allemagne	6.06.1925	Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983
Argentine	26.05.1936	Australie	7.06.1960	Autriche	14.06.1954
Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967	Belgique	26.10.1932
Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	25.04.1957
Bulgarie	6.03.1925	Burundi	11.03.1963	Chili	15.09.1925
Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978	Croatie	8.10.1991
Cuba	22.08.1935	Danemark	26.02.1923	Djibouti	3.08.1978

Convention (n° 12) sur la réparation des accidents du travail (agriculture), 1921

Dominique	28.02.1983	El Salvador	11.10.1955	Espagne	1.10.1931
Estonie	8.09.1922	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974
Finlande	20.01.1950	France	4.04.1928	Gabon	13.06.1961
Grenade	9.07.1979	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guyana	8.06.1966
Haïti	19.04.1955	Hongrie	8.06.1956	Iles Salomon	6.08.1985
Irlande	17.06.1924	Italie	1.09.1930	Kenya	13.01.1964
Lettonie	29.11.1929	Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	10.08.1962
Malaisie - Malaisie péninsulaire	5.06.1961	Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Malawi	22.03.1965
Malte	4.01.1965	Maroc	20.09.1956	Maurice	2.12.1969
Mexique	1.11.1937	Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	12.04.1934
Norvège	22.01.1963	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouganda	4.06.1963
Panama	3.06.1958	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pays-Bas	20.08.1926
Pérou	4.04.1962	Pologne	21.06.1924	Portugal	16.05.1960
République démocratique du Congo	20.09.1960	Royaume-Uni	6.08.1923	Rwanda	18.09.1962
Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sénégal	22.10.1962
Serbie	24.11.2000	Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	27.11.1923	Swaziland	26.04.1978
République-Unie de Tanzanie	19.11.1962	République tchèque	1.01.1993	Tunisie	15.05.1957
Zambie	2.12.1964				

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 121

Uruguay 6.06.1933
Dénoncée le 28.07.1978

Convention (n° 13) sur la céruse (peinture), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 31.08.1923

63 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Algérie	19.10.1962	Argentine	26.05.1936
Autriche	12.06.1924	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	19.07.1926
Bénin	12.12.1960	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	6.03.1925
Burkina Faso	21.11.1960	Cambodge	24.02.1969	Cameroun	7.06.1960
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Colombie	20.06.1933
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Croatie	8.10.1991	Cuba	7.07.1928	Djibouti	3.08.1978
Espagne	20.06.1924	Estonie	8.09.1922	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	5.04.1929	France	19.02.1926	Gabon	14.10.1960
Grèce	22.12.1926	Guatemala	5.01.1990	Guinée	21.01.1959
Hongrie	8.06.1956	Iraq	19.04.1966	Italie	22.10.1952
République démocratique populaire lao	23.01.1964	Lettonie	9.09.1924	Luxembourg	16.04.1928
Madagascar	1.11.1960	Mali	22.09.1960	Malte	9.06.1988
Maroc	13.06.1956	Mauritanie	20.06.1961	Mexique	7.01.1938
Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961
Norvège	11.06.1929	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	15.12.1939
Pologne	21.06.1924	Roumanie	4.12.1925	Fédération de Russie	10.10.1991
Sénégal	4.11.1960	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	27.11.1923	Suriname	15.06.1976
Tchad	10.11.1960	République tchèque	1.01.1993	Togo	7.06.1960
Tunisie	12.06.1956	Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	28.04.1933

Convention (n° 14) sur le repos hebdomadaire (industrie), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.06.1923

119 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976
Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	26.05.1936
Arménie	27.01.2006	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976
Bahreïn	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972	Bélarus	26.02.1968
Belgique	19.07.1926	Belize	22.06.1999	Bénin	12.12.1960
Etat plurinational de Bolivie	19.07.1954	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	3.02.1988
Brésil	25.04.1957	Bulgarie	6.03.1925	Burkina Faso	21.11.1960
Burundi	11.03.1963	Cameroun	7.06.1960	Canada	21.03.1935
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Chine	17.05.1934
Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960
Costa Rica	25.09.1984	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Croatie	8.10.1991
Cuba	20.07.1953	Danemark	30.08.1935	Djibouti	3.08.1978
Dominique	28.02.1983	Egypte	10.05.1960	Espagne	20.06.1924
Estonie	29.11.1923	Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	19.06.1923	France	3.09.1926	Gabon	14.10.1960
Ghana	19.06.1973	Grèce	11.05.1929	Grenade	9.07.1979
Guatemala	14.06.1988	Guinée	21.01.1959	Guinée-Bissau	21.02.1977
Guinée équatoriale	12.06.1985	Haiti	14.05.1952	Honduras	17.11.1964
Hongrie	8.06.1956	Iles Salomon	6.08.1985	Inde	11.05.1923
République islamique d'Iran	10.06.1972	Iraq	12.05.1960	Irlande	22.07.1930
Israël	26.06.1951	Italie	8.09.1924	Kenya	13.01.1964
Kirghizistan	31.03.1992	Lesotho	31.10.1966	Lettonie	9.09.1924
Liban	26.07.1962	Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971	Lituanie	19.06.1931
Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	1.11.1960	Malaisie - Sarawak	3.03.1964
Mali	22.09.1960	Malte	9.06.1988	Maroc	20.09.1956
Maurice	2.12.1969	Mauritanie	20.06.1961	Mexique	7.01.1938
Monténégro	3.06.2006	Mozambique	6.06.1977	Myanmar	11.05.1923
Népal	10.12.1986	Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961
Norvège	7.07.1937	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pakistan	11.05.1923
Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	14.07.1965	Pérou	8.11.1945
Pologne	21.06.1924	Portugal	3.07.1928	République démocratique du Congo	20.09.1960
Roumanie	18.08.1923	Fédération de Russie	22.09.1967	Rwanda	18.09.1962
Sainte-Lucie	14.05.1980	Sénégal	4.11.1960	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suède	22.12.1931
Suisse	16.01.1935	Suriname	15.06.1976	Swaziland	26.04.1978
République arabe syrienne	10.05.1960	Tadjikistan	26.11.1993	Tchad	10.11.1960
République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	5.04.1968	Togo	7.06.1960
Tunisie	15.05.1957	Turquie	27.12.1946	Ukraine	19.06.1968
Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944	Viet Nam	3.10.1994
Yémen	29.07.1976	Zimbabwe	6.06.1980		

Convention (n° 15) sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.11.1922

69 ratifications

Bangladesh	22.06.1972	Cameroun	3.09.1962	Canada	31.03.1926
Ghana	20.05.1957	Inde	20.11.1922	Mauritanie	8.11.1963
Myanmar	20.11.1922	Nouvelle-Zélande	26.11.1959	Sainte-Lucie	14.05.1980
Sierra Leone	13.06.1961				

Dénonciation

Australie	28.06.1935
Dénoncée le	2.04.2002

Convention (n° 15) sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Allemagne	11.06.1929	Argentine	26.05.1936	Bélarus	6.11.1956
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 11.11.1996		Dénoncée le 3.05.1979
Belgique	19.07.1926	Belize	15.12.1983	Bulgarie	6.03.1925
	Dénoncée le 19.04.1988		Dénoncée le 6.03.2000		Dénoncée le 23.04.1980
Chili	18.10.1935	Chine	2.12.1936	Chypre	23.09.1960
	Dénoncée le 1.02.1999		Dénoncée le 28.04.1999		Dénoncée le 2.10.1997
Colombie	20.06.1933	Cuba	7.07.1928	Danemark	12.05.1924
	Dénoncée le 2.02.2001		Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 13.11.1997
Djibouti	3.08.1978	Espagne	20.06.1924	Estonie	8.09.1922
	Dénoncée le 14.06.2005		Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 15.03.2007
Finlande	10.10.1925	France	16.01.1928	Grèce	14.06.1930
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 13.07.1990		Dénoncée le 14.03.1986
Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.06.1989	Guyana	8.06.1966
	Dénoncée le 14.05.2003		Dénoncée le 27.04.1990		Dénoncée le 15.04.1998
Hongrie	1.03.1928	Iraq	19.04.1966	Irlande	5.07.1930
	Dénoncée le 28.05.1998		Dénoncée le 13.02.1985		Dénoncée le 22.06.1978
Islande	21.08.1956	Italie	8.09.1924	Jamaïque	26.12.1962
	Dénoncée le 6.12.1999		Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 13.10.2003
Japon	4.12.1930	Kenya	13.01.1964	Lettonie	9.09.1924
	Dénoncée le 5.06.2000		Dénoncée le 9.04.1979		Dénoncée le 2.06.2006
Liban	1.06.1977	Luxembourg	16.04.1928	Malaisie - Sabah	3.03.1964
	Dénoncée le 10.06.2003		Dénoncée le 24.03.1977		Dénoncée le 9.09.1997
Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Malte	4.01.1965	Maroc	14.03.1958
	Dénoncée le 9.09.1997		Dénoncée le 9.06.1988		Dénoncée le 6.01.2000
Maurice	2.12.1969	Nicaragua	12.04.1934	Nigéria	17.10.1960
	Dénoncée le 30.07.1990		Dénoncée le 2.11.1981		Dénoncée le 2.10.2002
Norvège	7.10.1927	Pakistan	20.11.1922	Panama	19.06.1970
	Dénoncée le 8.07.1980		Dénoncée le 6.07.2006		Dénoncée le 31.10.2000
Pays-Bas	17.06.1931	Pologne	21.06.1924	Roumanie	18.08.1923
	Dénoncée le 14.09.1976		Dénoncée le 22.03.1978		Dénoncée le 19.06.1976
Royaume-Uni	8.03.1926	Fédération de Russie	10.08.1956	Seychelles	6.02.1978
	Dénoncée le 7.06.2000		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 7.03.2000
Singapour	25.10.1965	Sri Lanka	25.04.1951	Suède	14.07.1925
	Dénoncée le 7.11.2005		Dénoncée le 11.02.2000		Dénoncée le 23.04.1990
Suisse	21.04.1960	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963
	Dénoncée le 17.08.1999		Dénoncée le 16.12.1998		Dénoncée le 3.09.2004
Turquie	29.09.1959	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 30.10.1998		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 2.06.1977
Yémen	14.04.1969				
	Dénoncée le 15.06.2000				

Convention (n° 16) sur l'examen médical des jeunes gens (travail maritime), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.11.1922

82 ratifications

Albanie	3.06.1957	Allemagne	11.06.1929	Argentine	26.05.1936
Australie	28.06.1935	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bangladesh	22.06.1972
Bélarus	6.11.1956	Belgique	19.07.1926	Belize	15.12.1983
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	8.06.1936	Bulgarie	6.03.1925
Cameroun	3.09.1962	Canada	31.03.1926	Chili	18.10.1935
Chine	2.12.1936	Chypre	23.09.1960	Colombie	20.06.1933
Costa Rica	23.07.1991	Croatie	8.10.1991	Cuba	7.07.1928
Danemark	23.04.1938	Djibouti	3.08.1978	Dominique	28.02.1983
Espagne	20.06.1924	Estonie	8.09.1922	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	10.10.1925	France	22.03.1928	Ghana	20.05.1957
Grèce	28.06.1930	Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.06.1989
Guinée	12.12.1966	Hongrie	1.03.1928	Iles Salomon	6.08.1985
Inde	20.11.1922	Iraq	19.04.1966	Irlande	5.07.1930

Convention (n° 16) sur l'examen médical des jeunes gens (travail maritime), 1921

Italie	8.09.1924	Jamaïque	26.12.1962	Japon	7.06.1924
Kenya	9.02.1971	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	9.09.1924
Luxembourg	16.04.1928	Malaisie - Sabah	3.03.1964	Malaisie - Sarawak	3.03.1964
Malte	4.01.1965	Maurice	2.12.1969	Mexique	9.03.1938
Monténégro	3.06.2006	Myanmar	20.11.1922	Nicaragua	12.04.1934
Nigéria	17.10.1960	Norvège	5.12.1980	Nouvelle-Zélande	5.12.1961
Pakistan	20.11.1922	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	9.03.1928
Pologne	21.06.1924	Roumanie	18.08.1923	Royaume-Uni	8.03.1926
Fédération de Russie	10.08.1956	Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Serbie	24.11.2000	Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961
Singapour	25.10.1965	Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960
Sri Lanka	25.04.1951	Suède	14.07.1925	Suisse	21.04.1960
Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963
Tunisie	14.04.1970	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	6.06.1933
Yémen	14.04.1969				

Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925

Adoptée à la 7e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.04.1927

74 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	14.06.1955	Angola	4.06.1976
Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Argentine	14.03.1950	Arménie	17.12.2004
Autriche	21.08.1936	Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967
Belgique	3.10.1927	Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Bulgarie	5.09.1929	Burkina Faso	30.06.1969	Burundi	11.03.1963
Cap-Vert	3.04.1979	République centrafricaine	9.06.1964	Colombie	20.06.1933
Comores	23.10.1978	Croatie	8.10.1991	Cuba	6.08.1928
Djibouti	3.08.1978	Egypte	10.05.1960	Espagne	22.02.1929
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	20.01.1950	France	17.05.1948
Grèce	13.06.1952	Guinée	12.12.1966	Guinée-Bissau	21.02.1977
Haïti	19.04.1955	Hongrie	19.04.1928	Iraq	5.07.1960
Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	6.06.2005	Lettonie	29.05.1928
Liban	1.06.1977	Luxembourg	16.04.1928	Malaisie - Malaisie péninsulaire	11.11.1957
Mali	12.07.1968	Maroc	20.09.1956	Maurice	2.12.1969
Mauritanie	8.11.1963	Mexique	12.05.1934	Monténégro	3.06.2006
Mozambique	6.06.1977	Myanmar	16.02.1956	Nicaragua	12.04.1934
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouganda	4.06.1963	Panama	3.06.1958
Pays-Bas	13.09.1927	Philippines	17.11.1960	Pologne	3.11.1937
Portugal	27.03.1929	République démocratique du Congo	20.09.1960	Royaume-Uni	28.06.1949
Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980	Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982
Serbie	24.11.2000	Sierra Leone	13.06.1961	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960	Suriname	15.06.1976
République arabe syrienne	10.05.1960	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	République tchèque	1.01.1993
Tunisie	15.05.1957	Zambie	2.12.1964		

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 121

Chili	8.10.1931	Suède	8.09.1926	Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 8.08.2000		Dénoncée le 17.06.1969		Dénoncée le 28.07.1978

Convention (n° 18) sur les maladies professionnelles, 1925

Adoptée à la 7e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.04.1927

68 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	18.09.1928	Angola	4.06.1976
Argentine	24.09.1956	Arménie	18.05.2005	Australie	22.04.1959

Convention (n° 18) sur les maladies professionnelles, 1925

Autriche	29.09.1928	Bangladesh	22.06.1972	Belgique	3.10.1927
Bénin	12.12.1960	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	5.09.1929
Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963	République centrafricaine	9.06.1964
Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Croatie	8.10.1991	Cuba	6.08.1928	Danemark	18.06.1934
Djibouti	3.08.1978	Egypte	10.05.1960	Espagne	29.09.1932
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	17.09.1927	France	13.08.1931
Guinée	21.01.1959	Guinée-Bissau	21.02.1977	Hongrie	19.04.1928
Inde	30.09.1927	Iraq	26.11.1938	Italie	22.01.1934
Japon	8.10.1928	Lettonie	29.11.1929	Luxembourg	16.04.1928
Mali	22.09.1960	Maroc	20.09.1956	Mauritanie	20.06.1961
Monténégro	3.06.2006	Mozambique	6.06.1977	Myanmar	30.09.1927
Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961	Norvège	11.06.1929
Pakistan	30.09.1927	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pologne	3.11.1937
Portugal	27.03.1929	République démocratique du Congo	20.09.1960	Rwanda	18.09.1962
Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	17.05.1952	Suisse	16.11.1927
République arabe syrienne	10.05.1960	République tchèque	1.01.1993	Tunisie	12.01.1959
Zambie	22.02.1965				

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 42

Royaume-Uni	6.10.1926
Dénoncée le	29.04.1936

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 121

Chili	31.05.1933	Irlande	25.11.1927	Pays-Bas	1.11.1928
Dénoncée le	8.08.2000	Dénoncée le	15.03.1937	Dénoncée le	1.09.1939
Sénégal	4.11.1960	Suède	15.10.1929	Uruguay	6.06.1933
Dénoncée le	10.05.1971	Dénoncée le	24.02.1937	Dénoncée le	17.10.1955

Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925

Adoptée à la 7e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.09.1926

121 ratifications

Afrique du Sud	30.03.1926	Algérie	19.10.1962	Allemagne	18.09.1928
Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Argentine	14.03.1950
Australie	12.06.1959	Autriche	29.09.1928	Bahamas	25.05.1976
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967	Belgique	3.10.1927
Belize	15.12.1983	Etat plurinational de Bolivie	19.07.1954	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Botswana	3.02.1988	Brésil	25.04.1957	Bulgarie	5.09.1929
Burkina Faso	30.06.1969	Burundi	11.03.1963	Cameroun	3.09.1962
Cap-Vert	18.02.1987	République centrafricaine	9.06.1964	Chili	8.10.1931
Chine	27.04.1934	Chypre	23.09.1960	Colombie	20.06.1933
Comores	23.10.1978	République de Corée	29.03.2001	Côte d'Ivoire	5.05.1961
Croatie	8.10.1991	Cuba	6.08.1928	Danemark	31.03.1928
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	5.12.1956	Dominique	28.02.1983
Egypte	29.11.1948	Espagne	22.02.1929	Estonie	14.04.1930
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974	Finlande	17.09.1927
France	4.04.1928	Gabon	13.06.1961	Ghana	20.05.1957
Grèce	30.05.1936	Grenade	9.07.1979	Guatemala	2.08.1961
Guinée-Bissau	21.02.1977	Guyana	8.06.1966	Haïti	19.04.1955
Hongrie	19.04.1928	Iles Salomon	6.08.1985	Inde	30.09.1927
Indonésie	12.06.1950	République islamique d'Iran	10.06.1972	Iraq	30.04.1940
Irlande	5.07.1930	Israël	5.05.1958	Italie	15.03.1928
Jamaïque	26.12.1962	Japon	8.10.1928	Kenya	13.01.1964
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	29.05.1928	Liban	1.06.1977
Lituanie	28.09.1934	Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	10.08.1962

Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925

Malaisie - Malaisie péninsulaire	11.11.1957	Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Malawi	22.03.1965
Mali	17.08.1964	Malte	4.01.1965	Maroc	13.06.1956
Maurice	2.12.1969	Mauritanie	8.11.1963	Mexique	12.05.1934
Monténégro	3.06.2006	Myanmar	30.09.1927	Nicaragua	12.04.1934
Nigéria	17.10.1960	Norvège	11.06.1929	Ouganda	4.06.1963
Pakistan	30.09.1927	Panama	19.06.1970	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Pays-Bas	13.09.1927	Pérou	8.11.1945	Philippines	26.04.1994
Pologne	28.02.1928	Portugal	27.03.1929	République démocratique du Congo	20.09.1960
Royaume-Uni	6.10.1926	Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982	Sénégal	22.10.1962
Serbie	24.11.2000	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960
Soudan	18.06.1957	Suède	8.09.1926	Suisse	1.02.1929
Suriname	15.06.1976	Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	26.07.1960
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	5.04.1968
Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	12.06.1956	Uruguay	6.06.1933
République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944	Yémen	14.04.1969	Zambie	2.12.1964
Zimbabwe	6.06.1980				

Convention (n° 20) sur le travail de nuit (boulangeries), 1925

Adoptée à la 7e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 26.05.1928

17 ratifications

Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973	Bulgarie	5.09.1929	Chili	31.05.1933
Colombie	20.06.1933	Cuba	6.08.1928	Espagne	29.08.1932
Estonie	23.12.1929	Israël	26.07.1951	Panama	19.06.1970

Dénonciation

Argentine	17.02.1955	Finlande	26.05.1928	Irlande	15.03.1937
	Dénoncée le 11.03.1981		Dénoncée le 31.03.1983		Dénoncée le 22.12.1980
Luxembourg	16.04.1928	Nicaragua	12.04.1934	Pérou	4.04.1962
	Dénoncée le 2.06.1998		Dénoncée le 19.09.1950		Dénoncée le 18.06.1996
Suède	5.01.1940	Uruguay	6.06.1933		
	Dénoncée le 12.06.1970		Dénoncée le 26.05.1978		

Convention (n° 21) sur l'inspection des émigrants, 1926

Adoptée à la 8e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1927

33 ratifications

Argentine	14.03.1950	Autriche	29.12.1927	Bangladesh	22.06.1972
Brésil	18.06.1965	Bulgarie	29.11.1929	Colombie	20.06.1933
Cuba	7.09.1954	Danemark	18.05.1955	Finlande	5.04.1929
Hongrie	3.02.1931	Inde	14.01.1928	Irlande	5.07.1930
Japon	8.10.1928	Luxembourg	16.04.1928	Malte	9.06.1988
Mexique	9.03.1938	Myanmar	14.01.1928	Nicaragua	12.04.1934
Norvège	28.01.1957	Pakistan	14.01.1928	Panama	19.06.1970
Pays-Bas	13.09.1927	Slovaquie	1.01.1993	Suède	28.01.1957
République tchèque	1.01.1993	Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944

Ratification conditionnelle

France	13.01.1932	Royaume-Uni	16.09.1927
--------	------------	-------------	------------

Convention (n° 21) sur l'inspection des émigrants, 1926

				Dénonciation	
Albanie	17.03.1932	Australie	18.04.1931	Belgique	15.02.1928
	Dénoncée le 30.06.1999		Dénoncée le 2.04.2002		Dénoncée le 14.08.1998
Nouvelle-Zélande	29.03.1938				
	Dénoncée le 2.06.1982				

Convention (n° 22) sur le contrat d'engagement des marins, 1926

Adoptée à la 9e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.04.1928

60 ratifications

Allemagne	20.09.1930	Argentine	14.03.1950	Australie	1.04.1935
Bahamas	25.05.1976	Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967
Belgique	3.10.1927	Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	18.06.1965	Bulgarie	29.11.1929	Canada	30.06.1938
Chili	18.10.1935	Chine	2.12.1936	Colombie	20.06.1933
Croatie	8.10.1991	Cuba	7.07.1928	Djibouti	3.08.1978
Dominique	28.02.1983	Egypte	4.08.1982	Espagne	23.02.1931
Estonie	10.05.1929	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	8.04.1947
France	4.04.1928	Ghana	18.03.1965	Inde	31.10.1932
Iraq	4.10.1966	Irlande	5.07.1930	Italie	10.10.1929
Japon	22.08.1955	Libéria	21.06.1977	Luxembourg	16.04.1928
Malte	4.01.1965	Maroc	14.03.1958	Mauritanie	8.11.1963
Mexique	12.05.1934	Monténégro	3.06.2006	Myanmar	31.10.1932
Nicaragua	12.04.1934	Norvège	29.03.1940	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Pakistan	31.10.1932	Panama	19.06.1970	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Pays-Bas	15.12.1937	Pérou	4.04.1962	Pologne	8.08.1931
Portugal	23.05.1983	Roumanie	11.10.2000	Royaume-Uni	14.06.1929
Serbie	24.11.2000	Seychelles	28.10.2005	Sierra Leone	15.06.1961
Singapour	25.10.1965	Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960
Tunisie	14.04.1970	Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944

Convention (n° 23) sur le rapatriement des marins, 1926

Adoptée à la 9e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.04.1928

47 ratifications

Allemagne	14.03.1930	Argentine	14.03.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992
Belgique	3.10.1927	Belize	15.07.2005	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Bulgarie	29.11.1929	Chine	2.12.1936	Chypre	19.09.1995
Colombie	20.06.1933	Croatie	8.10.1991	Cuba	7.07.1928
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	Espagne	23.02.1931
Estonie	9.07.1928	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	4.03.1929
Ghana	18.03.1965	Grèce	6.05.1981	Iraq	23.09.1976
Irlande	5.07.1930	Italie	10.10.1929	Kirghizistan	31.03.1992
Libéria	21.06.1977	Luxembourg	16.04.1928	Mauritanie	8.11.1963
Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	12.04.1934	Nouvelle-Zélande	11.01.1980
Panama	19.06.1970	Pays-Bas	5.05.1948	Pérou	4.04.1962
Philippines	17.11.1960	Pologne	8.08.1931	Portugal	23.05.1983
Royaume-Uni	3.06.1985	Fédération de Russie	4.11.1969	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960	Suisse	21.04.1960
Tadjikistan	26.11.1993	Tunisie	14.04.1970	Ukraine	17.06.1970
Uruguay	6.06.1933				

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 166

Mexique	12.05.1934
	Dénoncée le 15.03.2002

Convention (n° 24) sur l'assurance-maladie (industrie), 1927

Adoptée à la 10e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1928

29 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	23.01.1928	Autriche	18.02.1929
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	1.11.1930	Chili	8.10.1931
Colombie	20.06.1933	Croatie	8.10.1991	Djibouti	3.08.1978
Equateur	5.02.1962	Espagne	29.09.1932	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
France	17.05.1948	Haïti	19.04.1955	Hongrie	19.04.1928
Lettonie	29.11.1929	Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928
Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	12.04.1934	Norvège	29.05.1961
Pays-Bas	15.11.1965	Pérou	8.11.1945	Pologne	29.09.1948
Roumanie	28.06.1929	Royaume-Uni	20.02.1931	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992				

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 130

Uruguay 6.06.1933
Dénoncée le 28.07.1978

Convention (n° 25) sur l'assurance-maladie (agriculture), 1927

Adoptée à la 10e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1928

21 ratifications

Allemagne	23.01.1928	Autriche	18.02.1929	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Bulgarie	1.11.1930	Chili	8.10.1931	Colombie	20.06.1933
Croatie	8.10.1991	Espagne	29.09.1932	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Haïti	19.04.1955	Luxembourg	16.04.1928	Monténégro	3.06.2006
Nicaragua	12.04.1934	Norvège	29.05.1961	Pays-Bas	15.11.1965
Pérou	1.02.1960	Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	20.02.1931
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992		

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 130

Uruguay 6.06.1933
Dénoncée le 28.07.1978

Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928

Adoptée à la 11e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.06.1930

104 ratifications

Afrique du Sud	28.12.1932	Albanie	2.08.2001	Allemagne	30.05.1929
Angola	4.06.1976	Argentine	14.03.1950	Arménie	27.01.2006
Australie	9.03.1931	Autriche	15.03.1974	Bahamas	25.05.1976
Barbade	8.05.1967	Bélarus	15.09.1993	Belgique	11.08.1937
Belize	15.12.1983	Bénin	12.12.1960	Etat plurinational de Bolivie	19.07.1954
Brésil	25.04.1957	Bulgarie	4.06.1935	Burkina Faso	21.11.1960
Burundi	11.03.1963	Cameroun	7.06.1960	Canada	25.04.1935
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	31.05.1933	Chine	5.05.1930
Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960
République de Corée	27.12.2001	Costa Rica	16.03.1972	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Cuba	24.02.1936	Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	5.12.1956
Dominique	28.02.1983	Egypte	10.05.1960	Equateur	6.07.1954
Espagne	8.04.1930	Fidji	19.04.1974	France	18.09.1930
Gabon	14.10.1960	Ghana	2.07.1959	Grenade	9.07.1979
Guatemala	4.05.1961	Guinée	21.01.1959	Guinée-Bissau	21.02.1977
Guyana	8.06.1966	Hongrie	30.07.1932	Iles Salomon	6.08.1985
Inde	10.01.1955	Iraq	26.11.1962	Irlande	3.06.1930
Italie	9.09.1930	Jamaïque	8.07.1963	Japon	29.04.1971
Kenya	13.01.1964	Lesotho	31.10.1966	Liban	26.07.1962

Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928

Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971	Luxembourg	3.03.1958	Madagascar	1.11.1960
Malawi	22.03.1965	Mali	22.09.1960	Malte	4.01.1965
Maroc	14.03.1958	Maurice	2.12.1969	Mauritanie	20.06.1961
Mexique	12.05.1934	Myanmar	21.05.1954	Nicaragua	12.04.1934
Niger	27.02.1961	Nigéria	16.06.1961	Norvège	7.07.1933
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouganda	4.06.1963	Panama	19.06.1970
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Paraguay	24.06.1964	Pays-Bas	10.11.1936
Pérou	4.04.1962	Portugal	10.11.1959	République démocratique du Congo	20.09.1960
Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Sénégal	4.11.1960	Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	15.06.1961
Slovaquie	1.01.1993	Soudan	18.06.1957	Sri Lanka	9.06.1971
Suisse	7.05.1947	Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	10.05.1960
République-Unie de Tanzanie	19.11.1962	Tchad	10.11.1960	République tchèque	1.01.1993
Togo	7.06.1960	Tunisie	15.05.1957	Turquie	29.01.1975
Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944	Zambie	2.12.1964
Zimbabwe	16.09.1993				

Dénonciation

Royaume-Uni 14.06.1929
Dénoncée le 25.07.1985

Convention (n° 27) sur l'indication du poids sur les colis transportés par bateau, 1929

Adoptée à la 12e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.03.1932

66 ratifications

Allemagne	5.07.1933	Angola	4.06.1976	Argentine	14.03.1950
Australie	9.03.1931	Autriche	16.08.1935	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bangladesh	22.06.1972	Bélarus	11.03.1970	Belgique	6.06.1934
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	4.06.1935	Burundi	11.03.1963
Canada	30.06.1938	Chili	31.05.1933	Chine	24.06.1931
Croatie	8.10.1991	Cuba	7.09.1954	Danemark	1.10.1981
Espagne	29.08.1932	Estonie	18.01.1932	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	8.08.1932	France	29.07.1935	Grèce	30.05.1936
Guinée-Bissau	21.02.1977	Honduras	9.06.1980	Hongrie	6.12.1937
Inde	7.09.1931	Indonésie	12.06.1950	Iraq	21.11.1966
Irlande	5.07.1930	Italie	18.07.1933	Japon	16.03.1931
Kenya	9.02.1971	Kirghizistan	31.03.1992	Lituanie	28.09.1934
Luxembourg	1.04.1931	Maroc	20.09.1956	Mexique	12.05.1934
Monténégro	3.06.2006	Myanmar	7.09.1931	Nicaragua	12.04.1934
Norvège	1.07.1932	Pakistan	7.09.1931	Panama	19.06.1970
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pays-Bas	4.01.1933	Pérou	4.04.1962
Pologne	18.06.1932	Portugal	1.03.1932	République démocratique du Congo	20.09.1960
Roumanie	7.12.1932	Fédération de Russie	4.11.1969	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suède	11.04.1932
Suisse	8.11.1934	Suriname	15.06.1976	Tadjikistan	26.11.1993
République tchèque	1.01.1993	Ukraine	17.06.1970	Uruguay	6.06.1933
République bolivarienne du Venezuela	17.12.1932	Viet Nam	3.10.1994		

Ratification conditionnelle

Afrique du Sud 21.02.1933

Convention (n° 28) sur la protection des dockers contre les accidents, 1929

Adoptée à la 12e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.04.1932

4 ratifications

Nicaragua 12.04.1934

Dénonciation

Luxembourg 1.04.1931
Dénoncée le 9.02.1988

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 32)

Espagne 29.08.1932
Dénoncée le 28.07.1934

Irlande 5.07.1930
Dénoncée le 13.06.1972

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930

Adoptée à la 14e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.05.1932

173 ratifications

Afrique du Sud	5.03.1997	Albanie	25.06.1957	Algérie	19.10.1962
Allemagne	13.06.1956	Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983
Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	14.03.1950	Arménie	17.12.2004
Australie	2.01.1932	Autriche	7.06.1960	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bahamas	25.05.1976	Bahreïn	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972
Barbade	8.05.1967	Bélarus	21.08.1956	Belgique	20.01.1944
Belize	15.12.1983	Bénin	12.12.1960	Etat plurinational de Bolivie	31.05.2005
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	5.06.1997	Brésil	25.04.1957
Bulgarie	22.09.1932	Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963
Cambodge	24.02.1969	Cameroun	7.06.1960	Cap-Vert	3.04.1979
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	31.05.1933	Chypre	23.09.1960
Colombie	4.03.1969	Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960
Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Croatie	8.10.1991
Cuba	20.07.1953	Danemark	11.02.1932	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	5.12.1956	Dominique	28.02.1983	Egypte	29.11.1955
El Salvador	15.06.1995	Emirats arabes unis	27.05.1982	Equateur	6.07.1954
Erythrée	22.02.2000	Espagne	29.08.1932	Estonie	7.02.1996
Ethiopie	2.09.2003	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974
Finlande	13.01.1936	France	24.06.1937	Gabon	14.10.1960
Gambie	4.09.2000	Géorgie	22.06.1993	Ghana	20.05.1957
Grèce	13.06.1952	Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.06.1989
Guinée	21.01.1959	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	13.08.2001
Guyana	8.06.1966	Haïti	4.03.1958	Honduras	21.02.1957
Hongrie	8.06.1956	Iles Salomon	6.08.1985	Inde	30.11.1954
Indonésie	12.06.1950	République islamique d'Iran	10.06.1957	Iraq	27.11.1962
Irlande	2.03.1931	Islande	17.02.1958	Israël	7.06.1955
Italie	18.06.1934	Jamaïque	26.12.1962	Japon	21.11.1932
Jordanie	6.06.1966	Kazakhstan	18.05.2001	Kenya	13.01.1964
Kirghizistan	31.03.1992	Kiribati	3.02.2000	Koweït	23.09.1968
République démocratique populaire lao	23.01.1964	Lesotho	31.10.1966	Lettonie	2.06.2006
Liban	1.06.1977	Libéria	1.05.1931	Jamahiriya arabe libyenne	13.06.1961
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	24.07.1964	Madagascar	1.11.1960
Malaisie	11.11.1957	Malawi	19.11.1999	Mali	22.09.1960
Malte	4.01.1965	Maroc	20.05.1957	Maurice	2.12.1969
Mauritanie	20.06.1961	Mexique	12.05.1934	République de Moldova	23.03.2000
Mongolie	15.03.2005	Monténégro	3.06.2006	Mozambique	16.06.2003
Myanmar	4.03.1955	Namibie	15.11.2000	Népal	3.01.2002
Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961	Nigéria	17.10.1960
Norvège	1.07.1932	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Oman	30.10.1998
Ouganda	4.06.1963	Ouzbékistan	13.07.1992	Pakistan	23.12.1957
Panama	16.05.1966	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Paraguay	28.08.1967
Pays-Bas	31.03.1933	Pérou	1.02.1960	Philippines	15.07.2005

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930

Pologne	30.07.1958	Portugal	26.06.1956	Qatar	12.03.1998
République démocratique du Congo	20.09.1960	Roumanie	28.05.1957	Royaume-Uni	3.06.1931
Fédération de Russie	23.06.1956	Rwanda	23.05.2001	Sainte-Lucie	14.05.1980
Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000	Saint-Marin	1.02.1995	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Samoa	30.06.2008	Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005	Sénégal	4.11.1960
Serbie	24.11.2000	Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961
Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Somalie	18.11.1960	Soudan	18.06.1957	Sri Lanka	5.04.1950
Suède	22.12.1931	Suisse	23.05.1940	Suriname	15.06.1976
Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	26.07.1960	Tadjikistan	26.11.1993
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Tchad	10.11.1960	République tchèque	1.01.1993
Thaïlande	26.02.1969	Timor-Leste	16.06.2009	Togo	7.06.1960
Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	17.12.1962	Turkménistan	15.05.1997
Turquie	30.10.1998	Ukraine	10.08.1956	Uruguay	6.09.1995
Vanuatu	28.08.2006	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944	Viet Nam	5.03.2007
Yémen	14.04.1969	Zambie	2.12.1964	Zimbabwe	27.08.1998

Convention (n° 30) sur la durée du travail (commerce et bureaux), 1930

Adoptée à la 14e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.08.1933

30 ratifications

Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	14.03.1950	Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973
Bulgarie	22.06.1932	Chili	18.10.1935	Colombie	4.03.1969
Cuba	24.02.1936	Egypte	10.05.1960	Espagne	29.08.1932
Ghana	19.06.1973	Guatemala	4.08.1961	Guinée équatoriale	12.06.1985
Haïti	31.03.1952	Iraq	26.11.1962	Israël	26.06.1951
Koweït	21.09.1961	Liban	1.06.1977	Luxembourg	3.03.1958
Maroc	22.07.1974	Mexique	12.05.1934	Mozambique	6.06.1977
Nicaragua	12.04.1934	Norvège	29.06.1953	Panama	16.02.1959
Paraguay	21.03.1966	République arabe syrienne	10.05.1960	Uruguay	6.06.1933

Ratification conditionnelle

Autriche 16.02.1933

Dénunciation

Finlande 13.01.1936
Dénoncée le 23.06.1999

Nouvelle-Zélande 29.03.1938
Dénoncée le 9.06.1989

Convention (n° 32) sur la protection des dockers contre les accidents (révisée), 1932

Adoptée à la 16e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.10.1934

46 ratifications

Algérie	19.10.1962	Argentine	14.03.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bangladesh	22.06.1972	Bélarus	11.03.1970	Belgique	2.07.1952
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	29.12.1949	Canada	6.04.1946
Chili	18.10.1935	Chine	30.11.1935	Croatie	8.10.1991
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Honduras	17.11.1964	Inde	10.02.1947
Irlande	13.06.1972	Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	31.03.1992
Malte	4.01.1965	Maurice	2.12.1969	Monténégro	3.06.2006
Nigéria	16.06.1961	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pakistan	10.02.1947
Panama	4.06.1971	Royaume-Uni	10.01.1935	Serbie	24.11.2000
Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovénie	29.05.1992
Tadjikistan	26.11.1993	Ukraine	17.06.1970	Uruguay	6.06.1933

Convention (n° 32) sur la protection des dockers contre les accidents (révisée), 1932

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 152)

Cuba	7.09.1954	Danemark	22.06.1970	Espagne	28.07.1934
	Dénoncée le 15.10.1982		Dénoncée le 22.12.1989		Dénoncée le 3.03.1982
Finlande	23.08.1949	France	27.05.1955	Italie	30.10.1933
	Dénoncée le 5.12.1981		Dénoncée le 30.07.1985		Dénoncée le 7.06.2000
Mexique	12.05.1934	Norvège	23.06.1956	Pays-Bas	25.08.1964
	Dénoncée le 10.02.1982		Dénoncée le 5.12.1981		Dénoncée le 13.05.1998
Pérou	4.04.1962	Fédération de Russie	4.11.1969	Suède	3.08.1938
	Dénoncée le 19.04.1988		Dénoncée le 14.07.2004		Dénoncée le 5.12.1981
Tanzanie - Tanganyika	19.11.1962				
	Dénoncée le 30.05.1983				

Convention (n° 33) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1932

Adoptée à la 16e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 6.06.1935

25 ratifications

Cameroun	7.06.1960	Gabon	14.10.1960	Mauritanie	20.06.1961
-----------------	-----------	--------------	------------	-------------------	------------

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 60)

Espagne	22.06.1934
	Dénoncée le 5.05.1971

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Argentine	14.03.1950	Autriche	26.02.1936	Belgique	6.06.1934
	Dénoncée le 11.11.1996		Dénoncée le 18.09.2000		Dénoncée le 19.04.1988
Bénin	12.12.1960	Burkina Faso	21.11.1960	République centrafricaine	27.10.1960
	Dénoncée le 11.06.2001		Dénoncée le 11.02.1999		Dénoncée le 28.06.2000
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
	Dénoncée le 17.03.2004		Dénoncée le 26.11.1999		Dénoncée le 7.02.2003
Cuba	24.02.1936	Djibouti	3.08.1978	France	29.04.1939
	Dénoncée le 7.09.1954		Dénoncée le 14.06.2005		Dénoncée le 13.07.1990
Guinée	21.01.1959	Madagascar	1.11.1960	Mali	22.09.1960
	Dénoncée le 6.06.2003		Dénoncée le 31.05.2000		Dénoncée le 11.03.2002
Niger	27.02.1961	Pays-Bas	12.07.1935	Sénégal	4.11.1960
	Dénoncée le 4.12.1978		Dénoncée le 14.09.1976		Dénoncée le 15.12.1999
Tchad	10.11.1960	Togo	7.06.1960	Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 21.03.2005		Dénoncée le 16.03.1984		Dénoncée le 18.03.1954

Convention (n° 34) sur les bureaux de placement payants, 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.10.1936

11 ratifications

Chili	18.10.1935	Slovaquie	1.01.1993
			Dénoncée le 25.07.2007

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 96)

Argentine	14.03.1950	Espagne	27.04.1935	Finlande	13.01.1936
	Dénoncée le 19.09.1996		Dénoncée le 5.05.1971		Dénoncée le 22.12.1951
Mexique	21.02.1938	Norvège	4.07.1949	Suède	1.01.1936
	Dénoncée le 1.03.1991		Dénoncée le 29.06.1950		Dénoncée le 18.07.1950
Turquie	27.12.1946				
	Dénoncée le 23.01.1952				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 181)

Bulgarie	29.12.1949	République tchèque	1.01.1993
	Dénoncée le 24.03.2005		Dénoncée le 9.10.2000

Convention (n° 35) sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

11 ratifications

Argentine	17.02.1955	Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935
Djibouti	3.08.1978	France	23.08.1939	Italie	22.10.1947
Malte	4.01.1965	Pérou	8.11.1945	Pologne	29.09.1948
Royaume-Uni	18.07.1936				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 128 (partie III))

Equateur 5.02.1962
Dénoncée le 5.04.1978

Convention (n° 36) sur l'assurance-vieillesse (agriculture), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

10 ratifications

Argentine	17.02.1955	Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935
Djibouti	3.08.1978	France	23.08.1939	Italie	22.10.1947
Malte	4.01.1965	Pérou	1.02.1960	Pologne	29.09.1948
Royaume-Uni	18.07.1936				

Convention (n° 37) sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

11 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935	Djibouti	3.08.1978
France	23.08.1939	Italie	22.10.1947	Pérou	8.11.1945
Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	1.01.1993
République tchèque	1.01.1993				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 128 (partie II))

Equateur 5.02.1962
Dénoncée le 5.04.1978

Convention (n° 38) sur l'assurance-invalidité (agriculture), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

10 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935	Djibouti	3.08.1978
France	23.08.1939	Italie	22.10.1947	Pérou	1.02.1960
Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	1.01.1993
République tchèque	1.01.1993				

Convention (n° 39) sur l'assurance-décès (industrie, etc.), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.11.1946

8 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Italie	22.10.1952	Pérou	8.11.1945
Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	1.01.1993
République tchèque	1.01.1993				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 128 (partie IV))

Equateur 5.02.1962
Dénoncée le 5.04.1978

Convention (n° 40) sur l'assurance-décès (agriculture), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.09.1949

7 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Italie	22.10.1952	Pérou	1.02.1960
Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	1.01.1993

Dénonciation

République tchèque 1.01.1993
Dénoncée le 27.09.2000

Convention (n° 41) (révisée) du travail de nuit (femmes), 1934

Adoptée à la 18e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.11.1936

38 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Argentine	14.03.1950	Bénin	12.12.1960
Burkina Faso	21.11.1960	République centrafricaine	27.10.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Estonie	21.12.1935	Gabon	14.10.1960	Mali	22.09.1960
Maroc	13.06.1956	Niger	27.02.1961	Suriname	15.06.1976
Tchad	10.11.1960	Togo	7.06.1960	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944

Dénonciation

Hongrie	18.12.1936	Myanmar	22.11.1935	Pérou	8.11.1945
	Dénoncée le 15.11.1977		Dénoncée le 30.03.1967		Dénoncée le 13.01.1997
Royaume-Uni	25.01.1937				
	Dénoncée le 4.10.1947				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 89)

Afrique du Sud	28.05.1935	Belgique	4.08.1937	Brésil	8.06.1936
	Dénoncée le 2.03.1950		Dénoncée le 1.04.1952		Dénoncée le 25.04.1957
Congo	10.11.1960	Egypte	11.07.1947	France	25.01.1938
	Dénoncée le 4.06.1971		Dénoncée le 26.07.1960		Dénoncée le 21.09.1953
Grèce	30.05.1936	Guinée	21.01.1959	Inde	22.11.1935
	Dénoncée le 27.04.1959		Dénoncée le 12.12.1966		Dénoncée le 27.02.1950
Iraq	28.03.1938	Irlande	15.03.1937	Madagascar	1.11.1960
	Dénoncée le 17.11.1967		Dénoncée le 14.01.1952		Dénoncée le 10.11.2008
Mauritanie	20.06.1961	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pakistan	22.11.1935
	Dénoncée le 8.11.1963		Dénoncée le 10.11.1950		Dénoncée le 14.02.1951
Pays-Bas	9.12.1935	Sénégal	4.11.1960	Sri Lanka	2.09.1950
	Dénoncée le 22.10.1954		Dénoncée le 22.10.1962		Dénoncée le 31.03.1966
Suisse	4.06.1936				
	Dénoncée le 6.05.1950				

Convention (n° 42) (révisée) des maladies professionnelles, 1934

Adoptée à la 18e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.06.1936

53 ratifications

Afrique du Sud	26.02.1952	Algérie	19.10.1962	Argentine	14.03.1950
Australie	29.04.1959	Autriche	26.02.1936	Bahamas	25.05.1976
Barbade	8.05.1967	Belize	15.12.1983	Brésil	8.06.1936
Bulgarie	29.12.1949	Burundi	11.03.1963	Comores	23.10.1978
Cuba	22.10.1936	Danemark	22.06.1939	Espagne	24.06.1958
France	17.05.1948	Grèce	13.06.1952	Guyana	8.06.1966
Haïti	19.04.1955	Honduras	17.11.1964	Hongrie	17.06.1935
Iles Salomon	6.08.1985	Inde	13.01.1964	Iraq	25.07.1941
Italie	22.10.1952	Malte	4.01.1965	Maroc	20.05.1957
Maurice	2.12.1969	Mexique	20.05.1937	Myanmar	17.05.1957
Norvège	21.05.1935	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Panama	16.02.1959
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	29.04.1936
Rwanda	18.09.1962	Slovaquie	1.01.1993	Suriname	15.06.1976

Convention (n° 42) (révisée) des maladies professionnelles, 1934

République tchèque 1.01.1993 Turquie 27.12.1946

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 121)

Allemagne	17.06.1955	Belgique	3.08.1949	Etat plurinational de Bolivie	19.07.1954
	Dénoncée le 1.03.1972		Dénoncée le 22.04.1970		Dénoncée le 31.01.1977
Chili	14.10.1994	Finlande	20.01.1950	Irlande	15.03.1937
	Dénoncée le 30.09.1999		Dénoncée le 23.09.1968		Dénoncée le 9.06.1969
Japon	6.06.1936	Luxembourg	3.03.1958	Pays-Bas	1.09.1939
	Dénoncée le 7.06.1974		Dénoncée le 24.07.1972		Dénoncée le 2.08.1966
République démocratique du Congo	20.09.1960	Suède	24.02.1937	Uruguay	18.03.1954
	Dénoncée le 5.09.1967		Dénoncée le 17.06.1969		Dénoncée le 28.06.1973

Convention (n° 43) des verreries à vitres, 1934

Adoptée à la 18e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.01.1938

13 ratifications

Belgique	4.08.1937	Bulgarie	29.12.1949	Djibouti	3.08.1978
France	5.02.1938	Irlande	15.05.1939	Malte	9.06.1988
Mexique	9.03.1938	Norvège	21.05.1935	Panama	19.06.1970
Slovaquie	1.01.1993	République tchèque	1.01.1993	Uruguay	18.03.1954

Dénonciation

Royaume-Uni 13.01.1937
Dénoncée le 4.12.1958

Convention (n° 44) du chômage, 1934

Adoptée à la 18e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.06.1938

14 ratifications

Algérie	19.10.1962	Bulgarie	29.12.1949	Chypre	8.10.1965
Djibouti	3.08.1978	Espagne	5.05.1971	France	21.02.1949
Irlande	10.06.1937	Italie	22.10.1952	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Pays-Bas	17.01.1966	Pérou	4.04.1962	Royaume-Uni	29.04.1936

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 168)

Norvège	20.05.1957	Suisse	14.06.1939
	Dénoncée le 19.06.1990		Dénoncée le 17.10.1990

Convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935

Adoptée à la 19e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.05.1937

98 ratifications

Afghanistan	14.05.1937	Afrique du Sud	25.06.1936	Allemagne	15.11.1954
					Dénoncée le 25.04.2008
Angola	4.06.1976	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	14.03.1950
Autriche	3.07.1937	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976
	Dénoncée le 3.04.2008				
Bangladesh	22.06.1972	Bélarus	4.08.1961	Belgique	4.08.1937
					Dénoncée le 30.05.2008
Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	22.09.1938
Bulgarie	29.12.1949	Cameroun	3.09.1962	Chine	2.12.1936
Chypre	23.09.1960	Costa Rica	22.03.1960	Côte d'Ivoire	5.05.1961
Croatie	8.10.1991	Cuba	14.04.1936	Djibouti	3.08.1978
					Dénoncée le 29.05.2008
République dominicaine	12.08.1957	Egypte	11.07.1947	Equateur	6.07.1954
Espagne	24.06.1958	Estonie	4.06.1937	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
	Dénoncée le 14.04.2008		Dénoncée le 6.12.2007		
Fidji	19.04.1974				

Convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935

France	25.01.1938	Gabon	13.06.1961	Ghana	20.05.1957
	Dénoncée le 2.05.2008				
Grèce	30.05.1936	Guatemala	7.03.1960	Guinée	12.12.1966
Guinée-Bissau	21.02.1977	Guyana	8.06.1966	Haïti	5.04.1960
Honduras	20.06.1960	Hongrie	19.12.1938	Iles Salomon	6.08.1985
			Dénoncée le 30.05.2008		
Inde	25.03.1938	Indonésie	12.06.1950	Italie	22.10.1952
					Dénoncée le 29.05.2008
Japon	11.06.1956	Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	31.03.1992
Lesotho	31.10.1966	Liban	26.07.1962	Malaisie - Malaisie péninsulaire	11.11.1957
Malawi	22.03.1965	Malte	9.06.1988	Maroc	20.09.1956
			Dénoncée le 29.05.2008		
Mexique	21.02.1938	Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	1.03.1976
Nigéria	17.10.1960	Ouganda	4.06.1963	Pakistan	25.03.1938
Panama	16.02.1959	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pologne	15.06.1957
					Dénoncée le 29.05.2008
Portugal	18.10.1937	Fédération de Russie	4.05.1961	Serbie	24.11.2000
Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993
					Dénoncée le 20.02.2008
Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960	Sri Lanka	20.12.1950
	Dénoncée le 18.03.2008				
Suisse	23.05.1940	Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	26.07.1960
Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie - Tanganyika	30.01.1962	République tchèque	1.01.1993
					Dénoncée le 24.04.2008
Tunisie	15.05.1957	Turquie	21.04.1938	Ukraine	4.08.1961
République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944	Viet Nam	3.10.1994	Zimbabwe	6.06.1980
					Dénoncée le 30.05.2008

Dénonciation

Australie	7.10.1953	Canada	16.09.1966	Chili	16.03.1946
	Dénoncée le 20.05.1988		Dénoncée le 19.05.1978		Dénoncée le 30.05.1997
Finlande	3.03.1938	Irlande	20.08.1936	Luxembourg	3.03.1958
	Dénoncée le 19.09.1997		Dénoncée le 27.05.1988		Dénoncée le 29.04.1988
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pays-Bas	20.02.1937	Pérou	8.11.1945
	Dénoncée le 23.06.1987		Dénoncée le 29.04.1998		Dénoncée le 9.06.1997
Royaume-Uni	18.07.1936	Suède	11.07.1936	Uruguay	18.03.1954
	Dénoncée le 26.05.1988		Dénoncée le 15.06.1967		Dénoncée le 26.05.1978
Zambie	2.12.1964				
	Dénoncée le 3.03.1998				

Convention (n° 47) des quarante heures, 1935

Adoptée à la 19e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.06.1957

14 ratifications

Australie	22.10.1970	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	21.08.1956
Finlande	23.11.1989	Kirghizistan	31.03.1992	Lituanie	26.09.1994
République de Moldova	9.12.1997	Norvège	13.03.1979	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Ouzbékistan	13.07.1992	Fédération de Russie	23.06.1956	Suède	11.08.1982
Tadjikistan	26.11.1993	Ukraine	10.08.1956		

Convention (n° 48) sur la conservation des droits à pension des migrants, 1935

Adoptée à la 19e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.08.1938

12 ratifications

Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Croatie	8.10.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Israël	16.01.1963	Italie	22.10.1952	Monténégro	3.06.2006
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992		

Convention (n° 48) sur la conservation des droits à pension des migrants, 1935

Dénonciation					
Hongrie	10.08.1937	Pays-Bas	6.10.1938	Pologne	21.03.1938
	Dénoncée le 27.10.1983		Dénoncée le 27.07.1999		Dénoncée le 10.08.1973

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 157)

Espagne	8.07.1937
	Dénoncée le 11.09.1986

Convention (n° 49) de réduction de la durée du travail (verreries à bouteilles), 1935

Adoptée à la 19e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.06.1938

10 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Djibouti	3.08.1978	France	25.01.1938
Irlande	10.06.1937	Malte	9.06.1988	Mexique	21.02.1938
Norvège	21.07.1936	Slovaquie	1.01.1993	République tchèque	1.01.1993

Dénonciation

Nouvelle-Zélande	29.03.1938
	Dénoncée le 9.06.1989

Convention (n° 50) sur le recrutement des travailleurs indigènes, 1936

Adoptée à la 20e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.09.1939

33 ratifications

Argentine	14.03.1950	Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967
Burundi	11.03.1963	Cameroun	3.09.1962	Fidji	19.04.1974
Ghana	20.05.1957	Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.06.1989
Guyana	8.06.1966	Jamaïque	26.12.1962	Japon	8.09.1938
Kenya	13.01.1964	Malaisie	11.11.1957	Malawi	7.06.1966
Nigéria	17.10.1960	Norvège	7.07.1937	Nouvelle-Zélande	8.07.1947
Ouganda	4.06.1963	République démocratique du Congo	20.09.1960	Royaume-Uni	22.05.1939
Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980	Seychelles	6.02.1978
Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965	Swaziland	26.04.1978
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Zambie	2.12.1964

Dénonciation

Belgique	26.07.1948	Maurice	2.12.1969	Somalie	18.11.1960
	Dénoncée le 13.09.1999		Dénoncée le 2.03.2000		Dénoncée le 15.09.1981

Convention (n° 52) sur les congés payés, 1936

Adoptée à la 20e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.09.1939

54 ratifications

Albanie	3.06.1957	Argentine	14.03.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bélarus	6.11.1956	Bulgarie	29.12.1949	Burundi	30.07.1971
République centrafricaine	9.06.1964	Colombie	7.06.1963	Comores	23.10.1978
Côte d'Ivoire	5.05.1961	Cuba	20.07.1953	Danemark	22.06.1939
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	5.12.1956	Egypte	3.07.1954
France	23.08.1939	Gabon	13.06.1961	Géorgie	22.06.1993
Grèce	13.06.1952	Israël	22.08.1951	Kirghizistan	31.03.1992
Koweït	21.09.1961	Liban	26.07.1962	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962
Mali	12.07.1968	Maroc	20.09.1956	Mauritanie	8.11.1963
Mexique	9.03.1938	Myanmar	21.05.1954	Nouvelle-Zélande	10.11.1950
Ouzbékistan	13.07.1992	Panama	3.06.1958	Paraguay	21.03.1966
Pérou	1.02.1960	Fédération de Russie	10.08.1956	Sénégal	22.10.1962
Slovaquie	1.01.1993	République arabe syrienne	26.07.1960	Tadjikistan	26.11.1993

Convention (n° 52) sur les congés payés, 1936

Tunisie 15.05.1957

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 132)

Brésil	22.09.1938	Burkina Faso	30.06.1969	Cameroun	25.05.1970
	Dénoncée le 23.09.1998		Dénoncée le 12.07.1974		Dénoncée le 7.08.1973
Espagne	5.05.1971	Finlande	23.08.1949	Guinée	12.12.1966
	Dénoncée le 30.06.1972		Dénoncée le 15.01.1990		Dénoncée le 2.06.1977
Hongrie	8.06.1956	Iraq	12.05.1960	Italie	22.10.1952
	Dénoncée le 19.08.1998		Dénoncée le 19.02.1974		Dénoncée le 28.07.1981
Madagascar	10.08.1962	Tchad	8.06.1961	République tchèque	1.01.1993
	Dénoncée le 8.02.1972		Dénoncée le 15.12.2000		Dénoncée le 23.08.1996
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954		
	Dénoncée le 25.10.2001		Dénoncée le 2.06.1977		

Convention (n° 53) sur les brevets de capacité des officiers, 1936

Adoptée à la 21e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.03.1939

37 ratifications

Allemagne	18.11.1988	Argentine	17.02.1955	Belgique	11.04.1938
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	12.10.1938	Bulgarie	29.12.1949
République de Corée	11.04.2003	Croatie	8.10.1991	Cuba	5.02.1971
Danemark	13.07.1938	Djibouti	3.08.1978	Egypte	20.05.1939
Espagne	5.05.1971	Estonie	20.06.1938	États-Unis	29.10.1938
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	8.04.1947	France	19.06.1947
Irlande	10.06.1985	Israël	19.06.1969	Italie	22.10.1952
Libéria	9.05.1960	Jamahiriya arabe libyenne	15.11.1974	Luxembourg	15.02.1991
Malte	19.09.2002	Mauritanie	8.11.1963	Mexique	1.09.1939
Monténégro	3.06.2006	Norvège	7.07.1937	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Panama	19.06.1970	Pérou	4.04.1962	Philippines	17.11.1960
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	République arabe syrienne	26.07.1960
Turquie	22.04.2005				

Convention (n° 55) sur les obligations de l'armateur en cas de maladie ou d'accident des gens de mer, 1936

Adoptée à la 21e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.10.1939

18 ratifications

Belgique	11.04.1938	Belize	15.07.2005	Bulgarie	29.12.1949
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	Espagne	30.11.1971
États-Unis	29.10.1938	France	19.06.1947	Grèce	19.06.1968
Italie	22.10.1952	Libéria	9.05.1960	Luxembourg	15.02.1991
Maroc	14.03.1958	Mexique	15.09.1939	Panama	4.06.1971
Pérou	4.04.1962	Tunisie	14.04.1970	Turquie	17.03.2005

Convention (n° 56) sur l'assurance-maladie des gens de mer, 1936

Adoptée à la 21e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.12.1949

20 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	12.12.1956	Belgique	3.08.1949
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	29.12.1949	Croatie	8.10.1991
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
France	9.12.1948	Luxembourg	15.02.1991	Mexique	1.02.1984
Monténégro	3.06.2006	Norvège	6.06.1966	Panama	4.06.1971
Pérou	4.04.1962	Royaume-Uni	30.09.1944	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992				

Convention (n° 56) sur l'assurance-maladie des gens de mer, 1936

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 165)

Espagne 30.11.1971
Dénoncée le 2.07.1991

Convention (n° 58) (révisée) sur l'âge minimum (travail maritime), 1936

Adoptée à la 22e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.04.1939

51 ratifications

Argentine	17.02.1955	Australie	11.06.1992	Belize	15.12.1983
Canada	10.09.1951	Etats-Unis	29.10.1938	Ghana	20.05.1957
Guatemala	30.10.1961	Liban	6.12.1993	Libéria	9.05.1960
Mauritanie	8.11.1963	Mexique	18.07.1952	Nouvelle-Zélande	7.06.1946
Pérou	4.04.1962	Sierra Leone	13.06.1961	Sri Lanka	18.05.1959
Tanzanie - Zanzibar	22.06.1964	Yémen	14.04.1969		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962	Bélarus	6.11.1956
	Dénoncée le 16.02.1998		Dénoncée le 30.04.1984		Dénoncée le 3.05.1979
Belgique	11.04.1938	Brésil	12.10.1938	Bulgarie	29.12.1949
	Dénoncée le 19.04.1988		Dénoncée le 28.06.2001		Dénoncée le 23.04.1980
Chypre	10.01.1995	Cuba	20.07.1953	Danemark	4.06.1955
	Dénoncée le 2.10.1997		Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 13.11.1997
Djibouti	3.08.1978	Espagne	5.05.1971	Fidji	19.04.1974
	Dénoncée le 14.06.2005		Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 3.01.2003
France	9.12.1948	Grèce	9.10.1963	Grenade	9.07.1979
	Dénoncée le 13.07.1990		Dénoncée le 14.03.1986		Dénoncée le 14.05.2003
Iraq	30.12.1939	Islande	21.08.1956	Italie	22.10.1952
	Dénoncée le 13.02.1985		Dénoncée le 6.12.1999		Dénoncée le 28.07.1981
Jamaïque	26.12.1962	Japon	22.08.1955	Kenya	13.01.1964
	Dénoncée le 13.10.2003		Dénoncée le 5.06.2000		Dénoncée le 9.04.1979
Maurice	2.12.1969	Nigéria	16.06.1961	Norvège	7.07.1937
	Dénoncée le 30.07.1990		Dénoncée le 2.10.2002		Dénoncée le 8.07.1980
Panama	19.06.1970	Pays-Bas	8.07.1947	Fédération de Russie	10.08.1956
	Dénoncée le 31.10.2000		Dénoncée le 14.09.1976		Dénoncée le 3.05.1979
Seychelles	6.02.1978	Suède	6.01.1939	Suisse	21.04.1960
	Dénoncée le 7.03.2000		Dénoncée le 23.04.1990		Dénoncée le 17.08.1999
Tunisie	14.04.1970	Turquie	29.09.1959	Ukraine	14.09.1956
	Dénoncée le 19.10.1995		Dénoncée le 30.10.1998		Dénoncée le 3.05.1979
Uruguay	18.03.1954				
	Dénoncée le 2.06.1977				

Convention (n° 59) (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937

Adoptée à la 23e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 21.02.1941

36 ratifications

Bangladesh	22.06.1972	Ghana	20.05.1957	Guatemala	13.06.1989
Liban	1.06.1977	Nouvelle-Zélande	8.07.1947	Pakistan	26.05.1955
Paraguay	21.03.1966	Pérou	4.04.1962	Sierra Leone	15.06.1961
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Yémen	14.04.1969		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	3.06.1957	Bélarus	6.11.1956	Bulgarie	22.07.1960
	Dénoncée le 16.02.1998		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 23.04.1980
Burundi	30.07.1971	Chine	21.02.1940	Cuba	7.09.1954
	Dénoncée le 19.07.2000		Dénoncée le 28.04.1999		Dénoncée le 19.06.1976
Espagne	5.05.1971	Fidji	19.04.1974	Iraq	5.07.1960
	Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 3.01.2003		Dénoncée le 13.02.1985
Italie	22.10.1952	Kenya	13.01.1964	Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971
	Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 9.04.1979		Dénoncée le 19.06.1976

Convention (n° 59) (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Luxembourg	3.03.1958	Maurice	2.12.1969	Mongolie	3.06.1969
	Dénoncée le 24.03.1977		Dénoncée le 30.07.1990		Dénoncée le 16.12.2002
Nigéria	16.06.1961	Norvège	26.08.1938	Philippines	17.11.1960
	Dénoncée le 2.10.2002		Dénoncée le 8.07.1980		Dénoncée le 4.06.1998
Roumanie	6.06.1973	Fédération de Russie	10.08.1956	Swaziland	26.04.1978
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 23.10.2002
Tunisie	14.04.1970	Turquie	12.07.1993	Ukraine	14.09.1956
	Dénoncée le 19.10.1995		Dénoncée le 30.10.1998		Dénoncée le 3.05.1979
Uruguay	18.03.1954				
	Dénoncée le 2.06.1977				

Convention (n° 60) (révisée) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1937

Adoptée à la 23e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

11 ratifications

Dénonciation

Nouvelle-Zélande	8.07.1947	Paraguay	21.03.1966
	Dénoncée le 11.07.1961		Dénoncée le 12.12.2001

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Bélarus	6.11.1956	Bulgarie	29.12.1949	Cuba	7.09.1954
	Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 23.04.1980		Dénoncée le 19.06.1976
Espagne	5.05.1971	Italie	22.10.1952	Luxembourg	3.03.1958
	Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 24.03.1977
Fédération de Russie	10.08.1956	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954
	Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 2.06.1977

Convention (n° 62) concernant les prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937

Adoptée à la 23e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.07.1942

30 ratifications

Belgique	3.10.1951	Bulgarie	29.12.1949	Burundi	11.03.1963
République centrafricaine	9.06.1964	Egypte	25.03.1982	Espagne	24.06.1958
France	16.12.1950	Grèce	29.08.1984	Guinée	12.12.1966
Honduras	17.11.1964	Irlande	13.06.1972	Malte	9.06.1988
Mauritanie	8.11.1963	Pays-Bas	2.05.1950	Pérou	4.04.1962
Pologne	17.04.1950	République démocratique du Congo	20.09.1960	Rwanda	18.09.1962
Suisse	23.05.1940	Suriname	15.06.1976	Tunisie	12.01.1959

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 167)

Algérie	19.10.1962	Allemagne	14.06.1955	Colombie	4.03.1969
	Dénoncée le 6.06.2006		Dénoncée le 18.11.1993		Dénoncée le 6.09.1994
Danemark	30.11.1972	Finlande	8.04.1947	Guatemala	9.01.1973
	Dénoncée le 10.07.1995		Dénoncée le 23.01.1997		Dénoncée le 7.10.1991
Hongrie	8.06.1956	Mexique	4.07.1941	Uruguay	18.03.1954
	Dénoncée le 22.05.1989		Dénoncée le 5.10.1990		Dénoncée le 25.05.2005

Convention (n° 63) concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938

Adoptée à la 24e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.06.1940

34 ratifications

Afrique du Sud	8.08.1939	Algérie	19.10.1962	Barbade	8.05.1967
<i>A l'exclusion des parties II et IV</i>				<i>A l'exclusion de la partie III</i>	

Convention (n° 63) concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938

Chili	10.05.1957	Cuba	7.09.1954	Djibouti	3.08.1978
<i>A l'exclusion de la partie III</i>					
Egypte	5.10.1940	France	28.06.1951	Kenya	13.01.1964
<i>A l'exclusion des parties III et IV</i>					
Myanmar	24.11.1961	Nicaragua	1.10.1981	République arabe syrienne	26.07.1960
<i>A l'exclusion des parties III et IV</i>				<i>A l'exclusion des parties III et IV</i>	
République-Unie de Tanzanie	19.11.1962	Uruguay	18.03.1954		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 160)

Allemagne	22.06.1954	Australie	5.09.1939	Autriche	26.11.1958
Dénoncée le 25.04.1991		Dénoncée le 24.04.1988		Dénoncée le 24.04.1988	
Canada	6.04.1946	Danemark	22.06.1939	Espagne	5.05.1971
Dénoncée le 22.11.1995		Dénoncée le 24.04.1988		Dénoncée le 3.10.1989	
Finlande	8.04.1947	Guatemala	4.08.1961	Irlande	9.10.1946
Dénoncée le 24.04.1988		Dénoncée le 7.04.1993		Dénoncée le 27.10.1995	
Maurice	2.12.1969	Mexique	16.07.1942	Norvège	29.03.1940
Dénoncée le 14.06.1994		Dénoncée le 24.04.1988		Dénoncée le 24.04.1988	
Nouvelle-Zélande	18.01.1940	Panama	15.07.1971	Pays-Bas	9.03.1940
Dénoncée le 6.11.2001		Dénoncée le 3.04.1996		Dénoncée le 5.10.1991	
Portugal	24.02.1983	Royaume-Uni	26.05.1947	Sri Lanka	25.08.1952
Dénoncée le 8.12.1993		Dénoncée le 27.05.1987		Dénoncée le 1.04.1993	
Suède	21.06.1939	Suisse	23.05.1940		
Dénoncée le 24.04.1988		Dénoncée le 24.04.1988			

Convention (n° 64) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1939

Adoptée à la 25e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.07.1948

31 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Burundi	11.03.1963	Cameroun	3.09.1962
Fidji	19.04.1974	Ghana	20.05.1957	Grenade	9.07.1979
Guatemala	13.06.1989	Guyana	8.06.1966	Jamaïque	26.12.1962
Kenya	13.01.1964	Lesotho	31.10.1966	Malaisie	11.11.1957
Malawi	7.06.1966	Nigéria	17.10.1960	Nouvelle-Zélande	8.07.1947
Ouganda	4.06.1963	Panama	19.06.1970	République démocratique du Congo	20.09.1960
Royaume-Uni	24.08.1943	Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980
Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
Swaziland	26.04.1978	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Yémen	14.04.1969
Zambie	2.12.1964				

Dénonciation

Belgique	26.07.1948	Maurice	2.12.1969	Somalie	18.11.1960
Dénoncée le 18.11.1998		Dénoncée le 8.07.1999		Dénoncée le 11.09.1978	

Convention (n° 65) sur les sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1939

Adoptée à la 25e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.07.1948

33 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967	Cameroun	3.09.1962
Fidji	19.04.1974	Ghana	20.05.1957	Grenade	9.07.1979
Guatemala	4.08.1961	Guyana	8.06.1966	Jamaïque	26.12.1962
Kenya	13.01.1964	Lesotho	31.10.1966	Libéria	25.05.1962
Malaisie	11.11.1957	Malawi	22.03.1965	Maroc	27.03.1963
Niger	23.03.1962	Nigéria	17.10.1960	Nouvelle-Zélande	8.07.1947
Ouganda	4.06.1963	Panama	19.06.1970	Royaume-Uni	24.08.1943
Sainte-Lucie	14.05.1980	Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961
Singapour	25.10.1965	Somalie	18.11.1960	Swaziland	26.04.1978
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	17.12.1962
Yémen	14.04.1969	Zambie	2.12.1964		

Convention (n° 65) sur les sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1939

Dénonciation

Maurice 2.12.1969
Dénoncée le 8.07.1999

Convention (n° 67) sur la durée du travail et les repos (transports par route), 1939

Adoptée à la 25e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.03.1955

4 ratifications

République centrafricaine	9.06.1964	Cuba	20.07.1953	Pérou	4.04.1962
---------------------------	-----------	------	------------	-------	-----------

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 153)

Uruguay 18.03.1954
Dénoncée le 19.06.1989

Convention (n° 68) sur l'alimentation et le service de table (équippedes navires), 1946

Adoptée à la 28e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.03.1957

25 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976	Argentine	24.09.1956
Belgique	5.12.1951	Bulgarie	29.12.1949	Canada	19.03.1951
Egypte	10.08.1982	Espagne	14.07.1971	France	9.12.1948
Grèce	28.08.1981	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	23.04.1996
Irlande	12.06.1956	Italie	22.10.1952	Luxembourg	15.02.1991
Norvège	28.01.1957	Nouvelle-Zélande	31.05.1977	Panama	4.06.1971
Pays-Bas	17.06.1958	Pérou	4.04.1962	Pologne	13.04.1954
Portugal	13.06.1952	Roumanie	11.10.2000	Royaume-Uni	6.08.1953
Turquie	17.03.2005				

Convention (n° 69) sur le diplôme de capacité des cuisiniers de navire, 1946

Adoptée à la 28e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.1953

38 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976	Australie	29.08.1995
Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	5.12.1951	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Bulgarie	29.12.1949	Canada	19.03.1951	Croatie	8.10.1991
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	Espagne	5.05.1971
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	9.12.1948	Ghana	18.03.1965
Grèce	9.10.1963	Guinée-Bissau	21.02.1977	Indonésie	30.03.1992
Irlande	16.06.1951	Italie	22.10.1952	Japon	29.07.1975
Kirghizistan	31.03.1992	Luxembourg	15.02.1991	Monténégro	3.06.2006
Norvège	6.03.1952	Nouvelle-Zélande	11.01.1980	Panama	4.06.1971
Pays-Bas	23.02.1951	Pérou	4.04.1962	Pologne	13.04.1954
Portugal	13.06.1952	Royaume-Uni	29.07.1949	Fédération de Russie	4.11.1969
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Tadjikistan	26.11.1993
Turquie	17.03.2005	Ukraine	17.06.1970		

Convention (n° 71) sur les pensions des gens de mer, 1946

Adoptée à la 28e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.10.1962

13 ratifications

Algérie	19.10.1962	Argentine	17.02.1955	Bulgarie	29.12.1949
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	France	9.12.1948
Grèce	2.12.1986	Italie	10.04.1962	Liban	6.12.1993
Norvège	4.07.1949	Panama	4.06.1971	Pays-Bas	27.08.1957

Convention (n° 71) sur les pensions des gens de mer, 1946

Pérou

4.04.1962

Convention (n° 73) sur l'examen médical des gens de mer, 1946

Adoptée à la 28e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.08.1955

46 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	8.10.1976	Angola	4.06.1976
Argentine	17.02.1955	Australie	29.08.1995	Azerbaïdjan	19.05.1992
Belgique	5.12.1951	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	29.12.1949
Canada	19.03.1951	République de Corée	9.12.1992	Croatie	8.10.1991
Danemark	28.07.1980	Djibouti	3.08.1978	Egypte	10.08.1982
Espagne	14.07.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	15.05.1956
France	9.12.1948	Grèce	6.05.1981	Guinée-Bissau	21.02.1977
Irlande	6.06.1986	Italie	22.10.1952	Japon	22.08.1955
Kirghizistan	31.03.1992	Liban	6.12.1993	Lituanie	19.11.1997
Luxembourg	15.02.1991	Malte	18.05.1990	Monténégro	3.06.2006
Norvège	17.02.1955	Panama	4.06.1971	Pays-Bas	17.06.1958
Pérou	4.04.1962	Pologne	13.04.1954	Portugal	13.06.1952
Fédération de Russie	4.11.1969	Serbie	24.11.2000	Seychelles	28.10.2005
Slovénie	29.05.1992	Suède	9.01.1962	Tadjikistan	26.11.1993
Tunisie	14.04.1970	Turquie	17.03.2005	Ukraine	17.06.1970
Uruguay	18.03.1954				

Convention (n° 74) sur les certificats de capacité de matelot qualifié, 1946

Adoptée à la 28e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.07.1951

29 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976	Barbade	8.05.1967
Belgique	5.12.1951	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Canada	19.03.1951
Croatie	8.10.1991	Egypte	30.03.1967	Espagne	5.05.1971
Etats-Unis	9.04.1953	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	9.12.1948
Ghana	18.03.1965	Guinée-Bissau	21.02.1977	Irlande	21.06.1957
Italie	23.06.1981	Liban	6.12.1993	Luxembourg	15.02.1991
Malte	19.09.2002	Maurice	2.12.1969	Monténégro	3.06.2006
Nouvelle-Zélande	5.12.1961	Panama	4.06.1971	Pays-Bas	14.07.1950
Pologne	13.04.1954	Portugal	13.06.1952	Royaume-Uni	13.05.1952
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992		

Convention (n° 77) sur l'examen médical des adolescents (industrie), 1946

Adoptée à la 29e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

43 ratifications

Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962	Argentine	17.02.1955
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	6.11.1956	Belgique	10.04.1979
Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973	Bulgarie	29.12.1949	Cameroun	25.05.1970
Comores	23.10.1978	Cuba	13.01.1954	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	19.06.1973	El Salvador	15.06.1995	Equateur	18.07.1975
Espagne	5.05.1971	France	28.06.1951	Grèce	28.08.1981
Guatemala	13.02.1952	Haïti	12.04.1957	Hongrie	8.06.1956
Iraq	13.01.1951	Israël	23.12.1953	Italie	22.10.1952
Kirghizistan	31.03.1992	Liban	1.06.1977	Luxembourg	3.03.1958
Malte	18.05.1990	Nicaragua	1.03.1976	Panama	15.07.1971
Paraguay	21.03.1966	Pérou	4.04.1962	Philippines	17.11.1960
Pologne	11.12.1947	Portugal	23.05.1983	Fédération de Russie	10.08.1956
Slovaquie	1.01.1993	Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993
Tunisie	14.04.1970	Turquie	2.11.1984	Ukraine	14.09.1956

Convention (n° 77) sur l'examen médical des adolescents (industrie), 1946

Uruguay

18.03.1954

Convention (n° 78) sur l'examen médical des adolescents (travaux non industriels), 1946

Adoptée à la 29e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

39 ratifications

Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962	Argentine	17.02.1955
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	6.11.1956	Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973
Bulgarie	29.12.1949	Cameroun	25.05.1970	Comores	23.10.1978
Cuba	7.09.1954	Djibouti	3.08.1978	El Salvador	15.06.1995
Equateur	26.08.1975	Espagne	5.05.1971	France	28.06.1951
Grèce	28.08.1981	Guatemala	13.02.1952	Haïti	12.04.1957
Honduras	20.06.1960	Hongrie	8.06.1956	Iraq	5.07.1960
Israël	23.12.1953	Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992
Liban	1.06.1977	Luxembourg	3.03.1958	Malte	18.05.1990
Nicaragua	1.03.1976	Panama	19.06.1970	Paraguay	21.03.1966
Pérou	4.04.1962	Pologne	11.12.1947	Portugal	23.05.1983
Fédération de Russie	10.08.1956	Slovaquie	1.01.1993	Tadjikistan	26.11.1993
République tchèque	1.01.1993	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954

Convention (n° 79) sur le travail de nuit des adolescents (travaux non industriels), 1946

Adoptée à la 29e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

20 ratifications

Argentine	17.02.1955	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	6.11.1956
Bulgarie	29.12.1949	Cuba	7.09.1954	République dominicaine	22.09.1953
Espagne	5.05.1971	Guatemala	13.02.1952	Israël	23.12.1953
Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	3.03.1958	Paraguay	21.03.1966	Pérou	4.04.1962
Pologne	11.12.1947	Fédération de Russie	10.08.1956	Tadjikistan	26.11.1993
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954		

Convention (n° 80) portant révision des articles finals, 1946

Adoptée à la 29e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.05.1947

57 ratifications

Afrique du Sud	19.06.1947	Algérie	19.10.1962	Argentine	14.03.1950
Australie	25.01.1949	Autriche	31.03.1949	Bangladesh	22.06.1972
Belgique	3.08.1949	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	13.04.1948
Bulgarie	7.11.1955	Canada	31.07.1947	Chili	3.11.1949
Chine	4.08.1947	Colombie	10.06.1947	Cuba	20.07.1953
Danemark	30.06.1949	République dominicaine	29.08.1947	Egypte	7.06.1949
Espagne	24.06.1958	Etats-Unis	24.06.1948	Ethiopie	23.07.1947
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	28.06.1947	France	20.01.1948
Grèce	13.06.1952	Guatemala	1.10.1947	Inde	17.11.1947
Iraq	9.09.1947	Irlande	14.06.1947	Italie	11.12.1947
Japon	27.05.1954	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	29.10.1948
Maroc	20.05.1957	Mexique	20.04.1948	Monténégro	3.06.2006
Norvège	5.01.1949	Nouvelle-Zélande	8.07.1947	Pakistan	25.03.1948
Panama	13.05.1954	Pays-Bas	15.01.1948	Pérou	4.04.1962
Pologne	11.12.1947	Royaume-Uni	28.05.1947	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	19.09.1950
Suède	29.05.1947	Suisse	22.04.1947	République arabe syrienne	26.07.1960
République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	5.12.1947	Turquie	13.07.1949
Uruguay	18.03.1954				

Convention (n° 80) portant révision des articles finals, 1946

République bolivarienne du Venezuela 13.09.1948 Viet Nam 3.10.1994

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.04.1950

141 ratifications

Albanie	18.08.2004	Algérie	19.10.1962	Allemagne	14.06.1955
Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978
		<i>A l'exclusion de la partie II</i>			
Argentine	17.02.1955	Arménie	17.12.2004	Australie	24.06.1975
				<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Autriche	30.04.1949	Azerbaïdjan	9.08.2000	Bahamas	25.05.1976
		<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>			
Bahreïn	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967
				<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Bélarus	25.09.1995	Belgique	5.04.1957	Belize	15.12.1983
Bénin	11.06.2001	Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	11.10.1989	Bulgarie	29.12.1949	Burkina Faso	21.05.1974
Burundi	30.07.1971	Cameroun	3.09.1962	Cap-Vert	16.10.1979
		<i>A l'exclusion de la partie II</i>			
République centrafricaine	9.06.1964	Chypre	23.09.1960	Colombie	13.11.1967
		<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>		<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Comores	23.10.1978	Congo	26.11.1999	République de Corée	9.12.1992
Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	5.06.1987	Croatie	8.10.1991
Cuba	7.09.1954	Danemark	6.08.1958	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	22.09.1953	Dominique	28.02.1983	Egypte	11.10.1956
El Salvador	15.06.1995	Emirats arabes unis	27.05.1982	Equateur	26.08.1975
Espagne	30.05.1960	Estonie	1.02.2005	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	28.05.2008	Finlande	20.01.1950	France	16.12.1950
		<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>			
Gabon	17.07.1972	Ghana	2.07.1959	Grèce	16.06.1955
Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.02.1952	Guinée	26.03.1959
<i>A l'exclusion de la partie II</i>					
Guinée-Bissau	21.02.1977	Guyana	8.06.1966	Haïti	31.03.1952
		<i>A l'exclusion de la partie II. A ratifié le Protocole de 1995.</i>			
Honduras	6.05.1983	Hongrie	4.01.1994	Iles Salomon	6.08.1985
Inde	7.04.1949	Indonésie	29.01.2004	Iraq	13.01.1951
<i>A l'exclusion de la partie II</i>					
Irlande	16.06.1951	Islande	24.03.2009	Israël	7.06.1955
<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>					
Italie	22.10.1952	Jamaïque	26.12.1962	Japon	20.10.1953
		<i>A l'exclusion de la partie II</i>			
Jordanie	27.03.1969	Kazakhstan	6.07.2001	Kenya	13.01.1964
Kirghizistan	26.07.2000	Koweït	23.11.1964	Lesotho	14.06.2001
Lettonie	25.07.1994	Liban	26.07.1962	Libéria	25.03.2003
Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	3.03.1958
Madagascar	21.12.1971	Malaisie	1.07.1963	Malawi	22.03.1965
Mali	2.03.1964	Malte	4.01.1965	Maroc	14.03.1958
		<i>A l'exclusion de la partie II</i>			
Maurice	2.12.1969	Mauritanie	8.11.1963	République de Moldova	12.08.1996
				<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>	
Monténégro	3.06.2006	Mozambique	6.06.1977	Niger	9.01.1979
Nigéria	17.10.1960	Norvège	5.01.1949	Nouvelle-Zélande	30.11.1959
<i>A l'exclusion de la partie II</i>		<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>		<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Ouganda	4.06.1963	Pakistan	10.10.1953	Panama	3.06.1958
<i>A l'exclusion de la partie II</i>					
Paraguay	28.08.1967	Pays-Bas	15.09.1951	Pérou	1.02.1960
Pologne	2.06.1995	Portugal	12.02.1962	Qatar	18.08.1976

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947

République démocratique du Congo	19.04.1968	Roumanie	6.06.1973	Royaume-Uni	28.06.1949
Fédération de Russie	2.07.1998	Rwanda	2.12.1980	<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>				Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982	Sénégal	22.10.1962	Serbie	24.11.2000
Seychelles	28.10.2005	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
		<i>A l'exclusion de la partie II</i>			
Slovaquie	17.09.2009	Slovénie	29.05.1992	Soudan	22.10.1970
Sri Lanka	3.04.1956	Suède	25.11.1949	Suisse	13.07.1949
		<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>			
Suriname	15.06.1976	Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	26.07.1960
Tadjikistan	21.10.2009	Tanzanie - Tanganyika	30.01.1962	Tchad	30.11.1965
		<i>A l'exclusion de la partie II. A ratifié le Protocole de 1995.</i>			
Trinité-et-Tobago	17.08.2007	Tunisie	15.05.1957	Turquie	5.03.1951
Ukraine	10.11.2004	Uruguay	28.06.1973	République bolivarienne du Venezuela	21.07.1967
Viet Nam	3.10.1994	Yémen	29.07.1976	Zimbabwe	16.09.1993

Protocole de 1995 relatif à la convention sur l'inspection du travail, 1947

Adopté à la 82e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.06.1998

11 ratifications

Azerbaïdjan	9.08.2000	Chypre	21.01.2000	Finlande	9.06.1997
Guyana	15.04.1998	Irlande	9.06.1998	Luxembourg	8.04.2008
République de Moldova	28.04.2000	Norvège	11.06.1999	Fédération de Russie	2.07.1998
Suède	9.06.1997	Tanzania - Tanganyika	15.03.1999		

Convention (n° 82) sur la politique sociale (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.06.1955

4 ratifications

Belgique	27.01.1955	France	26.07.1954	Nouvelle-Zélande	19.06.1954
Royaume-Uni	27.03.1950				

Convention (n° 83) sur les normes du travail (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.06.1974

2 ratifications

Royaume-Uni	27.03.1950
-------------	------------

Dénonciation

Australie	15.06.1973
Dénoncée le	3.09.2004

Convention (n° 84) sur le droit d'association (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.07.1953

4 ratifications

Belgique	27.01.1955	France	26.07.1954	Nouvelle-Zélande	1.07.1952
Royaume-Uni	27.03.1950				

Convention (n° 85) sur l'inspection du travail (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 26.07.1955

5 ratifications

Belgique	27.01.1955	France	26.07.1954	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Royaume-Uni	27.03.1950				

Convention (n° 85) sur l'inspection du travail (territoires non métropolitains), 1947

Dénunciation

Australie 30.09.1954
Dénoncée le 20.01.2006

Convention (n° 86) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.02.1953

23 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967	Equateur	3.10.1969
Fidji	19.04.1974	Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.02.1952
Guyana	8.06.1966	Jamaïque	26.12.1962	Kenya	13.01.1964
Malaisie - Sabah	3.03.1964	Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Malawi	22.03.1965
Maurice	2.12.1969	Ouganda	4.06.1963	Panama	19.06.1970
Royaume-Uni	27.03.1950	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
Swaziland	26.04.1978	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Yémen	14.04.1969
Zambie	2.12.1964				

Dénunciation

Australie 15.06.1973
Dénoncée le 6.02.2004

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

Adoptée à la 31e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.07.1950

149 ratifications

Afrique du Sud	19.02.1996	Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962
Allemagne	20.03.1957	Angola	13.06.2001	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983
Argentine	18.01.1960	Arménie	2.01.2006	Australie	28.02.1973
Autriche	18.10.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	14.06.2001
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967	Bélarus	6.11.1956
Belgique	23.10.1951	Belize	15.12.1983	Bénin	12.12.1960
Etat plurinational de Bolivie	4.01.1965	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	22.12.1997
Bulgarie	8.06.1959	Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	25.06.1993
Cambodge	23.08.1999	Cameroun	7.06.1960	Canada	23.03.1972
Cap-Vert	1.02.1999	République centrafricaine	27.10.1960	Chili	1.02.1999
Chypre	24.05.1966	Colombie	16.11.1976	Comores	23.10.1978
Congo	10.11.1960	Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Croatie	8.10.1991	Cuba	25.06.1952	Danemark	13.06.1951
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	5.12.1956	Dominique	28.02.1983
Egypte	6.11.1957	El Salvador	6.09.2006	Equateur	29.05.1967
Erythrée	22.02.2000	Espagne	20.04.1977	Estonie	22.03.1994
Ethiopie	4.06.1963	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	17.04.2002
Finlande	20.01.1950	France	28.06.1951	Gabon	14.10.1960
Gambie	4.09.2000	Géorgie	3.08.1999	Ghana	2.06.1965
Grèce	30.03.1962	Grenade	25.10.1994	Guatemala	13.02.1952
Guinée	21.01.1959	Guinée équatoriale	13.08.2001	Guyana	25.09.1967
Haïti	5.06.1979	Honduras	27.06.1956	Hongrie	6.06.1957
Indonésie	9.06.1998	Irlande	4.06.1955	Islande	19.08.1950
Israël	28.01.1957	Italie	13.05.1958	Jamaïque	26.12.1962
Japon	14.06.1965	Kazakhstan	13.12.2000	Kirghizistan	31.03.1992
Kiribati	3.02.2000	Koweït	21.09.1961	Lesotho	31.10.1966
Lettonie	27.01.1992	Libéria	25.05.1962	Jamahiriya arabe libyenne	4.10.2000
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	3.03.1958	Madagascar	1.11.1960
Malawi	19.11.1999	Mali	22.09.1960	Malte	4.01.1965
Maurice	1.04.2005	Mauritanie	20.06.1961	Mexique	1.04.1950
République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	3.06.1969	Monténégro	3.06.2006
Mozambique	23.12.1996	Myanmar	4.03.1955	Namibie	3.01.1995

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

Nicaragua	31.10.1967	Niger	27.02.1961	Nigéria	17.10.1960
Norvège	4.07.1949	Ouganda	2.06.2005	Pakistan	14.02.1951
Panama	3.06.1958	Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000	Paraguay	28.06.1962
Pays-Bas	7.03.1950	Pérou	2.03.1960	Philippines	29.12.1953
Pologne	25.02.1957	Portugal	14.10.1977	République démocratique du Congo	20.06.2001
Roumanie	28.05.1957	Royaume-Uni	27.06.1949	Fédération de Russie	10.08.1956
Rwanda	8.11.1988	Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Kitts-et-Nevis	25.08.2000
Saint-Marin	19.12.1986	Saint-Vincent-et-les Grenadines	9.11.2001	Samoa	30.06.2008
Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992	Sénégal	4.11.1960	Serbie	24.11.2000
Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	15.06.1961	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	15.09.1995	Suède	25.11.1949
Suisse	25.03.1975	Suriname	15.06.1976	Swaziland	26.04.1978
République arabe syrienne	26.07.1960	Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	18.04.2000
Tchad	10.11.1960	République tchèque	1.01.1993	Timor-Leste	16.06.2009
Togo	7.06.1960	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	18.06.1957
Turkménistan	15.05.1997	Turquie	12.07.1993	Ukraine	14.09.1956
Uruguay	18.03.1954	Vanuatu	28.08.2006	République bolivarienne du Venezuela	20.09.1982
Yémen	29.07.1976	Zambie	2.09.1996	Zimbabwe	9.04.2003

Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948

Adoptée à la 31e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.08.1950

89 ratifications

Albanie	7.01.2009	Algérie	19.10.1962	Allemagne	22.06.1954
Angola	4.06.1976	Argentine	24.09.1956	Australie	24.12.1949
Autriche	25.09.1973	Azerbaïdjan	11.03.1993	Bahamas	25.05.1976
Bélarus	25.09.1995	Belgique	16.03.1953	Belize	15.12.1983
Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	25.04.1957
Canada	24.08.1950	République centrafricaine	9.06.1964	Chypre	23.09.1960
Colombie	31.10.1967	République de Corée	27.12.2001	Costa Rica	2.06.1960
Cuba	29.04.1952	Danemark	30.11.1972	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	22.09.1953	Egypte	3.07.1954	El Salvador	15.06.1995
Equateur	26.08.1975	Espagne	30.05.1960	Ethiopie	4.06.1963
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	23.11.1989	France	15.10.1952
Géorgie	11.09.2002	Ghana	4.04.1961	Grèce	16.06.1955
Guatemala	13.02.1952	Guinée-Bissau	21.02.1977	Hongrie	4.01.1994
Inde	24.06.1959	Indonésie	8.08.2002	Iraq	22.06.1951
Irlande	29.10.1969	Israël	21.08.1959	Japon	20.10.1953
Kazakhstan	18.05.2001	Kenya	13.01.1964	Liban	1.06.1977
Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	3.03.1958
Madagascar	3.06.1998	Malaisie	6.06.1974	Malte	4.01.1965
Maurice	3.09.2004	République de Moldova	12.08.1996	Monténégro	3.06.2006
Mozambique	6.06.1977	Nicaragua	1.10.1981	Nigéria	16.06.1961
Norvège	4.07.1949	Nouvelle-Zélande	3.12.1949	Panama	19.06.1970
Pays-Bas	7.03.1950	Pérou	6.04.1962	Philippines	29.12.1953
Portugal	23.06.1972	République démocratique du Congo	16.06.1969	Roumanie	6.06.1973
Saint-Marin	23.05.1985	Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982	Serbie	24.11.2000
Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	25.11.1949	Suisse	19.01.1952
Suriname	15.06.1976	République arabe syrienne	26.07.1960	Tanzanie - Tanganyika	30.01.1962
République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	26.02.1969	Tunisie	11.10.1968
Turquie	14.07.1950	République bolivarienne du Venezuela	16.11.1964		

Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948

				Dénonciation	
Bulgarie	29.12.1949	Italie	22.10.1952	Royaume-Uni	10.08.1949
	Dénoncée le 13.03.1961		Dénoncée le 9.08.1971		Dénoncée le 6.08.1971

Convention (n° 89) sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948

Adoptée à la 31e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.02.1951

67 ratifications

Afrique du Sud	2.03.1950	Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976
Arabie saoudite	15.06.1978	Bahreïn	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972
Belize	15.12.1983	Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	25.04.1957	Burundi	11.03.1963	Cameroun	25.05.1970
Comores	23.10.1978	Congo	4.06.1971	Costa Rica	2.06.1960
Djibouti	3.08.1978	Egypte	26.07.1960	Emirats arabes unis	27.05.1982
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Ghana	2.07.1959	Guatemala	13.02.1952
Guinée	12.12.1966	Guinée-Bissau	21.02.1977	Inde	27.02.1950
				<i>A ratifié le Protocole de 1990</i>	
Iraq	17.11.1967	Kenya	30.11.1965	Koweït	21.09.1961
Liban	26.07.1962	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962	Madagascar	10.11.2008
				<i>A ratifié le Protocole de 1990</i>	
Malawi	22.03.1965	Mauritanie	8.11.1963	Monténégro	3.06.2006
Pakistan	14.02.1951	Panama	19.06.1970	Paraguay	21.03.1966
Philippines	29.12.1953	République démocratique du Congo	20.09.1960	Roumanie	28.05.1957
Rwanda	18.09.1962	Sénégal	22.10.1962	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	1.12.1949
Tunisie	15.05.1957				
<i>A ratifié le Protocole de 1990</i>					

Dénonciation

Autriche	5.10.1950	Belgique	1.04.1952	Chypre	8.10.1965
	Dénoncée le 26.07.2001		Dénoncée le 27.02.1992		Dénoncée le 9.07.2001
Cuba	29.04.1952	République dominicaine	22.09.1953	Espagne	24.06.1958
	Dénoncée le 30.12.1991		Dénoncée le 6.11.2001		Dénoncée le 27.02.1992
France	21.09.1953	Grèce	27.04.1959	Irlande	14.01.1952
	Dénoncée le 26.02.1992		Dénoncée le 25.02.1992		Dénoncée le 26.02.1982
Italie	22.10.1952	Luxembourg	3.03.1958	Malte	4.01.1965
	Dénoncée le 27.02.1992		Dénoncée le 19.02.1982		Dénoncée le 11.02.1991
Nouvelle-Zélande	10.11.1950	Pays-Bas	22.10.1954	Portugal	2.06.1964
	Dénoncée le 23.03.1981		Dénoncée le 26.02.1972		Dénoncée le 27.02.1992
Slovaquie	1.01.1993	Sri Lanka	31.03.1966	Suisse	6.05.1950
	Dénoncée le 11.02.2002		Dénoncée le 25.01.1982		Dénoncée le 24.02.1992
République tchèque	1.01.1993	Uruguay	18.03.1954	Zambie	22.02.1965
	Dénoncée le 27.06.2001		Dénoncée le 25.02.1982		Dénoncée le 10.09.2001

Protocole de 1990 relatif à la convention sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948

Adopté à la 77e session de la CIT

5 ratifications

Inde	21.11.2003	Madagascar	10.11.2008	Tunisie	21.08.2000
------	------------	------------	------------	---------	------------

Dénonciation

Chypre	4.01.1994	République tchèque	15.03.1993
	Dénoncée le 9.07.2001		Dénoncée le 27.06.2001

Convention (n° 90) sur le travail de nuit des enfants (industrie) (révisée), 1948

Adoptée à la 31e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 12.06.1951

51 ratifications

Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	24.09.1956	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	15.01.1976	Bélarus	6.11.1956
Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Burundi	30.07.1971
Cameroun	25.05.1970	Chypre	8.10.1965	Costa Rica	2.06.1960
Croatie	8.10.1991	Cuba	29.04.1952	République dominicaine	12.08.1957
Espagne	5.05.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	30.07.1985
Ghana	4.04.1961	Grèce	30.03.1962	Guatemala	13.02.1952
Guinée	12.12.1966	Haiti	12.04.1957	Inde	27.02.1950
Israël	23.12.1953	Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992
Liban	26.07.1962	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	3.03.1958
Mauritanie	8.11.1963	Mexique	20.06.1956	Monténégro	3.06.2006
Norvège	20.05.1957	Pakistan	14.02.1951	Paraguay	21.03.1966
Pays-Bas	22.10.1954	Pérou	4.04.1962	Philippines	29.12.1953
Pologne	26.06.1968	Fédération de Russie	10.08.1956	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	18.05.1959
Swaziland	5.06.1981	Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993
Tunisie	26.04.1961	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954

Convention (n° 91) sur les congés payés des marins (révisée), 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.09.1967

25 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976	Belgique	30.08.1962
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Croatie	8.10.1991	Cuba	29.04.1952
Djibouti	3.08.1978	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Guinée-Bissau	21.02.1977
Islande	15.07.1952	Israël	30.03.1953	Mauritanie	8.11.1963
Monténégro	3.06.2006	Norvège	29.06.1950	Pologne	8.10.1956
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Tunisie	14.04.1970

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 146)

Brésil	18.06.1965	Espagne	5.05.1971	Finlande	22.12.1951
	Dénoncée le 24.09.1998		Dénoncée le 9.03.1979		Dénoncée le 15.01.1990
France	26.10.1951	Italie	5.05.1971	Pays-Bas	22.12.1961
	Dénoncée le 15.06.1978		Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 12.11.1980
Portugal	29.07.1952				
	Dénoncée le 25.06.1984				

Convention (n° 92) sur le logement des équipages (révisée), 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.01.1953

47 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	14.08.1974	Angola	4.06.1976
Australie	11.06.1992	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	30.08.1962
Belize	15.07.2005	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	8.06.1954
Chypre	19.09.1995	Costa Rica	2.06.1960	Croatie	8.10.1991
Cuba	29.04.1952	Danemark	30.09.1950	Egypte	4.08.1982
Espagne	14.07.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	22.12.1951
France	26.10.1951	Ghana	18.03.1965	Grèce	2.12.1986
Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	23.04.1996	Iraq	1.12.1977
Irlande	21.07.1952	Israël	21.08.1980	Italie	23.06.1981
Kirghizistan	31.03.1992	Libéria	21.06.1977	Luxembourg	15.02.1991
République de Moldova	12.12.2005	Monténégro	3.06.2006	Norvège	29.06.1950
Nouvelle-Zélande	31.05.1977	Panama	4.06.1971	Pays-Bas	17.06.1958
Pologne	13.04.1954	Portugal	29.07.1952	Roumanie	11.10.2000

Convention (n° 92) sur le logement des équipages (révisée), 1949

Royaume-Uni	6.08.1953	Fédération de Russie	4.11.1969	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Suède	18.07.1950	Tadjikistan	26.11.1993
Turquie	17.03.2005	Ukraine	17.06.1970		

Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.09.1952

60 ratifications

Algérie	19.10.1962	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Arménie	18.05.2005
Autriche	10.11.1951	Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967
Belgique	13.10.1952	Belize	15.12.1983	Brésil	18.06.1965
Bulgarie	7.11.1955	Burundi	11.03.1963	Cameroun	3.09.1962
République centrafricaine	9.06.1964	Chypre	23.09.1960	Costa Rica	2.06.1960
Cuba	29.04.1952	Danemark	15.08.1955	Djibouti	3.08.1978
Dominique	28.02.1983	Egypte	26.07.1960	Espagne	5.05.1971
Finlande	22.12.1951	France	20.09.1951	Ghana	4.04.1961
Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.02.1952	Guinée	12.12.1966
Guyana	8.06.1966	Iles Salomon	6.08.1985	Iraq	25.04.1986
Israël	30.03.1953	Italie	22.10.1952	Jamaïque	26.12.1962
Kenya	13.01.1964	Malaisie - Sabah	3.03.1964	Malaisie - Sarawak	3.03.1964
Maroc	20.09.1956	Maurice	2.12.1969	Mauritanie	8.11.1963
Nigéria	17.10.1960	Norvège	12.02.1996	Ouganda	4.06.1963
Panama	4.06.1971	Pays-Bas	20.05.1952	Philippines	29.12.1953
République démocratique du Congo	20.09.1960	Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965
Somalie	18.11.1960	Suriname	15.06.1976	Swaziland	5.06.1981
République arabe syrienne	7.06.1957	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Turquie	29.03.1961
Uruguay	18.03.1954	Yémen	14.04.1969		

Dénonciation

Royaume-Uni 30.06.1950
Dénoncée le 20.09.1982

Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.09.1952

97 ratifications

Afghanistan	7.01.1957	Albanie	2.08.2001	Algérie	19.10.1962
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Argentine	24.09.1956	Arménie	17.12.2004	Autriche	10.11.1951
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967
Bélarus	4.08.1961	Belgique	22.04.1970	Belize	15.12.1983
Bénin	12.12.1960	Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977	Botswana	5.06.1997
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Brésil	25.04.1957	Bulgarie	7.11.1955	Burkina Faso	21.11.1960
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Cameroun	7.06.1960	République centrafricaine	27.10.1960	Chypre	23.09.1960
Colombie	7.06.1963	Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960
Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Cuba	29.04.1952
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	19.06.1973	Dominique	28.02.1983

Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949

Egypte	26.07.1960	Equateur	6.07.1954	Espagne	24.06.1958 <i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>
France	15.10.1952	Gabon	14.10.1960	Grèce	16.06.1955
Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.02.1952	Guinée	21.01.1959
Guyana	8.06.1966	Honduras	20.06.1960	Hongrie	8.06.1956
Iles Salomon	6.08.1985	République islamique d'Iran	10.06.1972	Iraq	12.05.1960
Israël	12.01.1959	Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992
Liban	1.06.1977	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962	Madagascar	1.11.1960 <i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>
Malaisie	17.11.1961	Mali	22.09.1960	Malte	4.01.1965
Maurice	2.12.1969	Mauritanie	20.06.1961	Mexique	27.09.1955 <i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>
République de Moldova	12.08.1996	Nicaragua	1.03.1976	Niger	27.02.1961
Nigéria	17.10.1960	Norvège	29.06.1950	Ouganda	4.06.1963
Panama	19.06.1970	Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	20.05.1952
Philippines	29.12.1953	Pologne	25.10.1954	Portugal	24.02.1983
République démocratique du Congo	16.06.1969	Roumanie	6.06.1973	Fédération de Russie	4.05.1961
Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sénégal	4.11.1960
Sierra Leone	15.06.1961	Slovaquie	1.01.1993 <i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>	Slovénie	17.09.2009 <i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie III)</i>
Somalie	18.11.1960	Soudan	22.10.1970	Sri Lanka	27.10.1983
Suriname	15.06.1976	Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	7.06.1957
Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Tchad	10.11.1960 <i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>
République tchèque	1.01.1993	Togo	7.06.1960	Tunisie	28.05.1958
Turquie	29.03.1961	Ukraine	4.08.1961 <i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>	Uruguay	18.03.1954
République bolivarienne du Venezuela	10.08.1982	Yémen	14.04.1969	Zambie	23.10.1979 <i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>

Dénonciation

Royaume-Uni 24.09.1951
Dénoncée le 16.09.1983

Convention (n° 96) sur les bureaux de placement payants (révisée), 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1951

42 ratifications

Argentine	19.09.1996 <i>A accepté les dispositions de la partie III</i>	Bangladesh	22.06.1972 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	Etat plurinational de Bolivie	19.07.1954 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>
Costa Rica	2.06.1960 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	Côte d'Ivoire	28.07.1992 <i>A accepté les dispositions de la partie III</i>	Cuba	3.02.1953 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>
Djibouti	3.08.1978 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	Egypte	26.07.1960 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	France	10.03.1953 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>
Gabon	13.06.1961 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	Ghana	21.08.1973 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	Guatemala	3.01.1953 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>

Convention (n° 96) sur les bureaux de placement payants (révisée), 1949

Irlande	13.06.1972	Israël	19.06.1961	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962
<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Luxembourg	15.12.1958	Malte	9.06.1988	Mauritanie	31.03.1964
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Mexique	1.03.1991	Pakistan	26.05.1952	Sénégal	22.10.1962
<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>	
Sri Lanka	30.04.1958	Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	7.06.1957
<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Turquie	23.01.1952				
<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>					

Dénunciation

Allemagne	8.09.1954	Brésil	21.06.1957	Finlande	22.12.1951
Dénoncée le 10.07.1992		Dénoncée le 14.01.1972		Dénoncée le 30.06.1992	
Norvège	29.06.1950	Suède	18.07.1950		
Dénoncée le 5.07.2002		Dénoncée le 4.06.1992			

Dénunciation (du fait de la ratification de la convention n° 181)

Algérie	19.10.1962	Belgique	4.07.1958	Espagne	5.05.1971
Dénoncée le 6.06.2006		Dénoncée le 28.09.2004		Dénoncée le 15.06.1999	
Ethiopie	30.04.1991	Italie	9.01.1953	Japon	11.06.1956
Dénoncée le 10.05.1999		Dénoncée le 1.02.2000		Dénoncée le 28.07.1999	
Panama	15.07.1971	Pays-Bas	13.02.1992	Pologne	25.10.1954
Dénoncée le 10.08.1999		Dénoncée le 15.09.1999		Dénoncée le 15.09.2008	
Portugal	7.06.1985	Suriname	15.06.1976	Uruguay	7.07.1976
Dénoncée le 25.03.2002		Dénoncée le 12.04.2006		Dénoncée le 14.06.2004	

Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.01.1952

49 ratifications

Albanie	2.03.2005	Algérie	19.10.1962	Allemagne	22.06.1959
		<i>A exclu les dispositions de l'annexe II</i>			
Arménie	27.01.2006	Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967
		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
Belgique	27.07.1953	Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
				<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>	
Brésil	18.06.1965	Burkina Faso	9.06.1961	Cameroun	3.09.1962
				<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
Chypre	23.09.1960	Cuba	29.04.1952	Dominique	28.02.1983
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>				<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
Equateur	5.04.1978	Espagne	21.03.1967	Ex-République yougoslave de	17.11.1991
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>				Macédoine	
France	29.03.1954	Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.02.1952
<i>A exclu les dispositions de l'annexe II</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>			
Guyana	8.06.1966	Israël	30.03.1953	Italie	22.10.1952
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>					
Jamaïque	26.12.1962	Kenya	30.11.1965	Kirghizistan	10.09.2008
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>			
Madagascar	14.06.2001	Malaisie - Sabah	3.03.1964	Malawi	22.03.1965
<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>			
Maurice	2.12.1969	République de Moldova	12.12.2005	Monténégro	3.06.2006
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>				<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>	
Nigéria	17.10.1960	Norvège	17.02.1955	Nouvelle-Zélande	10.11.1950
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>				<i>A exclu les dispositions de l'annexe I</i>	
Pays-Bas	20.05.1952	Philippines	21.04.2009	Portugal	12.12.1978
		<i>A exclu les dispositions des annexes III et III</i>			
Royaume-Uni	22.01.1951	Sainte-Lucie	14.05.1980	Serbie	24.11.2000
<i>A exclu les dispositions des annexes I et III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>		<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>	

Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949

Slovénie	29.05.1992	Tadjikistan	10.04.2007	Tanzanie - Zanzibar	22.06.1964
<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>				<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Uruguay	18.03.1954	République bolivarienne du Venezuela	9.06.1983
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>					
Zambie	2.12.1964				
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>					

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1951

159 ratifications

Afrique du Sud	19.02.1996	Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962
Allemagne	8.06.1956	Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983
Argentine	24.09.1956	Arménie	12.11.2003	Australie	28.02.1973
Autriche	10.11.1951	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967	Bélarus	6.11.1956
Belgique	10.12.1953	Belize	15.12.1983	Bénin	16.05.1968
Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	22.12.1997
Brésil	18.11.1952	Bulgarie	8.06.1959	Burkina Faso	16.04.1962
Burundi	10.10.1997	Cambodge	23.08.1999	Cameroun	3.09.1962
Cap-Vert	3.04.1979	République centrafricaine	9.06.1964	Chili	1.02.1999
Chypre	24.05.1966	Colombie	16.11.1976	Comores	23.10.1978
Congo	26.11.1999	Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	5.05.1961
Croatie	8.10.1991	Cuba	29.04.1952	Danemark	15.08.1955
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	22.09.1953	Dominique	28.02.1983
Egypte	3.07.1954	El Salvador	6.09.2006	Equateur	28.05.1959
Erythrée	22.02.2000	Espagne	20.04.1977	Estonie	22.03.1994
Ethiopie	4.06.1963	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974
Finlande	22.12.1951	France	26.10.1951	Gabon	29.05.1961
Gambie	4.09.2000	Géorgie	22.06.1993	Ghana	2.07.1959
Grèce	30.03.1962	Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.02.1952
Guinée	26.03.1959	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	13.08.2001
Guyana	8.06.1966	Haïti	12.04.1957	Honduras	27.06.1956
Hongrie	6.06.1957	Indonésie	15.07.1957	Iraq	27.11.1962
Irlande	4.06.1955	Islande	15.07.1952	Israël	28.01.1957
Italie	13.05.1958	Jamaïque	26.12.1962	Japon	20.10.1953
Jordanie	12.12.1968	Kazakhstan	18.05.2001	Kenya	13.01.1964
Kirghizistan	31.03.1992	Kiribati	3.02.2000	Koweït	9.08.2007
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	27.01.1992	Liban	1.06.1977
Libéria	25.05.1962	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	3.03.1958	Madagascar	3.06.1998	Malaisie	5.06.1961
Malawi	22.03.1965	Mali	2.03.1964	Malte	4.01.1965
Maroc	20.05.1957	Maurice	2.12.1969	Mauritanie	3.12.2001
République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	3.06.1969	Monténégro	3.06.2006
Mozambique	23.12.1996	Namibie	3.01.1995	Népal	11.11.1996
Nicaragua	31.10.1967	Niger	23.03.1962	Nigéria	17.10.1960
Norvège	17.02.1955	Nouvelle-Zélande	9.06.2003	Ouganda	4.06.1963
Ouzbékistan	13.07.1992	Pakistan	26.05.1952	Panama	16.05.1966
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	22.12.1993
Pérou	13.03.1964	Philippines	29.12.1953	Pologne	25.02.1957
Portugal	1.07.1964	République démocratique du Congo	16.06.1969	Roumanie	26.11.1958
Royaume-Uni	30.06.1950	Fédération de Russie	10.08.1956	Rwanda	8.11.1988
Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Kitts-et-Nevis	4.09.2000	Saint-Marin	19.12.1986
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Samoa	30.06.2008	Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992
Sénégal	28.07.1961	Serbie	24.11.2000	Seychelles	4.10.1999
Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Soudan	18.06.1957	Sri Lanka	13.12.1972
Suède	18.07.1950	Suisse	17.08.1999	Suriname	5.06.1996

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	7.06.1957	Tadjikistan	26.11.1993
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Tchad	8.06.1961	République tchèque	1.01.1993
Timor-Leste	16.06.2009	Togo	8.11.1983	Trinité-et-Tobago	24.05.1963
Tunisie	15.05.1957	Turkménistan	15.05.1997	Turquie	23.01.1952
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954	Vanuatu	28.08.2006
République bolivarienne du Venezuela	19.12.1968	Yémen	14.04.1969	Zambie	2.09.1996
Zimbabwe	27.08.1998				

Convention (n° 99) sur les méthodes de fixation des salaires minima (agriculture), 1951

Adoptée à la 34e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.08.1953

53 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	25.02.1954	Australie	19.06.1969
Autriche	29.10.1953	Belgique	17.10.1968	Belize	15.12.1983
Brésil	25.04.1957	Cameroun	25.05.1970	République centrafricaine	9.06.1964
Colombie	4.03.1969	Comores	23.10.1978	Costa Rica	2.06.1960
Côte d'Ivoire	5.05.1961	Cuba	13.01.1954	Djibouti	3.08.1978
El Salvador	15.06.1995	Espagne	4.06.1970	France	29.03.1954
Gabon	13.06.1961	Grenade	9.07.1979	Guatemala	4.08.1961
Guinée	12.12.1966	Hongrie	18.06.1969	Irlande	22.06.1978
Italie	5.05.1971	Kenya	9.02.1971	Malawi	22.03.1965
Malte	28.11.1969	Maroc	14.10.1960	Maurice	2.12.1969
Mexique	23.08.1952	République de Moldova	4.04.2003	Nouvelle-Zélande	1.07.1952
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Paraguay	24.06.1964	Pays-Bas	11.06.1954
Pérou	1.02.1960	Philippines	29.12.1953	Pologne	5.07.1977
Sénégal	22.10.1962	Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961
Slovaquie	1.01.1993	Sri Lanka	5.04.1954	Swaziland	5.06.1981
République arabe syrienne	10.08.1965	République tchèque	1.01.1993	Tunisie	12.01.1959
Turquie	23.06.1970	Uruguay	18.03.1954	Zambie	20.06.1972
Zimbabwe	16.09.1993				

Dénonciation

Royaume-Uni 9.06.1953
Dénoncée le 16.08.1994

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951

Adoptée à la 34e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.05.1953

166 ratifications

Afghanistan	22.08.1969	Afrique du Sud	30.03.2000	Albanie	3.06.1957
Algérie	19.10.1962	Allemagne	8.06.1956	Angola	4.06.1976
Antigua-et-Barbuda	2.05.2003	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	24.09.1956
Arménie	29.07.1994	Australie	10.12.1974	Autriche	29.10.1953
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	14.06.2001	Bangladesh	28.01.1998
Barbade	19.09.1974	Bélarus	21.08.1956	Belgique	23.05.1952
Belize	22.06.1999	Bénin	16.05.1968	Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	5.06.1997	Brésil	25.04.1957
Bulgarie	7.11.1955	Burkina Faso	30.06.1969	Burundi	25.06.1993
Cambodge	23.08.1999	Cameroun	25.05.1970	Canada	16.11.1972
Cap-Vert	16.10.1979	République centrafricaine	9.06.1964	Chili	20.09.1971
Chine	2.11.1990	Chypre	19.11.1987	Colombie	7.06.1963
Comores	23.10.1978	Congo	26.11.1999	République de Corée	8.12.1997
Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	5.05.1961	Croatie	8.10.1991
Cuba	13.01.1954	Danemark	22.06.1960	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	22.09.1953	Dominique	28.02.1983	Egypte	26.07.1960
El Salvador	12.10.2000	Emirats arabes unis	24.02.1997	Equateur	11.03.1957
Erythrée	22.02.2000	Espagne	6.11.1967	Estonie	10.05.1996

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951

Ethiopie	24.03.1999	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	17.04.2002
Finlande	14.01.1963	France	10.03.1953	Gabon	13.06.1961
Gambie	4.09.2000	Géorgie	22.06.1993	Ghana	14.03.1968
Grèce	6.06.1975	Grenade	25.10.1994	Guatemala	2.08.1961
Guinée	11.08.1967	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	12.06.1985
Guyana	13.06.1975	Haïti	4.03.1958	Honduras	9.08.1956
Hongrie	8.06.1956	Inde	25.09.1958	Indonésie	11.08.1958
République islamique d'Iran	10.06.1972	Iraq	28.08.1963	Irlande	18.12.1974
Islande	17.02.1958	Israël	9.06.1965	Italie	8.06.1956
Jamaïque	14.01.1975	Japon	24.08.1967	Jordanie	22.09.1966
Kazakhstan	18.05.2001	Kenya	7.05.2001	Kirghizistan	31.03.1992
Kiribati	17.06.2009	République démocratique populaire lao	13.06.2008	Lesotho	27.01.1998
Lettonie	27.01.1992	Liban	1.06.1977	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	23.08.1967	Madagascar	10.08.1962
Malaisie	9.09.1997	Malawi	22.03.1965	Mali	12.07.1968
Malte	9.06.1988	Maroc	11.05.1979	Maurice	18.12.2002
Mauritanie	3.12.2001	Mexique	23.08.1952	République de Moldova	23.03.2000
Mongolie	3.06.1969	Monténégro	3.06.2006	Mozambique	6.06.1977
Népal	10.06.1976	Nicaragua	31.10.1967	Niger	9.08.1966
Nigéria	8.05.1974	Norvège	24.09.1959	Nouvelle-Zélande	3.06.1983
Ouganda	2.06.2005	Ouzbékistan	13.07.1992	Pakistan	11.10.2001
Panama	3.06.1958	Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000	Paraguay	24.06.1964
Pays-Bas	16.06.1971	Pérou	1.02.1960	Philippines	29.12.1953
Pologne	25.10.1954	Portugal	20.02.1967	République démocratique du Congo	16.06.1969
Roumanie	28.05.1957	Royaume-Uni	15.06.1971	Fédération de Russie	30.04.1956
Rwanda	2.12.1980	Sainte-Lucie	18.08.1983	Saint-Kitts-et-Nevis	25.08.2000
Saint-Marin	23.05.1985	Saint-Vincent-et-les Grenadines	4.12.2001	Samoa	30.06.2008
Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982	Sénégal	22.10.1962	Serbie	24.11.2000
Seychelles	23.11.1999	Sierra Leone	15.11.1968	Singapour	30.05.2002
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Soudan	22.10.1970
Sri Lanka	1.04.1993	Suède	20.06.1962	Suisse	25.10.1972
Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	7.06.1957	Tadjikistan	26.11.1993
République-Unie de Tanzanie	26.02.2002	Tchad	29.03.1966	République tchèque	1.01.1993
Thaïlande	8.02.1999	Togo	8.11.1983	Trinité-et-Tobago	29.05.1997
Tunisie	11.10.1968	Turkménistan	15.05.1997	Turquie	19.07.1967
Ukraine	10.08.1956	Uruguay	16.11.1989	Vanuatu	28.07.2006
République bolivarienne du Venezuela	10.08.1982	Viet Nam	7.10.1997	Yémen	29.07.1976
Zambie	20.06.1972	Zimbabwe	14.12.1989		

Convention (n° 101) sur les congés payés (agriculture), 1952

Adoptée à la 35e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.07.1954

46 ratifications

Algérie	19.10.1962	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Autriche	14.06.1954
Barbade	8.05.1967	Belize	15.12.1983	Burundi	30.07.1971
République centrafricaine	9.06.1964	Colombie	4.03.1969	Comores	23.10.1978
Costa Rica	25.09.1984	Cuba	7.09.1954	Djibouti	3.08.1978
Egypte	9.04.1956	Equateur	3.10.1969	Espagne	5.05.1971
France	29.03.1954	Gabon	13.06.1961	Guatemala	4.08.1961
Israël	14.07.1953	Maroc	14.10.1960	Mauritanie	8.11.1963
Nouvelle-Zélande	24.07.1953	Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	27.11.1958
Pérou	1.02.1960	Pologne	8.10.1956	Sainte-Lucie	14.05.1980
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sénégal	22.10.1962	Sierra Leone	15.06.1961
Suriname	15.06.1976	Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	26.07.1960
Tanzanie - Tanganyika	30.01.1962				

Convention (n° 101) sur les congés payés (agriculture), 1952

				Dénonciation	
Royaume-Uni	25.06.1956				
	Dénoncée le 16.08.1994				
Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 132)					
Allemagne	5.01.1955	Belgique	20.03.1954	Brésil	25.04.1957
	Dénoncée le 1.10.1975		Dénoncée le 2.06.2003		Dénoncée le 23.09.1998
Burkina Faso	30.06.1969	Cameroun	25.05.1970	Hongrie	8.06.1956
	Dénoncée le 12.07.1974		Dénoncée le 7.08.1973		Dénoncée le 19.08.1998
Italie	8.06.1956	Madagascar	10.08.1962	Norvège	30.09.1954
	Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 8.02.1972		Dénoncée le 22.06.1973
Suède	12.08.1953	Uruguay	18.03.1954		
	Dénoncée le 7.06.1978		Dénoncée le 2.06.1977		

Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952

Adoptée à la 35e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.04.1955

46 ratifications

Albanie	18.01.2006 <i>A accepté les parties II à VI et VIII à X.</i>	Allemagne	21.02.1958 <i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>	Autriche	4.11.1969 <i>A accepté les parties II, IV, V, VII et VIII. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.</i>
Barbade	11.07.1972 <i>A accepté les parties III, V, VI, IX et X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.</i>	Belgique	26.11.1959 <i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>	Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977 <i>A accepté les parties II, III et V à X. En vertu de l'article 3, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9 d); 12 2); 15 d); 18 2); 27 d) ; 33 b); 34 3); 41 d); 48 c); 55 d) et 61 d). La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993 <i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>	Brésil	15.06.2009 <i>A accepté les parties II à X.</i>	Bulgarie	14.07.2008 <i>A accepté les parties II, III, V, VI, VII, VIII et X.</i>
Chypre	3.09.1991 <i>A accepté les parties III, IV, V, VI, IX et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, la partie X a cessé de s'appliquer.</i>	Costa Rica	16.03.1972 <i>A accepté les parties II et V à X.</i>	Croatie	8.10.1991 <i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>
Danemark	15.08.1955 <i>A accepté les parties II, IV à VI et IX.</i>	Equateur	25.10.1974 <i>A accepté les parties III, V, VI, IX et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>	Espagne	29.06.1988 <i>A accepté les parties II à IV et VI.</i>

Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952

Ex-République yougoslave de Macédoine 17.11.1991 <i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>	France 14.06.1974 <i>A accepté les parties II et IV à IX.</i>	Grèce 16.06.1955 <i>A accepté les parties II à VI et VIII à X.</i>
Irlande 17.06.1968 <i>A accepté les parties III, IV et X.</i>	Islande 20.02.1961 <i>A accepté les parties V, VII et IX.</i>	Israël 16.12.1955 <i>A accepté les parties V, VI et X.</i>
Italie 8.06.1956 <i>A accepté les parties V, VII et VIII.</i>	Japon 2.02.1976 <i>A accepté les parties III à VI. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>	Jamahiriya arabe libyenne 19.06.1975 <i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>
Luxembourg 31.08.1964 <i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>	Mauritanie 15.07.1968 <i>A accepté les parties V à VII, IX et X.</i>	Mexique 12.10.1961 <i>A accepté les parties II, III, V, VI et VIII à X.</i>
Monténégro 3.06.2006 <i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>	Niger 9.08.1966 <i>A accepté les parties V à VIII.</i>	Norvège 30.09.1954 <i>A accepté les parties II à VII. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>
Pays-Bas 11.10.1962 <i>A accepté les parties II à X. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.</i>	Pérou 23.08.1961 <i>A accepté les parties II, III, V, VIII et IX. En vertu de l'article 3, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9 d); 12 2); 15 d); 18 2); 27 d); 48 c) et 55 d).</i>	Pologne 3.12.2003 <i>A accepté les parties II, V, VII, VIII et X.</i>
Portugal 17.03.1994 <i>A accepté les parties II à X.</i>	République démocratique du Congo 3.04.1987 <i>A accepté les parties V, VII, IX et X.</i>	Roumanie 15.10.2009 <i>A accepté les parties II, III, V, VII et VIII.</i>
Royaume-Uni 27.04.1954 <i>A accepté les parties II à V, VII et X.</i>	Sénégal 22.10.1962 <i>A accepté les parties VI à VIII. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>	Serbie 24.11.2000 <i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>
Slovaquie 1.01.1993 <i>A accepté les parties II, III, V et VII à X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>	Slovénie 29.05.1992 <i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>	Suède 12.08.1953 <i>A accepté les parties II à IV et VI à VIII. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>
Suisse 18.10.1977 <i>A accepté les parties V à VII, IX et X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.</i>	République tchèque 1.01.1993 <i>A accepté les parties II, III, V et VII à X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>	Turquie 29.01.1975 <i>A accepté les parties II, III, V, VI et VIII à X. En vertu de l'article 3, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement accepte les obligations de la convention pour les parties II et VIII sous réserve des dérogations temporaires figurant dans les articles 9 d) et 48 c).</i>

Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952

République bolivarienne du Venezuela 5.11.1982

A accepté les parties II, III, V, VI et VIII à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.

Convention (n° 103) sur la protection de la maternité (révisée), 1952

Adoptée à la 35e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.09.1955

41 ratifications

Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	14.06.2001	Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.06.1965	Chili	14.10.1994
		<i>A l'exception des travaux figurant sous l'article 7, paragraphe 1 b) et c)</i>			
Croatie	8.10.1991	Equateur	5.02.1962	Espagne	17.08.1965
				<i>A l'exception des personnes figurant sous l'article 7, paragraphe 1 d)</i>	
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Ghana	27.05.1986	Grèce	18.02.1983
Guatemala	13.06.1989	Guinée équatoriale	12.06.1985	Kirghizistan	31.03.1992
Jamahiriya arabe libyenne	19.06.1975	Mongolie	3.06.1969	Monténégro	3.06.2006
Ouzbékistan	13.07.1992	Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000	Pologne	10.03.1976
Portugal	2.05.1985	Fédération de Russie	10.08.1956	Saint-Marin	23.09.1998
				<i>A l'exception du travail figurant sous l'article 7, paragraphe 1 c)</i>	
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	1.04.1993
Tadjikistan	26.11.1993	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954
Zambie	23.10.1979				

Dénonciation

République bolivarienne du Venezuela 10.08.1982
Dénoncée le 28.10.1985

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 183)

Autriche	4.12.1969	Bélarus	6.11.1956	Belize	6.03.2000
	Dénoncée le 30.04.2004		Dénoncée le 10.02.2004		Dénoncée le 9.11.2005
Cuba	7.09.1954	Hongrie	8.06.1956	Italie	5.05.1971
	Dénoncée le 1.06.2004		Dénoncée le 4.11.2003		Dénoncée le 7.02.2001
Luxembourg	10.12.1969	République de Moldova	14.02.1997	Pays-Bas	18.09.1981
	Dénoncée le 8.04.2008		Dénoncée le 28.08.2006		Dénoncée le 15.01.2009

Convention (n° 104) sur l'abolition des sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1955

Adoptée à la 38e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.06.1958

26 ratifications

Angola	4.06.1976	Brésil	18.06.1965	République centrafricaine	9.06.1964
Colombie	4.03.1969	Cuba	15.08.1957	République dominicaine	10.02.1958
Egypte	18.12.1958	El Salvador	18.11.1958	Equateur	3.10.1969
Guatemala	14.06.1988	Guinée-Bissau	21.02.1977	République islamique d'Iran	13.04.1959
Libéria	25.05.1962	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962	Malawi	22.03.1965
Maroc	27.03.1963	Niger	23.03.1962	Nigéria	25.10.1962
Nouvelle-Zélande	28.06.1956	Panama	19.06.1970	Portugal	12.04.1960
					Dénoncée le 7.10.2009
Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	7.06.1957	Thaïlande	29.07.1964

Convention (n° 104) sur l'abolition des sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1955

Tunisie

17.12.1962

Yémen

22.08.1969

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957

Adoptée à la 40e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.01.1959

170 ratifications

Afghanistan	16.05.1963	Afrique du Sud	5.03.1997	Albanie	27.02.1997
Algérie	12.06.1969	Allemagne	22.06.1959	Angola	4.06.1976
Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	18.01.1960
Arménie	17.12.2004	Australie	7.06.1960	Autriche	5.03.1958
Azerbaïdjan	9.08.2000	Bahamas	25.05.1976	Bahreïn	14.07.1998
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967	Bélarus	25.09.1995
Belgique	23.01.1961	Belize	15.12.1983	Bénin	22.05.1961
Etat plurinational de Bolivie	11.06.1990	Bosnie-Herzégovine	15.11.2000	Botswana	5.06.1997
Brésil	18.06.1965	Bulgarie	23.03.1999	Burkina Faso	25.08.1997
Burundi	11.03.1963	Cambodge	23.08.1999	Cameroun	3.09.1962
Canada	14.07.1959	Cap-Vert	3.04.1979	République centrafricaine	9.06.1964
Chili	1.02.1999	Chypre	23.09.1960	Colombie	7.06.1963
Comores	23.10.1978	Congo	26.11.1999	Costa Rica	4.05.1959
Côte d'Ivoire	5.05.1961	Croatie	5.03.1997	Cuba	2.06.1958
Danemark	17.01.1958	Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	23.06.1958
Dominique	28.02.1983	Egypte	23.10.1958	El Salvador	18.11.1958
Emirats arabes unis	24.02.1997	Equateur	5.02.1962	Erythrée	22.02.2000
Espagne	6.11.1967	Estonie	7.02.1996	Etats-Unis	25.09.1991
Ethiopie	24.03.1999	Ex-République yougoslave de Macédoine	15.07.2003	Fidji	19.04.1974
Finlande	27.05.1960	France	18.12.1969	Gabon	29.05.1961
Gambie	4.09.2000	Géorgie	23.09.1996	Ghana	15.12.1958
Grèce	30.03.1962	Grenade	9.07.1979	Guatemala	9.12.1959
Guinée	11.07.1961	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	13.08.2001
Guyana	8.06.1966	Haïti	4.03.1958	Honduras	4.08.1958
Hongrie	4.01.1994	Inde	18.05.2000	Indonésie	7.06.1999
République islamique d'Iran	13.04.1959	Iraq	15.06.1959	Irlande	11.06.1958
Islande	29.11.1960	Israël	10.04.1958	Italie	15.03.1968
Jamaïque	26.12.1962	Jordanie	31.03.1958	Kazakhstan	18.05.2001
Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	18.02.1999	Kiribati	3.02.2000
Koweït	21.09.1961	Lesotho	14.06.2001	Lettonie	27.01.1992
Liban	1.06.1977	Libéria	25.05.1962	Jamahiriya arabe libyenne	13.06.1961
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	24.07.1964	Madagascar	6.06.2007
Malawi	19.11.1999	Mali	28.05.1962	Malte	4.01.1965
Maroc	1.12.1966	Maurice	2.12.1969	Mauritanie	3.04.1997
Mexique	1.06.1959	République de Moldova	10.03.1993	Mongolie	15.03.2005
Monténégro	3.06.2006	Mozambique	6.06.1977	Namibie	15.11.2000
Népal	30.08.2007	Nicaragua	31.10.1967	Niger	23.03.1962
Nigéria	17.10.1960	Norvège	14.04.1958	Nouvelle-Zélande	14.06.1968
Oman	21.07.2005	Ouganda	4.06.1963	Ouzbékistan	15.12.1997
Pakistan	15.02.1960	Panama	16.05.1966	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Paraguay	16.05.1968	Pays-Bas	18.02.1959	Pérou	6.12.1960
Philippines	17.11.1960	Pologne	30.07.1958	Portugal	23.11.1959
Qatar	2.02.2007	République démocratique du Congo	20.06.2001	Roumanie	3.08.1998
Royaume-Uni	30.12.1957	Fédération de Russie	2.07.1998	Rwanda	18.09.1962
Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000	Saint-Marin	1.02.1995
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Samoa	30.06.2008	Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005
Sénégal	28.07.1961	Serbie	10.07.2003	Seychelles	6.02.1978
Sierra Leone	13.06.1961	Slovaquie	29.09.1997	Slovénie	24.06.1997
Somalie	8.12.1961	Soudan	22.10.1970	Sri Lanka	7.01.2003
Suède	2.06.1958	Suisse	18.07.1958	Suriname	15.06.1976
Swaziland	28.02.1979	République arabe syrienne	23.10.1958	Tadjikistan	23.09.1999
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Tchad	8.06.1961	République tchèque	6.08.1996

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957

Thaïlande	2.12.1969	Togo	10.07.1999	Trinité-et-Tobago	24.05.1963
Tunisie	12.01.1959	Turkménistan	15.05.1997	Turquie	29.03.1961
Ukraine	14.12.2000	Uruguay	22.11.1968	Vanuatu	28.08.2006
République bolivarienne du Venezuela	16.11.1964	Yémen	14.04.1969	Zambie	22.02.1965
Zimbabwe	27.08.1998				

Dénonciation

Malaisie	13.10.1958	Singapour	25.10.1965
Dénoncée le 10.01.1990		Dénoncée le 19.04.1979	

Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957

Adoptée à la 40e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.03.1959

63 ratifications

Afghanistan	16.05.1963	Angola	4.06.1976	Arabie saoudite	15.06.1978
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bangladesh	22.06.1972	Bélarus	26.02.1968
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 c).</i>			
Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.06.1965
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
Bulgarie	22.07.1960	Cameroun	13.05.1988	Chypre	20.12.1966
Colombie	4.03.1969	Comores	23.10.1978	Costa Rica	4.05.1959
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
Croatie	8.10.1991	Cuba	2.06.1958	Danemark	17.01.1958
				<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 a).</i>	
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	23.06.1958	Egypte	23.10.1958
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
Equateur	3.10.1969	Espagne	5.05.1971	Ethiopie	28.01.1991
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	5.05.1971	Gabon	26.04.1973
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
Ghana	15.12.1958	Grèce	28.08.1981	Guatemala	9.12.1959
				<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>	
Guinée-Bissau	21.02.1977	Haïti	4.03.1958	Honduras	20.06.1960
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
Indonésie	23.08.1972	République islamique d'Iran	22.01.1968	Iraq	5.07.1960
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			

Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957

Israël	19.06.1961	Italie	12.08.1963	Jordanie	23.07.1979
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 b), c) et d).</i>					
Kirghizistan	31.03.1992	Koweït	21.09.1961	Lettonie	8.03.1993
Liban	1.06.1977	Malte	9.06.1988	Maroc	22.07.1974
Mexique	1.06.1959	Monténégro	3.06.2006	Pakistan	15.02.1960
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 c).</i>	
Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	2.05.2001	Pérou	11.07.1988
Portugal	24.10.1960	Fédération de Russie	22.09.1967	Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	27.10.1983
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
Suriname	15.06.1976	République arabe syrienne	23.10.1958	Tadjikistan	26.11.1993
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
Tunisie	28.05.1958	Ukraine	19.06.1968	Uruguay	28.06.1973
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					

Convention (n° 107) relative aux populations autochtones et tribales, 1957

Adoptée à la 40e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 2.06.1959

27 ratifications

Angola	4.06.1976	Bangladesh	22.06.1972	Belgique	19.11.1958
Cuba	2.06.1958	République dominicaine	23.06.1958	Egypte	14.01.1959
El Salvador	18.11.1958	Ghana	15.12.1958	Guinée-Bissau	21.02.1977
Haïti	4.03.1958	Inde	29.09.1958	Iraq	16.07.1986
Malawi	22.03.1965	Pakistan	15.02.1960	Panama	4.06.1971
Portugal	22.11.1960	République arabe syrienne	14.01.1959	Tunisie	17.12.1962
Dénoncée le 7.10.2009					

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 169)

Argentine	18.01.1960	Etat plurinational de Bolivie	12.01.1965	Brésil	18.06.1965
Dénoncée le 3.07.2000		Dénoncée le 11.12.1991		Dénoncée le 25.07.2002	
Colombie	4.03.1969	Costa Rica	4.05.1959	Equateur	3.10.1969
Dénoncée le 7.08.1991		Dénoncée le 2.04.1993		Dénoncée le 15.05.1998	
Mexique	1.06.1959	Paraguay	20.02.1969	Pérou	6.12.1960
Dénoncée le 5.09.1990		Dénoncée le 10.08.1993		Dénoncée le 2.02.1994	

Convention (n° 108) sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958

Adoptée à la 41e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.02.1961

64 ratifications

Algérie	13.08.1991	Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983
Barbade	8.05.1967	Bélarus	28.02.1994	Belize	15.12.1983
Brésil	5.11.1963	Bulgarie	26.01.1977	Cameroun	29.11.1982
Canada	31.05.1967	Cuba	30.12.1975	Danemark	26.10.1970
Djibouti	3.08.1978	Dominique	28.02.1983	Espagne	5.05.1971
Estonie	11.12.1996	Fidji	19.04.1974	Finlande	26.10.1970
Ghana	19.02.1960	Grèce	9.10.1963	Grenade	9.07.1979
Guatemala	28.11.1960	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guyana	8.06.1966

Convention (n° 108) sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958

Honduras	20.06.1960	Iles Salomon	6.08.1985	Inde	17.01.2005
République islamique d'Iran	13.03.1967	Iraq	23.09.1986	Irlande	17.06.1961
Islande	26.10.1970	Italie	12.08.1963	Kirghizistan	31.03.1992
Lettonie	8.03.1993	Libéria	8.07.1981	Lituanie	19.11.1997
Luxembourg	15.02.1991	Malte	4.01.1965	Maroc	15.10.2001
Maurice	2.12.1969	Mexique	11.09.1961	Norvège	26.10.1970
Panama	19.06.1970	Pologne	15.03.1993	Portugal	3.08.1967
Roumanie	20.09.1976	Royaume-Uni	18.02.1964	Fédération de Russie	4.11.1969
<i>Conformément aux dispositions de l'article 1, paragraphe 2, de la convention, les pêcheurs ne sont pas considérés comme gens de mer aux fins de la présente convention.</i>					
Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Seychelles	6.02.1978
Slovénie	30.01.2003	Sri Lanka	24.11.1995	Suède	26.10.1970
Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie - Tanganyika	26.11.1962	République tchèque	6.08.1996
Tunisie	26.10.1959	Turquie	7.02.2005	Ukraine	17.06.1970
Uruguay	28.06.1973				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 185)

Azerbaïdjan	19.05.1992	France	8.06.1967	République de Moldova	23.03.2000
	Dénoncée le 17.07.2006		Dénoncée le 27.04.2004		Dénoncée le 28.08.2006

Convention (n° 110) sur les plantations, 1958

Adoptée à la 42e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.01.1960

12 ratifications

Côte d'Ivoire	5.05.1961	Cuba	30.12.1958	Equateur	3.10.1969
		<i>A ratifié le Protocole de 1982</i>			
Guatemala	4.08.1961	Mexique	20.06.1960	Nicaragua	1.10.1981
Panama	15.07.1971	Philippines	10.10.1968	Sri Lanka	24.04.1995
				<i>En application de l'article 3, paragraphe 1 b), les parties II, III, V, VI, X et XII ont été exclues</i>	
Uruguay	28.06.1973				
	<i>A ratifié le Protocole de 1982</i>				

Dénonciation

Brésil	1.03.1965	Libéria	22.07.1959
	Dénoncée le 28.08.1970		Dénoncée le 22.01.1971

Protocole de 1982 relatif à la convention sur les plantations, 1958

Adopté à la 68e session de la CIT

2 ratifications

Cuba	11.01.1984	Uruguay	17.12.1984
------	------------	---------	------------

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

Adoptée à la 42e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.06.1960

168 ratifications

Afghanistan	1.10.1969	Afrique du Sud	5.03.1997	Albanie	27.02.1997
Algérie	12.06.1969	Allemagne	15.06.1961	Angola	4.06.1976
Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	18.06.1968
Arménie	29.07.1994	Australie	15.06.1973	Autriche	10.01.1973
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	14.06.2001	Bahreïn	26.09.2000
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	14.10.1974	Bélarus	4.08.1961
Belgique	22.03.1977	Belize	22.06.1999	Bénin	22.05.1961
Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	5.06.1997
Brésil	26.11.1965	Bulgarie	22.07.1960	Burkina Faso	16.04.1962
Burundi	25.06.1993	Cambodge	23.08.1999	Cameroun	13.05.1988

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

Canada	26.11.1964	Cap-Vert	3.04.1979	République centrafricaine	9.06.1964
Chili	20.09.1971	Chine	12.01.2006	Chypre	2.02.1968
Colombie	4.03.1969	Comores	17.03.2004	Congo	26.11.1999
République de Corée	4.12.1998	Costa Rica	1.03.1962	Côte d'Ivoire	5.05.1961
Croatie	8.10.1991	Cuba	26.08.1965	Danemark	22.06.1960
Djibouti	28.02.2005	République dominicaine	13.07.1964	Dominique	28.02.1983
Egypte	10.05.1960	El Salvador	15.06.1995	Emirats arabes unis	28.06.2001
Equateur	10.07.1962	Erythrée	22.02.2000	Espagne	6.11.1967
Estonie	17.08.2005	Ethiopie	11.06.1966	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	17.04.2002	Finlande	23.04.1970	France	28.05.1981
Gabon	29.05.1961	Gambie	4.09.2000	Géorgie	22.06.1993
Ghana	4.04.1961	Grèce	7.05.1984	Grenade	14.05.2003
Guatemala	11.10.1960	Guinée	1.09.1960	Guinée-Bissau	21.02.1977
Guinée équatoriale	13.08.2001	Guyana	13.06.1975	Haïti	9.11.1976
Honduras	20.06.1960	Hongrie	20.06.1961	Inde	3.06.1960
Indonésie	7.06.1999	République islamique d'Iran	30.06.1964	Iraq	15.06.1959
Irlande	22.04.1999	Islande	29.07.1963	Israël	12.01.1959
Italie	12.08.1963	Jamaïque	10.01.1975	Jordanie	4.07.1963
Kazakhstan	6.12.1999	Kenya	7.05.2001	Kirghizistan	31.03.1992
Kiribati	17.06.2009	Koweït	1.12.1966	République démocratique populaire lao	13.06.2008
Lesotho	27.01.1998	Lettonie	27.01.1992	Liban	1.06.1977
Libéria	22.07.1959	Jamahiriya arabe libyenne	13.06.1961	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	21.03.2001	Madagascar	11.08.1961	Malawi	22.03.1965
Mali	2.03.1964	Malte	1.07.1968	Maroc	27.03.1963
Maurice	18.12.2002	Mauritanie	8.11.1963	Mexique	11.09.1961
République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	3.06.1969	Monténégro	3.06.2006
Mozambique	6.06.1977	Namibie	13.11.2001	Népal	19.09.1974
Nicaragua	31.10.1967	Niger	23.03.1962	Nigéria	2.10.2002
Norvège	24.09.1959	Nouvelle-Zélande	3.06.1983	Ouganda	2.06.2005
Ouzbékistan	13.07.1992	Pakistan	24.01.1961	Panama	16.05.1966
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000	Paraguay	10.07.1967	Pays-Bas	15.03.1973
Pérou	10.08.1970	Philippines	17.11.1960	Pologne	30.05.1961
Portugal	19.11.1959	Qatar	18.08.1976	République démocratique du Congo	20.06.2001
Roumanie	6.06.1973	Royaume-Uni	8.06.1999	Fédération de Russie	4.05.1961
Rwanda	2.02.1981	Sainte-Lucie	18.08.1983	Saint-Kitts-et-Nevis	25.08.2000
Saint-Marin	19.12.1986	Saint-Vincent-et-les Grenadines	9.11.2001	Samoa	30.06.2008
Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982	Sénégal	13.11.1967	Serbie	24.11.2000
Seychelles	23.11.1999	Sierra Leone	14.10.1966	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Somalie	8.12.1961	Soudan	22.10.1970
Sri Lanka	27.11.1998	Suède	20.06.1962	Suisse	13.07.1961
Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	10.05.1960	Tadjikistan	26.11.1993
République-Unie de Tanzanie	26.02.2002	Tchad	29.03.1966	République tchèque	1.01.1993
Togo	8.11.1983	Trinité-et-Tobago	26.11.1970	Tunisie	14.09.1959
Turkménistan	15.05.1997	Turquie	19.07.1967	Ukraine	4.08.1961
Uruguay	16.11.1989	Vanuatu	28.07.2006	République bolivarienne du Venezuela	3.06.1971
Viet Nam	7.10.1997	Yémen	22.08.1969	Zambie	23.10.1979
Zimbabwe	23.06.1999				

Convention (n° 112) sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959

Adoptée à la 43e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.11.1961

29 ratifications

Australie	15.06.1971	Equateur	10.03.1969	Guatemala	2.08.1961
Libéria	16.05.1960	Mauritanie	8.11.1963	Mexique	9.08.1961
Pérou	4.04.1962	Suriname	15.06.1976		

Convention (n° 112) sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)					
Albanie	11.08.1964	Allemagne	11.02.1963	Belgique	8.05.1963
	Dénoncée le 16.02.1998		Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 19.04.1988
Bulgarie	2.03.1961	Costa Rica	29.12.1964	Cuba	5.02.1971
	Dénoncée le 23.04.1980		Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 19.06.1976
Danemark	27.02.1962	Espagne	7.08.1961	France	8.06.1967
	Dénoncée le 13.11.1997		Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 13.07.1990
Guinée	7.11.1960	Israël	19.06.1961	Italie	5.05.1971
	Dénoncée le 6.06.2003		Dénoncée le 21.06.1979		Dénoncée le 28.07.1981
Kenya	9.02.1971	Norvège	22.01.1963	Panama	19.06.1970
	Dénoncée le 9.04.1979		Dénoncée le 8.07.1980		Dénoncée le 31.10.2000
Pays-Bas	15.02.1965	Pologne	20.06.1966	Fédération de Russie	4.05.1961
	Dénoncée le 14.09.1976		Dénoncée le 22.03.1978		Dénoncée le 3.05.1979
Tunisie	14.01.1963	Ukraine	4.08.1961	Uruguay	28.06.1973
	Dénoncée le 19.10.1995		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 2.06.1977

Convention (n° 113) sur l'examen médical des pêcheurs, 1959

Adoptée à la 43e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.11.1961

30 ratifications

Allemagne	8.10.1976	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	8.05.1963
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	1.03.1965	Bulgarie	2.03.1961
Costa Rica	29.12.1964	Croatie	8.10.1991	Cuba	5.02.1971
Equateur	10.03.1969	Espagne	7.08.1961	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
France	8.06.1967	Guatemala	2.08.1961	Guinée	7.11.1960
Kirghizistan	31.03.1992	Libéria	16.05.1960	Monténégro	3.06.2006
Norvège	5.12.1980	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	15.12.1988
Pérou	4.04.1962	Pologne	11.01.1980	Fédération de Russie	4.11.1969
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Tadjikistan	26.11.1993
Tunisie	14.01.1963	Ukraine	17.06.1970	Uruguay	28.06.1973

Convention (n° 114) sur le contrat d'engagement des pêcheurs, 1959

Adoptée à la 43e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.11.1961

23 ratifications

Allemagne	1.07.1964	Belgique	8.05.1963	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Chypre	20.12.1966	Costa Rica	29.12.1964	Equateur	5.04.1978
Espagne	7.08.1961	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	8.06.1967
Guatemala	2.08.1961	Guinée	7.11.1960	Italie	10.04.1962
Libéria	16.05.1960	Mauritanie	8.11.1963	Monténégro	3.06.2006
Panama	19.06.1970	Pays-Bas	8.08.1980	Pérou	4.04.1962
Royaume-Uni	20.12.1974	Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992
Tunisie	14.01.1963	Uruguay	28.06.1973		

Convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960

Adoptée à la 44e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.06.1962

48 ratifications

Allemagne	26.09.1973	Argentine	15.06.1978	Azerbaïdjan	19.05.1992
Barbade	8.05.1967	Bélarus	26.02.1968	Belgique	2.07.1965
Belize	15.12.1983	Brésil	5.09.1966	Chili	14.10.1994
Danemark	7.02.1974	Djibouti	3.08.1978	Egypte	18.03.1964
Equateur	9.03.1970	Espagne	17.07.1962	Finlande	16.10.1978
France	18.11.1971	Ghana	7.11.1961	Grèce	4.06.1982
Guinée	12.12.1966	Guyana	8.06.1966	Hongrie	8.06.1968
Inde	17.11.1975	Iraq	26.10.1962	Italie	5.05.1971

Convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960

Japon	31.07.1973	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	8.03.1993
Liban	6.12.1977	Luxembourg	8.04.2008	Mexique	19.10.1983
Nicaragua	1.10.1981	Norvège	17.06.1961	Paraguay	10.07.1967
Pays-Bas	29.11.1966	Pologne	23.12.1964	Portugal	17.03.1994
Royaume-Uni	9.03.1962	Fédération de Russie	22.09.1967	Slovaquie	1.01.1993
Sri Lanka	18.06.1986	Suède	12.04.1961	Suisse	29.05.1963
République arabe syrienne	15.01.1964	Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993
Turquie	15.11.1968	Ukraine	19.06.1968	Uruguay	22.09.1992

Convention (n° 116) portant révision des articles finals, 1961

Adoptée à la 45e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 5.02.1962

77 ratifications

Afrique du Sud	9.08.1963	Allemagne	7.10.1963	Australie	29.10.1963
Autriche	14.11.1963	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bangladesh	22.06.1972
Bélarus	11.03.1970	Etat plurinational de Bolivie	12.01.1965	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	5.09.1966	Bulgarie	3.10.1969	Burkina Faso	16.04.1962
Cameroun	29.12.1964	Canada	25.04.1962	République centrafricaine	10.06.1963
Chypre	20.07.1964	Colombie	4.03.1969	Côte d'Ivoire	2.01.1963
Croatie	8.10.1991	Cuba	5.02.1971	Danemark	10.07.1962
Egypte	26.03.1962	Equateur	10.03.1969	Espagne	17.07.1962
Ethiopie	11.06.1966	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	1.06.1964
France	8.06.1967	Ghana	27.08.1963	Guatemala	25.01.1965
Honduras	17.11.1964	Inde	21.06.1962	Iraq	26.10.1962
Irlande	27.02.1963	Israël	24.05.1963	Japon	29.04.1971
Jordanie	4.07.1963	Kirghizistan	31.03.1992	Koweït	23.04.1963
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	4.03.1964	Madagascar	1.06.1964
Maroc	14.11.1962	Mauritanie	8.11.1963	Mexique	3.11.1966
Monténégro	3.06.2006	Niger	23.03.1962	Nigéria	27.06.1962
Norvège	22.01.1963	Nouvelle-Zélande	1.03.1963	Pakistan	17.11.1967
Panama	19.06.1970	Paraguay	20.02.1969	Pays-Bas	13.11.1964
Pologne	22.04.1964	République démocratique du Congo	5.09.1967	Roumanie	9.04.1965
Royaume-Uni	9.03.1962	Fédération de Russie	4.11.1969	Sénégal	13.11.1967
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Sri Lanka	26.04.1974	Suède	3.04.1962	Suisse	5.11.1962
République arabe syrienne	10.08.1965	Tadjikistan	26.11.1993	Tchad	5.02.1962
République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	24.09.1962	Tunisie	15.01.1962
Turquie	2.09.1968	Ukraine	17.06.1970	Uruguay	28.06.1973
République bolivarienne du Venezuela	16.11.1964	Viet Nam	3.10.1994		

Convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962

Adoptée à la 46e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.04.1964

32 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977	Brésil	24.03.1969
République centrafricaine	9.06.1964	Costa Rica	27.01.1966	Equateur	3.10.1969
Espagne	8.05.1973	Géorgie	21.10.1997	Ghana	18.06.1964
Guatemala	13.06.1989	Guinée	12.12.1966	Israël	15.01.1964
Italie	27.12.1966	Jamaïque	4.01.1966	Jordanie	7.03.1963
Koweït	23.04.1963	Madagascar	1.06.1964	Malte	9.06.1988
République de Moldova	12.08.1996	Nicaragua	1.10.1981	Niger	23.11.1964
Panama	4.06.1971	Paraguay	20.02.1969	Portugal	9.01.1981
République démocratique du Congo	5.09.1967	Roumanie	6.06.1973	Sénégal	13.11.1967
Soudan	22.10.1970	République arabe syrienne	11.12.1964	Tunisie	14.04.1970

Convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962

République bolivarienne du Venezuela 6.09.1983 **Zambie** 2.12.1964

Convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962

Adoptée à la 46e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 25.04.1964

38 ratifications

Allemagne	19.03.1971	Bangladesh	22.06.1972	Barbade	14.10.1974
<i>A accepté les branches a) à c), g) et h)</i>		<i>A accepté les branches c) et g)</i>		<i>A accepté les branches b), c) et e) à g)</i>	
Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977	Brésil	24.03.1969	Cap-Vert	8.07.1987
<i>A accepté les branches a) à c) et i)</i>		<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches a) à g) et i)</i>	
République centrafricaine	8.10.1964	Danemark	17.06.1969	Egypte	12.01.1993
<i>A accepté les branches c), e), g) et i)</i>		<i>A accepté les branches a), b), g) et h)</i>		<i>A accepté les branches a) à h)</i>	
Equateur	9.03.1970	Finlande	15.08.1969	France	13.05.1974
<i>A accepté les branches a) à d), f) et g)</i>		<i>A accepté les branches a), b) et g). Le gouvernement a déclaré que les soins médicaux et les indemnités de maladie sont des prestations prévues aux termes de l'article 2, paragraphe 6 a), tandis que les prestations d'accidents du travail et de maladies professionnelles sont accordées au titre de régimes transitoires, mentionnés à l'article 2, paragraphe 6 b).</i>		<i>A accepté les branches a) à d), f), g) et i)</i>	
Guatemala	4.11.1963	Guinée	11.08.1967	Inde	19.08.1964
<i>A accepté la branche c)</i>		<i>A accepté les branches a) à c), e) à g) et i)</i>		<i>A accepté les branches a) à c)</i>	
Iraq	28.04.1978	Irlande	26.11.1964	Israël	9.06.1965
<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches a), b), g), h) et i)</i>		<i>A accepté les branches c), e) à g) et i)</i>	
Italie	5.05.1967	Jordanie	7.03.1963	Kenya	9.02.1971
<i>A accepté les branches a) à i)</i>		<i>A accepté les branches c), d), f) et g)</i>		<i>A accepté les branches d) à f)</i>	
Jamahiriya arabe libyenne	19.06.1975	Madagascar	22.06.1964	Mauritanie	15.07.1968
<i>A accepté les branches a) à i)</i>		<i>A accepté les branches b) à d) et g)</i>		<i>A accepté les branches d) à g) et i)</i>	
Mexique	6.01.1978	Norvège	28.08.1963	Pakistan	27.03.1969
<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches f) et i)</i>		<i>A accepté les branches c) et g)</i>	
Philippines	26.04.1994	République démocratique du Congo	1.11.1967	Rwanda	21.09.1989
<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches d), e) et g)</i>		<i>A accepté les branches d) à g)</i>	
Suède	25.04.1963	Suriname	15.06.1976	République arabe syrienne	18.11.1963
<i>A accepté les branches a) à c), g) et h)</i>		<i>A accepté la branche g)</i>		<i>A accepté les branches d) à g)</i>	
Tunisie	20.09.1965	Turquie	25.06.1974	Uruguay	22.02.1983
<i>A accepté les branches a) à g) et i)</i>		<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches a) à c) et g) à i)</i>	
République bolivarienne du Venezuela	5.11.1982				
<i>A accepté les branches a) à g)</i>					

Dénonciation

Pays-Bas 3.07.1964
Dénoncée le 20.12.2004

Convention (n° 119) sur la protection des machines, 1963

Adoptée à la 47e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 21.04.1965

52 ratifications

Algérie	12.06.1969	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	11.03.1970
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	16.04.1992	République centrafricaine	9.06.1964
Chypre	29.03.1965	Congo	23.11.1964	Croatie	8.10.1991
Danemark	22.12.1989	République dominicaine	9.03.1965	Equateur	3.10.1969
<i>Conformément aux dispositions de l'article 17, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement a exclu du champ d'application les machines soumises à l'inspection navale nationale.</i>					

Convention (n° 119) sur la protection des machines, 1963

Espagne	30.11.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	15.08.1969
Ghana	18.03.1965	Guatemala	26.02.1964	Guinée	12.12.1966
Iraq	6.03.1987	Italie	5.05.1971	Japon	31.07.1973
Jordanie	4.05.1964	Kirghizistan	31.03.1992	Koweït	23.11.1964
Lettonie	8.03.1993	Luxembourg	8.04.2008	Madagascar	1.06.1964
Malaisie	6.06.1974	Malte	9.06.1988	Maroc	22.07.1974
République de Moldova	4.04.2003	Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	1.10.1981
Niger	23.11.1964	Norvège	10.12.1969	Panama	15.07.1971
<i>Conformément aux dispositions de l'article 17, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement a spécifié à quelles entreprises et à quels navires, embarcations et chalands les dispositions de la convention s'appliquent.</i>					
Paraguay	10.07.1967	Pologne	3.02.1977	République démocratique du Congo	5.09.1967
Fédération de Russie	4.11.1969	Saint-Marin	19.04.1988	Serbie	24.11.2000
Sierra Leone	21.04.1964	Slovénie	29.05.1992	Suède	29.12.1964
Suisse	16.06.1992	République arabe syrienne	10.06.1965	Tadjikistan	26.11.1993
<i>En application de l'article 13, le gouvernement n'entend pas faire usage de la possibilité d'étendre aux travailleurs indépendants l'application de ladite convention.</i>					
Tunisie	14.04.1970	Turquie	13.11.1967	Ukraine	17.06.1970
Uruguay	2.06.1977				

Convention (n° 120) sur l'hygiène (commerce et bureaux), 1964

Adoptée à la 48e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.03.1966

51 ratifications

Algérie	12.06.1969	Allemagne	5.12.1973	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bélarus	26.02.1968	Belgique	17.05.1978	Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977
Brésil	24.03.1969	Bulgarie	29.03.1965	République centrafricaine	5.06.2006
Costa Rica	27.01.1966	Cuba	5.02.1971	Danemark	17.06.1970
Djibouti	3.08.1978	Equateur	10.03.1969	Espagne	16.06.1970
Finlande	23.09.1968	France	6.04.1972	Ghana	21.11.1966
Guatemala	21.10.1975	Guinée	12.12.1966	Indonésie	13.06.1969
Iraq	6.03.1987	Italie	5.05.1971	Japon	21.06.1993
Jordanie	11.03.1965	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	8.03.1993
Liban	1.06.1977	Luxembourg	8.04.2008	Madagascar	21.11.1966
Mexique	18.06.1968	Norvège	6.06.1966	Panama	19.06.1970
Paraguay	10.07.1967	Pologne	26.06.1968	Portugal	24.02.1983
République démocratique du Congo	5.09.1967	Royaume-Uni	21.04.1967	Fédération de Russie	22.09.1967
Sénégal	25.04.1966	Slovaquie	1.01.1993	Suède	11.06.1965
Suisse	18.02.1966	République arabe syrienne	10.06.1965	Tadjikistan	26.11.1993
République tchèque	1.01.1993	Tunisie	14.04.1970	Ukraine	19.06.1968
Uruguay	6.09.1995	République bolivarienne du Venezuela	3.06.1971	Viet Nam	3.10.1994

Convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I modifié en 1980]

Adoptée à la 48e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.07.1967

24 ratifications

Allemagne	1.03.1972	Belgique	22.04.1970	Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977
<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 5; 9, paragraphe 3 b); 12; 15, paragraphe 2; et 18, paragraphe 3.</i>					

Convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I modifié en 1980]

Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Chili	30.09.1999	Chypre	28.07.1966
Croatie	8.10.1991	Equateur	5.04.1978	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
		<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 5; 9, paragraphe 3 b); 12; 15, paragraphe 2; et 18, paragraphe 3.</i>			
Finlande	23.09.1968	Guinée	11.08.1967	Irlande	9.06.1969
<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>					
Japon	7.06.1974	Jamahiriya arabe libyenne	19.06.1975	Luxembourg	24.07.1972
<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>					
Monténégro	3.06.2006	Pays-Bas	2.08.1966	République démocratique du Congo	5.09.1967
		<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>			
Sénégal	25.04.1966	Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992
Suède	17.06.1969	Uruguay	28.06.1973	République bolivarienne du Venezuela	10.08.1982
		<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>			

Conformément à l'article 31 de la convention, la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66ème session (1980) porte effet à l'égard des Etats Membres: a) parties à la convention avant le 24 juin 1980 qui ont accepté ladite liste ultérieurement ou b) ayant ratifié la convention après cette date. La liste adoptée en 1964 demeure en vigueur pour les Etats Membres parties à la convention qui ne remplissent pas l'une ou l'autre des conditions ci-dessus.

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964

Adoptée à la 48e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1966

101 ratifications

Albanie	7.01.2009	Algérie	12.06.1969	Allemagne	17.06.1971
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Arménie	29.07.1994	Australie	12.11.1969
Autriche	27.07.1972	Azerbaïdjan	19.05.1992	Barbade	15.03.1976
Bélarus	26.02.1968	Belgique	8.07.1969	Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	24.03.1969	Bulgarie	9.06.2008
Burkina Faso	28.10.2009	Cambodge	28.09.1971	Cameroun	25.05.1970
Canada	16.09.1966	République centrafricaine	5.06.2006	Chili	24.10.1968
Chine	17.12.1997	Chypre	28.07.1966	Comores	23.10.1978
République de Corée	9.12.1992	Costa Rica	27.01.1966	Croatie	8.10.1991
Cuba	5.02.1971	Danemark	17.06.1970	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	29.03.2001	El Salvador	15.06.1995	Equateur	13.11.1972
Espagne	28.12.1970	Estonie	12.03.2003	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	23.09.1968	France	5.08.1971	Gabon	1.10.2009
Géorgie	22.06.1993	Grèce	7.05.1984	Guatemala	14.09.1988
Guinée	12.12.1966	Honduras	9.06.1980	Hongrie	18.06.1969
Inde	17.11.1998	République islamique d'Iran	10.06.1972	Iraq	2.03.1970
Irlande	20.06.1967	Islande	22.06.1990	Israël	26.01.1970
Italie	5.05.1971	Jamaïque	10.01.1975	Japon	10.06.1986
Jordanie	10.03.1966	Kazakhstan	6.12.1999	Kirghizistan	31.03.1992
Lettonie	27.01.1992	Liban	1.06.1977	Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971
Lituanie	3.03.2004	Madagascar	21.11.1966	Maroc	11.05.1979
Mauritanie	30.07.1971	République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	24.11.1976
Monténégro	3.06.2006	Mozambique	23.12.1996	Nicaragua	1.10.1981
Norvège	6.06.1966	Nouvelle-Zélande	15.07.1965	Ouganda	23.06.1967
Ouzbékistan	13.07.1992	Panama	19.06.1970	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964

Paraguay	20.02.1969	Pays-Bas	9.01.1967	Pérou	27.07.1967
Philippines	13.01.1976	Pologne	24.11.1966	Portugal	9.01.1981
Roumanie	6.06.1973	Royaume-Uni	27.06.1966	Fédération de Russie	22.09.1967
Sénégal	25.04.1966	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Soudan	22.10.1970	Suède	11.06.1965
Suriname	15.06.1976	Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993
Thaïlande	26.02.1969	Tunisie	17.02.1966	Turquie	13.12.1977
Ukraine	19.06.1968	Uruguay	2.06.1977	République bolivarienne du Venezuela	10.08.1982
Yémen	30.01.1989	Zambie	23.10.1979		

Convention (n° 123) sur l'âge minimum (travaux souterrains), 1965

Adoptée à la 49e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.11.1967

41 ratifications

Arabie saoudite	15.06.1978	Australie	12.12.1971	Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977
<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Cameroun	6.11.1970	Chypre	11.04.1967	Equateur	10.03.1969
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	
Espagne	6.11.1967	Gabon	18.10.1968	Inde	20.03.1975
<i>Age minimum spécifié: pour les apprentis, sous certaines conditions, 16 ans; pour les autres catégories de travailleurs, 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	
Malaisie	6.06.1974	Mexique	29.08.1968	Mongolie	3.12.1981
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	
Nigéria	14.05.1974	Ouganda	23.06.1967	Paraguay	10.10.1968
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	
Rwanda	1.06.1970	Slovaquie	1.01.1993	Swaziland	5.06.1981
<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
République arabe syrienne	26.06.1972	République tchèque	1.01.1993	Turquie	8.12.1992
<i>Age minimum spécifié: 17 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans et interdiction absolue pour les femmes</i>	
Viet Nam	20.02.1995				
<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>					

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Bélarus	11.03.1970	Belgique	17.05.1978	Bulgarie	3.10.1969
Dénoncée le 13.08.1980		Dénoncée le 6.03.1989		Dénoncée le 23.04.1980	
Djibouti	3.08.1978	France	18.11.1971	Hongrie	8.06.1968
Dénoncée le 14.06.2005		Dénoncée le 13.07.1990		Dénoncée le 28.05.1998	
Italie	5.05.1971	Jordanie	6.06.1966	Kenya	20.06.1968
Dénoncée le 27.11.1981		Dénoncée le 23.03.1998		Dénoncée le 9.04.1979	
Madagascar	23.10.1967	Panama	24.09.1970	Pays-Bas	8.04.1969
Dénoncée le 8.06.2005		Dénoncée le 31.10.2000		Dénoncée le 14.09.1976	
Pologne	30.09.1969	Fédération de Russie	4.11.1969	Suisse	10.11.1966
Dénoncée le 21.08.2000		Dénoncée le 25.07.1980		Dénoncée le 17.08.1999	
Thaïlande	5.04.1968	Tunisie	24.07.1967	Ukraine	17.06.1970
Dénoncée le 11.05.2004		Dénoncée le 20.11.2000		Dénoncée le 30.07.1980	
Zambie	3.04.1967				
Dénoncée le 13.10.1999					

Convention (n° 124) sur l'examen médical des adolescents (travaux souterrains), 1965

Adoptée à la 49e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.12.1967

41 ratifications

Argentine	20.06.1985	Autriche	8.12.1971	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bélarus	11.03.1970	Belgique	6.05.1977	Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977
Brésil	21.08.1970	Bulgarie	3.10.1969	Chypre	18.01.1967
Djibouti	3.08.1978	Equateur	10.03.1969	Espagne	30.11.1971
Finlande	23.09.1968	France	5.08.1971	Gabon	18.10.1968

Convention (n° 124) sur l'examen médical des adolescents (travaux souterrains), 1965

Grèce	28.08.1981	Guatemala	13.06.1989	Hongrie	8.06.1968
Irlande	10.06.1985	Italie	5.05.1971	Jordanie	6.06.1966
Kirghizistan	31.03.1992	Madagascar	23.10.1967	Malte	9.06.1988
Mexique	29.08.1968	Ouganda	23.06.1967	Panama	19.06.1970
Paraguay	10.07.1967	Pays-Bas	8.04.1969	Pologne	26.06.1968
Portugal	2.05.1985	Royaume-Uni	13.12.1966	Fédération de Russie	4.11.1969
Slovaquie	1.01.1993	République arabe syrienne	18.08.1972	Tadjikistan	26.11.1993
République tchèque	1.01.1993	Tunisie	3.05.1967	Ukraine	17.06.1970
Viet Nam	3.10.1994	Zambie	10.03.1967		

Convention (n° 125) sur les brevets de capacité des pêcheurs, 1966

Adoptée à la 50e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1969

10 ratifications

Allemagne	18.11.1988	Belgique	22.07.1969	Brésil	21.08.1970
Djibouti	3.08.1978	France	2.04.1970	Panama	19.06.1970
Sénégal	15.07.1968	Sierra Leone	6.11.1967	République arabe syrienne	6.05.1969
Trinité-et-Tobago	14.12.1972				

Convention (n° 126) sur le logement à bord des bateaux de pêche, 1966

Adoptée à la 50e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 6.11.1968

23 ratifications

Allemagne	14.08.1974	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	22.07.1969
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	12.04.1994	Danemark	6.06.1978
Djibouti	3.08.1978	Espagne	8.11.1968	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
France	18.11.1971	Grèce	19.06.1990	Kirghizistan	31.03.1992
Monténégro	3.06.2006	Norvège	6.07.1967	Panama	4.06.1971
Pays-Bas	12.05.1976	Royaume-Uni	13.08.1985	Fédération de Russie	4.11.1969
Serbie	24.11.2000	Sierra Leone	6.11.1967	Slovénie	29.05.1992
Tadjikistan	26.11.1993	Ukraine	17.06.1970		

Convention (n° 127) sur le poids maximum, 1967

Adoptée à la 51e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.03.1970

27 ratifications

Algérie	12.06.1969	Brésil	21.08.1970	Bulgarie	21.06.1978
Chili	3.11.1972	Costa Rica	16.03.1972	Equateur	10.03.1969
Espagne	7.06.1969	France	31.05.1973	Guatemala	25.07.1983
Hongrie	4.01.1994	Italie	5.05.1971	Liban	1.06.1977
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	8.04.2008	Madagascar	4.01.1971
Malte	9.06.1988	République de Moldova	9.12.1997	Nicaragua	1.03.1976
Panama	19.06.1970	Pérou	19.06.2008	Pologne	2.05.1973
Portugal	2.10.1985	Roumanie	28.10.1975	Thaïlande	26.02.1969
Tunisie	14.04.1970	Turquie	13.11.1975	République bolivarienne du Venezuela	1.02.1984

Convention (n° 128) concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, 1967

Adoptée à la 51e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.11.1969

16 ratifications

Allemagne	15.01.1971
-----------	------------

A accepté toutes les parties.

Convention (n° 128) concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, 1967

Autriche <i>A accepté la partie III. Conformément à l'article 39, paragraphe 1 b), les agents de la fonction publique sont exclus de l'application de la convention.</i>	4.11.1969	Barbade <i>A accepté les parties II et III.</i>	15.09.1972	Etat plurinational de Bolivie <i>A accepté toutes les parties. En vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9, paragraphe 2; 13, paragraphe 2; 16, paragraphe 2; 22, paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 38, paragraphe 1, de la convention.</i>	31.01.1977
Chypre <i>A accepté la partie IV.</i>	7.01.1969	Equateur <i>A accepté toutes les parties. En vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9, paragraphe 2; 13, paragraphe 2; 16, paragraphe 2; 22, paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 38, paragraphe 1, de la convention.</i>	5.04.1978	Finlande <i>A accepté toutes les parties.</i>	13.01.1976
Jamahiriya arabe libyenne <i>A accepté toutes les parties.</i>	19.06.1975	Norvège <i>A accepté toutes les parties.</i>	1.11.1968	Pays-Bas <i>A accepté toutes les parties.</i>	27.10.1969
Slovaquie <i>A accepté la partie III.</i>	1.01.1993	Suède <i>A accepté toutes les parties.</i>	26.07.1968	Suisse <i>A accepté toutes les parties.</i>	13.09.1977
République tchèque <i>A accepté la partie III.</i>	1.01.1993	Uruguay <i>A accepté toutes les parties.</i>	28.06.1973	République bolivarienne du Venezuela <i>A accepté toutes les parties. En vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9, paragraphe 2; 13, paragraphe 2; 16, paragraphe 2; 22, paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 38, paragraphe 1, de la convention.</i>	1.12.1983

Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969

Adoptée à la 53e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.01.1972

48 ratifications

Albanie <i>A accepté l'article 5, paragraphe 1a) et b)</i>	11.10.2007	Allemagne	26.09.1973	Argentine	20.06.1985
Azerbaïdjan	9.08.2000	Belgique	8.09.1997	Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Burkina Faso	21.05.1974	Colombie	16.11.1976
Costa Rica	16.03.1972	Côte d'Ivoire	5.06.1987	Croatie	8.10.1991
Danemark	30.11.1972	Egypte	20.06.2003	El Salvador	15.06.1995
Espagne	5.05.1971	Estonie	1.02.2005	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	3.09.1974	France	28.12.1972	Guatemala	20.05.1994
Guyana	19.01.1971	Hongrie	4.01.1994	Islande	24.03.2009
Italie	23.06.1981	Kazakhstan	6.07.2001	Kenya	9.04.1979
Lettonie <i>A accepté l'article 5, paragraphe 1 b)</i>	25.07.1994	Luxembourg	8.04.2008	Madagascar	21.12.1971
Malawi	20.07.1971	Malte	9.06.1988	Maroc	11.05.1979
République de Moldova	9.12.1997	Monténégro	3.06.2006	Norvège	14.04.1971
Pays-Bas	29.06.1973	Pologne	2.06.1995	Portugal	24.02.1983
Roumanie	28.10.1975	Serbie	24.11.2000	Slovaquie <i>A accepté l'article 5, paragraphe 1a), b) et c)</i>	17.09.2009
Slovénie	29.05.1992	Suède	14.05.1970	République arabe syrienne	18.04.1972
Ukraine	10.11.2004	Uruguay	28.06.1973	Zimbabwe	16.09.1993

Convention (n° 130) concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, 1969

Adoptée à la 53e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.05.1972

15 ratifications

Allemagne	8.08.1974	Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977	Costa Rica	16.03.1972
		<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 1, alinéa g), clause (i); 11; 14; 20. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 3, paragraphe 1, de la convention.</i>			
Danemark	6.06.1978	Equateur	5.04.1978	Finlande	3.09.1974
		<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 1, alinéa g), clause (i); 11; 14; 20; 26 paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 3, paragraphe 1, de la convention.</i>			
Jamahiriya arabe libyenne	19.06.1975	Luxembourg	3.07.1980	Norvège	15.02.1972
Pays-Bas	17.01.2006	Slovaquie	1.01.1993	Suède	14.05.1970
République tchèque	1.01.1993	Uruguay	28.06.1973	République bolivarienne du Venezuela	10.08.1982

Convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970

Adoptée à la 54e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.04.1972

51 ratifications

Albanie	18.08.2004	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Arménie	29.04.2005
Australie	15.06.1973	Azerbaïdjan	11.03.1993	Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	4.05.1983	Burkina Faso	21.05.1974
Cameroun	6.07.1973	République centrafricaine	5.06.2006	Chili	13.09.1999
République de Corée	27.12.2001	Costa Rica	8.06.1979	Cuba	5.01.1972
Egypte	12.05.1976	El Salvador	15.06.1995	Equateur	2.12.1970
Espagne	30.11.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	28.12.1972
Guatemala	14.06.1988	Guyana	10.01.1983	Iraq	16.05.1974
Japon	29.04.1971	Kenya	9.04.1979	Kirghizistan	12.01.2007
Lettonie	8.03.1993	Liban	1.06.1977	Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971
Lituanie	26.09.1994	Malte	9.06.1988	Mexique	18.04.1973
République de Moldova	23.03.2000	Monténégro	3.06.2006	Népal	19.09.1974
Nicaragua	1.03.1976	Niger	24.04.1980	Pays-Bas	10.10.1973
Portugal	24.02.1983	Roumanie	28.10.1975	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	17.03.1975	Swaziland	5.06.1981
République arabe syrienne	18.04.1972	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983	Ukraine	1.03.2006
Uruguay	2.06.1977	Yémen	29.07.1976	Zambie	20.06.1972

Convention (n° 132) sur les congés payés (révisée), 1970

Adoptée à la 54e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.06.1973

35 ratifications

Allemagne	1.10.1975	Arménie	27.01.2006	Belgique	2.06.2003
<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 28 jours. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours calendaires. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	23.09.1998	Burkina Faso	12.07.1974
<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 30 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 1 mois civil. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	

Convention (n° 132) sur les congés payés (révisée), 1970

Cameroun <i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	7.08.1973	Croatie <i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	8.10.1991	Espagne <i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>	30.06.1972
Ex-République yougoslave de Macédoine <i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	17.11.1991	Finlande <i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	15.01.1990	Guinée <i>Durée du congé spécifiée: 1 mois civil. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	2.06.1977
Hongrie <i>Durée du congé spécifiée: 20 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	19.08.1998	Iraq <i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	19.02.1974	Irlande <i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>	20.06.1974
Italie <i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	28.07.1981	Kenya <i>Durée du congé spécifiée: 21 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	9.04.1979	Lettonie <i>Durée du congé spécifiée: 4 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	10.06.1994
Luxembourg <i>Durée du congé spécifiée: 25 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	1.10.1979	Madagascar <i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	8.02.1972	Malte <i>Durée du congé spécifiée: 21 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	9.06.1988
République de Moldova <i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	27.01.1998	Monténégro <i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	3.06.2006	Norvège <i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	22.06.1973
Portugal <i>Durée du congé spécifiée: 21 jours. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	17.03.1981	Rwanda <i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>	13.05.1991	Serbie <i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	24.11.2000
Slovenie <i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	29.05.1992	Suède <i>Durée du congé spécifiée: 5 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	7.06.1978	Suisse <i>Durée du congé spécifiée: 4 semaines pour les travailleurs et 5 semaines pour les travailleurs de moins de 20 ans. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	9.07.1992
Tchad <i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	15.12.2000	République tchèque <i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	23.08.1996	Ukraine <i>Durée du congé spécifiée: 24 jours calendaires. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	25.10.2001
Uruguay <i>Durée du congé spécifiée: 20 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	2.06.1977	Yémen <i>Durée du congé spécifiée: 21 jours pour les ouvriers et 30 jours pour les employés. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>	1.11.1976		

Convention (n° 133) sur le logement des équipages (dispositions complémentaires), 1970

Adoptée à la 55e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.08.1991

32 ratifications

Allemagne	14.08.1974	Australie	11.06.1992	Azerbaïdjan	19.05.1992
Belize	15.07.2005	Brésil	16.04.1992	Côte d'Ivoire	19.06.1972
Danemark	10.07.2003	Finlande	22.11.1974	France	24.03.1972
Grèce	24.09.1986	Guinée	26.05.1977	Israël	21.08.1980
Italie	23.06.1981	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	13.01.2006
Liban	6.12.1993	Libéria	8.05.1978	Luxembourg	30.11.2005
République de Moldova	12.12.2005	Nigéria	12.06.1973	Norvège	14.03.1975
Nouvelle-Zélande	31.05.1977	Pays-Bas	8.01.1985	Pologne	9.10.1975
Roumanie	11.10.2000	Royaume-Uni	26.03.1981	Fédération de Russie	27.08.1990
Suède	17.02.1972	Tadjikistan	26.11.1993	Turquie	17.03.2005
Ukraine	24.08.1993	Uruguay	2.06.1977		

Convention (n° 134) sur la prévention des accidents (gens de mer), 1970

Adoptée à la 55e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.02.1973

29 ratifications

Allemagne	14.08.1974	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belize	15.07.2005
Brésil	25.07.1996	Costa Rica	8.06.1979	Danemark	28.07.1980
Egypte	4.08.1982	Espagne	30.11.1971	Finlande	22.11.1974
France	27.02.1978	Grèce	8.06.1977	Guinée	26.05.1977
Israël	21.08.1980	Italie	23.06.1981	Japon	3.07.1978
Kenya	6.06.1990	Kirghizistan	31.03.1992	Mexique	2.05.1974
Nigéria	12.06.1973	Norvège	9.03.1976	Nouvelle-Zélande	31.05.1977
Pologne	26.06.1980	Roumanie	28.10.1975	Fédération de Russie	5.10.1987
Suède	17.02.1972	Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983
Turquie	17.03.2005	Uruguay	2.06.1977		

Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971

Adoptée à la 56e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.06.1973

83 ratifications

Albanie	18.08.2004	Algérie	6.06.2006	Allemagne	26.09.1973
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	23.11.2006	Arménie	29.07.1994
Australie	26.02.1993	Autriche	6.08.1973	Azerbaïdjan	12.08.1993
Barbade	25.04.1977	Belize	22.06.1999	Bénin	11.06.2001
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.05.1990	Burkina Faso	21.05.1974
Burundi	10.10.1997	Cameroun	5.04.1976	Chili	13.09.1999
Chypre	3.01.1996	République de Corée	27.12.2001	Costa Rica	7.12.1977
Côte d'Ivoire	21.02.1973	Croatie	8.10.1991	Cuba	17.11.1972
Danemark	6.06.1978	Dominique	6.01.2004	Egypte	25.03.1982
El Salvador	6.09.2006	Espagne	21.12.1972	Estonie	7.02.1996
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	13.01.1976	France	30.06.1972
Gabon	13.06.1975	Grèce	27.06.1988	Guinée	26.05.1977
Guyana	10.01.1983	Hongrie	11.09.1972	Iraq	27.07.1972
Italie	23.06.1981	Jordanie	23.07.1979	Kazakhstan	13.12.2000
Kenya	9.04.1979	Lesotho	27.01.1998	Lettonie	27.01.1992
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	9.10.1979	Mali	12.06.1995
Malte	9.06.1988	Maroc	5.04.2002	Mexique	2.05.1974
République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	8.10.1996	Monténégro	3.06.2006
Nicaragua	1.10.1981	Niger	5.04.1972	Norvège	24.11.1976
Ouzbékistan	15.12.1997	Pays-Bas	19.11.1975	Pologne	9.06.1977
Portugal	31.05.1976	République démocratique du Congo	20.06.2001	Roumanie	28.10.1975
Royaume-Uni	15.03.1973	Rwanda	8.11.1988	Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005
Sénégal	24.08.1976	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	17.09.2009
Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	16.11.1976	Suède	11.08.1972
Suriname	15.06.1976	République arabe syrienne	6.03.1975	République-Unie de Tanzanie	19.08.1983
Tchad	7.01.1998	République tchèque	9.10.2000	Tunisie	25.05.2007
Turquie	12.07.1993	Ukraine	3.09.2003	Yémen	29.07.1976
Zambie	24.05.1973	Zimbabwe	27.08.1998		

Convention (n° 136) sur le benzène, 1971

Adoptée à la 56e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.07.1973

38 ratifications

Allemagne	26.09.1973	Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	24.03.1993	Chili	14.10.1994	Colombie	16.11.1976
Côte d'Ivoire	21.02.1973	Croatie	8.10.1991	Cuba	17.11.1972
Equateur	27.03.1975	Espagne	8.05.1973	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	13.01.1976	France	30.06.1972	Grèce	24.01.1977
Guinée	26.05.1977	Guyana	10.01.1983	Hongrie	11.09.1972

Convention (n° 136) sur le benzène, 1971

Inde	11.06.1991	Iraq	27.07.1972	Israël	21.06.1979
Italie	23.06.1981	Koweït	29.03.1974	Liban	23.02.2000
Luxembourg	8.04.2008	Malte	18.05.1990	Maroc	22.07.1974
Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	1.10.1981	Roumanie	6.11.1975
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suisse	25.03.1975	République arabe syrienne	7.02.1977	République tchèque	1.01.1993
Uruguay	2.06.1977	Zambie	24.05.1973		

Convention (n° 137) sur le travail dans les ports, 1973

Adoptée à la 58e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.07.1975

25 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Australie	25.06.1974	Brésil	12.08.1994
Costa Rica	3.07.1975	Cuba	7.01.1975	Egypte	4.08.1982
Espagne	22.04.1975	Finlande	13.01.1976	France	15.02.1977
Guyana	10.01.1983	Iraq	9.03.1978	Italie	23.06.1981
Kenya	9.04.1979	Maurice	18.03.2003	Nicaragua	1.10.1981
Nigéria	22.03.2004	Norvège	21.10.1974	Pologne	22.02.1979
Portugal	9.01.1981	Roumanie	28.10.1975	Fédération de Russie	14.07.2004
Suède	24.07.1974	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983	Uruguay	31.07.1980

Dénouciation

Pays-Bas 14.09.1976
Dénouciée le 17.02.2006

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

Adoptée à la 58e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.06.1976

154 ratifications

Afrique du Sud <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	30.03.2000	Albanie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	16.02.1998	Algérie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	30.04.1984
Allemagne <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	8.04.1976	Angola <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	13.06.2001	Antigua-et-Barbuda <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	17.03.1983
Argentine <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	11.11.1996	Arménie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	27.01.2006	Autriche <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	18.09.2000
Azerbaïdjan <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	19.05.1992	Bahamas <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	31.10.2001	Barbade <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	4.01.2000
Bélarus <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	3.05.1979	Belgique <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	19.04.1988	Belize <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	6.03.2000
Bénin <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	11.06.2001	Etat plurinational de Bolivie <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	11.06.1997	Bosnie-Herzégovine <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.06.1993
Botswana <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	5.06.1997	Brésil <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	28.06.2001	Bulgarie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	23.04.1980
Burkina Faso <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	11.02.1999	Burundi <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	19.07.2000	Cambodge <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	23.08.1999
Cameroun <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	13.08.2001	République centrafricaine <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	28.06.2000	Chili <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	1.02.1999
Chine <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	28.04.1999	Chypre <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.10.1997	Colombie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.02.2001
Comores <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	17.03.2004	Congo <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	26.11.1999	République de Corée <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	28.01.1999
Costa Rica <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	11.06.1976	Côte d'Ivoire <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	7.02.2003	Croatie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	8.10.1991
Cuba <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	7.03.1975	Danemark <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	13.11.1997	Djibouti <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	14.06.2005
République dominicaine <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	15.06.1999	Dominique <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	27.09.1983	Egypte <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	9.06.1999
El Salvador <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	23.01.1996	Emirats arabes unis <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.10.1998	Equateur <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	19.09.2000

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

Erythrée <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	22.02.2000	Espagne <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	16.05.1977	Estonie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	15.03.2007
Ethiopie <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	27.05.1999	Ex-République yougoslave de Macédoine <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	17.11.1991	Fidji <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	3.01.2003
Finlande <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	13.01.1976	France <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	13.07.1990	Gambie <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	4.09.2000
Géorgie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	23.09.1996	Grèce <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	14.03.1986	Grenade <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	14.05.2003
Guatemala <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	27.04.1990	Guinée <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	6.06.2003	Guinée-Bissau <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	5.03.2009
Guinée équatoriale <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	12.06.1985	Guyana <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	15.04.1998	Haïti <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	3.06.2009
Honduras <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	9.06.1980	Hongrie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	28.05.1998	Indonésie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	7.06.1999
Iraq <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	13.02.1985	Irlande <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	22.06.1978	Islande <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	6.12.1999
Israël <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	21.06.1979	Italie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	28.07.1981	Jamaïque <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	13.10.2003
Japon <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	5.06.2000	Jordanie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	23.03.1998	Kazakhstan <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	18.05.2001
Kenya <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	9.04.1979	Kirghizistan <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	31.03.1992	Kiribati <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	17.06.2009
Koweït <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	15.11.1999	République démocratique populaire lao <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	13.06.2005	Lesotho <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	14.06.2001
Lettonie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.06.2006	Liban <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	10.06.2003	Jamahiriya arabe libyenne <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	19.06.1975
Lituanie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	22.06.1998	Luxembourg <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	24.03.1977	Madagascar <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	31.05.2000
Malaisie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	9.09.1997	Malawi <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	19.11.1999	Mali <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	11.03.2002
Malte <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	9.06.1988	Maroc <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	6.01.2000	Maurice <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	30.07.1990
Mauritanie <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	3.12.2001	République de Moldova <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	21.09.1999	Mongolie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	16.12.2002
Monténégro <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	3.06.2006	Mozambique <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	16.06.2003	Namibie <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	15.11.2000
Népal <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	30.05.1997	Nicaragua <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	2.11.1981	Niger <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	4.12.1978
Nigéria <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.10.2002	Norvège <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	8.07.1980	Oman <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	21.07.2005
Ouganda <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	25.03.2003	Ouzbékistan <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	6.03.2009	Pakistan <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	6.07.2006
Panama <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	31.10.2000	Papouasie-Nouvelle-Guinée <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	2.06.2000	Paraguay <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	3.03.2004
Pays-Bas <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	14.09.1976	Pérou <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	13.11.2002	Philippines <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	4.06.1998
Pologne <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	22.03.1978	Portugal <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	20.05.1998	Qatar <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	3.01.2006
République démocratique du Congo <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	20.06.2001	Roumanie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	19.11.1975	Royaume-Uni <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	7.06.2000
Fédération de Russie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	3.05.1979	Rwanda <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	15.04.1981	Saint-Kitts-et-Nevis <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	3.06.2005
Saint-Marin <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	1.02.1995	Saint-Vincent-et-les Grenadines <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	25.07.2006	Samoa <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	29.10.2008
Sao Tomé-et-Principe <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	4.05.2005	Sénégal <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	15.12.1999	Serbie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	24.11.2000
Seychelles <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	7.03.2000	Singapour <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	7.11.2005	Slovaquie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	29.09.1997

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

Slovénie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	29.05.1992	Soudan <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	7.03.2003	Sri Lanka <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	11.02.2000
Suède <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	23.04.1990	Suisse <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	17.08.1999	Swaziland <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	23.10.2002
République arabe syrienne <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	18.09.2001	Tadjikistan <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	16.12.1998
Tchad <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	21.03.2005	République tchèque <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	26.04.2007	Thaïlande <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	11.05.2004
Togo <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	16.03.1984	Trinité-et-Tobago <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	3.09.2004	Tunisie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	19.10.1995
Turquie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	30.10.1998	Ukraine <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	3.05.1979	Uruguay <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.06.1977
République bolivarienne du Venezuela <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	15.07.1987	Viet Nam <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	24.06.2003	Yémen <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	15.06.2000
Zambie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	9.02.1976	Zimbabwe <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	6.06.2000		

Convention (n° 139) sur le cancer professionnel, 1974

Adoptée à la 59e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.06.1976

37 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Allemagne	23.08.1976	Argentine	15.06.1978
Belgique	11.10.1996	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	27.06.1990
Croatie	8.10.1991	Danemark	6.06.1978	Egypte	25.03.1982
Equateur	27.03.1975	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	4.05.1977
France	24.08.1994	Guinée	20.04.1976	Guyana	10.01.1983
Hongrie	10.06.1975	Iraq	31.03.1978	Irlande	4.04.1995
Islande	21.06.1991	Italie	23.06.1981	Japon	26.07.1977
Liban	23.02.2000	Luxembourg	8.04.2008	Monténégro	3.06.2006
Nicaragua	1.10.1981	Norvège	14.06.1977	Pérou	16.11.1976
Portugal	3.05.1999	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	23.09.1975	Suisse	28.10.1976
République arabe syrienne	1.02.1979	République tchèque	1.01.1993	Uruguay	31.07.1980
République bolivarienne du Venezuela	5.07.1983				

Convention (n° 140) sur le congé-éducation payé, 1974

Adoptée à la 59e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.09.1976

34 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Allemagne	30.11.1976	Azerbaïdjan	11.03.1993
Belgique	12.01.1993	Belize	22.06.1999	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	16.04.1992	Chili	13.09.1999	Cuba	30.12.1975
Espagne	18.09.1978	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	24.02.1992
France	20.10.1975	Guinée	20.04.1976	Guyana	10.01.1983
Hongrie	10.06.1975	Iraq	9.05.1978	Kenya	9.04.1979
Mexique	17.02.1977	Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	1.10.1981
Pays-Bas	14.09.1976	Pologne	23.04.1979	Royaume-Uni	4.12.1975
Saint-Marin	19.04.1988	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	23.09.1975	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983
République tchèque	1.01.1993	Ukraine	7.03.2003	République bolivarienne du Venezuela	6.09.1983
Zimbabwe	27.08.1998				

Convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975

Adoptée à la 60e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.11.1977

40 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Albanie	18.08.2004	Allemagne	5.12.1978
Autriche	18.09.1978	Belgique	19.12.2003	Belize	22.06.1999
Brésil	27.09.1994	Burkina Faso	25.08.1997	Chypre	28.06.1977
Costa Rica	23.07.1991	Cuba	14.04.1977	Danemark	6.06.1978
El Salvador	15.06.1995	Equateur	26.10.1977	Espagne	28.04.1978
Finlande	14.09.1977	France	10.09.1984	Grèce	17.10.1989
Guatemala	13.06.1989	Guyana	10.01.1983	Hongrie	4.01.1994
Inde	18.08.1977	Israël	21.06.1979	Italie	18.10.1979
Kenya	9.04.1979	Mali	12.06.1995	Malte	9.06.1988
Mexique	28.06.1978	République de Moldova	4.04.2003	Nicaragua	1.10.1981
Norvège	24.11.1976	Pays-Bas	26.01.1977	Philippines	18.06.1979
Pologne	29.11.1991	Royaume-Uni	15.02.1977	Suède	19.07.1976
Suisse	23.05.1977	Uruguay	19.06.1989	République bolivarienne du Venezuela	5.07.1983
Zambie	4.12.1978				

Convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975

Adoptée à la 60e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.07.1977

67 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Algérie	26.01.1984	Allemagne	29.12.1980
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	15.06.1978	Australie	10.09.1985
Autriche	2.03.1979	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	3.05.1979
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	24.11.1981	Burkina Faso	28.10.2009
République centrafricaine	5.06.2006	Chypre	28.06.1977	République de Corée	21.01.1994
Cuba	5.01.1978	Danemark	5.06.1981	Egypte	25.03.1982
El Salvador	15.06.1995	Equateur	26.10.1977	Espagne	16.05.1977
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	14.09.1977	France	10.09.1984
Géorgie	22.06.1993	Grèce	17.10.1989	Guinée	5.06.1978
Guyana	10.01.1983	Hongrie	17.06.1976	Inde	25.03.2009
République islamique d'Iran	19.03.2007	Iraq	26.07.1978	Irlande	22.06.1979
Israël	21.06.1979	Italie	18.10.1979	Japon	10.06.1986
Jordanie	23.07.1979	Kenya	9.04.1979	Kirghizistan	31.03.1992
Lettonie	8.03.1993	Liban	23.02.2000	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	21.03.2001	Mexique	28.06.1978	République de Moldova	19.12.2001
Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	4.11.1977	Niger	28.01.1993
Norvège	24.11.1976	Pays-Bas	19.06.1979	Pologne	10.10.1979
Portugal	9.01.1981	Royaume-Uni	15.02.1977	Fédération de Russie	3.05.1979
Saint-Marin	23.05.1985	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	19.07.1976	Suisse	23.05.1977
Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983	République tchèque	1.01.1993
Tunisie	23.02.1989	Turquie	12.07.1993	Ukraine	3.05.1979
République bolivarienne du Venezuela	8.10.1984				

Convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975

Adoptée à la 60e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.12.1978

23 ratifications

Albanie	12.09.2006	Arménie	27.01.2006	Bénin	11.06.1980
<i>A l'exclusion de la partie II</i>					
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Burkina Faso	9.12.1977	Cameroun	4.07.1978
Chypre	28.06.1977	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Guinée	5.06.1978
Italie	23.06.1981	Kenya	9.04.1979	Monténégro	3.06.2006

Convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975

Norvège	24.01.1979	Ouganda	31.03.1978	Philippines	14.09.2006
Portugal	12.12.1978	Saint-Marin	23.05.1985	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Suède	28.12.1982	Tadjikistan	10.04.2007
Togo	8.11.1983	République bolivarienne du Venezuela	17.08.1983		

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976

Adoptée à la 61e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.05.1978

123 ratifications

Afrique du Sud	18.02.2003	Albanie	30.06.1999	Algérie	12.07.1993
Allemagne	23.07.1979	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	13.04.1987
Arménie	29.04.2005	Australie	11.06.1979	Autriche	2.03.1979
Azerbaïdjan	12.08.1993	Bahamas	16.08.1979	Bangladesh	17.04.1979
Barbade	6.04.1983	Bélarus	15.09.1993	Belgique	29.10.1982
Belize	6.03.2000	Bénin	11.06.2001	Bosnie-Herzégovine	11.07.2006
Botswana	5.06.1997	Brésil	27.09.1994	Bulgarie	12.06.1998
Burkina Faso	25.07.2001	Burundi	10.10.1997	République centrafricaine	5.06.2006
Chili	29.07.1992	Chine	2.11.1990	Chypre	28.06.1977
Colombie	9.11.1999	Congo	26.11.1999	République de Corée	15.11.1999
Costa Rica	29.07.1981	Côte d'Ivoire	5.06.1987	Danemark	6.06.1978
Djibouti	28.02.2005	République dominicaine	15.06.1999	Dominique	29.04.2002
Egypte	25.03.1982	El Salvador	15.06.1995	Equateur	23.11.1979
Espagne	13.02.1984	Estonie	22.03.1994	Etats-Unis	15.06.1988
Ex-République yougoslave de Macédoine	8.12.2005	Fidji	18.05.1998	Finlande	2.10.1978
France	8.06.1982	Gabon	6.12.1988	Grèce	28.08.1981
Grenade	25.10.1994	Guatemala	13.06.1989	Guinée	16.10.1995
Guyana	10.01.1983	Hongrie	4.01.1994	Inde	27.02.1978
Indonésie	17.10.1990	Iraq	11.09.1978	Irlande	22.06.1979
Islande	30.06.1981	Italie	18.10.1979	Jamaïque	23.10.1996
Japon	14.06.2002	Jordanie	5.08.2003	Kazakhstan	13.12.2000
Kenya	6.06.1990	Kirghizistan	12.01.2007	Koweït	15.08.2000
Lesotho	27.01.1998	Lettonie	25.07.1994	Libéria	25.03.2003
Lituanie	26.09.1994	Madagascar	22.04.1997	Malaisie	14.06.2002
Malawi	1.10.1986	Mali	23.01.2008	Maurice	14.06.1994
Mexique	28.06.1978	République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	10.08.1998
Monténégro	3.06.2006	Mozambique	23.12.1996	Namibie	3.01.1995
Népal	21.03.1995	Nicaragua	1.10.1981	Nigéria	3.05.1994
Norvège	9.08.1977	Nouvelle-Zélande	5.06.1987	Ouganda	13.01.1994
Pakistan	25.10.1994	Pays-Bas	27.07.1978	Pérou	8.11.2004
Philippines	10.06.1991	Pologne	15.03.1993	Portugal	9.01.1981
République démocratique du Congo	20.06.2001	Roumanie	9.12.1992	Royaume-Uni	15.02.1977
Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000	Saint-Marin	23.05.1985	Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992
Sénégal	19.11.2004	Serbie	13.05.2005	Seychelles	28.10.2005
Sierra Leone	21.01.1985	Slovaquie	10.02.1997	Sri Lanka	17.03.1994
Suède	16.05.1977	Suisse	28.06.2000	Suriname	16.11.1979
Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	28.05.1985	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983
Tchad	7.01.1998	République tchèque	9.10.2000	Togo	8.11.1983
Trinité-et-Tobago	7.06.1995	Turquie	12.07.1993	Ukraine	16.05.1994
Uruguay	22.05.1987	République bolivarienne du Venezuela	17.06.1983	Viet Nam	9.06.2008
Yémen	15.06.2000	Zambie	4.12.1978	Zimbabwe	14.12.1989

Convention (n° 145) sur la continuité de l'emploi (gens de mer), 1976

Adoptée à la 62e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 3.05.1979

17 ratifications

Convention (n° 145) sur la continuité de l'emploi (gens de mer), 1976

Brésil	18.05.1990	Costa Rica	16.06.1981	Cuba	9.02.1979
Egypte	17.03.1983	Espagne	28.04.1978	Finlande	2.10.1978
France	3.05.1978	Hongrie	8.06.1978	Iraq	14.11.1979
Italie	23.06.1981	Maroc	7.03.1980	Norvège	24.01.1979
Nouvelle-Zélande	11.01.1980	Pays-Bas	10.01.1979	Pologne	10.10.1979
Portugal	23.05.1983	Suède	6.10.1981		

Convention (n° 146) sur les congés payés annuels (gens de mer), 1976

Adoptée à la 62e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1979

17 ratifications

Allemagne	14.11.2006	Brésil	24.09.1998	Bulgarie	12.06.2003
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours calendaires</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>	
Cameroun	13.06.1978	Espagne	9.03.1979	Finlande	15.01.1990
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 60 jours consécutifs pour les officiers et 3 jours consécutifs par mois pour les matelots</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 37, 40 ou 60 jours selon les différentes catégories de navigation, et 44, 60 ou 64 jours pour les congés exceptionnels, selon les cargaisons des différents bateaux</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>	
France	15.06.1978	Iraq	15.02.1985	Italie	28.07.1981
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 116 jours pour les officiers et marins employés à bord de bateaux de commerce français et un minimum de 111 jours pour les équipages des navires de remorquage et des navires portuaires</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 36 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>	
Kenya	14.09.1990	Luxembourg	30.11.2005	Maroc	10.07.1980
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 3 jours par mois, soit 36 jours.</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>	
Nicaragua	1.10.1981	Pays-Bas	12.11.1980	Portugal	25.06.1984
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>	
Suède	7.06.1978	Turquie	28.07.2005		
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 5 semaines</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>			

Convention (n° 147) sur la marine marchande (normes minima), 1976

Adoptée à la 62e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.11.1981

55 ratifications

Albanie	12.12.2007	Algérie	27.06.2006	Allemagne	14.07.1980
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>				<i>A ratifié le protocole de 1996</i>	
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	3.01.2001	Barbade	16.05.1994
Belgique	16.09.1982	Belize	15.07.2005	Brésil	17.01.1991
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>		<i>A ratifié le protocole de 1996</i>			
Bulgarie	24.02.2003	Canada	25.05.1993	Chypre	19.09.1995
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>				<i>A ratifié le protocole de 1996</i>	
Costa Rica	24.06.1981	Croatie	19.07.1996	Danemark	28.07.1980
				<i>A ratifié le protocole de 1996</i>	
Dominique	6.01.2004	Egypte	17.03.1983	Espagne	28.04.1978
Estonie	1.12.2004	Etats-Unis	15.06.1988	Finlande	2.10.1978
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>				<i>A ratifié le protocole de 1996</i>	
France	2.05.1978	Ghana	10.05.2005	Grèce	18.09.1979
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>				<i>A ratifié le protocole de 1996</i>	
Hongrie	30.03.2005	Inde	26.09.1996	Iraq	15.02.1985
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Irlande	16.12.1992	Islande	11.05.1999	Israël	6.12.1996
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Italie	23.06.1981	Japon	31.05.1983	Jordanie	1.04.2004
Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	12.11.1998	Liban	6.12.1993
		<i>A ratifié le protocole de 1996</i>			
Libéria	8.07.1981	Lituanie	14.07.2006	Luxembourg	15.02.1991
		<i>A ratifié le protocole de 1996</i>		<i>A ratifié le protocole de 1996</i>	

Convention (n° 147) sur la marine marchande (normes minima), 1976

Malte <i>A ratifié le protocole de 1996</i>	10.01.2002	Maroc	15.06.1981	Norvège <i>A ratifié le protocole de 1996</i>	24.01.1979
Pays-Bas <i>A ratifié le protocole de 1996</i>	25.01.1979	Pérou	6.07.2004	Pologne	2.06.1995
Portugal	2.05.1985	Roumanie <i>A ratifié le protocole de 1996</i>	15.05.2001	Royaume-Uni <i>A ratifié le protocole de 1996</i>	28.11.1980
Fédération de Russie	7.05.1991	Seychelles	28.10.2005	Slovénie <i>A ratifié le protocole de 1996</i>	21.06.1999
Suède <i>A ratifié le protocole de 1996</i>	20.12.1978	Tadjikistan	26.11.1993	Trinité-et-Tobago	3.06.1999
Ukraine	17.03.1994				

Protocole de 1996 relatif à la convention sur la marine marchande (normes minima), 1976

Adopté à la 84e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.01.2003

22 ratifications

Albanie	12.12.2007	Allemagne	14.11.2006	Belgique	10.06.2003
Belize <i>A accepté les conventions mentionnées dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>	15.07.2005	Bulgarie	9.06.2005	Chypre <i>A accepté la convention n°135 mentionnée dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>	9.10.2006
Danemark	10.07.2003	Estonie <i>A accepté les conventions mentionnées dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>	1.12.2004	Finlande	4.07.2002
France	27.04.2004	Grèce	14.05.2002	Hongrie <i>A accepté les conventions mentionnées dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>	30.03.2005
Irlande	22.04.1999	Lettonie	15.12.2004	Lituanie	14.07.2006
Luxembourg	30.11.2005	Malte <i>A accepté la convention n° 108 mentionnée dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>	10.01.2002	Norvège <i>A accepté la convention n° 164 mentionnée dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>	27.04.2006
Roumanie	15.05.2001	Royaume-Uni	29.06.2001	Slovénie	21.07.2004
Suède	15.12.2000				

Convention (n° 148) sur le milieu de travail (pollution de l'air, bruit et vibrations), 1977

Adoptée à la 63e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.07.1979

45 ratifications

Allemagne	18.11.1993	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	1.06.1994
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	14.01.1982	Costa Rica	16.06.1981
Croatie	8.10.1991	Cuba	29.12.1980	Danemark	8.01.1988
Egypte	4.05.1988	Equateur	11.07.1978	Espagne <i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air et le bruit</i>	17.12.1980
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	8.06.1979	France	30.07.1985
Ghana	27.05.1986	Guatemala	22.02.1996	Guinée	8.06.1982
Hongrie	4.01.1994	Iraq	17.04.1985	Italie	28.02.1985
Kazakhstan	30.07.1996	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	8.03.1993
Liban	4.04.2005	Luxembourg	8.04.2008	Malte <i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air</i>	9.06.1988
Monténégro	3.06.2006	Niger	28.01.1993	Norvège	13.03.1979
Pologne	2.12.2004	Portugal	9.01.1981	Royaume-Uni <i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air</i>	8.03.1979
Fédération de Russie	3.06.1988	Saint-Marin	19.04.1988	Serbie	24.11.2000
Seychelles	23.11.1999	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suède	10.07.1978	Tadjikistan	26.11.1993		

Convention (n° 148) sur le milieu de travail (pollution de l'air, bruit et vibrations), 1977

République-Unie de Tanzanie	30.05.1983	République tchèque	1.01.1993	Uruguay	5.09.1988
<i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air</i>					
Zambie	19.08.1980				

Convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977

Adoptée à la 63e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.07.1979

40 ratifications

Azerbaïdjan	19.05.1992	Bangladesh	17.04.1979	Bélarus	3.05.1979
Belgique	29.03.1988	Congo	24.06.1986	Danemark	5.06.1981
Egypte	3.11.1982	Equateur	11.07.1978	Fidji	28.05.2008
Finlande	8.06.1979	France	10.09.1984	Ghana	27.05.1986
Grèce	17.03.1987	Guatemala	9.05.1995	Guinée	8.06.1982
Guyana	10.01.1983	Iraq	4.06.1980	Italie	28.02.1985
Jamaïque	4.06.1984	Kenya	6.06.1990	Kirghizistan	31.03.1992
Lettonie	8.03.1993	Lituanie	12.06.2007	Luxembourg	8.04.2008
Malawi	1.10.1986	Malte	18.05.1990	Norvège	5.07.1989
Philippines	18.06.1979	Pologne	4.11.1980	Portugal	28.05.1985
Fédération de Russie	3.05.1979	Seychelles	12.10.1993	Slovénie	30.01.2003
Suède	10.07.1978	Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983
Ukraine	3.05.1979	Uruguay	31.07.1980	République bolivarienne du Venezuela	17.08.1983
Zambie	19.08.1980				

Convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978

Adoptée à la 64e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.10.1980

70 ratifications

Albanie	24.07.2002	Algérie	26.01.1984	Allemagne	26.02.1981
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	20.02.2004	Arménie	18.05.2005
Australie	10.09.1985	Bélarus	15.09.1993	Belize	6.03.2000
Bénin	11.06.2001	Burkina Faso	3.04.1980	Cambodge	23.08.1999
République centrafricaine	5.06.2006	Chine	7.03.2002	Chypre	6.07.1981
Congo	24.06.1986	République de Corée	8.12.1997	Costa Rica	25.09.1984
Cuba	29.12.1980	Danemark	5.06.1981	République dominicaine	15.06.1999
Dominique	26.07.2004	Egypte	5.12.1991	El Salvador	2.02.2001
Espagne	3.03.1982	Etats-Unis	3.03.1995	Finlande	25.02.1980
Gabon	11.10.1979	Ghana	27.05.1986	Grèce	31.07.1985
Guinée	8.06.1982	Guyana	10.01.1983	Iraq	10.07.1980
Israël	7.12.1979	Italie	28.02.1985	Jamaïque	4.06.1984
Jordanie	10.07.2003	Kirghizistan	22.12.2003	Lesotho	14.06.2001
Lettonie	8.03.1993	Liban	4.04.2005	Libéria	2.06.2003
Luxembourg	21.03.2001	Malawi	19.11.1999	Mali	23.01.2008
Maroc	3.04.2009	Maurice	5.04.2004	Mexique	10.02.1982
République de Moldova	10.11.2006	Namibie	28.06.1996	Norvège	19.03.1980
Pays-Bas	8.08.1980	Portugal	9.01.1981	République démocratique du Congo	3.04.1987
Roumanie	4.11.2008	Royaume-Uni	19.03.1980	Fédération de Russie	2.07.1998
Saint-Marin	19.04.1988	Seychelles	23.11.1999	Suède	11.06.1979
Suisse	3.03.1981	Suriname	29.09.1981	République tchèque	9.10.2000
Trinité-et-Tobago	17.08.2007	Tunisie	23.05.1988	Ukraine	10.11.2004
Uruguay	19.06.1989	République bolivarienne du Venezuela	17.08.1983	Zambie	19.08.1980
Zimbabwe	27.08.1998				

Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978

Adoptée à la 64e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 25.02.1981

45 ratifications

Albanie	30.06.1999	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	21.01.1987
Arménie	29.07.1994	Azerbaïdjan	11.03.1993	Bélarus	8.09.1997
Belgique	21.05.1991	Belize	22.06.1999	Botswana	22.12.1997
Chili	17.07.2000	Chypre	6.07.1981	Colombie	8.12.2000
Cuba	29.12.1980	Danemark	5.06.1981	El Salvador	6.09.2006
Espagne	18.09.1984	Finlande	25.02.1980	Gabon	1.10.2009
Géorgie	10.10.2003	Ghana	27.05.1986	Grèce	29.07.1996
Guinée	8.06.1982	Guyana	10.01.1983	Hongrie	4.01.1994
Italie	28.02.1985	Lettonie	27.01.1992	Luxembourg	21.03.2001
Mali	12.06.1995	République de Moldova	4.04.2003	Norvège	19.03.1980
Pays-Bas	29.11.1988	Pérou	27.10.1980	Pologne	26.07.1982
Portugal	9.01.1981	Royaume-Uni	19.03.1980	Saint-Marin	19.04.1988
Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005	Seychelles	23.11.1999	Suède	11.06.1979
Suisse	3.03.1981	Suriname	29.09.1981	Tchad	7.01.1998
Turquie	12.07.1993	Uruguay	19.06.1989	Zambie	19.08.1980

Convention (n° 152) sur la sécurité et l'hygiène dans les manutentions portuaires, 1979

Adoptée à la 65e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 5.12.1981

26 ratifications

Allemagne	17.12.1982	Brésil	18.05.1990	Chypre	13.11.1987
Congo	24.06.1986	Cuba	15.10.1982	Danemark	22.12.1989
Egypte	3.08.1988	Equateur	20.05.1988	Espagne	3.03.1982
Finlande	3.07.1981	France	30.07.1985	Guinée	8.06.1982
Iraq	17.04.1985	Italie	7.06.2000	Jamaïque	4.11.2005
Liban	6.09.2004	Mexique	10.02.1982	République de Moldova	22.01.2007
Norvège	5.12.1980	Pays-Bas	13.05.1998	Pérou	19.04.1988
Fédération de Russie	14.07.2004	Seychelles	28.10.2005	Suède	13.06.1980
République-Unie de Tanzanie	30.05.1983	Turquie	17.03.2005		

Convention (n° 153) sur la durée du travail et les périodes de repos (transports routiers), 1979

Adoptée à la 65e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.02.1983

9 ratifications

Equateur	20.05.1988	Espagne	7.02.1985	Iraq	17.04.1985
Mexique	10.02.1982	Suisse	4.05.1981	Turquie	17.03.2005
Ukraine	9.06.2008	Uruguay	19.06.1989	République bolivarienne du Venezuela	5.07.1983

Convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981

Adoptée à la 67e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.08.1983

40 ratifications

Albanie	24.07.2002	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	29.01.1993
Arménie	29.04.2005	Azerbaïdjan	12.08.1993	Bélarus	8.09.1997
Belgique	29.03.1988	Belize	22.06.1999	Brésil	10.07.1992
Chypre	16.01.1989	Colombie	8.12.2000	Espagne	11.09.1985
Finlande	9.02.1983	Gabon	6.12.1988	Grèce	17.09.1996
Guatemala	29.10.1996	Hongrie	4.01.1994	Kirghizistan	22.12.2003
Lettonie	25.07.1994	Lituanie	26.09.1994	Maroc	3.04.2009
République de Moldova	14.02.1997	Niger	5.06.1985	Norvège	22.06.1982
Ouganda	27.03.1990	Ouzbékistan	15.12.1997	Pays-Bas	22.12.1993
Roumanie	15.12.1992	Sainte-Lucie	6.12.2000	Saint-Marin	1.02.1995

Convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981

Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005	Slovaquie	17.09.2009	Slovénie	2.02.2006
Suède	11.08.1982	Suisse	16.11.1983	Suriname	5.06.1996
République-Unie de Tanzanie	14.08.1998	Ukraine	16.05.1994	Uruguay	19.06.1989
Zambie	4.02.1986				

Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

Adoptée à la 67e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.08.1983

56 ratifications

Afrique du Sud	18.02.2003	Albanie	9.02.2004	Algérie	6.06.2006
		<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>			
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Australie	26.03.2004	Bahreïn	9.09.2009
Bélarus	30.05.2000	Belize	22.06.1999	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	18.05.1992	Cap-Vert	9.08.2000	République centrafricaine	5.06.2006
Chine	25.01.2007	Chypre	16.01.1989	République de Corée	20.02.2008
Croatie	8.10.1991	Cuba	7.09.1982	Danemark	10.07.1995
El Salvador	12.10.2000	Espagne	11.09.1985	Ethiopie	28.01.1991
<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>					
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	28.05.2008	Finlande	24.04.1985
				<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>	
Hongrie	4.01.1994	Irlande	4.04.1995	Islande	21.06.1991
Kazakhstan	30.07.1996	Lesotho	1.11.2001	Lettonie	25.07.1994
Luxembourg	21.03.2001	Mexique	1.02.1984	République de Moldova	28.04.2000
<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>					
Mongolie	3.02.1998	Monténégro	3.06.2006	Niger	19.02.2009
Nigéria	3.05.1994	Norvège	22.06.1982	Nouvelle-Zélande	12.06.2007
Pays-Bas	22.05.1991	Portugal	28.05.1985	Fédération de Russie	2.07.1998
Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005	Serbie	24.11.2000	Seychelles	28.10.2005
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suède	11.08.1982
				<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>	
République arabe syrienne	19.05.2009	Tadjikistan	21.10.2009	République tchèque	1.01.1993
<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>					
Turquie	22.04.2005	Uruguay	5.09.1988	République bolivarienne du Venezuela	25.06.1984
Viet Nam	3.10.1994	Zimbabwe	9.04.2003		

Protocole de 2002 relatif à la convention sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

Adopté à la 90e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.02.2005

6 ratifications

Albanie	9.02.2004	El Salvador	22.07.2004	Finlande	9.12.2003
Luxembourg	8.04.2008	Suède	15.06.2007	République arabe syrienne	19.05.2009

Convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981

Adoptée à la 67e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.08.1983

40 ratifications

Albanie	11.10.2007	Argentine	17.03.1988	Australie	30.03.1990
Belize	22.06.1999	Etat plurinational de Bolivie	1.09.1998	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Bulgarie	3.04.2006	Chili	14.10.1994	République de Corée	29.03.2001
Croatie	8.10.1991	El Salvador	12.10.2000	Espagne	11.09.1985
Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	9.02.1983
France	16.03.1989	Grèce	10.06.1988	Guatemala	6.01.1994
Guinée	16.10.1995	Islande	22.06.2000	Japon	9.06.1995
Lituanie	6.05.2004	Maurice	5.04.2004	Monténégro	3.06.2006
Niger	5.06.1985	Norvège	22.06.1982	Paraguay	21.12.2007
Pays-Bas	24.03.1988	Pérou	16.06.1986	Portugal	2.05.1985
Fédération de Russie	13.02.1998	Saint-Marin	19.04.1988	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	14.06.2002	Slovénie	29.05.1992	Suède	11.08.1982

Convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981

Ukraine	11.04.2000	Uruguay	16.11.1989	République bolivarienne du Venezuela	27.11.1984
Yémen	13.03.1989				

Convention (n° 157) sur la conservation des droits en matière de sécurité sociale, 1982

Adoptée à la 68e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.09.1986

4 ratifications

Espagne	11.09.1985	Kirghizistan	10.09.2008	Philippines	26.04.1994
Suède	18.04.1984				

Convention (n° 158) sur le licenciement, 1982

Adoptée à la 68e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.11.1985

35 ratifications

Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Australie	26.02.1993	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Cameroun	13.05.1988	République centrafricaine	5.06.2006	Chypre	5.07.1985
Espagne	26.04.1985	Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	30.06.1992	France	16.03.1989	Gabon	6.12.1988
Lesotho	14.06.2001	Lettonie	25.07.1994	Luxembourg	21.03.2001
Malawi	1.10.1986	Maroc	7.10.1993	République de Moldova	14.02.1997
Monténégro	3.06.2006	Namibie	28.06.1996	Niger	5.06.1985
Ouganda	18.07.1990	Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000	Portugal	27.11.1995
République démocratique du Congo	3.04.1987	Sainte-Lucie	6.12.2000	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Suède	20.06.1983	Turquie	4.01.1995
Ukraine	16.05.1994	République bolivarienne du Venezuela	6.05.1985	Yémen	13.03.1989
Zambie	9.02.1990				

Dénonciation

Brésil	5.01.1995
	Dénoncée le 20.11.1996

Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983

Adoptée à la 69e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.06.1985

80 ratifications

Allemagne	14.11.1989	Argentine	13.04.1987	Australie	7.08.1990
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahreïn	2.02.1999	Etat plurinational de Bolivie	19.12.1996
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.05.1990	Burkina Faso	26.05.1989
Chili	14.10.1994	Chine	2.02.1988	Chypre	13.04.1987
Colombie	7.12.1989	République de Corée	15.11.1999	Costa Rica	23.07.1991
Côte d'Ivoire	22.10.1999	Croatie	8.10.1991	Cuba	3.10.1996
Danemark	1.04.1985	République dominicaine	20.06.1994	Egypte	3.08.1988
El Salvador	19.12.1986	Equateur	20.05.1988	Espagne	2.08.1990
Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	1.12.2004
Finlande	24.04.1985	France	16.03.1989	Grèce	31.07.1985
Guatemala	5.04.1994	Guinée	16.10.1995	Hongrie	20.06.1984
Irlande	6.06.1986	Islande	22.06.1990	Italie	7.06.2000
Japon	12.06.1992	Jordanie	13.05.2003	Kirghizistan	31.03.1992
Koweït	26.06.1998	Liban	23.02.2000	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	21.03.2001	Madagascar	3.06.1998	Malawi	1.10.1986
Mali	12.06.1995	Malte	9.06.1988	Maurice	9.06.2004

Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983

Mexique	5.04.2001	Mongolie	3.02.1998	Monténégro	3.06.2006
Norvège	13.08.1984	Ouganda	27.03.1990	Pakistan	25.10.1994
Panama	28.01.1994	Paraguay	2.05.1991	Pays-Bas	15.02.1988
Pérou	16.06.1986	Philippines	23.08.1991	Pologne	2.12.2004
Portugal	3.05.1999	Fédération de Russie	3.06.1988	Saint-Marin	23.05.1985
Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	12.06.1984	Suisse	20.06.1985
Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	11.10.2007
Trinité-et-Tobago	3.06.1999	Tunisie	5.09.1989	Turquie	26.06.2000
Ukraine	15.05.2003	Uruguay	13.01.1988	Yémen	18.11.1991
Zambie	5.01.1989	Zimbabwe	27.08.1998		

Convention (n° 160) sur les statistiques du travail, 1985

Adoptée à la 71e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.04.1988

46 ratifications

Allemagne	25.04.1991	Arménie	29.04.2005	Australie	15.05.1987
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 12 et 13 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Autriche	3.06.1987	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	12.10.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Bénin	6.04.2000	Etat plurinational de Bolivie	14.11.1990	Bresil	2.07.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2; les articles 7, 8, et 12 à 15, de la Partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10, 12, 13 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Canada	22.11.1995	Chypre	1.12.1987	Colombie	23.03.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8, 9(1) et 10 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8 et 10 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	
République de Corée	8.12.1997	Costa Rica	13.02.2001	Danemark	22.01.1988
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
El Salvador	24.04.1987	Espagne	3.10.1989	Etats-Unis	11.06.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 9 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Finlande	27.04.1987	Grèce	17.03.1993	Guatemala	7.04.1993
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Inde	1.04.1992	Irlande	27.10.1995	Italie	8.11.1989
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, l'article 8 de la partie II a été accepté.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 9 et 11 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	10.06.1994	Lituanie	10.06.1999
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, article 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 12 et 13 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Maurice	14.06.1994	Mexique	18.04.1988	Norvège	6.08.1987
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 9, 11, 12, 14 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Nouvelle-Zélande	6.11.2001	Panama	3.04.1996	Pays-Bas	5.10.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la Partie II ont été acceptés.</i>	
Pologne	24.04.1991	Portugal	8.12.1993	Royaume-Uni	27.05.1987
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 8 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Fédération de Russie	27.08.1990	Saint-Marin	1.07.1988	Slovaquie	1.01.1993
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 14 de la partie II ont été acceptés.</i>	

Convention (n° 160) sur les statistiques du travail, 1985

Sri Lanka	1.04.1993	Suède	22.09.1986	Suisse	7.05.1987
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8, 10, 12, 13 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la Partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Swaziland	22.09.1992	Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8, 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 14 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Ukraine	15.08.1991				
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>					

Convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985

Adoptée à la 71e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.02.1988

28 ratifications

Allemagne	17.10.1994	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Bénin	10.11.1998
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.05.1990	Burkina Faso	25.08.1997
Chili	30.09.1999	Colombie	25.01.2001	Croatie	8.10.1991
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	27.04.1987	Guatemala	18.04.1989
Hongrie	24.02.1988	Luxembourg	8.04.2008	Mexique	17.02.1987
Monténégro	3.06.2006	Niger	19.02.2009	Pologne	15.09.2004
Saint-Marin	19.04.1988	Serbie	24.11.2000	Seychelles	28.10.2005
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suède	1.07.1986
République tchèque	1.01.1993	Turquie	22.04.2005	Uruguay	5.09.1988
Zimbabwe	9.04.2003				

Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986

Adoptée à la 72e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.06.1989

32 ratifications

Allemagne	18.11.1993	Belgique	11.10.1996	Etat plurinational de Bolivie	11.06.1990
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.05.1990	Cameroun	20.02.1989
Canada	16.06.1988	Chili	14.10.1994	Chypre	7.08.1992
Colombie	25.01.2001	République de Corée	4.04.2007	Croatie	8.10.1991
Danemark	18.12.2006	Equateur	11.04.1990	Espagne	2.08.1990
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	20.06.1988	Guatemala	18.04.1989
Japon	11.08.2005	Luxembourg	8.04.2008	Monténégro	3.06.2006
Norvège	4.02.1992	Ouganda	27.03.1990	Pays-Bas	15.09.1999
Portugal	3.05.1999	Fédération de Russie	4.09.2000	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Suède	2.09.1987	Suisse	16.06.1992
Uruguay	6.09.1995	Zimbabwe	9.04.2003		

Convention (n° 163) sur le bien-être des gens de mer, 1987

Adoptée à la 74e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 3.10.1990

17 ratifications

Brésil	4.03.1997	Bulgarie	1.03.2004	Danemark	16.09.1993
Espagne	3.10.1989	Finlande	30.06.1992	France	27.04.2004
Géorgie	22.06.2004	Guatemala	3.11.2008	Hongrie	14.03.1989
Mexique	5.10.1990	Norvège	26.11.1993	Roumanie	11.03.2002
Fédération de Russie	18.10.2006	Slovaquie	1.01.1993	Suède	21.02.1990
Suisse	15.11.1989	République tchèque	1.01.1993		

Convention (n° 164) sur la protection de la santé et les soins médicaux (gens de mer), 1987

Adoptée à la 74e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.01.1991

14 ratifications

Allemagne	17.10.1994	Brésil	4.03.1997	Bulgarie	24.03.2005
Espagne	3.07.1990	Finlande	17.01.1995	France	27.04.2004
Hongrie	14.03.1989	Italie	7.11.2002	Mexique	5.10.1990
Norvège	11.06.1999	Slovaquie	1.01.1993	Suède	21.02.1990
République tchèque	1.01.1993	Turquie	17.03.2005		

Convention (n° 165) sur la sécurité sociale des gens de mer (révisée), 1987

Adoptée à la 74e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 2.07.1992

3 ratifications

Espagne	2.07.1991	Hongrie	13.12.1989	Philippines	9.11.2004
<i>A accepté les obligations de l'article 9 de la convention en ce qui concerne les branches mentionnées à l'article 3 a) et c), et celles de l'article 11 en ce qui concerne les branches mentionnées à l'article 3 b), e) et g)</i>					
<i>A accepté les obligations de l'article 9 de la convention en ce qui concerne les branches mentionnées à l'article 3 b), d) et e)</i>					
<i>A accepté les obligations de l'article 9 de la convention en ce qui concerne les branches mentionnées à l'article 3 a), b), d), e), h) et i).</i>					

Convention (n° 166) sur le rapatriement des marins (révisée), 1987

Adoptée à la 74e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 3.07.1991

13 ratifications

Allemagne	14.11.2006	Australie	29.08.1995	Brésil	4.03.1997
Bulgarie	30.07.2003	Egypte	28.05.2004	Espagne	3.07.1990
France	27.04.2004	Guyana	10.06.1996	Hongrie	14.03.1989
Luxembourg	15.02.1991	Mexique	5.10.1990	Roumanie	11.10.2000
Turquie	17.03.2005				

Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988

Adoptée à la 75e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.01.1991

24 ratifications

Algérie	6.06.2006	Allemagne	18.11.1993	Bélarus	21.11.2001
Brésil	19.05.2006	Chine	7.03.2002	Colombie	6.09.1994
Danemark	10.07.1995	République dominicaine	4.06.1998	Finlande	23.01.1997
Guatemala	7.10.1991	Hongrie	22.05.1989	Iraq	17.09.1990
Italie	12.02.2003	Kazakhstan	18.06.2008	Lesotho	27.01.1998
Luxembourg	8.04.2008	Mexique	5.10.1990	Norvège	24.06.1991
Panama	31.01.2008	Serbie	16.09.2009	Slovaquie	1.01.1993
Suède	7.10.1991	République tchèque	1.01.1993	Uruguay	25.05.2005

Convention (n° 168) sur la promotion de l'emploi et la protection contre le chômage, 1988

Adoptée à la 75e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.10.1991

7 ratifications

Albanie	4.08.2006	Brésil	24.03.1993	Finlande	19.12.1990
<i>En vertu de l'article 5 de la convention, le gouvernement se prévaut de la dérogation temporaire prévue à l'article 10, paragraphe 4.</i>					
Norvège	19.06.1990	Roumanie	15.12.1992	Suède	18.12.1990
Suisse	17.10.1990				

Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989

Adoptée à la 76e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 5.09.1991

20 ratifications

Argentine	3.07.2000	Etat plurinational de Bolivie	11.12.1991	Brésil	25.07.2002
Chili	15.09.2008	Colombie	7.08.1991	Costa Rica	2.04.1993
Danemark	22.02.1996	Dominique	25.06.2002	Equateur	15.05.1998
Espagne	15.02.2007	Fidji	3.03.1998	Guatemala	5.06.1996
Honduras	28.03.1995	Mexique	5.09.1990	Népal	14.09.2007
Norvège	19.06.1990	Paraguay	10.08.1993	Pays-Bas	2.02.1998
Pérou	2.02.1994	République bolivarienne du Venezuela	22.05.2002		

Convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990

Adoptée à la 77e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.11.1993

17 ratifications

Allemagne	23.11.2007	Brésil	23.12.1996	Burkina Faso	15.09.1997
Chine	11.01.1995	Colombie	6.09.1994	République de Corée	11.04.2003
République dominicaine	3.01.2006	Italie	3.07.2002	Liban	26.04.2006
Luxembourg	8.04.2008	Mexique	17.09.1992	Norvège	26.11.1993
Pologne	19.05.2005	Suède	4.11.1992	République arabe syrienne	14.06.2006
République-Unie de Tanzanie	15.03.1999	Zimbabwe	27.08.1998		

Convention (n° 171) sur le travail de nuit, 1990

Adoptée à la 77e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.01.1995

11 ratifications

Albanie	28.06.2004	Belgique	28.05.1997	Brésil	18.12.2002
Chypre	4.01.1994	République dominicaine	3.03.1993	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	8.04.2008	Madagascar	10.11.2008	Portugal	27.11.1995
Slovaquie	11.02.2002	République tchèque	6.08.1996		

Convention (n° 172) sur les conditions de travail dans les hôtels et restaurants, 1991

Adoptée à la 78e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.07.1994

15 ratifications

Allemagne	14.11.2006	Autriche	2.05.1994	Barbade	22.06.1997
Chypre	28.02.1997	République dominicaine	4.06.1998	Espagne	7.07.1993
Fidji	28.05.2008	Guyana	20.08.1996	Iraq	9.07.2001
Irlande	9.06.1998	Liban	23.02.2000	Luxembourg	6.03.2003
Mexique	7.06.1993	Suisse	15.02.1994	Uruguay	6.09.1995

Convention (n° 173) sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, 1992

Adoptée à la 79e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.06.1995

19 ratifications

Albanie	3.02.2005	Arménie	18.05.2005	Australie	8.06.1994
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations des parties II et III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>	
Autriche	20.12.1996	Botswana	5.06.1997	Bulgarie	28.09.2004
<i>A accepté les obligations de la partie III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations des parties II et III avec pour cette dernière les exceptions suivantes : 1) les associés de la société, 2) les membres des organes de gestion et de contrôle de la société, 3) les époux ou descendants en ligne directe du responsable de la société ou des personnes visées aux points 1) et 2).</i>	

Convention (n° 173) sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, 1992

Burkina Faso	11.02.1999	Espagne	16.05.1995	Finlande	20.06.1994
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations des parties II (à l'exception du personnel de l'administration publique) et III (à l'exception des domestiques)</i>		<i>A accepté les obligations de la partie III</i>	
Lettonie	22.02.2002	Lituanie	26.09.1994	Madagascar	3.06.1998
<i>A accepté les obligations de la partie III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>	
Mexique	24.09.1993	Slovaquie	24.09.1998	Slovénie	8.05.2001
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie III</i>	
Suisse	16.06.1995	Tchad	15.12.2000	Ukraine	1.03.2006
<i>A accepté les obligations des parties II et III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>	
Zambie	25.05.1998				
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>					

Convention (n° 174) sur la prévention des accidents industriels majeurs, 1993

Adoptée à la 80e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 3.01.1997

13 ratifications

Albanie	3.03.2003	Arabie saoudite	8.10.2001	Arménie	3.01.1996
Belgique	9.06.2004	Brésil	2.08.2001	Colombie	9.12.1997
Estonie	13.09.2000	Inde	6.06.2008	Liban	4.04.2005
Luxembourg	8.04.2008	Pays-Bas	25.03.1997	Suède	21.12.1994
Zimbabwe	9.04.2003				

Convention (n° 175) sur le travail à temps partiel, 1994

Adoptée à la 81e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.02.1998

11 ratifications

Albanie	3.03.2003	Chypre	28.02.1997	Finlande	25.05.1999
Guyana	3.09.1997	Italie	13.04.2000	Luxembourg	21.03.2001
Maurice	14.06.1996	Pays-Bas	5.02.2001	Portugal	2.06.2006
Slovénie	8.05.2001	Suède	10.06.2002		

Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995

Adoptée à la 82e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 5.06.1998

23 ratifications

Afrique du Sud	9.06.2000	Albanie	3.03.2003	Allemagne	6.09.1998
Arménie	27.04.1999	Autriche	26.05.1999	Botswana	5.06.1997
Brésil	18.05.2006	Espagne	22.05.1997	États-Unis	9.02.2001
Finlande	9.06.1997	Irlande	9.06.1998	Liban	23.02.2000
Luxembourg	8.04.2008	Norvège	11.06.1999	Pérou	19.06.2008
Philippines	27.02.1998	Pologne	25.06.2001	Portugal	25.03.2002
Slovaquie	3.06.1998	Suède	9.06.1997	République tchèque	9.10.2000
Zambie	4.01.1999	Zimbabwe	9.04.2003		

Convention (n° 177) sur le travail à domicile, 1996

Adoptée à la 83e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.2000

6 ratifications

Albanie	24.07.2002	Argentine	31.07.2006	Bulgarie	17.07.2009
Finlande	17.06.1998	Irlande	22.04.1999	Pays-Bas	31.10.2002

Convention (n° 178) sur l'inspection du travail (gens de mer), 1996

Adoptée à la 84e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.2000

15 ratifications

Convention (n° 178) sur l'inspection du travail (gens de mer), 1996

Albanie	24.07.2002	Brésil	21.12.2007	Bulgarie	9.06.2005
Fidji	28.05.2008	Finlande	24.02.1999	France	27.04.2004
Irlande	22.04.1999	Luxembourg	30.11.2005	Maroc	1.12.2000
Nigéria	19.08.2004	Norvège	11.06.1999	Pérou	4.10.2006
Pologne	9.08.2002	Royaume-Uni	2.07.2003	Suède	15.12.2000

Convention (n° 179) sur le recrutement et le placement des gens de mer, 1996

Adoptée à la 84e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.2000

10 ratifications

Bulgarie	12.06.2003	Croatie	18.11.2005	Finlande	25.05.1999
France	27.04.2004	Irlande	22.04.1999	Maroc	1.12.2000
Nigéria	22.03.2004	Norvège	11.06.1999	Philippines	13.03.1998
Fédération de Russie	27.08.2001				

Convention (n° 180) sur la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, 1996

Adoptée à la 84e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.08.2002

21 ratifications

Allemagne	14.11.2006	Belgique	10.06.2003	Bulgarie	24.02.2003
Danemark	10.07.2003	Espagne	7.01.2004	Finlande	4.07.2002
France	27.04.2004	Grèce	14.05.2002	Irlande	22.04.1999
Lettonie	13.01.2006	Luxembourg	30.11.2005	Malte	19.09.2002
Maroc	1.12.2000	Norvège	22.10.2003	Pays-Bas	16.06.2003
Roumanie	11.10.2000	Royaume-Uni	20.12.2001	Saint-Vincent-et-les Grenadines	8.02.2002
Seychelles	28.10.2005	Slovénie	21.07.2004	Suède	15.12.2000

Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997

Adoptée à la 85e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.05.2000

21 ratifications

Albanie	30.06.1999	Algérie	6.06.2006	Belgique	28.09.2004
Bulgarie	24.03.2005	Espagne	15.06.1999	Ethiopie	24.03.1999
Finlande	25.05.1999	Géorgie	27.08.2002	Hongrie	19.09.2003
Italie	1.02.2000	Japon	28.07.1999	Lituanie	19.03.2004
Maroc	10.05.1999	République de Moldova	19.12.2001	Panama	10.08.1999
Pays-Bas	15.09.1999	Pologne	15.09.2008	Portugal	25.03.2002
Suriname	12.04.2006	République tchèque	9.10.2000	Uruguay	14.06.2004

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

Adoptée à la 87e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.11.2000

170 ratifications

Afrique du Sud	7.06.2000	Albanie	2.08.2001	Algérie	9.02.2001
Allemagne	18.04.2002	Angola	13.06.2001	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002
Arabie saoudite	8.10.2001	Argentine	5.02.2001	Arménie	2.01.2006
Australie	19.12.2006	Autriche	4.12.2001	Azerbaïdjan	30.03.2004
Bahamas	14.06.2001	Bahreïn	23.03.2001	Bangladesh	12.03.2001
Barbade	23.10.2000	Bélarus	31.10.2000	Belgique	8.05.2002
Belize	6.03.2000	Bénin	6.11.2001	Etat plurinational de Bolivie	6.06.2003
Bosnie-Herzégovine	5.10.2001	Botswana	3.01.2000	Brésil	2.02.2000
Brunéi Darussalam	9.06.2008	Bulgarie	28.07.2000	Burkina Faso	25.07.2001
Burundi	11.06.2002	Cambodge	14.03.2006	Cameroun	5.06.2002
Canada	6.06.2000	Cap-Vert	23.10.2001	République centrafricaine	28.06.2000
Chili	17.07.2000	Chine	8.08.2002	Chypre	27.11.2000

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

Colombie	28.01.2005	Comores	17.03.2004	Congo	23.08.2002
République de Corée	29.03.2001	Costa Rica	10.09.2001	Côte d'Ivoire	7.02.2003
Croatie	17.07.2001	Danemark	14.08.2000	Djibouti	28.02.2005
République dominicaine	15.11.2000	Dominique	4.01.2001	Egypte	6.05.2002
El Salvador	12.10.2000	Emirats arabes unis	28.06.2001	Equateur	19.09.2000
Espagne	2.04.2001	Estonie	24.09.2001	Etats-Unis	2.12.1999
Ethiopie	2.09.2003	Ex-République yougoslave de Macédoine	30.05.2002	Fidji	17.04.2002
Finlande	17.01.2000	France	11.09.2001	Gabon	28.03.2001
Gambie	3.07.2001	Géorgie	24.07.2002	Ghana	13.06.2000
Grèce	6.11.2001	Grenade	14.05.2003	Guatemala	11.10.2001
Guinée	6.06.2003	Guinée-Bissau	26.08.2008	Guinée équatoriale	13.08.2001
Guyana	15.01.2001	Haïti	19.07.2007	Honduras	25.10.2001
Hongrie	20.04.2000	Indonésie	28.03.2000	République islamique d'Iran	8.05.2002
Iraq	9.07.2001	Irlande	20.12.1999	Islande	29.05.2000
Israël	15.03.2005	Italie	7.06.2000	Jamaïque	13.10.2003
Japon	18.06.2001	Jordanie	20.04.2000	Kazakhstan	26.02.2003
Kenya	7.05.2001	Kirghizistan	10.05.2004	Kiribati	17.06.2009
Koweït	15.08.2000	République démocratique populaire lao	13.06.2005	Lesotho	14.06.2001
Lettonie	2.06.2006	Liban	11.09.2001	Libéria	2.06.2003
Jamahiriya arabe libyenne	4.10.2000	Lituanie	29.09.2003	Luxembourg	21.03.2001
Madagascar	4.10.2001	Malaisie	10.11.2000	Malawi	19.11.1999
Mali	14.07.2000	Malte	15.06.2001	Maroc	26.01.2001
Maurice	8.06.2000	Mauritanie	3.12.2001	Mexique	30.06.2000
République de Moldova	14.06.2002	Mongolie	26.02.2001	Monténégro	3.06.2006
Mozambique	16.06.2003	Namibie	15.11.2000	Népal	3.01.2002
Nicaragua	6.11.2000	Niger	23.10.2000	Nigéria	2.10.2002
Norvège	21.12.2000	Nouvelle-Zélande	14.06.2001	Oman	11.06.2001
Ouganda	21.06.2001	Ouzbékistan	24.06.2008	Pakistan	11.10.2001
Panama	31.10.2000	Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000	Paraguay	7.03.2001
Pays-Bas	14.02.2002	Pérou	10.01.2002	Philippines	28.11.2000
Pologne	9.08.2002	Portugal	15.06.2000	Qatar	30.05.2000
République démocratique du Congo	20.06.2001	Roumanie	13.12.2000	Royaume-Uni	22.03.2000
Fédération de Russie	25.03.2003	Rwanda	23.05.2000	Sainte-Lucie	6.12.2000
Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000	Saint-Marin	15.03.2000	Saint-Vincent-et-les Grenadines	4.12.2001
Samoa	30.06.2008	Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005	Sénégal	1.06.2000
Serbie	10.07.2003	Seychelles	28.09.1999	Singapour	14.06.2001
Slovaquie	20.12.1999	Slovénie	8.05.2001	Soudan	7.03.2003
Sri Lanka	1.03.2001	Suède	13.06.2001	Suisse	28.06.2000
Suriname	12.04.2006	Swaziland	23.10.2002	République arabe syrienne	22.05.2003
Tadjikistan	8.06.2005	République-Unie de Tanzanie	12.09.2001	Tchad	6.11.2000
République tchèque	19.06.2001	Thaïlande	16.02.2001	Timor-Leste	16.06.2009
Togo	19.09.2000	Trinité-et-Tobago	23.04.2003	Tunisie	28.02.2000
Turquie	2.08.2001	Ukraine	14.12.2000	Uruguay	3.08.2001
Vanuatu	28.08.2006	République bolivarienne du Venezuela	26.10.2005	Viet Nam	19.12.2000
Yémen	15.06.2000	Zambie	10.12.2001	Zimbabwe	11.12.2000

Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000

Adoptée à la 88e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.02.2002

17 ratifications

Albanie	18.08.2004	Autriche	30.04.2004	Bélarus	10.02.2004
<i>Durée du congé de maternité: 365 jours calendaires</i>		<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 126 jours</i>	
Belize	9.11.2005	Bulgarie	6.12.2001	Chypre	12.01.2005
<i>Durée du congé de maternité: 14 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 135 jours</i>		<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>	

Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000

Cuba	1.06.2004	Hongrie	4.11.2003	Italie	7.02.2001
<i>Durée du congé de maternité: 18 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 24 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: cinq mois</i>	
Lettonie	9.02.2009	Lituanie	29.09.2003	Luxembourg	8.04.2008
<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 126 jours calendaires</i>		<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>	
Mali	5.06.2008	République de Moldova	28.08.2006	Pays-Bas	15.01.2009
<i>Durée du congé de maternité: 14 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 126 jours calendaires</i>		<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>	
Roumanie	23.10.2002	Slovaquie	12.12.2000		
<i>Durée du congé de maternité: 126 jours calendaires</i>		<i>Durée du congé de maternité: 28 semaines</i>			

Convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001

Adoptée à la 89e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.09.2003

12 ratifications

Argentine	26.06.2006	Burkina Faso	28.10.2009	Fidji	28.05.2008
Finlande	21.02.2003	Kirghizistan	10.05.2004	Luxembourg	8.04.2008
République de Moldova	20.09.2002	Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005	Slovaquie	14.06.2002
Suède	9.06.2004	Ukraine	1.12.2009	Uruguay	25.05.2005

Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003

Adoptée à la 91e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.02.2005

14 ratifications

Albanie	11.10.2007	Azerbaïdjan	17.07.2006	Bahamas	14.12.2006
		<i>Le gouvernement a notifié, le 10 avril 2006, qu'il applique provisoirement la convention, en vertu de son article 9.</i>			
République de Corée	4.04.2007	France	27.04.2004	Hongrie	30.03.2005
Indonésie	16.07.2008	Jordanie	9.08.2004	Madagascar	6.06.2007
République de Moldova	28.08.2006	Nigéria	19.08.2004	Pakistan	21.12.2006
Vanuatu	28.07.2006	Yémen	6.10.2008		

Application provisoire (article 9)

Lituanie 14.08.2006

Convention du travail maritime, 2006

Adoptée à la 94e session de la CIT

Pas en vigueur

5 ratifications

Bahamas	11.02.2008	Iles Marshall	25.09.2007	Libéria	7.06.2006
Norvège	10.02.2009	Panama	6.02.2009		

Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006

Adoptée à la 95e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.02.2009

12 ratifications

Chypre	14.05.2009	République de Corée	20.02.2008	Cuba	5.08.2008
Danemark	28.01.2009	Espagne	5.05.2009	Finlande	26.06.2008
Japon	24.07.2007	Niger	19.02.2009	Royaume-Uni	29.05.2008
Serbie	16.09.2009	Suède	10.07.2008	République tchèque	13.10.2008

Convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007

Adoptée à la 96e session de la CIT

Pas en vigueur

Partie III

Profils par pays

Les «profils par pays» qui suivent rassemblent les informations sur la ratification des conventions, leur application et la soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes, pour chaque pays sous forme de tableaux*.

La section relative aux ratifications indique les conventions fondamentales, prioritaires ou autres conventions ratifiées par un pays au 31 décembre 2009. Les conventions dénoncées ou qui ne sont pas entrées en vigueur n'apparaissent pas.

La section sur les rapports demandés indique le nombre de rapports demandés à un pays en 2009 et le nombre de rapports reçus. En vertu des articles 22 et 35 de la Constitution de l'OIT, les Etats Membres doivent soumettre, à intervalle régulier, des rapports sur l'application des conventions qu'ils ont ratifiées ou qu'ils ont déclarées applicables à leurs territoires non métropolitains. Quand le rapport demandé est un premier rapport détaillé (rapport demandé suite à la ratification d'une convention), le numéro de la convention apparaît entre parenthèses.

La section relative aux observations des organisations d'employeurs et de travailleurs indique pour quelles conventions des commentaires ont été reçus de la part de ces organisations. L'article 23 de la Constitution prévoit que chaque Membre doit communiquer aux organisations d'employeurs et de travailleurs copie des informations et rapports transmis en application des articles 19 et 22.

La section relative aux commentaires de la commission d'experts indique les commentaires formulés par la commission pour le pays donné au cours de sa session de 2009. Elle énumère les «observations» qui sont publiées dans le rapport de la commission d'experts ainsi que les «demandes directes» qui sont directement communiquées aux gouvernements concernés et accessibles ultérieurement par l'intermédiaire de la base de données APPLIS sur l'application des normes internationales du travail. En 2009, une nouvelle section a été ajoutée concernant les cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985 ainsi que les cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale. La liste ne comprend pas les commentaires formulés par la commission d'experts au cours de ses sessions précédentes pour lesquels une action du gouvernement demeure requise.

La section relative à la soumission indique les sessions de la Conférence internationale du Travail dont les instruments adoptés ont, ou n'ont pas, été soumis par le gouvernement aux autorités compétentes, conformément à l'article 19 de la Constitution. En 1947, lors de sa 103^e session, le Conseil d'administration du BIT a décidé qu'à la date de l'entrée en vigueur de l'amendement constitutionnel de 1946, le mandat de la

* Des informations complémentaires issues des profils par pays contenus dans la base de données NATLEX sont disponibles à l'adresse suivante: http://www.ilo.org/dyn/natlex/country_profiles.home?p_lang=fr.

CEACR serait étendu aux questions relatives à l'obligation constitutionnelle de soumission aux autorités compétentes prévue par l'article 19 de la Constitution de l'OIT. La CEACR a commencé d'exercer le contrôle du respect de cette disposition de la Constitution à partir de 1948 en ce qui concerne les instruments adoptés par la Conférence internationale du Travail au cours de sa 31^e session en 1948. Le numéro des conventions, recommandations ou protocoles est donné entre parenthèses, précédé, suivant le cas, par la lettre C, R ou P lorsque certains seulement des textes adoptés au cours d'une même session ont été soumis. Lorsque la ratification d'une convention a été enregistrée, la convention et la recommandation correspondante sont considérées comme ayant été soumises.

Afghanistan

15 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1934

Conventions fondamentales

100, 105, 111

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 13, 14, 41, 45, 95, 106, 137, 139, 140, 141, 142

3 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 100, 105, 111

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C095 1987

C111 1999, 2000

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	96

Afrique du Sud

20 conventions en vigueur (sur 23 ratifiées)

Membre de 1919 à 1966 et depuis 1994

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 19, 26, 42, 45, 63, 80, 89, 116, 155, 176

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 2, 29, 45, 89, 105, 138, 155, 176, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-50, 68, 74, 81-92, 94-96	-

Albanie

44 conventions en vigueur (sur 51 ratifiées)

Membre de 1920 à 1967 et depuis 1991

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

6, 11, 16, 26, 52, 77, 78, 88, 95, 97, 102, 131, 135, 141, 143, 147, 150, 151, 154, 155, 156, 168, 171, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 181, 183, 185

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 10 rapports reçus: Conventions nos 87, 97, 98, 100, 135, 144, 150, 151, 154, (156)

· 6 rapports non reçus: Conventions nos. 16, 105, 111, (129), (147), 178

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération des syndicats d'Albanie (CTUA)
- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98, 144, 151, 156
87, 98

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2733

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-49, 79-81, 82(C176; R183), 83, 84(C178; P147; R186), 85, 87-88, 90(P155), 91	78, 82(P081), 84(C179; C180; R185; R187), 86, 89, 90(R193; R194), 92, 94, 95, 96

Algérie

53 conventions en vigueur (sur 59 ratifiées)

Membre depuis 1962

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 6, 11, 13, 14, 17, 18, 19, 24, 32, 42, 44, 56, 63, 68, 69, 71, 73, 74, 77, 78, 80, 88, 89, 91, 92, 94, 95, 97, 99, 101, 108, 119, 120, 127, 135, 142, 147, 150, 155, 167, 181

21 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 18 rapports reçus: Conventions nos 56, 63, 68, 69, 71, 73, 74, 87, 91, 92, 98, 100, 105, 108, 122, 135, 147, 150

· 3 rapports non reçus: Conventions nos. 81, 111, 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C013 1987

C127 1987

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2701

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Allemagne

72 conventions en vigueur (sur 82 ratifiées)

Membre de 1919 à 1935 et depuis 1951

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 8, 9, 11, 12, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 53, 56, 73, 88, 92, **97**, 99, **102**, 113, 114, 115, 116, 118, **120**, **121**, 125, 126, **128**, **130**, 132, 133, 134, **135**, 136, **139**, **140**, **141**, **142**, **146**, **147**, **148**, **150**, **152**, **159**, **160**, **161**, **162**, **164**, **166**, **167**, **170**, **172**, **176**, **180**

26 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 22, 23, 53, 56, 73, 87, 92, 98, 100, 111, 122, 133, 134, 135, 144, 146, 147, 150, 160, 164, 166, (170), 180

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- | | |
|--|--------|
| • Confédération allemande des syndicats (DGB) | 87, 98 |
| • Confédération syndicale internationale (CSI) | 87, 98 |
| • IG Metall Vorstand | 87, 98 |

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2002

C087 1985, 1994

C111 1988

C122 1985

Commission d'enquête en 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
34-56, 58-72, 74-76, 77(C170; R177), 78-92, 94-96	77(C171; P089; R178)

Angola

32 conventions en vigueur (sur 33 ratifiées)

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 4, 6, 12, **14**, 17, 18, 19, 26, 27, 45, 68, 69, 73, 74, 88, 89, 91, 92, 104, **106**, 107, 108

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 68, 69, 73, 74, 81, 87, 91, 92, 98, 100, 105, 107, 108, 111

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- | | |
|--|--------|
| • Confédération syndicale internationale (CSI) | 87, 98 |
|--|--------|

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1990, 1991

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-78, 79(C173), 80-81, 82(C176; R183), 83-85, 87-90	79(R180), 82(P081), 86, 91, 92, 94, 95, 96

Antigua-et-Barbuda

28 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1982

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 14, 17, 19, 94, 101, 108, 131, 135, 142, 150, 151, 154, 155, 158, 161

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 14 rapports reçus: Conventions nos 17, 81, 87, 98, 100, 108, 111, 122, 135, 144, 150, 151, 154, 158

· 2 rapports non reçus: Conventions nos. (161), (182)

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Arabie saoudite

15 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

29, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 14, 30, 45, 89, 90, 106, 123, 174

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 45, 81, 105, 174, 182

**Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985**

C100 1994

C111 1993, 2005

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-92, 94-96	-

Argentine

65 conventions en vigueur (sur 75 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 12, 13, **14**, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 26, 27, 30, 32, 35, 36, 41, 42, 45, 50, 52, 53, 58, 68, 71, 73, **77, 78**, 79, 80, 88, 90, **95**, 96, **115, 124, 135, 139, 142, 150, 151, 154, 156, 159, 169, 177, 184**

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 22, 23, 53, 58, 68, 71, 73, 87, 98, 100, 111, 135, 144, 150, 151, 154, 169

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Association des professionnels de la santé de Salta (APSADES) 169
- Centrale des travailleurs argentins (CTA) 87, 98, 111, 135, 150, 169
- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C053 1995

C087 1998, 2005, 2007

C095 1996

C098 1985

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2614, 2660, 2691, 2702, 2718, 2725, 2726, 2732, 2743

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-90, 92	91, 94, 95, 96

Arménie

29 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

14, 17, 18, 26, **94, 95, 97, 131, 132, 135, 143, 150, 151, 154, 160, 173, 174, 176**

22 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 7 rapports reçus: Conventions nos (14), (26), 29, 105, (132), (150), (173)

· 15 rapports non reçus: Conventions nos. 81, (87), (97), 98, 100, 111, 122, 135, (138), (143), 144, 151, 154, (160), (182)

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-81, 82(C176; R183), 83-89, 90(R193; R194), 91-92, 94-96	82(P081), 90(P155)

Australie

47 conventions en vigueur (sur 55 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 7, 8, 10, 11, 12, 16, 18, 19, 22, 26, 27, 42, 47, 58, 69, 73, 80, 88, 92, 99, 112, 116, 123, **131**, 133, **135**, **137**, **142**, **150**, **155**, **156**, 158, **159**, **160**, **166**, **173**

19 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 16, 22, 58, 69, 73, 87, 92, 98, 100, 111, 122, 133, 135, 144, 150, 158, 160, 166

Ile Norfolk

5 rapports demandés

· 3 rapports reçus: Conventions nos 100, 122, 160

· 2 rapports non reçus: Conventions nos. 87, 98

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Chambre australienne du commerce et de l'industrie (ACCI)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Conseil australien des syndicats (ACTU)

87, 98
87, 98
87, 98, 100, 111, 122, 135, 144, 158

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1999, 2004

C087 2006

C098 1998, 2000, 2005, 2006, 2007

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2698

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Autriche

43 conventions en vigueur (sur 53 ratifiées)

Membre de 1919 à 1938 et depuis 1947

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 6, 11, 12, 13, 17, 18, 19, 21, 24, 25, 26, 27, 42, 80, 88, **94**, **95**, 99, 101, **102**, 116, **124**, **128**, **135**, **141**, **142**, **160**, **172**, **173**, **176**, **183**

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 111, 122, 135, 144, 160

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Chambre fédérale du travail (BAK)
- Confédération autrichienne des syndicats (OGB)

87, 98, 100, 102, 111, 160
87

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C100 1987

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 95(R198)	94, 95(C187; R197), 96

Azerbaïdjan

54 conventions en vigueur (sur 55 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 13, 14, 16, 23, 27, 32, 45, 47, 52, 69, 73, 77, 78, 79, 88, 90, 92, 95, 103, 106, 113, 115, 116, 119, 120, 124, 126, 131, 133, 134, 135, 140, 142, 147, 148, 149, 151, 154, 159, 160, 185

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 16, 23, 69, 73, 87, 92, 98, 100, 111, 122, 133, 134, 135, 144, 147, 151, 154, 160

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79(C173), 80-82, 85-87, 91-92	79(R180), 83, 84, 88, 89, 90, 94, 95, 96

Bahamas

31 conventions en vigueur (sur 35 ratifiées)

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 14, 17, 19, 22, 26, 42, 45, 50, 64, 65, 86, 88, 94, 95, 97, 103, 117, 147, 185

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 7 rapports reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 111, 144, 147, 182

· 2 rapports non reçus: Conventions nos. 12, 22

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1988

C081 1988

C105 1988

C144 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-84, 87, 91, 94	85, 86, 88, 89, 90, 92, 95, 96

Bahreïn

9 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1977

Conventions fondamentales

29, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

14, 89, 155, 159

1 rapport demandé sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Convention no 111

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
63-72, 74-87	88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Bangladesh

33 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1972

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 4, 6, 11, 14, 15, 16, 18, 19, 21, 22, 27, 32, 45, 59, 80, 89, 90, 96, 106, 107, 116, 118, 149

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 16, 22, 87, 98, 100, 111, 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1985, 1990, 1998

C087 1995, 1997, 1999, 2008

C098 1987, 1994, 2004, 2006

C107 1985, 1986, 1987, 1989

C111 2007

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2008

C098 2006

C107 1986, 1987

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
58-72, 74-76, 77(C171; R178), 78, 80, 84(C178; C180; P147), 85(C181), 87	77(C170; P089; R177), 79, 81, 82, 83, 84(C179; R185; R186; R187), 85(R188), 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Barbade

36 conventions en vigueur (sur 39 ratifiées)

Membre depuis 1967

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 17, 19, 22, 26, 42, 50, 63, 65, 74, 86, 90, **94, 95, 97**, 101, **102**, 108, **115, 118, 128, 135, 147, 172**

25 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 16 rapports reçus: Conventions nos 12, 17, 19, 42, 97, 100, 101, 102, 105, 118, 122, 128, 138, 144, 172, 182

· 9 rapports non reçus: Conventions nos. 22, 63, 74, 87, 98, 108, 111, 135, 147

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
51-56, 58-72, 74-92, 95	94, 96

Bélarus

42 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1954

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, **14**, 16, 26, 27, 32, 45, 47, 52, **77, 78**, 79, 88, 90, **95, 106**, 108, **115**, 116, 119, **120, 124, 142, 149, 150, 151, 154, 155, 160, 167, 183**

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 16, 87, 98, 100, 108, 111, 122, 144, 150, 151, 154, 160

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Congrès des syndicats démocratiques du Bélarus (BKDP)

87, 98

87, 98, 122

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1997, 2001, 2002, 2003, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009

C098 2006

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2001, 2003, 2005, 2006, 2007

C098 2006

Commission d'enquête en 2003

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
37-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Belgique

75 conventions en vigueur (sur 95 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 27, 32, 43, 53, 55, 56, 62, 68, 69, 73, 74, 77, 80, 82, 84, 85, 88, 91, 92, 94, 95, 97, 99, 102, 107, 113, 114, 115, 120, 121, 124, 125, 126, 132, 139, 140, 141, 147, 148, 149, 151, 154, 162, 171, 174, 180, 181

24 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 23 rapports reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 22, 23, 53, 55, 56, 68, 69, 73, 74, 87, 92, 98, 100, 111, 122, 129, 144, 147, 151, 154

· 1 rapport non reçu: Convention no° 180

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C098 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94, 95(C187; R197)	95(R198), 96

Belize

44 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1981

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 12, 14, 16, 19, 22, 23, 26, 42, 55, 58, 88, 89, 92, 94, 95, 97, 99, 101, 108, 115, 133, 134, 135, 140, 141, 147, 150, 151, 154, 155, 156, 183

32 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 14, 16, 22, 23, 29, 55, 58, 87, 89, 92, 97, 98, 100, 101, 105, 108, 111, 115, 133, 134, 135, 140, 144, 147, 150, 151, 154, 155, 156, 182, 183

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72, 74-76, 84(P147), 87-88	77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 85, 86, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Bénin

24 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 6, 11, 13, 14, 18, 26, 41, 95, 135, 143, 150, 160, 161

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 111, 135, 144, 150, 160

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Etat plurinational de Bolivie

45 conventions en vigueur (sur 48 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 14, 17, 19, 20, 26, 30, 45, 77, 78, 88, 89, 90, 95, 96, 102, 103, 106, 116, 117, 118, 120, 121, 123, 124, 128, 130, 131, 136, 156, 159, 160, 162, 169

32 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 26 rapports reçus: Conventions nos 1, 14, 19, 20, 30, 77, 78, 87, 89, 95, 98, 100, 102, 103, 106, 111, 117, 118, 121, 122, 123, 124, 128, 130, 156, 160

· 6 rapports non reçus: Conventions nos. 81, 90, 96, 129, 131, 136

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C005 1988, 1992

C077 2004

C081 1990, 1992

C087 1993, 1995, 1997, 1998

C107 1988

C122 1992

C129 1992

C131 1985

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2742

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-79, 80(C174), 81(C175), 82(C176), 83(C177), 84(C178; C179; C180), 85(C181), 87, 88(C183), 89(C184), 91	80(R181), 81(R182), 82(P081; R183), 83(R184), 84(P147; R185; R186; R187), 85(R188), 86, 88(R191), 89(R192), 90, 92, 94, 95, 96

Bosnie-Herzégovine

68 conventions en vigueur (sur 69 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 8, 9, 11, 12, 13, **14**, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 45, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 80, 88, 89, 90, 91, 92, **97, 102**, 103, **106**, 113, 114, 116, 119, **121**, 126, **131**, 132, **135**, 136, **139**, **140**, **142**, **143**, **148**, **155**, **156**, 158, **159**, **161**, **162**

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 22, 23, 53, 56, 69, 73, 74, 87, 91, 92, 98, 100, 111, 122, 135, 144, 158

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération des syndicats indépendants de Bosnie-Herzégovine (SSSBIH) 87, 98, 111
- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2005, 2006, 2007

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-81, 82(C176; R183), 83-87, 89, 90(R193; R194), 91-92, 94, 95(R198), 96	82(P081), 88, 90(P155), 95(C187; R197)

Botswana

15 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1978

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

14, 19, **95**, **151**, **173**, **176**

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 8 rapports reçus: Conventions nos 14, 29, 98, 105, 111, 138, 144, 182

· 4 rapports non reçus: Conventions nos. 19, 87, 100, 151

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2722

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
64-72, 74-87, 94-95	88, 89, 90, 91, 92, 96

Brésil

79 conventions en vigueur (sur 94 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

6, 11, 12, **14**, 16, 19, 21, 22, 26, 42, 45, 53, 80, 88, 89, 92, **94**, **95**, **97**, 99, **102**, 103, 104, **106**, 108, 113, 115, 116, 117, **118**, 119, **120**, **124**, 125, 126, 127, **131**, 132, 133, 134, **135**, 136, 137, **139**, **140**, **141**, **142**, **145**, **146**, **147**, **148**, **152**, 154, 155, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 174, 176, 178

26 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 23 rapports reçus: Conventions nos 16, 22, 53, 92, 98, 100, 108, 111, 122, 133, 134, 135, 142, 144, 145, 146, 147, 154, 160, 163, 164, 166, (178)

· 3 rapports non reçus: Conventions nos. 94, 140, 169

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Association Gaucha des inspecteurs du travail (AGITRA) 81
- Confédération syndicale internationale (CSI) 98
- Força Sindical 98, 135
- SINDSPREV/RJ 81, 111
- Syndicat des travailleurs et travailleuses ruraux de l'Alcantara (STTR) et Syndicat des travailleurs et travailleuses de l'agriculture familiale de l'Alcantara (SINTRAF) 169

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C005 1988, 1989, 1990, 1991, 1992

C029 1992, 1993, 1996, 1997

C094 1990

C098 1989, 1991, 1998

C105 1993, 1996

C107 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1993, 1996, 1999

C111 1993, 1994, 1995, 2000

C122 1988

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2588, 2646, 2739

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-50, 51(C127; R128; R129; R130; R131), 53(R133; R134), 54-56, 58-62, 63(C148; R156; R157), 64(C151; R158; R159), 65-66, 67(C154; C155; R163; R164; R165), 68(C158; P110; R166), 69-72, 74-77, 80, 82(C176; R183), 84(C178; R185), 87, 89, 91	51(C128), 52, 53(C129; C130), 63(C149), 64(C150), 67(C156), 68(C157), 78, 79, 81, 82(P081), 83, 84(C179; C180; P147; R186; R187), 85, 86, 88, 90, 92, 94, 95, 96

Brunéi Darussalam

1 convention ratifiée et en vigueur

Membre depuis 2007

Conventions fondamentales

182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	96

Bulgarie

80 conventions en vigueur (sur 98 ratifiées)

Membre depuis 1920

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 3, 6, 8, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 30, 32, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42, 43, 44, 45, 49, 52, 53, 55, 56, 62, 68, 69, 71, 73, 77, 78, 79, 80, 94, 95, 102, 106, 108, 113, 116, 120, 124, 127, 146, 147, 156, 163, 164, 166, 173, 177, 178, 179, 180, 181, 183

25 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapport reçu: Conventions nos. 8, 16, 22, 23, 53, 55, 56, 68, 69, 71, 73, 87, 98, 100, 108, 111, 144, 146, 147, 163, 164, 166, 178, 179, 180

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération des syndicats indépendants de Bulgarie (CITUB) 87, 98
- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2008

C111 1990

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2696

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Burkina Faso

38 conventions en vigueur (sur 42 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 4, 6, 11, 13, 14, 17, 18, 19, 26, 41, 95, 97, 116, 131, 132, 135, 141, 142, 143, 150, 159, 161, 170, 173, 184

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapport reçu: Conventions nos. 87, 98, 100, 111, 135, 144, 150

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1986, 1991

C098 1986

C111 1987

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Burundi

30 conventions en vigueur (sur 31 ratifiées)

Membre depuis 1963

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 4, 11, 12, **14**, 17, 18, 19, 26, 27, 42, 50, 52, 62, 64, 89, 90, **94**, 101, **135**

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 1, 14, 29, 52, 81, 87, 89, 98, 100, 101, 105, 111, 135, 138, 144, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2005

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-92, 95	94, 96

Cambodge

13 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1969

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 6, 13, **150**

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 87, 98, 100, 105, 111, 122, 150

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2007

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2318, 2655

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
53-54, 56, 58(C138; R146), 64(C150; R158), 87	55, 58(C137; R145), 59, 60, 61, 62, 63, 64(C151; R159), 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Cameroun

44 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 9, 10, 11, 13, 14, 15, 16, 19, 26, 33, 45, 50, 64, 65, 77, 78, 89, 90, 94, 95, 97, 99, 106, 108, 116, 123, 131, 132, 135, 143, 146, 158, 162

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 9, 16, 87, 94, 98, 100, 108, 111, 122, 135, 146, 158

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1990

C078 1995

C087 1986, 1994, 1996, 1998, 1999, 2000, 2003

C098 1994

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1999, 2000, 2003

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
44-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Canada

28 conventions en vigueur (sur 30 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

87, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 7, 8, 14, 15, 16, 22, 26, 27, 32, 58, 68, 69, 73, 74, 80, 88, 108, 116, 147, 160, 162

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 16, 22, 58, 68, 69, 73, 74, 87, 100, 108, 111, 122, 147, 160

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Congrès du travail du Canada (CTC)

87

87, 111, 122, 160

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1987, 1999, 2004

C122 1985, 1992

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2654, 2704

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-90, 94	91, 92, 95, 96

Cap-Vert

12 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1979

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

17, 19, 118, 155

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 17, 19, 29, 81, 87, 98, 100, 105, 111, 118, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
65-72, 74-81, 87	82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

République centrafricaine

42 conventions en vigueur (sur 45 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 4, 6, 11, 13, 14, 17, 18, 19, 26, 41, 52, 62, 67, 88, 94, 95, 99, 101, 104, 116, 117, 118, 119, 120, 131, 142, 150, 155, 158

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 9 rapports reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 105, 111, 138, 144, 150, 182

· 3 rapports non reçus: Conventions nos. 122, 142, 158

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1987, 1988, 1989, 1990

C041 1991

C052 1991, 1992

C081 1990

C087 1985, 1986, 1987, 1988, 1989

C095 2006

C098 1986

C105 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990

C118 1991, 1992, 1993

C119 1989, 1991, 1993

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1988, 1989

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74, 87	75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Chili

50 conventions en vigueur (sur 60 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 19, 20, 22, 24, 25, 26, 27, 30, 32, 34, 35, 36, 37, 38, 63, 80, 103, 115, 121, 127, 131, 135, 136, 140, 151, 156, 159, 161, 162, 169

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 22, 35, 63, 87, 98, 100, 105, 111, 122, 135, 144, 151

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- | | |
|--|--------|
| • Centrale unitaire des travailleurs (CUT) | 35 |
| • Collège des professeurs du Chili A.G. | 35, 37 |
| • Confédération syndicale internationale (CSI) | 87, 98 |
| • COPEC | 87, 98 |

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C001 1985, 1987

C003 1989

C020 1988

C030 1985, 1987

C035 1987, 1992, 1993, 1995, 2001, 2009

C036 1987

C037 1987

C038 1987

C111 1985, 1986, 1987, 1988, 1992

C122 1985, 1987

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2626, 2692

Commission d'enquête en 1974

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Chine

22 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

100, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 14, 16, 19, 22, 23, 26, 27, 32, 45, 80, 150, 155, 159, 167, 170

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 16, 22, 23, 100, 111, 122, 144, 150, (155)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- | | |
|---|----------|
| • Confédération syndicale internationale (CSI) | 155 |
| • Fédération des entreprises de Chine (CEF) | 100, 111 |
| • Fédération nationale des syndicats de Chine (ACFTU) | 144, 155 |

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1994

C122 2009

C182 2007

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Région administrative spéciale de Hong-kong

Région administrative spéciale de la Chine

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 105, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 8, 11, 12, 14, 16, 17, 19, 22, 23, 32, 42, 50, 64, 65, 74, 90, 92, 97, 101, 108, 115, 124, 133, 141, 142, 147, 148, 150, 151, 160

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 16, 22, 23, 74, 87, 92, 98, 108, 122, 133, 144, 147, 150, 151, 160

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- | | |
|--|---------|
| • Confédération des syndicats de Hong Kong (HKCTU) | 98, 144 |
| • Confédération syndicale internationale (CSI) | 87, 98 |

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2004

Région administrative spéciale de Macao

Région administrative spéciale de la Chine

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 6, **14**, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 27, 68, 69, 73, 74, 88, 92, **106**, 108, **115**, **120**, **148**, **150**, **155**, **167**

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 22, 23, 68, 69, 73, 74, 87, 92, 98, 100, 108, 111, 122, 144, 150

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Chypre

52 conventions en vigueur (sur 55 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 11, 16, 19, 23, 44, 45, 88, 90, 92, **94**, **95**, **97**, **102**, **106**, 114, 116, 119, **121**, 123, **124**, **128**, **135**, **141**, **142**, **143**, **147**, **150**, **151**, **152**, **154**, **155**, 158, **159**, **160**, **162**, **171**, **172**, **175**, **183**, **187**

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 16, 23, 87, 92, 98, 100, 111, 122, 135, 144, 147, 150, 151, 154, 160

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1990

C151 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-90, 92	91, 94, 95, 96

Colombie

54 conventions en vigueur (sur 60 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 3, 4, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 30, 52, 80, 88, 95, 99, 101, 104, 106, 116, 136, 151, 154, 159, 160, 161, 162, 167, 169, 170, 174

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 17, 22, 23, 87, 98, 100, 111, 144, 151, 154, 160, 169

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Association nationale des techniciens de la téléphonie et des autres moyens de communication (ATELCA) 98, 151, 154
- Centrale unitaire des travailleurs de Colombie (CUT) 87, 98, 151, 154
- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98, 169
- Syndicat des travailleurs de l'entreprise nationale minière 'Minercol Ltda.' (SINTRAMINERCOL) 169
- Union des travailleurs de l'industrie du transport maritime et fluvial (UNIMAR) 87, 95, 98
- Union syndicale ouvrière de l'industrie pétrolière (USO) 169

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C003 1985, 1988, 1990

C009 1985

C017 1985, 1992

C022 1985

C087 1985, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1995, 1997, 1998, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2008, 2009

C098 1991, 1992, 1994, 1996

C111 1985

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1989, 1990, 2001

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 1787, 2362, 2522, 2565, 2612, 2617, 2644, 2676, 2710, 2719, 2720, 2721, 2730, 2731, 2761

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74, 75(C167; R175; R176), 76-78, 79(R180), 80, 81(C175), 87, 88(C183), 89(C184)	75(C168), 79(C173), 81(R182), 82, 83, 84, 85, 86, 88(R191), 89(R192), 90, 91, 92, 94, 95, 96

Comores

29 conventions en vigueur (sur 32 ratifiées)

Membre depuis 1978

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 6, 11, 12, 13, **14**, 17, 18, 19, 26, 42, 52, **77**, **78**, 89, **95**, 99, 101, **106**

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 10 rapports reçus: Conventions nos 29, 52, 98, 99, 100, 105, 111, 122, 138, 182

· 7 rapports non reçus: Conventions nos. 6, 11, 12, 14, 87, 89, 106

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Organisation patronale des Comores (OPACO)

12, 98, 100, 111, 122

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
65-72, 74-78, 87	79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Congo

21 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

6, 11, 13, **14**, 26, 89, **95**, 119, **149**, **150**, **152**

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 14, 29, 81, 87, 89, 95, 98, 100, 105, 111, 138, 144, 149, 150, 152, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1988

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-53, 54(C131; C132), 55(C133; C134), 56, 58(C138; R146), 59, 60(C142; R150), 61, 63(C148; C149; R157), 64-66, 67(C154; C155; C156), 68(C158), 71(C160; C161), 75(C167; C168), 76, 87	54(R135; R136), 55(R137; R138; R139; R140; R141; R142), 58(C137; R145), 60(C141; C143; R149; R151), 62, 63(R156), 67(R163; R164; R165), 68(C157; P110; R166), 69, 70, 71(R170; R171), 72, 74, 75(R175; R176), 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

République de Corée

24 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1991

Conventions fondamentales

100, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

19, 26, 53, 73, 88, 131, 135, 142, 150, 155, 156, 159, 160, 162, 170, 185, 187

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 81, 88, 135, 138, 159, (162), 170, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C081 2004

C111 2009

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2602, 2620, 2707

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92, 94-96	-

Costa Rica

48 conventions en vigueur (sur 50 ratifiées)

Membre de 1920 à 1927 et depuis 1944

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 8, 11, 14, 16, 26, 45, 88, 89, 90, 92, 94, 95, 96, 99, 101, 102, 106, 113, 114, 117, 120, 127, 130, 131, 134, 135, 137, 141, 145, 147, 148, 150, 159, 160, 169

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 16, 87, 92, 98, 100, 111, 122, 134, 135, 137, 144, 145, 147, 150, 160

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération des travailleurs Rerum Novarum (CTRN) 81
- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98, 182
- Syndicat des travailleurs du ministère des Finances et du service national des douanes (SITRAHSAN) 94, 95
- Union costaricienne des chambres et associations d'entreprises privées (UCCAEP) 98, 135

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1993, 1997

C098 1999, 2001, 2002, 2004, 2006, 2009

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2518, 2728, 2746

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	96

Côte d'Ivoire

32 conventions en vigueur (sur 34 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 4, 6, 11, 13, 14, 18, 19, 26, 41, 45, 52, 95, 96, 99, 110, 116, 133, 135, 136, 159

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 3, 14, 29, 41, 52, 81, 87, 98, 100, 105, 110, 111, 129, 133, 135, 138, 144, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2002

C052 1992

C087 1995

C135 1995, 1998

C136 1994

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Croatie

56 conventions en vigueur (sur 58 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 8, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 45, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 90, 91, 92, 102, 103, 106, 113, 116, 119, 121, 132, 135, 136, 139, 147, 148, 155, 156, 159, 161, 162, 179

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 8, 16, 22, 23, 53, 56, 69, 73, 74, 87, 91, 92, 98, 100, 103, 111, 122, 135, 147, 179

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Association des syndicats de Croatie (HUC)
- Confédération syndicale internationale (CSI)

162

87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 1995

C102 1998

C162 2003, 2006, 2008

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-85, 87, 94	86, 88, 89, 90, 91, 92, 95, 96

Cuba

74 conventions en vigueur (sur 89 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 3, 4, 6, 8, 9, 11, 12, 13, **14**, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 26, 27, 30, 42, 45, 52, 53, 63, 67, **77**, **78**, 79, 80, 88, 90, 91, 92, **94**, **95**, 96, **97**, 99, 101, 104, **106**, 107, 108, **110**, 113, 116, **120**, **131**, **135**, 136, 137, **140**, **141**, **142**, **145**, **148**, **150**, **151**, **152**, **155**, **159**, **183**, **187**

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 17 rapports reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 22, 23, 53, 63, 87, 92, 98, 100, 108, 111, 122, 135, 145, 150
- 1 rapport non reçu: Convention no° 151

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Centrale des travailleurs de Cuba (CTC) 98
- Confédération nationale indépendante de Cuba (CONIC) 87, 98
- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1992, 1993

C087 1991, 1992, 1993, 2003

C111 1991, 1992, 1994, 1995, 1996

C122 1992

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-91, 95(C187; R197)	92, 94, 95(R198), 96

Danemark

63 conventions en vigueur (sur 71 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 6, 8, 9, 11, 12, **14**, 16, 18, 19, 21, 27, 42, 52, 53, 73, 80, 88, 92, **94, 102, 106**, 108, **115**, 116, **118**, 119, **120**, 126, **130**, 133, 134, **135, 139, 141, 142, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 155, 159, 160, 162, 163, 167, 169, 180, 187**

27 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 23 rapports reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 53, 73, 87, 92, 98, 100, 108, 111, 122, 133, 134, 135, 144, 149, 150, 151, 160, (162), 163, 182

· 4 rapports non reçus: Conventions nos. 27, 147, 169, 180

Groenland

8 rapports demandés

· 4 rapports reçus: Conventions nos 14, 29, 105, 106

· 4 rapports non reçus: Conventions nos. 7, 16, 87, 122

Iles Féroé

21 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 5, 6, 7, 8, 9, 11, 12, 14, 16, 18, 19, 27, 29, 52, 53, 87, 92, 98, 105, 106, 126

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1986

C098 1985, 1986, 1989

C151 1986

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Djibouti

58 conventions en vigueur (sur 66 ratifiées)

Membre depuis 1978

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 9, 11, 12, 13, **14**, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 26, 35, 36, 37, 38, 43, 44, 49, 52, 53, 55, 56, 63, 69, 71, 73, **77, 78**, 88, 89, 91, **94, 95**, 96, 99, 101, **106**, 108, **115, 120, 124**, 125, 126

29 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 1, 9, 16, 22, 23, 26, 38, 53, 55, 56, 63, 69, 71, 73, 87, 94, 95, 96, 98, 100, 101, 106, 108, 111, 115, 120, 122, 124, 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 2006

C087 1999, 2000, 2001, 2007

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2450, 2753

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
64-65, 67, 71-72, 83, 87	66, 68, 69, 70, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

République dominicaine

32 conventions en vigueur (sur 36 ratifiées)

Membre depuis 1924

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 19, 26, 45, 52, 77, 79, 80, 88, 90, 95, 104, 106, 107, 119, 150, 159, 167, 170, 171, 172

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 52, 87, 98, 100, 105, 107, 111, 122, 144, 150, (170), 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C010 1991

C081 1990

C087 1989, 1991

C095 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991

C098 1987, 1988, 1989, 1991

C105 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992

C111 2004, 2008

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C095 1987, 1988, 1989

C098 1987, 1988

C105 1987, 1988, 1989

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	96

Dominique

26 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1982

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 12, 14, 16, 19, 22, 26, 94, 95, 97, 108, 135, 147, 150, 169

23 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 19 rapports reçus: Conventions nos 8, 12, 14, 16, 19, 22, 26, 81, 87, 98, 100, 105, 108, 111, (135), (144), (150), (169), (182)

· 4 rapports non reçus: Conventions nos. 29, 95, 138, (147)

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72, 74-79, 87	80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Egypte

63 conventions en vigueur (sur 64 ratifiées)

Membre depuis 1936

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 9, 11, **14**, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 30, 45, 52, 53, 55, 56, 62, 63, 68, 69, 71, 73, 74, 80, 88, 89, 92, **94, 95**, 96, 101, 104, **106**, 107, **115**, 116, **118, 131**, 134, **135**, 137, **139, 142, 145, 147, 148, 149, 150, 152, 159, 166**

24 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 9, 22, 23, 53, 55, 56, 63, 68, 69, 71, 73, 74, 87, 92, 98, 100, 111, 134, 135, 144, 145, 147, 150, 166

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1987, 2008

C098 1985

C111 1991, 1993

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

El Salvador

29 conventions ratifiées et en vigueur

Membre de 1919 à 1939 et depuis 1948

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

12, 77, 78, 88, 99, 104, 107, 131, 135, 141, 142, 150, 151, 155, 156, 159, 160

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 111, 122, 135, 144, 150, 151, 160

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1990

C111 2004

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2557, 2571, 2630

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-61, 63(C149), 64, 67(C155; C156; R164; R165), 69(C159; R168), 71-72, 74-81, 87, 90(P155)	62, 63(C148; R156; R157), 65, 66, 67(C154; R163), 68, 69(R167), 70, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90(R193; R194), 91, 92, 94, 95, 96

Emirats arabes unis

9 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1972

Conventions fondamentales

29, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 89

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 105, 111, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2003

C138 2001, 2002

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
58-72, 74-92, 95-96	94

Equateur

55 conventions en vigueur (sur 59 ratifiées)

Membre depuis 1934

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 11, 24, 26, 45, 77, 78, 86, 88, 95, 97, 101, 102, 103, 104, 106, 110, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 123, 124, 127, 128, 130, 131, 136, 139, 141, 142, 148, 149, 152, 153, 159, 162, 169

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 81, 87, 98, 100, 111, 122, 144, 152

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98
- Fédération nationale des travailleurs de l'entreprise "Petróleos del Ecuador" (FETRAPEC) 87, 98
- Organisation internationale des employeurs (OIE) 87, 131, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C077 1985, 2005

C078 1985, 2005

C087 1985, 1987, 1988, 1989, 1992, 1993, 1998

C098 1985, 1987, 1999

C103 1985, 1986, 1991

C105 1987, 1988, 1989, 1993

C153 2003

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1987, 1988, 1989

C098 1987

C105 1987, 1988, 1989

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2684, 2755

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-88, 90(P155), 91-92, 94-95	89, 90(R193; R194), 96

Erythrée

7 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 29, 87, 98, 100, 105, 111, 138

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-92, 94-95	96

Espagne

107 conventions en vigueur (sur 131 ratifiées)

Membre de 1919 à 1941 et depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 3, 4, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 20, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 30, 42, 44, 53, 55, 62, 68, 69, 73, 74, 77, 78, 79, 80, 88, 90, 92, 94, 95, 97, 99, 101, 102, 103, 106, 108, 113, 114, 115, 116, 117, 119, 120, 123, 124, 126, 127, 131, 132, 134, 135, 136, 137, 140, 141, 142, 145, 146, 147, 148, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 162, 163, 164, 165, 166, 169, 172, 173, 176, 180, 181, 187

24 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 29, 62, 81, 88, 105, 115, 119, 120, 127, 129, 135, 136, 138, 148, 151, 154, 155, 159, 162, (169), 176, 181, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Centrale syndicale indépendante des fonctionnaires (CSI-F)

88

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1992

C097 2001

C122 1985, 1988, 1995

C136 1992

C155 2007

C158 1994

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-87, 89, 90(R193; R194), 92, 94-95	88, 90(P155), 91, 96

Estonie

32 conventions en vigueur (sur 37 ratifiées)

Membre depuis 1921, 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 19, 20, 22, 23, 27, 41, 53, 108, 135, 147, 174

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 22, 23, 53, 87, 98, 100, 108, 111, 122, 129, 135, (138), 144, 147

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92, 94-95	96

Etats-Unis

12 conventions en vigueur (sur 14 ratifiées)

Membre de 1934 à 1977 et depuis 1980

Conventions fondamentales

105, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

53, 55, 58, 74, 80, 147, 150, 160, 176

3 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 105, 176, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 2002

C144 2005, 2007

C182 2006

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2683, 2741

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-60, 66-72, 74-92, 94-96	-

Ethiopie

20 conventions en vigueur (sur 21 ratifiées)

Membre depuis 1923

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 11, 14, 80, 88, 106, 116, 155, 156, 158, 159, 181

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 3 rapports reçus: Conventions nos 29, 138, 182

· 6 rapports non reçus: Conventions nos. 87, 98, 100, 111, 156, 158

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1987, 1992, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2007, 2009

C098 1987

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2001, 2002

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2516

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-87, 88(C183), 89	88(R191), 90, 91, 92, 94, 95, 96

Ex-République yougoslave de Macédoine

68 conventions en vigueur (sur 69 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 45, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 80, 88, 89, 90, 91, 92, 97, 102, 103, 106, 113, 114, 116, 119, 121, 126, 131, 132, 135, 136, 139, 140, 142, 143, 148, 155, 156, 158, 159, 161, 162

54 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 28 rapports reçus: Conventions nos 8, 9, 11, 16, 22, 23, 45, 53, 56, 69, 73, 74, 91, 92, 106, 113, 114, 126, 132, 135, 138, 140, 142, (144), 148, 158, 162, (182)
- 26 rapports non reçus: Conventions nos. 12, 13, 19, 24, 25, 27, 29, 32, 81, 88, 97, 102, 105, 111, 119, 121, 122, 129, 131, 136, 139, 143, 155, 156, 159, 161

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Fidji

28 conventions en vigueur (sur 31 ratifiées)

Membre depuis 1974

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 12, 19, 26, 45, 50, 64, 65, 86, 108, 149, 155, 159, 169, 172, 178, 184

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 87, 98, 100, 105, 108, 111, 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 1996, 2002

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2723

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
59-72, 74-82, 84(C178; R185), 87, 89	83, 84(C179; C180; P147; R186; R187), 85, 86, 88, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Finlande

82 conventions en vigueur (sur 98 ratifiées)

Membre depuis 1920

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 11, 12, 13, **14**, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 27, 47, 53, 73, 80, 88, 92, **94**, 108, **115**, 116, **118**, 119, **120**, **121**, **124**, **128**, **130**, 132, 133, 134, **135**, 136, 137, **139**, **140**, **141**, **142**, **145**, **146**, **147**, **148**, **149**, **150**, **151**, **152**, **154**, **155**, **156**, 158, 159, 160, 161, 162, 163, **164**, 167, 168, 173, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 184, 187

29 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 16, 22, 53, 73, 87, 92, 98, 100, 108, 111, 121, 122, 133, 134, 135, 144, 145, 146, 147, 150, 151, 154, 160, 163, 164, 178, 179, 180

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération finlandaise des syndicats des salariés diplômés de l'enseignement supérieur 87, 98 (AKAVA), Organisation centrale des syndicats finlandais (SAK), Confédération finlandaise des professionnels (STTK).

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

France

101 conventions en vigueur (sur 123 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 6, 8, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 26, 27, 35, 36, 37, 38, 42, 43, 44, 49, 52, 53, 55, 56, 62, 63, 68, 69, 71, 73, 74, 77, 78, 80, 82, 84, 85, 88, 90, 92, 94, 95, 96, 97, 99, 101, 102, 106, 113, 114, 115, 116, 118, 120, 124, 125, 126, 127, 131, 133, 134, 135, 136, 137, 139, 140, 141, 142, 145, 146, 147, 148, 149, 152, 156, 158, 159, 163, 164, 166, 178, 179, 180, 185

45 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 15 rapports reçus: Conventions nos 14, 29, 63, 82, 87, 94, 98, 100, 102, 105, 106, 111, 135, 140, 144
- 30 rapports non reçus: Conventions nos. 8, 16, 22, 23, 27, 53, 55, 56, 68, 69, 71, 73, 74, 88, 92, 96, 122, 133, 134, 137, 145, 146, 147, 149, 163, 164, 166, 178, 179, 180

Guadeloupe

35 rapports demandés

- 12 rapports reçus: Conventions nos 14, 29, 87, 98, 100, 101, 105, 106, 111, 129, 135, 144
- 23 rapports non reçus: Conventions nos. 8, 9, 16, 22, 23, 27, 32, 53, 55, 56, 58, 68, 69, 71, 73, 74, 92, 108, 133, 145, 146, 147, 149

Guyane française

32 rapports demandés

- 9 rapports reçus: Conventions nos 14, 87, 98, 100, 106, 111, 129, 135, 144
- 23 rapports non reçus: Conventions nos. 8, 9, 16, 22, 23, 27, 32, 53, 55, 56, 58, 68, 69, 71, 73, 74, 92, 108, 133, 145, 146, 147, 149

Martinique

33 rapports demandés

- 10 rapports reçus: Conventions nos 14, 29, 87, 98, 100, 106, 111, 129, 135, 144
- 23 rapports non reçus: Conventions nos. 8, 9, 16, 22, 23, 27, 32, 53, 55, 56, 58, 68, 69, 71, 73, 74, 92, 108, 133, 145, 146, 147, 149

Nouvelle-Calédonie

22 rapports demandés

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 9, 16, 22, 23, 53, 55, 56, 58, 63, 69, 71, 73, 87, 98, 100, 108, 111, 122, 144, 145, 146, 147

Polynésie française

22 rapports demandés

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 9, 16, 22, 23, 53, 55, 56, 58, 63, 69, 71, 73, 87, 98, 100, 108, 111, 122, 144, 145, 146, 147

Réunion

34 rapports demandés

- 10 rapports reçus: Conventions nos 14, 29, 87, 98, 100, 105, 106, 129, 135, 144
- 24 rapports non reçus: Conventions nos. 8, 9, 16, 22, 23, 27, 32, 53, 55, 56, 58, 68, 69, 71, 73, 74, 92, 108, 111, 133, 145, 146, 147, 149

Saint-Pierre-et-Miquelon

29 rapports demandés

- 13 rapports reçus: Conventions nos 14, 29, 63, 82, 87, 98, 100, 105, 106, 111, 122, 129, 144
- 16 rapports non reçus: Conventions nos. 9, 16, 22, 23, 53, 55, 56, 58, 69, 71, 73, 108, 145, 146, 147, 149

Terres australes et antarctiques françaises

20 rapports demandés

- 2 rapports reçus: Conventions nos 98, 111
- 18 rapports non reçus: Conventions nos. 8, 9, 16, 22, 23, 53, 58, 68, 69, 73, 74, 87, 92, 108, 133, 134, 146, 147

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération générale du travail - Force ouvrière (CGT-FO) 14, 87, 98, 106
- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C118 1997

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2749, 2750

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Gabon

37 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 4, 5, 6, 10, 11, 12, 13, 14, 19, 26, 33, 41, 45, 52, 95, 96, 99, 101, 106, 123, 124, 135, 150, 151, 154, 158

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 87, 98, 100, 105, 111, 135, 144, 150, 154, 158

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1991

C182 2007

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 75-81, 82(C176), 83(C177), 84(C179), 85(C181), 87, 89(C184), 91	74, 82(P081; R183), 83(R184), 84(C178; C180; P147; R185; R186; R187), 85(R188), 86, 88, 89(R192), 90, 92, 94, 95, 96

Gambie

8 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1995

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, 98, 100, (105), 111, (138), (182)

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87	82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Géorgie

16 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

52, 88, 117, 142, 151, 163, 181

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 111, 122, 151, 163

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

98

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2008

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2663, 2678

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
85, 86-87	80, 81, 82, 83, 84, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Ghana

47 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1957

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 8, 11, 14, 15, 16, 19, 22, 23, 26, 30, 45, 50, 58, 59, 64, 65, 69, 74, 88, 89, 90, 92, 94, 96, 103, 106, 107, 108, 115, 116, 117, 119, 120, 147, 148, 149, 150, 151

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 14 rapports reçus: Conventions nos 8, 16, 22, 23, 58, 87, 92, 98, 100, 108, 111, 147, 150, 151

· 4 rapports non reçus: Conventions nos. 69, 74, 105, 119

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1989

C030 1989

C087 1991

C111 1986

C119 1990

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
40-56, 58-72, 74-79, 83, 84(C178; C179; C180; P147; R187), 85-87	80, 81, 82, 84(R185; R186), 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Grèce

63 conventions en vigueur (sur 70 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 13, **14**, 16, 17, 19, 23, 27, 42, 45, 52, 55, 62, 68, 69, 71, 73, **77**, **78**, 80, 88, 90, 92, **95**, **102**, 103, **106**, 108, **115**, **124**, 126, 133, 134, **135**, 136, **141**, **142**, **147**, **149**, **150**, **151**, **154**, **156**, **159**, **160**, **180**

26 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 23, 55, 68, 69, 71, 73, 87, 92, 98, 100, 108, 111, 122, 133, 134, 135, 144, 147, 150, 151, 154, 160, 180

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération générale grecque du travail (OTOE) 87, 98
- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98
- Fédération grecque des syndicats des employés de banque 87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1989

C087 1985, 1987, 1989, 1995

C090 1985

C098 1989, 1991

Commission d'enquête en 1968

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Grenade

26 conventions en vigueur (sur 31 ratifiées)

Membre depuis 1979

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 12, **14**, 16, 19, 26, 50, 64, 65, 86, **94**, **95**, **97**, 99, 108

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 6 rapports reçus: Conventions nos 8, 87, 98, 100, 111, 144

· 2 rapports non reçus: Conventions nos. 16, 108

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
66-72, 74-92, 94-95	96

Guatemala

68 conventions en vigueur (sur 73 ratifiées)

Membre de 1919 à 1938 et depuis 1945

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 11, 13, **14**, 16, 19, 26, 30, 45, 50, 58, 59, 64, 65, **77**, **78**, 79, 80, 86, 88, 89, 90, **94**, **95**, 96, **97**, 99, 101, 103, 104, **106**, 108, **110**, 112, 113, 114, 116, 117, **118**, 119, **120**, **124**, 127, **131**, **141**, **148**, **149**, **154**, **156**, **159**, **160**, **161**, **162**, **163**, **167**, **169**

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 16, 58, 87, 98, 100, 108, 111, 117, 122, 144, 154, 160, (163), 169

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98
- Mouvement syndical du peuple indigène et des paysans guatémaltèques pour la défense des droits des travailleurs et des travailleuses (MSICG) 87, 98, 111, 144, 160, 169

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1986, 1991, 1993, 1995, 1996, 1997, 1999, 2000, 2001, 2002, 2004, 2005, 2008, 2009

C098 1985, 1986, 2003, 2006, 2007

C105 1986, 1987

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1985

C098 1985

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2203, 2241, 2341, 2361, 2445, 2609, 2673, 2700, 2708, 2709

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Guinée

50 conventions en vigueur (sur 58 ratifiées)

Membre depuis 1959

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 11, 13, 14, 16, 17, 18, 26, 45, 62, 89, 90, 94, 95, 99, 113, 114, 115, 117, 118, 119, 120, 121, 132, 133, 134, 135, 136, 139, 140, 142, 143, 148, 149, 150, 151, 152, 156, 159

43 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapport reçu: Conventions nos. 3, 11, 14, 16, 26, 29, 45, 81, 87, 89, 90, 94, 95, 98, 99, 100, 105, 111, 113, 115, 117, 118, 119, 121, 122, 132, 133, 134, 135, 136, 138, 140, 142, 143, 144, 148, 149, 150, 151, 152, 156, 159, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1985

C111 1985

C139 1989, 1991

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
43-56, 58-72, 74-83, 87	84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Guinée-Bissau

31 conventions en vigueur (sur 32 ratifiées)

Membre depuis 1977

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 4, 6, 12, 14, 17, 18, 19, 26, 27, 45, 68, 69, 73, 74, 88, 89, 91, 92, 104, 106, 107, 108

24 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapport reçu: Conventions nos. 1, 7, 12, 14, 17, 18, 19, 27, 29, 68, 69, 73, 74, 81, 89, 91, 92, 98, 100, 105, 106, 107, 108, 111

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
63-72, 74-82, 83(R184), 84-87, 88(R191), 94	83(C177), 88(C183), 89, 90, 91, 92, 95, 96

Guinée équatoriale

14 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1981

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 14, 30, 68, 92, 103

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 1, 14, 29, 30, (68), 87, (92), 98, 100, 103, 105, 111, 138, 182

**Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985**

C087 2008

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
67-72, 74-79, 84, 87	80, 81, 82, 83, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Guyana

41 conventions en vigueur (sur 45 ratifiées)

Membre depuis 1966

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 11, 12, 19, 26, 42, 45, 50, 64, 65, 86, 94, 95, 97, 108, 115, 131, 135, 136, 137, 139, 140, 141, 142, 149, 150, 151, 166, 172, 175

26 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 12, 19, 29, 42, 81, 87, 97, 98, 100, 105, 108, 111, 129, 135, 137, 138, 140, 142, 144, 149, 150, 151, 166, 172, 175, 182

**Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985**

C042 1992

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
50-56, 58-72, 74-92, 94-95	96

Haïti

24 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 12, 14, 17, 19, 24, 25, 30, 42, 45, 77, 78, 90, 106, 107

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 111, (182)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1990

C087 1988, 1989

C098 1989

C105 1985, 1986, 1987, 1988

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C105 1985

Commission d'enquête en 1981

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-66, 67(C156; R165), 69-72, 74, 75(C167), 87	67(C154; C155; R163; R164), 68, 75(C168; R175; R176), 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Honduras

22 conventions ratifiées et en vigueur

Membre de 1919 à 1938 et depuis 1955

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

14, 27, 32, 42, 45, 62, 78, 95, 106, 108, 116, 169

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 108, 111, 122

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Conseil hondurien des entreprises privées (COHEP)

87, 98

87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1986, 1991, 1992

C122 1997

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-92	94, 95, 96

Hongrie

58 conventions en vigueur (sur 70 ratifiées)

Membre depuis 1922

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 6, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 21, 24, 26, 27, 42, 77, 78, 88, 95, 99, 115, 124, 127, 132, 135, 136, 139, 140, 141, 142, 145, 147, 148, 151, 154, 155, 159, 161, 163, 164, 165, 166, 167, 181, 183, 185

29 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 28 rapports reçus: Conventions nos 3, 14, 16, 29, 81, 87, 98, 100, 105, 111, 122, 129, 132, 135, 138, 140, 142, 144, 145, 147, 151, 154, 163, 164, 165, 166, 182, 183
- 1 rapport non reçu: Convention no° 24

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C122 2000

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Iles Marshall

0 convention en vigueur (sur 1 ratifiée)

Membre depuis 2007

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	96

Iles Salomon

14 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1984

Conventions fondamentales

29

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 12, 14, 16, 19, 26, 42, 45, 94, 95, 108

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Aucun rapport reçu: Conventions nos. 14, 19, 26, 29, 42, 45, 81, 84, 94, 95

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
74	70, 71, 72, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Inde

40 conventions en vigueur (sur 42 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 100, 105, 111

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 4, 5, 6, 11, **14**, 15, 16, 18, 19, 21, 22, 26, 27, 32, 42, 45, 80, 88, 89, 90, 107, 108, **115**, 116, **118**, 123, 136, **141**, **142**, **147**, **160**, **174**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 16, 22, 29, 100, 108, 111, 122, 144, 147, 160

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- | | |
|---|-----|
| • Akhil Bhartiya Safai Mazdur Congress | 111 |
| • Confédération syndicale internationale (CSI) | 107 |
| • Organisation nationale des industriels de l'Inde (AIMO) | 108 |

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1986, 1989, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1998, 2000, 2001, 2003, 2008

C100 1988, 1991

C107 1986, 1988, 1990, 1991, 1993, 1997

C111 2007

C141 1992

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1994

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Indonésie

18 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1950

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

19, 27, 45, 69, 88, 106, 120, 185

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 69, 87, 98, 100, 111, 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2004

C098 1986, 1991, 1993, 1994, 1995, 1997, 1998

C105 2008

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2735, 2737, 2754

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
33-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

République islamique d'Iran

13 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

14, 19, 95, 104, 106, 108, 142

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 5 rapports reçus: Conventions nos 14, 19, 29, 95, 106

· 7 rapports non reçus: Conventions nos. 100, 105, 108, 111, 122, (142), 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

95

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1987

C095 2005, 2007

C111 1985, 1986, 1987, 1988, 1990, 1993, 1996, 1997, 1999, 2000, 2001, 2003, 2006, 2008, 2009

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C111 1985, 1996, 1997, 2009

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2508, 2567, 2747

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 85-89, 90(R193; R194), 92, 95-96	84(P147), 90(P155), 91, 94

Iraq

59 conventions en vigueur (sur 66 ratifiées)

Membre depuis 1932

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 8, 11, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 27, 30, 42, 77, 78, 80, 88, 89, 92, 94, 95, 106, 107, 108, 115, 116, 118, 119, 120, 131, 132, 135, 136, 137, 139, 140, 142, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 152, 153, 167, 172

19 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 11 rapports reçus: Conventions nos 22, 23, 98, 100, 108, 115, 120, 122, 144, 147, 167

· 8 rapports non reçus: Conventions nos. 8, 16, 92, 111, 135, 145, 146, 150

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C095 1989, 1990, 1992

C098 2008

C105 1989, 1991, 1992

C111 1993

C118 1993, 1994

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2740

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-87, 89	88, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Irlande

58 conventions en vigueur (sur 71 ratifiées)

Membre depuis 1923

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 6, 8, 11, 12, 14, 16, 19, 21, 22, 23, 26, 27, 32, 43, 44, 49, 53, 62, 68, 69, 73, 74, 80, 88, 92, 96, 99, 102, 108, 116, 118, 121, 124, 132, 139, 142, 147, 155, 159, 160, 172, 176, 177, 178, 179, 180

34 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 2 rapports reçus: Conventions nos 87, 98

· 32 rapports non reçus: Conventions nos. 8, 14, 16, 22, 23, 27, 29, 32, 53, 68, 69, 73, 74, 81, 92, 100, 105, 108, 111, 122, 132, 138, 142, 144, 147, 160, 172, 177, 178, 179, 180, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Congrès irlandais des syndicats (ICTU)

87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C023 1985, 1991

C100 1985

C105 1985, 1991

C122 1985

C144 1985

C159 2006

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-87	88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Islande

22 conventions en vigueur (sur 24 ratifiées)

Membre depuis 1945

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 11, 91, 102, 108, 139, 147, 155, 156, 159

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 8 rapports reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 111, 122, 138, 144, 182

· 2 rapports non reçus: Conventions nos. 108, 147

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2004

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Israël

43 conventions en vigueur (sur 46 ratifiées)

Membre depuis 1949

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 9, **14**, 19, 20, 30, 48, 52, 53, **77**, **78**, 79, 88, 90, 91, 92, **94**, **95**, 96, **97**, 101, **102**, **106**, 116, 117, **118**, 133, 134, 136, **141**, **142**, **147**, 150

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 9, 53, 87, 92, 98, 100, 111, 122, 133, 134, 147, 150

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

**Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985**

C097 2009

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
32-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Italie

91 conventions en vigueur (sur 111 ratifiées)

Membre de 1919 à 1939 et depuis 1945

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 6, 8, 9, 11, 12, 13, **14**, 16, 18, 19, 22, 23, 26, 27, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42, 44, 48, 53, 55, 68, 69, 71, 73, 74, **77**, **78**, 79, 80, 90, 92, **94**, **95**, **97**, 99, **102**, **106**, 108, 114, **115**, 117, **118**, 119, **120**, **124**, 127, 132, 133, 134, **135**, 136, 137, **139**, **141**, **142**, **143**, **145**, **146**, **147**, **148**, **149**, **150**, **151**, **152**, **159**, **160**, **164**, **167**, **170**, **175**, **181**, **183**

32 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 30 rapports reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 22, 23, 53, 55, 68, 69, 71, 73, 74, 87, 92, 98, 100, 108, 111, 117, 133, 134, 135, 143, 144, 145, 146, 147, 150, 151, 160
- 2 rapports non reçus: Conventions nos. 122, 164

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération générale du commerce, du tourisme et des services (CONFCOMMERCIO) 100, 111
- Confédération générale italienne du travail (CGIL) 117, 160, 182
- Confédération italienne des armateurs privés (CONFITARMA) 9
- Union italienne du travail (UIL), Confédération générale italienne du travail (CGIL), 143
- Confédération italienne des syndicats des travailleurs (CISL)

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

- C081** 1988
- C122** 1991, 2007
- C143** 2009
- C147** 1995

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Jamaïque

26 conventions en vigueur (sur 29 ratifiées)

Membre depuis 1962

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 16, 19, 26, 50, 64, 65, 86, **94, 97**, 117, **149, 150, 152**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 8 rapports reçus: Conventions nos 8, 16, 87, 98, 111, 122, 144, 150

· 1 rapport non reçu: Convention no° 100

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

**Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985**

C081 1990, 1993

C087 1985, 1987

C098 1987

C100 1987, 1991

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-91	92, 94, 95, 96

Japon

41 conventions en vigueur (sur 48 ratifiées)

Membre de 1919 à 1940 et depuis 1951

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 9, 16, 18, 19, 21, 22, 26, 27, 45, 50, 69, 73, 80, 88, 102, 115, 116, 119, 120, 121, 131, 134, 139, 142, 147, 156, 159, 162, 181, 187

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 22, 69, 73, 87, 88, 98, 100, 122, 134, 144, 147

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- | | |
|---|----------------------|
| • Confédération japonaise des syndicats (JTUC-RENGO) | 87, 88, 98, 100, 122 |
| • Confédération syndicale internationale (CSI) | 29, 87, 98 |
| • Fédération des syndicats coréens (FKTU) - Confédération coréenne des syndicats (KCTU) | 29 |
| • Réseau des femmes travailleuses (WWN) | 100 |
| • Syndicat de la construction navale et du génie maritime du Japon (AJSEU) | 29 |
| • Syndicat des enseignants de l'école supérieure de la municipalité de Nagoya | 29 |

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1987, 1989, 1993, 1995, 2001, 2008

C098 1985, 1987, 2002

C100 1993, 1994, 2007

C156 2004

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2177, 2183

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
35-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Jordanie

23 conventions en vigueur (sur 24 ratifiées)

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

106, 116, 117, 118, 119, 120, 124, 135, 142, 147, 150, 159, 185

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 98, 100, 111, 122, 135, 144, 147, 150

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- | | |
|--|----|
| • Confédération syndicale internationale (CSI) | 98 |
|--|----|

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1985, 1990

C119 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-91	92, 94, 95, 96

Kazakhstan

17 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

88, 135, 148, 155, 167

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 88, 105, 129, 135, 138, 148, 155, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
82(C176; R183), 87	80, 81, 82(P081), 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Kenya

43 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1964

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 11, 12, 14, 16, 17, 19, 26, 27, 32, 45, 50, 63, 64, 65, 86, 88, 89, 94, 97, 99, 118, 131, 132, 134, 135, 137, 140, 141, 142, 143, 146, 149

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 12 rapports reçus: Conventions nos 2, 14, 29, 45, 81, 88, 111, 129, 135, 138, 142, 182

· 5 rapports non reçus: Conventions nos. 27, 94, 105, 137, 149

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C017 1990, 1991, 1994

C138 2001, 2003, 2006

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
48-56, 58-72, 74-81, 82(C176; R183), 83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 85-87	82(P081), 84(P147), 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Kirghizistan

53 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 14, 16, 17, 23, 27, 32, 45, 47, 52, 69, 73, 77, 78, 79, 90, 92, 95, 97, 103, 106, 108, 113, 115, 116, 119, 120, 124, 126, 131, 133, 134, 142, 147, 148, 149, 150, 154, 157, 159, 160, 184

30 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 8 rapports reçus: Conventions nos 11, 14, 45, 52, 77, 98, 100, 182

· 22 rapports non reçus: Conventions nos. (17), 29, 78, 79, 81, 87, 95, 105, (111), 115, 119, 120, 122, 124, (131), 138, (144), 148, 149, 154, 159, (184)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87, 89	79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Kiribati

8 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 2000

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

2 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 29, 105

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Koweït

19 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1961

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 30, 52, 89, **106**, 116, 117, 119, 136, **159**

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 11 rapports reçus: Conventions nos 29, 81, (98), 105, 111, 119, 136, 138, 144, 159, 182
- 1 rapport non reçu: Convention no° 52

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

98

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1992, 1995, 1996, 2000

C106 1992

C111 2009

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-76, 78-79, 80(C174), 81-85, 87-88, 90-91	77, 80(R181), 86, 89, 92, 94, 95, 96

République démocratique populaire lao

8 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1964

Conventions fondamentales

29, 100, 111, 138, 182

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 6, 13

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 4 rapports reçus: Conventions nos 13, 29, (138), (182)
- 2 rapports non reçus: Conventions nos. 4, 6

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
48-56, 58-72, 74-81, 87	82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Lesotho

22 conventions en vigueur (sur 23 ratifiées)

Membre de 1966 à 1971 et depuis 1980

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 14, 19, 26, 45, 64, 65, 135, 150, 155, 158, 167

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 26, 29, 45, 81, 105, 135, 138, 155, 167, 182

**Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985**

C005 1994

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
51-53, 66-72, 74-92, 94-95	96

Lettonie

47 conventions en vigueur (sur 51 ratifiées)

Membre depuis 1921, 1991

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 24, 106, 108, 115, 119, 120, 131, 132, 133, 135, 142, 147, 148, 149, 150, 151, 154, 155, 158, 160, 173, 180, 183

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 29, 81, 105, 115, 119, 120, 129, 135, 138, 148, 151, 154, 155, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Fédération des syndicats libres de Lettonie (LBAS)

135, 154

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92, 94-95	96

Liban

48 conventions en vigueur (sur 50 ratifiées)

Membre depuis 1948

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 8, 9, **14**, 17, 19, 26, 30, 45, 52, 58, 59, 71, 73, 74, **77**, **78**, 88, 89, 90, **95**, **106**, **115**, **120**, 127, **131**, 133, 136, **139**, **142**, **147**, **148**, **150**, **152**, **159**, **170**, **172**, **174**, **176**

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 45, 81, 88, 105, 115, 120, 127, 136, 138, 139, 148, 159, 170, 174, 176, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Libéria

23 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

22, 23, 53, 55, 58, 65, 92, 104, 108, 112, 113, 114, 133, **147**, **150**

19 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 14 rapports reçus: Conventions nos 22, 23, 53, 55, 58, (81), 92, 105, 111, 112, (144), 147, (150), (182)

· 5 rapports non reçus: Conventions nos. 29, 108, 113, 114, (133)

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1987

C055 1988, 1990

C087 1985, 1987, 1990

C098 1990

Commission d'enquête en 1962

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-76, 77(C170; C171; R177; R178), 78-81, 82(C176; R183), 83-87, 91, 94	77(P089), 82(P081), 88, 89, 90, 92, 95, 96

Jamahiriya arabe libyenne

28 conventions en vigueur (sur 29 ratifiées)

Membre depuis 1952

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 3, 14, 26, 52, 53, 88, 89, 95, 96, 102, 103, 104, 118, 121, 128, 130, 131

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 29, 81, 88, 96, 102, 105, 118, 121, 128, 130, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C003 1985

C029 1992

C081 1988, 1991, 1992

C095 1996, 2006

C105 1987, 1990, 1991, 1992

C118 1992, 1999, 2003

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C118 2003

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
35-56, 58-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Lituanie

40 conventions en vigueur (sur 41 ratifiées)

Membre depuis 1921, 1991

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 6, 11, 14, 19, 24, 27, 47, 73, 79, 80, 88, 90, 108, 116, 127, 131, 135, 142, 147, 149, 154, 156, 159, 160, 171, 173, 181, 183,

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 88, 105, 127, 135, 138, (149), 154, 159, 181, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92, 94-96	-

Luxembourg

85 conventions en vigueur (sur 98 ratifiées)

Membre depuis 1920

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 12, 13, **14**, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 30, 53, 55, 56, 68, 69, 73, 74, **77**, **78**, 79, 80, 88, 90, 92, 96, **102**, 108, **115**, 116, 119, **120**, **121**, 127, **130**, 132, 133, **135**, 136, **139**, **142**, **146**, **147**, **148**, **149**, **150**, **151**, **155**, 158, **159**, **161**, **162**, **166**, **167**, **170**, **171**, **172**, **174**, **175**, **176**, **178**, **180**, **183**, **184**

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 6 rapports reçus: Conventions nos 29, 105, 135, 138, 151, 182

· 7 rapports non reçus: Conventions nos. 2, 13, 81, 88, 96, 155, 159

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Madagascar

36 conventions en vigueur (sur 42 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 6, 11, 12, 13, **14**, 19, 26, 88, 89, **95**, **97**, 116, 117, **118**, 119, **120**, **124**, 127, 132, **159**, **171**, **173**, **185**

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 29, 81, 88, 100, (105), 119, 120, 127, 129, 138, 144, 159, 182

**Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985**

C087 1986

C127 1992

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-89, 91	90, 92, 94, 95, 96

Malaisie

14 conventions en vigueur (sur 15 ratifiées)

Membre depuis 1957

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

50, 64, 65, 88, 95, 119, 123

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 88, 119, 138, 144, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C011 1991, 1992

C012 1991, 1992

C019 1996, 1998

C097 1996, 1997, 1998

C098 1985, 1992, 1994, 1999

C105 1990

C138 2009

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2717

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
41-56, 58-72, 74-92, 94	95, 96

Malaisie péninsulaire

5 conventions ratifiées et en vigueur

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 17, 19, 45

1 rapport demandé sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Convention no 45

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1986

Sabah

4 conventions en vigueur (sur 5 ratifiées)

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

16, 86, 94, 97

Sarawak

7 conventions en vigueur (sur 9 ratifiées)

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 14, 16, 19, 86, 94

Malawi

29 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1965

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 19, 26, 45, 50, 64, 65, 86, 89, 97, 99, 104, 107, 149, 150, 158, 159

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 8 rapports reçus: Conventions nos 26, 81, 89, 98, 99, 107, 129, 149

· 7 rapports non reçus: Conventions nos. 29, 45, 105, 138, 158, 159, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1986

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Maldives

Aucune ratification

Membre depuis 2009

Mali

28 conventions en vigueur (sur 30 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 6, 11, 13, 14, 17, 18, 19, 26, 41, 52, 95, 135, 141, 150, 151, 159, 183

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 29, 81, 105, 135, 138, 151, 159, 182

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2756

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
44-56, 58-72, 74-83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 85, 87-89, 90(R193; R194), 91	84(P147), 86, 90(P155), 92, 94, 95, 96

Malte

54 conventions en vigueur (sur 61 ratifiées)

Membre depuis 1965

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 8, 11, 12, 13, **14**, 16, 19, 21, 22, 26, 32, 35, 36, 42, 43, 49, 53, 62, 73, 74, **77**, **78**, 88, **95**, 96, 99, **106**, 108, 117, 119, **124**, 127, **131**, 132, **135**, 136, **141**, **147**, **148**, **149**, **159**, **180**

28 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 10 rapports reçus: Conventions nos 1, 14, 87, 98, 100, 106, 111, 117, 132, 149

· 18 rapports non reçus: Conventions nos. 2, 13, 29, 32, 62, 81, 88, 96, 105, 119, 127, 129, 135, 136, 138, 148, 159, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56, 58-72, 74-90	91, 92, 94, 95, 96

Maroc

50 conventions en vigueur (sur 51 ratifiées)

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 4, 11, 12, 13, **14**, 17, 18, 19, 22, 26, 27, 30, 41, 42, 45, 52, 55, 65, 80, **94**, 99, 101, 104, **106**, 108, 116, 119, **135**, 136, **145**, **146**, **147**, **150**, **154**, 158, **178**, **179**, **180**, **181**

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 2, 13, 29, 45, 81, 105, 119, 129, 135, 136, 138, 181, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1992

C029 1992

C052 1989

C098 1987, 1988, 1994, 1997, 1998

C105 1992

C136 1988, 1993

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C098 1997

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Maurice

35 conventions en vigueur (sur 44 ratifiées)

Membre depuis 1969

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 11, 12, **14**, 16, 17, 19, 26, 32, 42, 74, 86, 88, **94**, **95**, **97**, 99, 108, 137, **150**, **156**, **159**, **160**, **175**

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 2, 29, 81, 88, 105, 138, 159, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- | | |
|--|--------------|
| • Confédération des travailleurs du secteur privé (CTSP) | 14, 29 |
| • Fédération des employeurs de Maurice (MEF) | 88, 138, 182 |

**Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985**

C008 1987

C026 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
53-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Mauritanie

39 conventions en vigueur (sur 42 ratifiées)

Membre depuis 1961

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 6, 11, 13, **14**, 15, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 33, 52, 53, 58, 62, 89, 90, 91, **94**, **95**, 96, 101, **102**, 112, 114, 116, **118**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 29, 62, 81, 96, 102, 105, 138, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Association des retraités affiliés à la Caisse nationale de sécurité sociale

102

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1986, 1990, 2002, 2003, 2005

C081 1986, 2000

C087 1986, 1987, 1993

C095 1995

C100 2009

C111 1993

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 2003

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-80, 81(C175), 82(C176; R183), 83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 85-91	81(R182), 82(P081), 84(P147), 92, 94, 95, 96

Mexique

67 conventions en vigueur (sur 78 ratifiées)

Membre depuis 1931

Conventions fondamentales

29, 87, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 9, 11, 12, 13, **14**, 16, 17, 19, 21, 22, 26, 27, 30, 42, 43, 45, 49, 52, 53, 55, 56, 58, 80, 90, **95**, 96, 99, **102**, **106**, 108, **110**, 112, **115**, 116, **118**, **120**, 123, **124**, **131**, 134, **135**, **140**, **141**, **142**, **150**, **152**, 153, **155**, **159**, **160**, **161**, **163**, **164**, **166**, **167**, **169**, **170**, **172**, **173**

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 29, 45, 96, 105, 115, 120, 135, 155, 159, 161, 167, 169, 170, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Délégation syndicale de 'Radio Educación', Section XI du Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE) 169
- Syndicat des travailleurs de l'université nationale autonome de Mexico (STUNAM) 102
- Syndicat indépendant des travailleurs journaliers (SINTRAJOR) 169
- Syndicat unique des travailleurs du gouvernement du district fédéral (SUTGDF) 102, 161

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1995

C102 1999

C111 2006

C155 1996

C169 1995, 2000

C182 2008

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2478, 2665, 2679, 2694, 2734

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-89, 90(P155; R194), 91	90(R193), 92, 94, 95, 96

République de Moldova

38 conventions en vigueur (sur 40 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 47, 88, 92, 95, 97, 99, 117, 119, 127, 131, 132, 133, 135, 141, 142, 150, 151, 152, 154, 155, 158, 181, 183, 184, 185

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 15 rapports reçus: Conventions nos 29, 81, 88, 105, 119, 127, 129, 135, 138, 151, 154, 155, 181, 182, 184
- 1 rapport non reçu: Convention no° (152)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération des syndicats de la République de Moldova

87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C095 2002

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-91, 95(C187; R197)	92, 94, 95(R198), 96

Mongolie

15 conventions en vigueur (sur 16 ratifiées)

Membre depuis 1968

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

103, 123, 135, 155, 159

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 103, 105, 135, 138, 155, 159, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération des syndicats de Mongolie (CMTU)
- Fédération des employeurs de Mongolie (MONEF)

103

29

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
52-56, 58-72, 74-81, 87-89	82, 83, 84, 85, 86, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Monténégro

68 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 2006

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 45, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 80, 88, 89, 90, 91, 92, 97, 102, 103, 106, 113, 114, 116, 119, 121, 126, 131, 132, 135, 136, 139, 140, 142, 143, 148, 155, 156, 158, 159, 161, 162

19 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 2, 13, 29, 45, 81, 88, 105, 119, 129, 135, 136, 138, 139, 148, 155, 159, 161, 162, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération des syndicats du Monténégro

2, 29, 81, 87, 88, 98, 135, 144, 161

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2752

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	96

Mozambique

18 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 11, 14, 17, 18, 30, 88

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 88, 105, 111, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Myanmar

19 conventions en vigueur (sur 21 ratifiées)

Membre depuis 1948

Conventions fondamentales

29, 87

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 6, 11, **14**, 15, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 26, 27, 42, 52, 63

3 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 2, 29, 87

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI) 22, 87
- Fédération des syndicats Kawthoolei (FTUK) 29

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1992, 1995, 1996, 1999, 2002

C052 1987

C087 1987, 1989, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2001, 2003, 2004, 2005, 2009

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1995, 1996, 1999

C087 1993, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2001, 2003, 2004, 2005, 2009

Commission d'enquête en 1996

Sessions spéciales de la Commission de la Conférence

C029 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Namibie

10 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1978

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

150, 158

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 105, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
78-92, 94-96	-

Népal

11 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1966

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

14, 131, 169

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 4 rapports reçus: Conventions nos 29, (105), 138, 182

· 1 rapport non reçu: Convention no° (169)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

29

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C100 1997

C144 2005

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
51-56, 58-72, 74-81, 83, 85, 87	82, 84, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Nicaragua

54 conventions en vigueur (sur 59 ratifiées)

Membre de 1919 à 1938 et depuis 1957

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 3, 4, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 30, 45, 63, 77, 78, 88, 95, 110, 115, 117, 119, 127, 131, 135, 136, 137, 139, 140, 141, 142, 146

25 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 3, 4, 13, 29, 45, 87, 88, 98, 100, 105, 110, 111, 115, 117, 119, 122, 127, 135, 136, 138, 139, 140, 142, 144, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1987, 1989

C098 1989

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2601, 2613, 2762

Commission d'enquête en 1987

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
40-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Niger

34 conventions en vigueur (sur 36 ratifiées)

Membre depuis 1961

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 6, 11, 13, 14, 18, 26, 41, 65, 95, 102, 104, 116, 117, 119, 131, 135, 142, 148, 154, 155, 156, 158, 161, 187

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 29, 81, 95, 98, 100, 105, 111, 119, 135, 138, 148, 154, 156, 158, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2004

C182 2005

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-82, 87-88, 95(C187; R197)	83, 84, 85, 86, 89, 90, 91, 92, 94, 95(R198), 96

Nigéria

34 conventions en vigueur (sur 38 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 16, 19, 26, 32, 45, 50, 64, 65, 88, 94, 95, 97, 104, 116, 123, 133, 134, 137, 155, 178, 179, 185

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 1 rapport reçu: Convention no 81

· 17 rapports non reçus: Conventions nos. 8, 19, 29, 32, 45, 87, 88, 94, 97, 98, 100, 105, 123, 138, 144, 155, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C081 2009

C087 1986, 1991, 1995, 1996, 1997

C105 1990

C134 1989

*Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le
rapport de la Commission de la Conférence*

C087 1995, 1996, 1997

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-92, 95	94, 96

Norvège

90 conventions en vigueur (sur 107 ratifiées)

Member depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 11, 12, 13, **14**, 16, 18, 19, 21, 22, 24, 25, 26, 27, 30, 42, 43, 47, 49, 50, 53, 56, 68, 69, 71, 73, 80, 88, 90, 91, 92, **94**, **95**, **97**, **102**, 108, 113, **115**, 116, **118**, 119, **120**, 126, **128**, **130**, 132, 133, 134, **135**, 137, **139**, **141**, **142**, **143**, **145**, **147**, **148**, **149**, **150**, **151**, **152**, **154**, **155**, **156**, **159**, **160**, **162**, **163**, **164**, **167**, **168**, **169**, **170**, **176**, **178**, **179**, **180**

33 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 13 rapports reçus: Conventions nos 14, 29, 30, 47, 94, 100, 105, 111, 132, 142, 144, 149, 169

· 20 rapports non reçus: Conventions nos. 13, 81, 88, 115, 119, 120, 129, 135, 138, 139, 148, 151, 154, 155, 159, 162, 167, 170, 176, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- | | |
|--|----------|
| • Confédération des syndicats des professionnels (Unio) | 100 |
| • Confédération du commerce et de l'industrie de Norvège (NHO) | 94, 100 |
| • Confédération norvégienne des syndicats (LO) | 100, 144 |
| • HSH | 111 |
| • Parlement Sami de Norvège | 169 |

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C111 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Nouvelle-Zélande

51 conventions en vigueur (sur 60 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 22, 23, 26, 32, 42, 44, 47, 50, 52, 53, 58, 59, 64, 65, 68, 69, 74, 80, 82, 84, 88, 92, 97, 99, 101, 104, 116, 133, 134, 145, 155, 160

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 88, 105, (155), 182

Tokélaou

2 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 105

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Business Nouvelle-Zélande 29, 81, 88, 155, 182
- Conseil des syndicats de Nouvelle-Zélande (NZCTU) 29, 81, 88, 155, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C017 1997

C026 1998

C081 1996

C088 1985

C100 1994

C122 1993

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Oman

4 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1994

Conventions fondamentales

29, 105, 138, 182

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 105, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
81-91	92, 94, 95, 96

Ouganda

30 conventions en vigueur (sur 31 ratifiées)

Membre depuis 1963

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 17, 19, 26, 45, 50, 64, 65, 86, 94, 95, 123, 124, 143, 154, 158, 159, 162

22 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 11, 12, 19, 26, 29, 45, 81, 94, 95, 98, 105, 122, 123, 124, 138, 143, 144, 154, 158, 159, 162, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2006

C081 1989, 1990, 2001, 2003, 2008

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-80, 87	81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Ouzbékistan

13 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

47, 52, 103, 135, 154

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 1 rapport reçu: Convention no (182)

· 4 rapports non reçus: Conventions nos. 29, 105, 135, 154

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Conseil de la fédération de syndicats
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

29

105

29, 105, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87	80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Pakistan

34 conventions en vigueur (sur 36 ratifiées)

Membre depuis 1947

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 4, 6, 11, 14, 16, 18, 19, 21, 22, 27, 32, 45, 59, 80, 89, 90, 96, 106, 107, 116, 118, 159, 185

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 2 rapports reçus: Conventions nos 98, 107

· 11 rapports non reçus: Conventions nos. 11, 29, 45, 81, 87, 96, 105, 138, 144, 159, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI) 87
- Fédération des travailleurs du Pakistan (PWF) 87, 98, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C022 1992

C029 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1996, 1997, 1999

C087 1985, 1987, 1988, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1998, 2001, 2009

C096 1985, 1986, 1987

C098 1992, 2003, 2006

C105 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1992, 2000, 2002

C107 1989

C111 1987, 1993, 1995

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1986, 1987, 1988

C087 1987, 1988

C105 1986, 1987, 1988

C111 1987

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-80, 87, 91	81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 92, 94, 95, 96

Panama

68 conventions en vigueur (sur 76 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 8, 9, 11, 12, 13, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 23, 26, 27, 30, 32, 42, 43, 45, 52, 53, 55, 56, 64, 65, 68, 69, 71, 73, 74, 77, 78, 80, 86, 88, 89, 92, 94, 95, 104, 107, 108, 110, 113, 114, 116, 117, 119, 120, 124, 125, 126, 127, 159, 160, 167, 181

26 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 25 rapports reçus: Conventions nos 3, 13, 17, 29, 30, 45, 52, 81, 88, 89, 98, 100, 105, 107, 110, 111, 117, 119, 120, 122, 127, 138, 159, 181, 182
- 1 rapport non reçu: Convention no° 87

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98
- Conseil national de l'entreprise privée de Panama (CONEP) 87, 98
- Fédération nationale des employés publics et travailleurs des entreprises de service public (FENASEP) 87, 98, 100, 111, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C008 1987
C022 1985, 1987
C023 1985
C029 1992, 1995
C032 1987
C053 1985, 1987
C055 1987, 1988, 1992
C068 1985, 1987
C087 1989, 1991, 1992, 2001, 2003, 2005, 2009
C092 1987
C098 1991, 2000
C126 1987

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1991
C098 1991

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2576, 2706, 2751

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-87, 88(R191), 89(R192), 90(R193; R194), 92, 94	88(C183), 89(C184), 90(P155), 91, 95, 96

Papouasie-Nouvelle-Guinée

24 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées)

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 11, 12, 18, 19, 22, 26, 27, 42, 45, 85, 99, 103, 158

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 5 rapports reçus: Conventions nos 87, 103, 111, 138, 158

· 8 rapports non reçus: Conventions nos. 2, 29, 45, 98, 100, 105, 122, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-87	88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Paraguay

36 conventions en vigueur (sur 38 ratifiées)

Membre de 1919 à 1937 et depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 11, 14, 26, 30, 52, 59, 77, 78, 79, 89, 90, 95, 99, 101, 106, 115, 116, 117, 119, 120, 123, 124, 156, 159, 169

21 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 20 rapports reçus: Conventions nos 29, 81, 87, 89, 95, 98, 99, 100, 105, 106, 111, 115, 119, 120, 122, 138, (156), 159, 169, 182

· 1 rapport non reçu: Convention no° 123

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1996

C029 2008

C079 2002

C081 1992

C087 1985, 1992, 1993

C090 2002

C098 1985, 1993

C169 2003, 2006

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2648, 2681, 2693

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
40-56, 58-72, 74-84, 87	85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Pays-Bas

81 conventions en vigueur (sur 105 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 9, 11, 12, 13, **14**, 16, 17, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 44, 62, 68, 69, 71, 73, 74, 80, 88, 90, 92, **94**, **95**, **97**, 99, 101, **102**, **106**, 113, 114, **115**, 116, **121**, **124**, 126, **128**, **130**, **131**, 133, **135**, **140**, **141**, **142**, **145**, **146**, **147**, **150**, **151**, **152**, **154**, **155**, **156**, **159**, **160**, **162**, **169**, **174**, **175**, **177**, **180**, **181**, **183**

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 29, 62, 81, 88, 105, 115, 129, 135, 138, 151, 154, 155, 159, 162, 174, 181, 182

Antilles néerlandaises

4 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 88, 105

Aruba

8 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 88, 94, 105, 122, 135, 138

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- | | |
|---|--|
| • Confédération de l'industrie et des employeurs des Pays-Bas (VNO-NCW) | 13, 115, 154, 155, 162, 174 |
| • Confédération syndicale des Pays-Bas (FNV) | 29, 62, 81, 87, 98, 105, 121, 138, 154, 155, 162, 174, 181 |
| • Fédération nationale des syndicats chrétiens (CNV) | 29, 81, 87, 88, 98, 154, 155, 159, 182 |

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1989

C087 1985, 1987, 1989, 1991

C103 2004

C122 1986

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 95(R198), 96	94, 95(C187; R197)

Pérou

66 conventions en vigueur (sur 74 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 8, 9, 11, 12, **14**, 19, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 44, 52, 53, 55, 56, 58, 59, 62, 67, 68, 69, 71, 73, **77**, **78**, 79, 80, 88, 90, 99, 101, **102**, **106**, 112, 113, 114, 127, **139**, **147**, **151**, **152**, **156**, **159**, **169**, **176**, **178**

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 62, 71, 81, 88, 105, 138, 139, 151, 159, 169, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- CGTP-CATP-CUT 81, 98, 105, 151
- Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP) 29, 62, 71, 88, 138, 139, 159, 169, 182
- Confédération syndicale internationale (CSI) 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C001 1985
C024 1985
C025 1985
C029 1992, 1993, 1999
C035 1994, 1996
C036 1996
C037 1996
C038 1996
C039 1996
C040 1996
C068 1985, 1986, 1988
C087 1990, 1991
C098 1991, 2001
C102 1997, 2002, 2005
C105 1985, 1990, 1992
C122 1994, 1998
C139 1992
C169 2009

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2533, 2594, 2638, 2639, 2661, 2664, 2667, 2671, 2675, 2687, 2688, 2689, 2690, 2695, 2697, 2703, 2724, 2757

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-83, 84(C178; R185; R186), 85-87, 88(C183), 90(R193)	84(C179; C180; P147; R187), 88(R191), 89, 90(P155; R194), 91, 92, 94, 95, 96

Philippines

32 conventions en vigueur (sur 34 ratifiées)

Membre depuis 1948

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

17, 19, 23, 53, 77, 88, 89, 90, 94, 95, 97, 99, 110, 118, 141, 143, 149, 157, 159, 165, 176, 179

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 87, 88, 94, 98, 105, 138, 144, 159, 176, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1989, 1991, 2007, 2009

C095 1990

C182 2006

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2528, 2652, 2669, 2716, 2745

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Pologne

80 conventions en vigueur (sur 90 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42, 62, 68, 69, 73, 74, 77, 78, 79, 80, 90, 91, 92, 95, 99, 101, 102, 103, 108, 113, 115, 116, 119, 120, 124, 127, 133, 134, 135, 137, 140, 141, 142, 145, 147, 148, 149, 151, 159, 160, 161, 170, 176, 178, 181

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 2, 13, 29, 62, 81, 105, 115, 119, 120, 127, 129, 135, 138, 148, 151, 159, 161, 170, 176, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Syndicat indépendant et autonome "Solidarnosc"

159, 161

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C011 1987, 1988, 1989

C029 1987

C087 1987, 1988, 1989

C095 2004

C098 1987, 1988, 1989

C111 1987

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2748

Commission d'enquête en 1982

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Portugal

69 conventions en vigueur (sur 78 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 6, 8, 11, 12, **14**, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 27, 45, 68, 69, 73, 74, **77**, **78**, 88, 92, **95**, **97**, **102**, 103, 106, 108, 115, 117, **120**, **124**, 127, 131, 132, **135**, 137, **139**, **142**, **143**, **145**, **146**, **147**, **148**, **149**, **150**, **151**, **155**, **156**, 158, **159**, **160**, 162, 171, 175, 176, 181

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 45, 81, 88, 105, 115, 120, 127, 129, 135, 138, 139, 148, 151, 155, 159, 162, 176, 181, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération de l'industrie portugaise (CIP) 45, 81
- Union générale des travailleurs (UGT) 29, 81, 105, 115, 120, 127, 129, 135, 138, 139, 151, 155, 162

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C017 1995

C019 1988

C081 1985

C095 1986, 1988, 1989

C098 1987

C122 1986, 2001, 2003

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2729

Commission d'enquête en 1961

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	96

Qatar

6 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1972

Conventions fondamentales

29, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, (105), 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C111 2002

C182 2005

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
58-72, 74-92	94, 95, 96

République démocratique du Congo

36 conventions en vigueur (sur 37 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 11, 12, **14**, 17, 18, 19, 26, 27, 50, 62, 64, 88, 89, **94**, **95**, **102**, 116, 117, **118**, 119, **120**, **121**, **135**, **150**, 158

19 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapport reçu: Conventions nos. 12, 19, 29, 62, 87, 89, 94, 98, 100, 105, 111, 117, 119, 120, 121, 135, 144, 150, 158

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C119 2007

C182 2009

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2712, 2713, 2714, 2715

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Roumanie

49 conventions en vigueur (sur 55 ratifiées)

Membre de 1919 à 1942 et depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 13, 14, 16, 22, 24, 27, 68, 88, 89, 92, 95, 102, 108, 116, 117, 127, 131, 133, 134, 135, 136, 137, 147, 150, 154, 163, 166, 168, 180, 183

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 29, 81, 88, 105, 127, 129, 135, 136, 138, 154, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- | | |
|---|----|
| • Confédération nationale syndicale (CNS 'CARTEL ALFA') | 81 |
| • Fédération de l'éducation nationale (FEN) | 95 |

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1987, 1988, 1990

C081 1988, 2005

C087 1987, 1989, 2007

C111 1993, 1994

C129 1988

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C111 1989

Commission d'enquête en 1989

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Royaume-Uni

67 conventions en vigueur (sur 86 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 11, 12, 16, 17, 19, 22, 23, 24, 25, 32, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42, 44, 50, 56, 64, 65, 68, 69, 74, 80, 82, 83, 84, 85, 86, 92, **97, 102**, 108, 114, **115**, 116, **120, 124**, 126, 133, **135, 140, 141, 142, 147, 148, 150, 151**, 160, 178, 180, 187

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 2, 29, 81, 105, 115, 120, 135, 138, 148, 151, 182

Anguilla

25 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 11, 12, 14, 17, 19, 22, 23, 26, 29, 42, 58, 59, 82, 85, 87, 94, 97, 98, 99, 101, 105, 108, 140, 148

Bermudes

9 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 17, 29, 59, 82, 87, 98, 105, 115, 135

Gibraltar

12 rapports demandés

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 2, 29, 45, 59, 81, 82, 98, 100, 105, 135, 142, 151

Guernsey

10 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 2, 29, 81, 105, 115, 135, 142, 148, 151, 182

Ile de Man

9 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 2, 29, 81, 87, 98, 101, 105, 122, 151

Iles Falkland (Malvinas)

10 rapports demandés

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 10, 14, 29, 32, 45, 59, 82, 87, 98, 105

Iles Vierges britanniques

11 rapports demandés

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 10, 14, 26, 29, 59, 82, 87, 94, 97, 98, 105

Jersey

5 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 2, 29, 81, 105, 115

Montserrat

4 rapports demandés

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 29, 82, 85, 105

Sainte-Hélène

18 rapports demandés

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 8, 10, 11, 12, 14, 16, 17, 19, 29, 58, 59, 63, 82, 85, 105, 108, 150, 151

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Association britannique des pilotes de lignes aériennes (BALPA)

87

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2000

C087 1985, 1987, 1988, 1989, 1991, 1992, 1995, 1997, 2007

C098 1994, 1996

C100 1986, 1988, 2006

C122 1985, 1987, 1993

C144 1993

C180 2008

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Fédération de Russie

53 conventions en vigueur (sur 61 ratifiées)

Membre de 1934 à 1940 et depuis 1954

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 13, 14, 16, 23, 27, 45, 47, 52, 69, 73, 77, 78, 79, 90, 92, 95, 103, 106, 108, 113, 115, 116, 119, 120, 124, 126, 133, 134, 137, 142, 147, 148, 149, 150, 152, 155, 156, 159, 160, 162, 163, 179

23 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 22 rapports reçus: Conventions nos 13, 29, 45, 81, 103, 105, 106, 115, 119, 120, 122, 126, 138, 142, 148, 149, 152, 155, 156, 159, 162, 182
- 1 rapport non reçu: Convention no° 100

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1987, 2005

C095 1995, 1998, 1999

C108 1999

C182 2009

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2738, 2744, 2758

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
37-56, 58-72, 74-88	89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Rwanda

27 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1962

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 11, 12, 14, 17, 18, 19, 26, 42, 50, 62, 64, 89, 94, 118, 123, 132, 135

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 11 rapports reçus: Conventions nos 12, 14, 17, 87, 89, 94, 98, 100, 111, 132, 135
- 6 rapports non reçus: Conventions nos. 29, 62, 81, 105, 138, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Association des syndicats chrétiens (UMURIMO) 17, 29, 111
- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-79, 81, 87	80, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Sainte-Lucie

28 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1980

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

5, 7, 8, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 19, 26, 50, 64, 65, 94, 95, 97, 101, 108, 154, 158

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 29, 87, 97, 98, 100, 101, 105, 108, 111, 154, 158, (182)

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2000

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
67(C154; R163), 68(C158; R166), 87	66, 67(C155; C156; R164; R165), 68(C157; P110), 69, 70, 71, 72, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Saint-Kitts-et-Nevis

9 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1996

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 8 rapports reçus: Conventions nos 29, (87), (98), 100, 105, 111, (138), 144

· 1 rapport non reçu: Convention no° 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Saint-Marin

23 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1982

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

88, 103, 119, 140, 142, 143, 148, 150, 151, 154, 156, 159, 160, 161

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 29, 88, 103, 105, 119, 138, 140, 143, 144, 148, 151, 154, 159, 161, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
69-72, 74-92, 94-96	-

Saint-Vincent-et-les Grenadines

19 conventions en vigueur (sur 22 ratifiées)

Membre depuis 1995

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 16, 19, 26, **94, 95**, 101, 108, **180**

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 105, 111, (138), 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
86, 87	82, 83, 84, 85, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Samoa

8 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 2005

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	94, 95, 96

Sao Tomé-et-Principe

21 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1982

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

17, 18, 19, 88, **106, 135, 151, 154, 155, 159, 184**

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 29, 81, 87, 88, 98, 100, 105, 106, 111, (135), (138), 144, (151), (154), (155), 159, (182), (184)

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72, 74-76, 87, 89	77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Sénégal

33 conventions en vigueur (sur 37 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 6, 10, 11, 12, 13, **14**, 19, 26, 52, 89, **95**, 96, 99, 101, **102**, 116, 117, **120**, **121**, 125, **135**

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Aucun rapport reçu: Conventions nos. 13, 29, 81, 96, 102, 105, 117, 120, 122, 135, 138, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
44-56, 58-72, 74-81, 82(C176; R183), 83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 85-89, 90(R193; R194), 91-92, 94-96	82(P081), 84(P147), 90(P155)

Serbie

70 conventions en vigueur (sur 71 ratifiées)

Membre depuis 2000

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 8, 9, 11, 12, 13, **14**, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 45, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 80, 88, 89, 90, 91, 92, **97**, **102**, 103, **106**, 113, 114, 116, 119, **121**, 126, **131**, 132, **135**, 136, **139**, **140**, **142**, **143**, **148**, **155**, **156**, 158, **159**, **161**, **162**, **167**, **187**

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 19, 29, 45, 81, 88, 102, 105, 119, 129, 135, 136, 138, 139, 148, 155, 159, 161, 162, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération des syndicats autonomes de Serbie
- Confédération des syndicats 'Nezavisnost'

29, 88, 105, 119, 136, 155, 159, 161, 182
102

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2003, 2004

C111 1987

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
89-92, 94-96	-

Seychelles

31 conventions en vigueur (sur 36 ratifiées)

Membre depuis 1977

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 11, 16, 22, 26, 50, 64, 65, 73, 99, 108, **147, 148, 149, 150, 151, 152, 155, 161, 180**

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 2, 8, 22, 29, (73), 81, 105, 138, (144), (147), 148, 151, (152), 155, (161), (180), 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
63-72, 74-88	89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Sierra Leone

33 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1961

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

5, 7, 8, 15, 16, 17, 19, 22, 26, 32, 45, 50, 58, 59, 64, 65, 86, 88, **94, 95**, 99, 101, 119, 125, 126

23 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 8, 17, 19, 26, 29, 32, 45, 59, 81, 87, 88, 94, 95, 98, 99, 100, 101, 105, 111, 119, 125, 126, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C059 1986

C081 1986

C119 1988

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-61, 62(C145; C147; R153; R155)	62(C146; R154), 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Singapour

20 conventions en vigueur (sur 24 ratifiées)

Membre depuis 1965

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 12, 16, 19, 22, 32, 45, 50, 64, 65, 86, 88, 94

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 45, 81, 88, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C005 1987, 1992, 1993

C008 1987

C098 1994

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
50-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Slovaquie

66 conventions en vigueur (sur 71 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 11, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 21, 26, 27, 37, 38, 39, 40, 42, 43, 49, 52, 77, 78, 80, 88, 90, 95, 99, 102, 115, 116, 120, 123, 124, 128, 130, 135, 136, 139, 140, 142, 148, 154, 155, 156, 159, 160, 161, 163, 164, 167, 171, 173, 176, 183, 184

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 4 rapports reçus: Conventions nos 29, 88, 105, 138

· 13 rapports non reçus: Conventions nos. 13, 115, 120, 136, 139, 148, 155, 159, 161, 167, 176, 182, 184

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C111 2006

C122 2004

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-83, 85-92, 94-96	84

Slovénie

74 conventions en vigueur (sur 76 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 8, 9, 11, 12, 13, **14**, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 80, 88, 89, 90, 91, 92, **95**, **97**, **102**, 103, **106**, 108, 113, 114, 116, 119, **121**, 126, **131**, 132, **135**, 136, **139**, **140**, **142**, **143**, **147**, **148**, **149**, **154**, **155**, **156**, 158, **159**, **161**, **162**, **173**, **175**, **180**

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 29, 81, 88, 105, 119, 129, 135, 136, 138, 139, 140, 142, 148, 154, 155, 159, 161, 162, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Association des employeurs de Slovénie 159
- Confédération des nouveaux syndicats de la Slovénie 159, 161

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92, 94-96	-

Somalie

12 conventions en vigueur (sur 14 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 105, 111

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

16, 17, 19, 22, 23, 45, 65, **94**, **95**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 17, 19, 29, 45, 84, 94, 95, 105, 111

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-75	76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Soudan

14 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 19, 26, 95, 117

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 2, 19, 29, 81, 98, 105, 117, 138, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1989, 1992, 1993, 1997, 1998, 2000, 2001, 2002, 2004, 2005, 2008

C098 1994

C105 1992

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1992, 1997, 1998, 2000, 2001, 2002

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-80, 87	81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Sri Lanka

31 conventions en vigueur (sur 40 ratifiées)

Membre depuis 1948

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 16, 18, 26, 45, 58, 80, 90, **95**, 96, 99, 103, **106**, 108, **110**, **115**, 116, **131**, **135**, **160**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 7 rapports reçus: Conventions nos 29, 45, 81, 96, 115, 138, 182

· 2 rapports non reçus: Conventions nos. 105, 135

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Fédération nationale des syndicats (NTUF)

29, 45, 81, 96, 105, 135, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1997, 1999, 2007

C098 1985, 1987

C099 1985

C131 1985

C144 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92	94, 95, 96

Suède

77 conventions en vigueur (sur 92 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 9, 11, 12, 13, **14**, 16, 19, 21, 27, 47, 73, 80, 88, 92, **102**, 108, **115**, 116, **118**, 119, **120**, **121**, **128**, **130**, 132, 133, 134, **135**, 137, **139**, **140**, **141**, **142**, **143**, **145**, **146**, **147**, **148**, **149**, **150**, **151**, **152**, **154**, **155**, **156**, **157**, 158, **159**, **160**, **161**, **162**, **163**, **164**, **167**, **168**, **170**, **174**, **175**, **176**, **178**, **180**, **184**, **187**

26 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 29, 81, 88, 105, 115, 119, 120, 129, 135, 138, 139, 148, 149, 151, 154, 155, 159, 161, 162, 167, 170, 174, 176, 182, 184

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- | | |
|---|-----|
| • Association des officiers de la marine marchande | 180 |
| • Association suédoise des armateurs employeurs (SEA) | 180 |
| • Association suédoise des officiers de marine | 180 |
| • Syndicat des employés des services et des communications (SEKO) | 180 |

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 2008

C098 1993

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 95	94, 96

Suisse

47 conventions en vigueur (sur 56 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 6, 8, 11, **14**, 16, 18, 19, 23, 26, 27, 45, 62, 80, 88, **102**, **115**, 116, 119, **120**, **128**, 132, 136, **139**, **141**, **142**, **150**, **151**, 153, **154**, **159**, **160**, **162**, **163**, **168**, **172**, **173**

19 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 2, 29, 45, 62, 81, 88, 105, 115, 119, 120, 136, 138, 139, 142, 151, 154, 159, 162, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- | | |
|------------------------------------|-------------|
| • Union patronale suisse (UPS) | 151 |
| • Union syndicale suisse (USS/SGB) | 2, 151, 162 |

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2006

C100 1986, 1988

C128 1993

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2265

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Suriname

29 conventions en vigueur (sur 30 ratifiées)

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 105, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 13, 14, 17, 19, 27, 41, 42, 62, 88, 94, 95, 101, 106, 112, 118, 135, 150, 151, 154, 181

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 29, 62, 81, 88, 105, 135, 151, 154, 181, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-89	90, 91, 92, 94, 95, 96

Swaziland

31 conventions en vigueur (sur 33 ratifiées)

Membre depuis 1975

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 14, 19, 26, 45, 50, 64, 65, 86, 89, 90, 94, 95, 96, 99, 101, 104, 123, 131, 160

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 45, 81, 87, 96, 105, 138, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2005, 2009

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1997, 2009

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
60-72, 74-92	94, 95, 96

République arabe syrienne

50 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1947

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 11, **14**, 17, 18, 19, 26, 30, 45, 52, 53, 63, 80, 88, 89, **94**, **95**, 96, 99, 101, 104, **106**, 107, **115**, 116, 117, **118**, 119, **120**, 123, **124**, 125, **131**, **135**, 136, **139**, **155**, **170**

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 2, 29, 45, 81, 88, 96, 105, 115, 119, 120, 129, 135, 136, 138, 139, 170, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1992

C087 1985, 1986, 1992, 1996

C098 1992

C106 1988

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-65, 67-68, 69(C159; R167), 71-72, 74-76, 77(C170; R177), 87-89, 90(P155)	66, 69(R168), 70, 77(C171; P089; R178), 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 90(R193; R194), 91, 92, 94, 95, 96

Tadjikistan

48 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, **14**, 16, 23, 27, 32, 45, 47, 52, 69, 73, **77**, **78**, 79, 90, 92, **95**, **97**, 103, **106**, 108, 113, **115**, 116, 119, **120**, **124**, 126, 133, 134, **142**, **143**, **147**, **148**, **149**, **155**, **159**, **160**

26 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 16 rapports reçus: Conventions nos 11, 14, 29, (97), 98, 103, 113, 115, 120, 122, 124, 138, 148, 149, 159, (182)

· 10 rapports non reçus: Conventions nos. 27, 32, 45, 105, 106, 111, 119, 126, 142, (143)

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
81-83, 86-87	84, 85, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

République-Unie de Tanzanie

34 conventions en vigueur (sur 35 ratifiées)

Membre depuis 1962

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 16, 17, 19, 26, 50, 59, 63, 64, 65, 86, **94, 95, 131, 134, 135, 137, 140, 142, 148, 149, 152, 154, 170**

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 14 rapports reçus: Conventions nos 29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 140, 142, 144, 148, 149, 154, 182

· 2 rapports non reçus: Conventions nos. 135, 170

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1987, 1990, 1991, 1992

C081 1987

C105 1987, 1990, 1991, 1992, 2000

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
46-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Tanganyika

5 conventions en vigueur (sur 6 ratifiées)

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

45, 88, 101, 108

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 45, 81, 88, 101

Zanzibar

2 conventions en vigueur (sur 4 ratifiées)

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

58, 97

1 rapport demandé sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Convention n° 97

Tchad

23 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 6, 11, 13, 14, 26, 41, 95, 116, 132, 135, 151, 173

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 29, 41, 81, 87, 98, 100, 105, 111, 132, 135, (138), 144, 151, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1993, 1999

C087 1993

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

République tchèque

62 conventions en vigueur (sur 69 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 11, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 21, 26, 27, 37, 38, 39, 42, 43, 49, 77, 78, 80, 88, 90, 95, 99, 102, 108, 115, 116, 120, 123, 124, 128, 130, 132, 135, 136, 139, 140, 142, 148, 150, 155, 159, 160, 161, 163, 164, 167, 171, 176, 181, 187

22 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 1, 14, 29, 87, 98, 100, 105, 108, 111, 122, 132, 135, (138), 140, 142, 144, 150, 160, 163, 164, 171, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Confédération tchéco-morave des syndicats (CM KOS)

87, 98

87, 98, 111

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1989

C111 1985, 1988, 1990, 2008

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-92, 94-96	-

Thaïlande

14 conventions en vigueur (sur 15 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 100, 105, 138, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

14, 19, 80, 88, 104, 116, 127, 159

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 2 rapports reçus: Conventions nos 14, 127

· 8 rapports non reçus: Conventions nos. 29, 88, 100, 105, 122, 138, (159), 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération des travailleurs des entreprises de l'Etat (SERC)

19

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1985, 1987, 1990, 1991, 1992, 1994, 1995

C105 1992

C122 2006

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1991

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2760

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Timor-Leste

4 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 2003

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
92, 94-96	-

Togo

18 conventions en vigueur (sur 20 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 6, 11, 13, 14, 26, 41, 95, 143

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 2 rapports reçus: Conventions nos 87, 98

· 15 rapports non reçus: Conventions nos. 6, 11, 13, 14, 26, 29, 85, 95, 100, 105, 111, 138, 143, 144, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
44-56, 58-72, 74-87, 89	88, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Trinité-et-Tobago

19 conventions en vigueur (sur 20 ratifiées)

Membre depuis 1963

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

16, 19, 50, 65, 97, 125, 147, 150, 159

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, (81), 105, 138, (150), 159, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Association consultative des employeurs de Trinité-et-Tobago (ECA)

100

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C098 1987

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-92, 94-95	96

Tunisie

52 conventions en vigueur (sur 58 ratifiées)

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 45, 52, 55, 62, 65, 73, 77, 88, 89, 90, 91, 95, 99, 104, 106, 107, 108, 113, 114, 116, 117, 118, 119, 120, 124, 127, 135, 142, 150, 159

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 13 rapports reçus: Conventions nos 13, 29, 45, 62, 81, 88, 105, 119, 120, (135), 138, 159, 182

· 2 rapports non reçus: Conventions nos. 118, 127

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1985

C087 1985

C127 1987

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2672

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Turkménistan

6 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. (29), (87), (98), (100), (105), (111)

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Turquie

52 conventions en vigueur (sur 56 ratifiées)

Membre depuis 1932

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 11, 14, 26, 42, 45, 53, 55, 68, 69, 73, 77, 80, 88, 92, 94, 95, 96, 99, 102, 108, 115, 116, 118, 119, 123, 127, 133, 134, 135, 142, 146, 151, 152, 153, 155, 158, 159, 161, 164, 166

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 1 rapport reçu: Convention no 96

· 17 rapports non reçus: Conventions nos. 29, 45, 81, 87, 88, 105, 115, 119, 127, 135, 138, 151, 155, 158, 159, 161, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération des syndicats de fonctionnaires (KESK) 87, 98, 151
- Confédération des syndicats progressistes de Turquie (DISK) 87, 98
- Confédération des syndicats turcs (TÜRK-IS) 98, 100, 111, 122, 142, 144
- Confédération syndicale internationale (CSI) 81, 87, 88, 135, 138, 155, 159, 161, 182
- Confédération turque des associations d'employés du secteur public (Türkiye Kamu-Sen) 87, 98, 151
- Confédération turque des associations d'employeurs (TISK) 87, 98, 111, 122, 142, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1995

C087 1997, 2005, 2007, 2009

C095 1985

C098 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1991, 1993, 1994, 1995, 1996, 1998, 2000

C111 1985, 1987, 1990, 1991

C122 2002

C158 2001

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C111 1989

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Tuvalu

Aucune ratification

Membre depuis 2008

Ukraine

56 conventions en vigueur (sur 64 ratifiées)

Membre depuis 1954

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 11, 14, 16, 23, 27, 32, 45, 47, 69, 73, 77, 78, 79, 90, 92, 95, 103, 106, 108, 113, 115, 116, 119, 120, 124, 126, 131, 132, 133, 135, 140, 142, 147, 149, 150, 153, 154, 156, 158, 159, 160, 173, 184

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 2, 29, 45, 81, 105, 111, 115, 119, 120, 129, 135, 138, 140, 147, 154, 159, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- | | |
|--|---------|
| • Confédération des syndicats libres de la région de Lugansk - KSPLO | 95 |
| • Fédération des syndicats de l'Ukraine | 81, 129 |
| • Syndicat des travailleurs de la mine de charbon Nikanor-Novaya (NPG) | 95 |
| • Syndicat indépendant des mineurs de l'entreprise minière de Barakov (IUMBME) | 135 |

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C095 1997, 2000, 2001, 2003

C138 2004

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
37-56, 58-72, 74-90	91, 92, 94, 95, 96

Uruguay

76 conventions en vigueur (sur 105 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 8, 9, 11, 13, 14, 16, 19, 21, 22, 23, 26, 27, 30, 32, 43, 63, 73, 77, 78, 79, 80, 90, 94, 95, 97, 99, 103, 106, 108, 110, 113, 114, 115, 116, 118, 119, 120, 121, 128, 130, 131, 132, 133, 134, 136, 137, 139, 141, 148, 149, 150, 151, 153, 154, 155, 156, 159, 161, 162, 167, 172, 181, 184

24 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 29, 81, 105, 115, 119, 120, 121, 128, 129, 136, 138, 139, 148, 151, 154, 155, 159, 161, 162, 167, 181, 182, 184

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 2002

C128 1988

C131 1991, 1998, 2003

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2699

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-89, 90(R193; R194), 91-92, 95(R197; R198)	90(P155), 94, 95(C187), 96

Vanuatu

8 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 2003

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

185

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. (29), (87), (98), (100), (105), (111), (182)

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	91, 92, 94, 95, 96

République bolivarienne du Venezuela

50 conventions en vigueur (sur 54 ratifiées)

Membre de 1919 à 1957 et depuis 1958

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 3, 6, 11, 13, 14, 19, 21, 22, 26, 27, 41, 45, 80, 88, 95, 97, 102, 116, 117, 118, 120, 121, 127, 128, 130, 139, 140, 141, 142, 143, 149, 150, 153, 155, 156, 158, 169

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 27, 29, 45, 81, 87, 88, 105, 111, 120, 127, 138, 139, 155, 158, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV) 111
- Confédération syndicale internationale (CSI) 87
- Fédération vénézuélienne des chambres et associations de commerce et de production (FEDECAMARAS) 26, 87, 144, 158

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1995, 1996, 1997, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2009

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2000, 2001, 2002

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2254, 2422, 2674, 2711, 2727, 2736

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74(R173), 75(C167; R175), 76, 77(C170; R177), 78(R179), 80, 82(C176; R183), 87-88	74(C163; C164; C165; C166; R174), 75(C168; R176), 77(C171; P089; R178), 78(C172), 79, 81, 82(P081), 83, 84, 85, 86, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Viet Nam

17 conventions en vigueur (sur 18 ratifiées)

Membre de 1980 à 1985 et depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 100, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

6, 14, 27, 45, 80, 116, 120, 123, 124, 155

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos (29), 45, 81, 120, 138, 155, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
33-56, 58-63, 80-92, 94-95	96

Yémen

29 conventions en vigueur (sur 30 ratifiées)

Membre depuis 1965

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

14, 16, 19, 58, 59, 64, 65, 86, 94, 95, 104, 131, 132, 135, 156, 158, 159, 185

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 105, 131, 135, 138, 159, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1991, 1993

C098 1985, 1991, 1993

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1985

C098 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56, 58-72, 74-87, 88(C183), 89(C184), 91	88(R191), 89(R192), 90, 92, 94, 95, 96

Zambie

39 conventions en vigueur (sur 43 ratifiées)

Membre depuis 1964

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 17, 18, 19, 26, 50, 64, 65, 86, 95, 97, 99, 103, 117, 124, 131, 135, 136, 141, 148, 149, 150, 151, 154, 158, 159, 173, 176

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 3 rapports reçus: Conventions nos 29, 138, 182

· 9 rapports non reçus: Conventions nos. 11, 105, 135, 136, 148, 151, 154, 159, 176

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1987, 1989, 1990

C122 1995

C138 2008

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56, 58-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Zimbabwe

25 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées)

Membre depuis 1980

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

14, 19, 26, 99, 135, 140, 150, 155, 159, 161, 162, 170, 174, 176

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 29, 81, 99, 105, 129, 135, 138, 155, 159, 161, 162, 170, 174, 176, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Congrès des syndicats du Zimbabwe (ZCTU)

19, 26, 29, 81, 87, 98, 99, 100, 105, 111, 129, 135, 138, 140, 144, 150, 159, 161, 162, 170, 174, 176, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2006, 2007, 2008

C098 2002, 2003, 2004, 2005

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2008

C098 2003

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2645

Commission d'enquête en 2008

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
66-72, 74-92, 94-96	-

Annexe

Liste des conventions adoptées par session

Liste des conventions adoptées, par session

- ★ Convention révisée en tout ou en partie par une convention ou par un protocole postérieurs.
- Convention qui n'est plus ouverte à la ratification à la suite de l'entrée en vigueur d'une convention portant révision de ce texte.
- ◆ Convention pas en vigueur.
- Convention retirée.

1ère session de la CIT, 1919

- C. 1 Convention (n° 1) sur la durée du travail (industrie), 1919
- C. 2 Convention (n° 2) sur le chômage, 1919
- ★ C. 3 Convention (n° 3) sur la protection de la maternité, 1919
- ★ C. 4 Convention (n° 4) sur le travail de nuit (femmes), 1919
- ★ C. 5 Convention (n° 5) sur l'âge minimum (industrie), 1919
- ★ C. 6 Convention (n° 6) sur le travail de nuit des enfants (industrie), 1919

2e session de la CIT, 1920

- ★ C. 7 Convention (n° 7) sur l'âge minimum (travail maritime), 1920
- C. 8 Convention (n° 8) sur les indemnités de chômage (naufnage), 1920
- ★ C. 9 Convention (n° 9) sur le placement des marins, 1920

3e session de la CIT, 1921

- ★ C. 10 Convention (n° 10) sur l'âge minimum (agriculture), 1921
- C. 11 Convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921
- ★ C. 12 Convention (n° 12) sur la réparation des accidents du travail (agriculture), 1921
- C. 13 Convention (n° 13) sur la céruse (peinture), 1921
- C. 14 Convention (n° 14) sur le repos hebdomadaire (industrie), 1921
- ★ C. 15 Convention (n° 15) sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921
- C. 16 Convention (n° 16) sur l'examen médical des jeunes gens (travail maritime), 1921

7e session de la CIT, 1925

- ★ C. 17 Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925
- ★ C. 18 Convention (n° 18) sur les maladies professionnelles, 1925
- C. 19 Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925
- C. 20 Convention (n° 20) sur le travail de nuit (boulangeries), 1925

8e session de la CIT, 1926

- C. 21 Convention (n° 21) sur l'inspection des émigrants, 1926

9e session de la CIT, 1926

- C. 22 Convention (n° 22) sur le contrat d'engagement des marins, 1926
- ★ C. 23 Convention (n° 23) sur le rapatriement des marins, 1926

10e session de la CIT, 1927

- ★ C. 24 Convention (n° 24) sur l'assurance-maladie (industrie), 1927
- ★ C. 25 Convention (n° 25) sur l'assurance-maladie (agriculture), 1927

11e session de la CIT, 1928

- C. 26 Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928

12e session de la CIT, 1929

- C. 27 Convention (n° 27) sur l'indication du poids sur les colis transportés par bateau, 1929
- C. 28 Convention (n° 28) sur la protection des dockers contre les accidents, 1929

14e session de la CIT, 1930

- C. 29 Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930
- C. 30 Convention (n° 30) sur la durée du travail (commerce et bureaux), 1930

15e session de la CIT, 1931

- C. 31 Convention (n° 31) sur la durée du travail (mines de charbon), 1931

16e session de la CIT, 1932

- C. 32 Convention (n° 32) sur la protection des dockers contre les accidents (révisée), 1932
- C. 33 Convention (n° 33) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1932

17e session de la CIT, 1933

- C. 34 Convention (n° 34) sur les bureaux de placement payants, 1933
- C. 35 Convention (n° 35) sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933
- C. 36 Convention (n° 36) sur l'assurance-vieillesse (agriculture), 1933
- C. 37 Convention (n° 37) sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933
- C. 38 Convention (n° 38) sur l'assurance-invalidité (agriculture), 1933
- C. 39 Convention (n° 39) sur l'assurance-décès (industrie, etc.), 1933
- C. 40 Convention (n° 40) sur l'assurance-décès (agriculture), 1933

18e session de la CIT, 1934

- C. 41 Convention (n° 41) (révisée) du travail de nuit (femmes), 1934
- ★ C. 42 Convention (n° 42) (révisée) des maladies professionnelles, 1934
- C. 43 Convention (n° 43) des verreries à vitres, 1934
- C. 44 Convention (n° 44) du chômage, 1934

19e session de la CIT, 1935

- C. 45 Convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935
- C. 46 Convention (n° 46) (révisée) sur la durée du travail (mines de charbon), 1935
- C. 47 Convention (n° 47) des quarante heures, 1935
- C. 48 Convention (n° 48) sur la conservation des droits à pension des migrants, 1935
- C. 49 Convention (n° 49) de réduction de la durée du travail (verreries à bouteilles), 1935

20e session de la CIT, 1936

- C. 50 Convention (n° 50) sur le recrutement des travailleurs indigènes, 1936
- C. 51 Convention (n° 51) de réduction de la durée du travail (travaux publics), 1936
- C. 52 Convention (n° 52) sur les congés payés, 1936

21e session de la CIT, 1936

- C. 53 Convention (n° 53) sur les brevets de capacité des officiers, 1936
- ◆● C. 54 Convention (n° 54) des congés payés des marins, 1936
- C. 55 Convention (n° 55) sur les obligations de l'armateur en cas de maladie ou d'accident des gens de mer, 1936
- C. 56 Convention (n° 56) sur l'assurance-maladie des gens de mer, 1936
- ◆● C. 57 Convention (n° 57) sur la durée du travail à bord et les effectifs, 1936

22e session de la CIT, 1936

- ★ C. 58 Convention (n° 58) (révisée) sur l'âge minimum (travail maritime), 1936

23e session de la CIT, 1937

- ★ C. 59 Convention (n° 59) (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937
- ★ C. 60 Convention (n° 60) (révisée) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1937
- C. 61 Convention (n° 61) de réduction de la durée du travail (textile), 1937
- C. 62 Convention (n° 62) concernant les prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937

24e session de la CIT, 1938

- C. 63 Convention (n° 63) concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938

25e session de la CIT, 1939

- C. 64 Convention (n° 64) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1939
- C. 65 Convention (n° 65) sur les sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1939
- C. 66 Convention (n° 66) sur les travailleurs migrants, 1939
- C. 67 Convention (n° 67) sur la durée du travail et les repos (transports par route), 1939

28e session de la CIT, 1946

- C. 68 Convention (n° 68) sur l'alimentation et le service de table (équipage des navires), 1946
- C. 69 Convention (n° 69) sur le diplôme de capacité des cuisiniers de navire, 1946
- ◆● C. 70 Convention (n° 70) sur la sécurité sociale des gens de mer, 1946
- C. 71 Convention (n° 71) sur les pensions des gens de mer, 1946
- ◆● C. 72 Convention (n° 72) des congés payés des marins, 1946
- C. 73 Convention (n° 73) sur l'examen médical des gens de mer, 1946
- C. 74 Convention (n° 74) sur les certificats de capacité de matelot qualifié, 1946
- ◆● C. 75 Convention (n° 75) sur le logement des équipages, 1946
- ◆● C. 76 Convention (n° 76) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs, 1946

29e session de la CIT, 1946

- C. 77 Convention (n° 77) sur l'examen médical des adolescents (industrie), 1946
- C. 78 Convention (n° 78) sur l'examen médical des adolescents (travaux non industriels), 1946
- C. 79 Convention (n° 79) sur le travail de nuit des adolescents (travaux non industriels), 1946
- C. 80 Convention (n° 80) portant révision des articles finals, 1946

30e session de la CIT, 1947

- ★ C. 81 Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947
- ★ C. 82 Convention (n° 82) sur la politique sociale (territoires non métropolitains), 1947
- C. 83 Convention (n° 83) sur les normes du travail (territoires non métropolitains), 1947
- C. 84 Convention (n° 84) sur le droit d'association (territoires non métropolitains), 1947
- C. 85 Convention (n° 85) sur l'inspection du travail (territoires non métropolitains), 1947
- C. 86 Convention (n° 86) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1947

31e session de la CIT, 1948

- C. 87 Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948
- C. 88 Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948
- ★ C. 89 Convention (n° 89) sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948
- C. 90 Convention (n° 90) sur le travail de nuit des enfants (industrie) (révisée), 1948

32e session de la CIT, 1949

- C. 91 Convention (n° 91) sur les congés payés des marins (révisée), 1949
- C. 92 Convention (n° 92) sur le logement des équipages (révisée), 1949
- ◆● C. 93 Convention (n° 93) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs (révisée), 1949
- C. 94 Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949
- ★ C. 95 Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949
- C. 96 Convention (n° 96) sur les bureaux de placement payants (révisée), 1949
- C. 97 Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949
- C. 98 Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

34e session de la CIT, 1951

- C. 99 Convention (n° 99) sur les méthodes de fixation des salaires minima (agriculture), 1951
- C. 100 Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951

35e session de la CIT, 1952

- ★ C. 101 Convention (n° 101) sur les congés payés (agriculture), 1952
- ★ C. 102 Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952
- C. 103 Convention (n° 103) sur la protection de la maternité (révisée), 1952

38e session de la CIT, 1955

- C. 104 Convention (n° 104) sur l'abolition des sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1955

40e session de la CIT, 1957

- C. 105 Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957
- C. 106 Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957
- C. 107 Convention (n° 107) relative aux populations autochtones et tribales, 1957

41e session de la CIT, 1958

- C. 108 Convention (n° 108) sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958
- ◆● C. 109 Convention (n° 109) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs (révisée), 1958

42e session de la CIT, 1958

- ★ C. 110 Convention (n° 110) sur les plantations, 1958
- C. 111 Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

43e session de la CIT, 1959

- ★ C. 112 Convention (n° 112) sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959
- C. 113 Convention (n° 113) sur l'examen médical des pêcheurs, 1959
- C. 114 Convention (n° 114) sur le contrat d'engagement des pêcheurs, 1959

44e session de la CIT, 1960

- C. 115 Convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960

45e session de la CIT, 1961

- C. 116 Convention (n° 116) portant révision des articles finals, 1961

46e session de la CIT, 1962

- C. 117 Convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962
- C. 118 Convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962

47e session de la CIT, 1963

- C. 119 Convention (n° 119) sur la protection des machines, 1963

48e session de la CIT, 1964

- C. 120 Convention (n° 120) sur l'hygiène (commerce et bureaux), 1964
- C. 121 Convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I modifié en 1980]
- C. 122 Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964

49e session de la CIT, 1965

- ★ C. 123 Convention (n° 123) sur l'âge minimum (travaux souterrains), 1965
- C. 124 Convention (n° 124) sur l'examen médical des adolescents (travaux souterrains), 1965

50e session de la CIT, 1966

- C. 125 Convention (n° 125) sur les brevets de capacité des pêcheurs, 1966
- C. 126 Convention (n° 126) sur le logement à bord des bateaux de pêche, 1966

51e session de la CIT, 1967

- C. 127 Convention (n° 127) sur le poids maximum, 1967
- C. 128 Convention (n° 128) concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, 1967

53e session de la CIT, 1969

- C. 129 Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969
- C. 130 Convention (n° 130) concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, 1969

54e session de la CIT, 1970

- C. 131 Convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970
- C. 132 Convention (n° 132) sur les congés payés (révisée), 1970

55e session de la CIT, 1970

- C. 133 Convention (n° 133) sur le logement des équipages (dispositions complémentaires), 1970
- C. 134 Convention (n° 134) sur la prévention des accidents (gens de mer), 1970

56e session de la CIT, 1971

- C. 135 Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971
- C. 136 Convention (n° 136) sur le benzène, 1971

58e session de la CIT, 1973

- C. 137 Convention (n° 137) sur le travail dans les ports, 1973
- C. 138 Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

59e session de la CIT, 1974

- C. 139 Convention (n° 139) sur le cancer professionnel, 1974
- C. 140 Convention (n° 140) sur le congé-éducation payé, 1974

60e session de la CIT, 1975

- C. 141 Convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975
- C. 142 Convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975
- C. 143 Convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975

61e session de la CIT, 1976

- C. 144 Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976

62e session de la CIT, 1976

- C. 145 Convention (n° 145) sur la continuité de l'emploi (gens de mer), 1976
- C. 146 Convention (n° 146) sur les congés payés annuels (gens de mer), 1976
- ★ C. 147 Convention (n° 147) sur la marine marchande (normes minima), 1976

63e session de la CIT, 1977

- C. 148 Convention (n° 148) sur le milieu de travail (pollution de l'air, bruit et vibrations), 1977
- C. 149 Convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977

64e session de la CIT, 1978

- C. 150 Convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978
- C. 151 Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978

65e session de la CIT, 1979

- C. 152 Convention (n° 152) sur la sécurité et l'hygiène dans les manutentions portuaires, 1979
- C. 153 Convention (n° 153) sur la durée du travail et les périodes de repos (transports routiers), 1979

67e session de la CIT, 1981

- C. 154 Convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981
- ★ C. 155 Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981
- C. 156 Convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981

68e session de la CIT, 1982

- C. 157 Convention (n° 157) sur la conservation des droits en matière de sécurité sociale, 1982
- C. 158 Convention (n° 158) sur le licenciement, 1982

69e session de la CIT, 1983

- C. 159 Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983

71e session de la CIT, 1985

- C. 160 Convention (n° 160) sur les statistiques du travail, 1985
- C. 161 Convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985

72e session de la CIT, 1986

- C. 162 Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986

74e session de la CIT, 1987

- C. 163 Convention (n° 163) sur le bien-être des gens de mer, 1987
- C. 164 Convention (n° 164) sur la protection de la santé et les soins médicaux (gens de mer), 1987
- C. 165 Convention (n° 165) sur la sécurité sociale des gens de mer (révisée), 1987
- C. 166 Convention (n° 166) sur le rapatriement des marins (révisée), 1987

75e session de la CIT, 1988

- C. 167 Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988
- C. 168 Convention (n° 168) sur la promotion de l'emploi et la protection contre le chômage, 1988

76e session de la CIT, 1989

- C. 169 Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989

77e session de la CIT, 1990

- C. 170 Convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990
- C. 171 Convention (n° 171) sur le travail de nuit, 1990

78e session de la CIT, 1991

- C. 172 Convention (n° 172) sur les conditions de travail dans les hôtels et restaurants, 1991

79e session de la CIT, 1992

- C. 173 Convention (n° 173) sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, 1992

80e session de la CIT, 1993

- C. 174 Convention (n° 174) sur la prévention des accidents industriels majeurs, 1993

81e session de la CIT, 1994

- C. 175 Convention (n° 175) sur le travail à temps partiel, 1994

82e session de la CIT, 1995

- C. 176 Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995

83e session de la CIT, 1996

- C. 177 Convention (n° 177) sur le travail à domicile, 1996

84e session de la CIT, 1996

- C. 178 Convention (n° 178) sur l'inspection du travail (gens de mer), 1996
- C. 179 Convention (n° 179) sur le recrutement et le placement des gens de mer, 1996
- C. 180 Convention (n° 180) sur la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, 1996

85e session de la CIT, 1997

C. 181 Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997

87e session de la CIT, 1999

C. 182 Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

88e session de la CIT, 2000

C. 183 Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000

89e session de la CIT, 2001

C. 184 Convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001

91e session de la CIT, 2003

C. 185 Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003

94e session de la CIT, 2006

♦ MLC Convention du travail maritime, 2006

95e session de la CIT, 2006

C. 187 Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006

96e session de la CIT, 2007

♦ C. 188 Convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007

